PIERRE MONTAGNON

COMMANDOS DE LÉGENDE

1954-2011

Libération d'Ingrid Betancourt, élimination de Ben Laden, etc.

Pygmalion

PIERRE MONTAGNON

Commandos de légende

1954-2011

Pygmalion

Montagnon Pierre

Commandos de Légende

1954-2011

Flammarion

Maison d'édition : Pygmalion

© 2012, Pygmalion, département de Flammarion
Dépôt légal : novembre 2012

ISBN numérique : 978-2-7564-1003-6
ISBN du pdf web : 978-2-7564-1004-3

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-7564-0647-3

Ouvrage composé et converti par Nord Compo

Présentation de l'éditeur :
Après avoir consacré trois volumes à l'Histoire des commandos, Pierre Montagnon la complète en relatant un ensemble d'opérations spectaculaires et audacieuses, parfois tragiques et sinistres, restées dans les mémoires. Certaines ressuscitent des interventions militaires : la libération des otages de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, celle d'Ingrid Betancourt, l'élimination de Ben Laden… D'autres évoquent des actions à caractère « civil » : l'enlèvement du nazi Adolf Eichmann par des émissaires israéliens, celui du président du Conseil italien Aldo Moro par les Brigades rouges, l'assassinat du commandant Massoud, les attentats fomentés par Carlos…
Ce sont autant des pages héroïques et glorieuses que des actes sombres, voire criminels, qui sont brillamment racontés ici avec la plume d'un historien rigoureux.

Création Studio Flammarion 42 Commando des Royal Marines, Afghanistan, 2011 © LA(Phot) David Hillhouse / Rex Features / SIPA

Saint-Cyrien, sept fois cité, deux fois blessé comme chef de section dans les rangs des parachutistes de la Légion, Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire, Pierre Montagnon est historien, conférencier, lauréat de l'Académie française.

DU MÊME AUTEUR
DANS LA MÊME COLLECTION

Histoire des Commandos
1939-1943

•

Histoire des Commandos
1944-1945

•

Histoire des Commandos
1945 à la prise d'otages à Marignane

Abréviations

AM	Automitrailleuse.
AN	Alliance du Nord.
BR	Brigades Rouges.
CA	Compagnie d'appui.
CCS	Compagnie de commandement et des services.
CESID	Centro Superior de Informacion de la Defensa.
CGM	Compagnie Générale Maritime.
CIA	Central Intelligence Agency.
CMA	Compagnie Maritime d'Affrètement.
CP	Compagnie portée.
CR	Compte rendu.
DAF	Déserteur de l'Armée française.
DCA	Défense contre avions.
DFL	Division Française Libre.
DGSE	Direction Générale de la Sécurité Extérieure.
DIH	Détachement d'intervention d'hélicoptères.
DOM-TOM	Département d'Outre-Mer – Territoire d'Outre-Mer.
DP	Division Parachutiste.
DRS	Direction du Renseignement et de la Sécurité.
DZ	Dropping Zone.
EPIGN	Escadron parachutiste d'intervention de la Gendarmerie nationale.
FARC	Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes.
FBI	Federal Bureau of Investigation.
FIS	Front islamique du salut.
FLN	Front de Libération Nationale.
FLNKS	Front de Libération Nationale Kanake et Socialiste.
FMSB	Force Multinationale de la Sécurité à Beyrouth.
FNLC	Front National de Libération du Congo.
FPLP	Front Populaire de Libération de la Palestine.
GCMA	Groupement de commandos mixtes aéroportés.

GIGN	Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale.
GIS	Groupe d'intervention spéciale.
GPS	Global Positioning System.
HCE	Haut Comité d'État.
HVP	High Value Package.
KGB	Comité pour la sécurité de l'État.
LRAC	Lance-roquettes antichar.
OAS	Organisation armée secrète.
OLP	Organisation de Libération de la Palestine.
ONU	Organisation des Nations Unies.
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
PC	Parti communiste.
PC	Poste de commandement.
PCI	Parti communiste italien.
PM	Pistolet mitrailleur.
PPK	Polizei Pistole Kriminale.
RAI	Radio télévision italienne.
RALP	Régiment d'Artillerie légère parachutiste.
RC	Route coloniale.
RCP	Régiment de chasseurs parachutistes.
REP	Régiment étranger de parachutistes.
RPIMa	Régiment de parachutistes d'Infanterie de Marine.
RPN	Rassemblement Patriotique National.
SAS	Special Air Service.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDN	Société des Nations.
SEAL	Sea Air Land.
TPO	Travelling Post Office.
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
VAB	Véhicule de l'avant blindé.
VHF	Very Hight Frequency.

Avant-propos

La Seconde Guerre mondiale, sous bien des aspects, s'inscrit en âge d'or des commandos. Bien que ceux-ci ne correspondent pas à une nouveauté militaire intrinsèque, mieux et plus qu'auparavant, ils s'intègrent à la bataille, la préparent ou la complètent. Ils surgissent du ciel, viennent de la mer ou s'infiltrent sur terre. Réalisés par des combattants ayant subi un sévère entraînement à cet effet, ces commandos ont vocation d'apporter un succès indispensable à la victoire commune.

Cet acte de guerre au service de son pays se poursuit avec l'après-guerre, en s'élargissant. La connotation strictement militaire s'estompe souvent au profit d'une orientation politique ou d'une idéologie. Le commando perd ses critères d'héroïsme patriotique, se muant, à l'occasion, en attentat ou coup de force au service d'un règlement de compte voire d'une aventure politicienne. Si ses critères fondamentaux, imagination, renseignements, surprise, audace, rapidité, demeurent, son ambition, en certains cas, évolue. Il relève, à l'occasion, de mobiles plus sordides s'assimilant au grand banditisme. C'est pourquoi il a paru utile d'insérer ce type d'opérations dans une étude sur les commandos depuis 1945. Hors leur finalité, elles alignent toutes les caractéristiques du vrai commando militaire, ont frappé les opinions publiques et obtenu les honneurs de la presse.

Faut-il préciser, enfin, que certains commandos, comme celui contre le World Trade Center le 11 septembre 2001, ont été volontairement écartés car trop souvent rapportés, évitant ainsi une nouvelle publicité.

Chapitre premier
Commando mixte sur Lao Kay

Octobre 1953

En lever de rideau, ce commando sur Lao Kay, dans le nord du Tonkin, rappelle qu'un véritable commando correspond d'abord à une opération militaire.

La guerre d'Indochine, qu'elle soit française ou américaine, connaît de très nombreux commandos menés par les camps en présence[1]. Le Viêt-Minh en fait une spécialité par sa connaissance du terrain et la qualité de ses combattants. Il excelle pour enlever de nuit un poste par surprise ou réaliser un sabotage. Les Français, pour leur part, s'efforcent, non sans résultats, de recruter des autochtones afin d'agencer leurs propres commandos. Tel est l'exemple de ce coup de main sur Lao Kay réalisé à 100 % par des combattants enfants du pays et hostiles au Viêt-Minh communiste. Il atteste de l'aspect guerre civile du conflit indochinois.

*

L'Indochine de 1945 à 1954 offre des fronts diversifiés. Le Laos penche vers la France. Le Cambodge aspire à vivre en paix. Le Vietnam, ensemble Tonkin-Annam-Cochinchine, est loin d'une telle homogénéité. Hô Chi Minh et ses camarades, levés au nom du Viêt-Minh, entendent se dégager de l'emprise coloniale et acquérir leur indépendance totale. Tous les Vietnamiens ne les suivent pas. Plus d'un, par refus du communisme, haine ancestrale ou autre mobile, aspire à une tierce voie.

Ceux que la terminologie désigne sous le nom de minorités ethniques se rangent dans ce camp. Ils représentent environ 15 % de la population de l'ensemble Tonkin-Annam-Cochinchine, localisés pour l'essentiel au Tonkin. Leurs tribus – Méo, Thai blanc, Thai noir, Nung, Muong, Man, Thô, Rhadès, Hmong… – occupent la moyenne et la haute région tonkinoise où, depuis des lustres, les actuels occupants du delta et des plaines côtières les ont relégués. Ce passé explique le présent. Ces montagnards vivent et travaillent, accrochés à leurs coutumes et leurs crêtes. La culture du pavot assure leur principale richesse tout en contribuant à les renforcer dans leur opposition à un Viêt-Minh qui tend à les en dépouiller.

Les officiers français des services de renseignements ont perçu cette diversité et compris qu'elle pouvait être exploitée. De là, la formation d'unités en marge. Sans entrer dans les détails de leur historique, le GCMA, Groupement de commandos mixtes aéroportés, en assure l'ossature. Antenne des services spéciaux, ce GCMA, commandé par des cadres parachutistes, calque sa mission sur celle du Service Action de 39-45 : créer des maquis, former des équipes de sabotage, monter des filières d'évasion. En arrière-plan, les audacieux souhaitent « virer » les Viêts de la montagne. Projet sans doute audacieux. Le handicap du GCMA provient du manque de moyens et de la défiance de caciques brevetés des états-majors. Sortir des chemins traditionnels est rarement apprécié.

Au fil des mois, bien que travaillant dans des conditions ingrates, le GCMA obtient des résultats. Des maquis, à base d'autochtones, prennent racine et se développent au Tonkin, Sud Annam et Laos. Certains dépassent 1 000 hommes armés. Le manque d'encadrement les handicape. Leurs appellations, nées de l'imagination fertile d'un responsable du GCMA, peuvent prêter à sourire : Chocolat, Colibri, Cardamome, Calamar, etc. (Sans doute s'était-il vu donner la lettre C pour attribuer ses indicatifs.) Ils correspondent cependant à des entités bien réelles, s'appuyant sur les populations locales.

Le maquis Cardamome s'organise depuis Laichau à partir de mai 1953, ses instigateurs, à Hanoi et sur le terrain, se fixant un objectif ambitieux : contrôler la zone entre rivière Noire et fleuve Rouge, au nord-ouest de Lao Kay. Courant juin, les partisans du lieutenant Ly Seo Nung, officier Méo servant à titre français, s'emparent de Phong Tho, cuvette à 50 km au nord de Laichau. La garnison Viêt-Minh a dû évacuer les lieux. Ce succès, acquis

uniquement par des autochtones soutenus par des bombardiers B 26 contre les points forts Viêts, apporte le ralliement total des villages voisins.

Dès lors, l'extension vers l'est, par le col des Nuages, s'accentue en direction du fleuve Rouge. En août, les Méos de Cha Pa[2] délogent les Viêts de la petite station climatique fondée par les Français en 1922. Lao Kay n'est qu'à 34 km par une route sinueuse et accidentée. Ce qui ne saurait effrayer Viêts et partisans qui, tous, se déplacent à pied ou pour les premiers à bicyclette.

À la fin du mois d'août 1953, le maquis Cardamome aligne 600 hommes armés et s'étale depuis Phong Tho jusqu'aux abords du fleuve Rouge en amont de Lao Kay. Dans l'ensemble, ces maquisards sont issus des Nhang de la frontière de Chine et des Méo et Man de la région. Les populations suivent et de nombreux montagnards – estimés à 5 000 – attendent des parachutages pour percevoir un fusil. D'ores et déjà, une partie de l'armement en service provient des saisies sur les Viêts, fusils Mauser allemands ou Mas 36 français.

Cette implantation de Cardamome permet au GCMA d'envisager de frapper sur Lao Kay. Celle-ci, abandonnée par les Français en 1950, représente un bel objectif stratégique. Cette petite ville frontière, entre la Chine et le Tonkin, lovée sur la rive gauche du fleuve Rouge à son confluent avec le Nam Thi, commande les entrées chinoises par le chemin de fer du Yunnan toujours en service dans la République Populaire[3]. L'occuper ou à défaut endommager les points de passage entraverait les approvisionnements du Viêt-Minh à partir de la Chine. Le pont Pigeant, long d'environ 200 mètres, métallique avec culées en maçonnerie sur le fleuve Rouge, relie Lao Kay à son faubourg Coc Leu rive droite. Le pont dit international sur le Nam Thi, rivière frontière, permet le passage de la voie ferrée du Yunnan, l'accès à la Chine et à la petite ville de Ho Keou. Ces deux ponts supportent un trafic intense.

Le chef de bataillon Fournier, patron du GCMA Tonkin, s'estime donc en état de réaliser un coup de commando payant sur Lao Kay. Il obtient le feu vert du haut commandement à une réserve près : ne pas se manifester contre le pont international afin d'éviter des ennuis diplomatiques avec la Chine. Belle clause de style imposée par Paris ! Le régime de Mao-tsé Toung ne se gêne guère pour ravitailler les troupes d'Hô Chi Minh. Cette aide à peine dissimulée provoque le désastre de la RC 4 en

octobre 1950, comme elle expliquera celui de Diên Biên Phu, au printemps 1954.

Les renseignements signalent la présence de deux compagnies Viêt-Minh à Lao Kay et Coc Leu. Dans cette dernière bourgade, se trouveraient des dépôts importants de ravitaillement, de sel et d'armement. Sur la colline dominant Lao Kay, une pièce d'artillerie, supposée être un obusier de 105, prendrait en enfilade le pont Pigeant. Enfin, de la DCA serait disposée tout autour. Au bilan, les défenses Viêts sur Lao Kay constituent un ensemble non négligeable.

Fournier sait disposer du maquis Cardamome. Si ce dernier s'annonce riche en combattants, ceux-ci, totalement dépourvus d'armement lourd, ne sont que des coureurs de brousse plus aptes aux patrouilles et reconnaissances qu'aux attaques frontales. Impossible dans de telles conditions de forcer des retranchements installés à partir de constructions en pierre ou béton. Heureusement, Fournier possède deux jokers : l'appui-feu de l'aviation et un commando parachutiste. Ce commando, formé de volontaires Méo, vient de terminer son entraînement à Hanoi. Il semble susceptible de constituer l'élément choc capable de faire la décision.

Courant septembre, l'opération contre Lao Kay, baptisée *Chau Quan Tinh*, prend forme. Après discussions avec l'état-major à Hanoi, Fournier, conscient de la faiblesse de ses moyens, limite ses ambitions : *« Créer une diversion dans la région de Lao Kay, obligeant le Viêt-Minh à garder cette agglomération avec des effectifs importants jusqu'ici disponibles contre le maquis Cardamome.*

Éventuellement, en cas de succès, effectuer un raid sur Lao Kay et y détruire les installations Viêt-Minh. »

La destruction du pont en maçonnerie passe au second plan, l'essentiel étant d'inquiéter le Viêt-Minh sur Lao Kay. Ainsi s'atténuerait la pression contre Cardamome et par contrecoup sur Laichau.

L'opération elle-même s'articule en plusieurs temps : attaque de Coc Leu par Cardamome, parachutage du commando Méo, largage, si tout va bien, d'explosifs pour détruire le pont Pigeant sur le fleuve Rouge. Détail important, le parachutage du commando aura lieu rive droite. Sauter rive gauche afin de tourner les défenses de Lao Kay paraît, à réflexion, trop risqué.

*

Chau Quan Tinh débute le 3 octobre au matin. Nung assure le commandement de Cardamome sur le terrain, Fournier dans un Dakota PC dirige le tout.

600 maquisards quittent leurs bases dans la montagne, 48 heures plus tôt. Ils convergent sur Coc Leu de trois directions : du nord, de l'ouest, du sud. Une manœuvre en tenailles, très classique, telle que les conçoivent les brevetés de l'École de Guerre, vise à prendre la bourgade en étau et à interdire aux Viêts de se replier sur Lao Kay.

À 9 h 45, le Dakota signaleur largue 25 parachutes tricolores. À défaut d'un signal radio impossible à donner faute d'émetteurs-récepteurs chez les fractions de Cardamome, ces parachutes répondent au signal convenu. Les maquisards se précipitent sur Coc Leu et les défenses Viêts signalées. La résistance est vive, plus sérieuse qu'escomptée. Retranchés dans leurs cantonnements, les Viêts, bien armés, repoussent les assaillants. Coc Leu, à l'époque française, hébergeait une garnison militaire, d'où des casernes et bâtiments en dur qui se transforment en réduits défensifs. Les murs forment de solides remparts que les armes automatiques se contentent de piqueter d'impacts.

Midi. Les 45 parachutistes Méo et leur chef, le lieutenant Pham Duc Long, s'éjectent de trois Dakota. Saut à 200 mètres d'altitude. Stick à 15. Les avions se vident rapidement. Bien avant la lampe verte et la sonnerie, les hommes ont « bourré » vers la porte. La grosse majorité effectue son premier saut d'opération. Opération ou entraînement, le plongeon dans le vide fait éprouver les mêmes sensations : départ à l'horizontale, choc à l'ouverture du « pépin », le vieux T/5 américain, silence ambiant altéré uniquement par le bruit de l'avion qui s'éloigne, tour d'horizon pour situer les copains et le paysage monte vite.

La DZ choisie se situe légèrement en amont de l'ancienne piste d'aviation de Lao Kay, sur la rive droite. Les paras n'ont que quelques secondes de descente avant un roulé-boulé sur une terre amollie par les pluies d'été. Ces combattants aguerris, avec leur MAT 49, disposent d'une bonne puissance de choc, hélas démunis de canons sans recul ou mortiers capables d'éliminer un blockhaus. Les Viêts, eux, derrière leurs meurtrières, tirent de longues rafales de mitrailleuses ou depuis la colline en vis-à-vis balaient les approches du pont de Coc Leu. Pour appuyer ses hommes, Fournier, de son avion PC, fait donner l'aviation. Les B 26 piquent sur les points d'appui localisés soulageant les assaillants.

Le commando Long parvient à s'infiltrer dans Coc Leu et à gagner les accès au pont Pigeant. Se hasarder sur son tablier serait suicidaire. Un fusil mitrailleur le prend en enfilade. Long doit attendre la nuit pour se glisser jusqu'aux piliers Les constructeurs français des années 1920 ont bien travaillé. Les culées en maçonnerie peuvent résister aux crues et aux explosifs. Or, des explosifs, il en faudrait beaucoup pour saper les ouvrages. Long n'est pas riche. Au mieux son commando possède des pains de plastic pour saboter quelques travées métalliques. De quoi affaiblir l'ouvrage et interdire, provisoirement, des transports lourds. (Les Viêts utilisent déjà des camions chinois.) L'adversaire a le bon goût de contribuer à la neutralisation de l'ouvrage. Craignant un passage en force, il fait sauter des travées en bordure de la rive gauche.

La bataille pour Coc Leu durera trois jours. Les Viêts envoient des renforts sur Lao Kay et Coc Leu. Une de leurs compagnies traverse le fleuve Rouge 10 km en aval afin de prendre Cardamome et commando de revers. De la rive gauche, leurs mortiers de 81 et de 120 dressent des barrages de feu afin d'empêcher Nung et Long de pousser plus avant. Depuis Pho Moi, sur la rive droite, leurs feux interdisent l'utilisation de la piste d'aviation où un Morane pourrait se poser pour enlever les blessés. D'autant que la DCA se montre très active. B 26 et chasseurs d'appui rentrent rarement sans des trous dans les plans et les carlingues.

Le repli généralisé vers la montagne s'effectue dans la nuit du 6 au 7 octobre. Les Viêts ne sauraient s'y opposer. Sur place, les habitants ont pris parti. Ils renseignent maquisards et commando. Le recueil se déroule dans de bonnes conditions.

Le compte rendu officiel du GCMA sur l'opération *Chau Quan Tinh* annonce 3 tués et plusieurs blessés évacués côté Cardamome et commando contre 150 tués et blessés chez les Viêts. La disproportion étonne. Les bombes des B 26 ont toutefois fait des ravages sur les positions repérées et les ordres précisaient d'éviter les assauts meurtriers contre un adversaire bien retranché.

Le bilan matériel est une chose d'autant que sur le fond il reste modeste. Les entraves à la circulation sur le pont Pigeant entre Lao Kay et Coc Leu s'effaceront vite. Les Viêts excellent en la matière. L'intérêt du commando sur Lao Kay se place ailleurs. Bien que l'opération ait été montée par les Français, son exécution relève uniquement de Vietnamiens. Tous les combattants, maquisards ou commando, sont des enfants du pays. Ils

prouvent que sur la terre de l'ancienne Indochine française les sentiments ne formaient pas un bloc monolithique et que nombreux aspiraient à une autre voie que celle de l'indépendance dans le communisme. Le commandement français n'en a peut-être pas tenu suffisamment compte pour agir sur les arrières de l'ennemi.

1- Plusieurs de ces opérations ont été rapportées dans le tome 3 d'*Histoire des commandos*.

2- Aujourd'hui, Sa Pa. Le terme proviendrait de sapin, arbre fréquent dans cette région d'altitude (1 650 m à Sa Pa).

3- Ce chemin de fer du Yunnan, prouesse technique réalisée par les Français au début des années 1900, visait depuis Hanoi et Haiphong à atteindre les richesses minières de la Chine méridionale. La guerre a interrompu le trafic de la voie ferrée, rive gauche du fleuve Rouge, entre Hanoi et Lao Kay. Le Nam Thi qui s'oriente vers l'est sert de frontière entre la Chine et le Tonkin sur une dizaine de kilomètres à partir de Lao Kay. Par ailleurs, ne pas confondre ce col des Nuages, avec le célèbre col des Nuages entre Hué et Danang (Tourane).

Chapitre 2
L'enlèvement d'Adolf Eichmann

Mai 1960

L'Histoire, pour son malheur, renferme des noms de sinistre consonance. L'Allemagne nazie en fourmille. Adolf Eichmann appartient à ce registre avec les Hitler, Himmler, Heydrich, Kaltenbrunner, Mengele et consorts, individus pour qui l'être humain ne présentait que peu de valeur. Leurs parcours ruissellent de sang.

Le nommé Eichmann Adolf voit le jour en 1906. Il fête donc ses vingt ans avec la montée en puissance d'Adolf Hitler et du nazisme. Il va lier son sort aux années maudites de l'Allemagne et plus spécialement à l'extermination des Juifs d'Europe. Entré chez les SS en 1932, au SD[1] en 1934, il se fait remarquer par son travail méthodique et ses qualités d'organisateur. Dans ses fonctions, où ses responsabilités iront croissant, Eichmann s'affirme rapidement l'un des principaux experts de la question juive. Le SS-Obersturmbannführer (lieutenant colonel) Eichmann assiste à la conférence du 20 janvier 1942 qui élabore les modalités de la Solution finale. À la tête du Referat IV B4 du RSHA, il devient l'un des grands organisateurs d'une déportation qui conduira six millions de Juifs à la mort.

L'effondrement du Troisième Reich, au printemps de 1945, provoque l'éclatement des artisans du génocide. Si Himmler se suicide, si Kaltenbrunner finit sur la potence de Nuremberg, si certains disparaissent sans laisser de traces, de nombreux autres tentent d'échapper au juste châtiment de leurs crimes. Mengele s'enfuit en Argentine, Brunner au Moyen-Orient, Stangl en Syrie. Ainsi d'Eichmann.

Changer d'identité, en profitant du désordre généralisé, s'impose en première mesure pour un candidat à la fuite. Eichmann, interné dans un camp américain sous le nom d'Otto Eckmann, s'évade en 1946, se mue en Otto Heninger et, durant quelque temps, travaille en Allemagne. Sentant l'étau se resserrer autour de lui, Otto Heninger passe en Italie.

Des complicités religieuses lui obtiennent un passeport en tant que Ricardo Klement, bénéficiaire d'un visa argentin. Le 14 juillet 1950, le transfuge débarque en Argentine, pays qui héberge déjà de nombreux criminels de guerre allemands.

L'ancien SS trouve du travail, fait venir son épouse et, en 1953, année où il a un quatrième fils, s'installe à Buenos Aires. En mars 1959, il réussit à se faire embaucher comme mécanicien dans une usine Mercedes. Quinze ans après la fin de la guerre, l'homme, menant une autre vie, paraît avoir échappé aux recherches.

C'est compter sans l'obstination de ses victimes et de leurs compatriotes. Nul n'a pardonné. La traque des coupables ne faiblit pas. Le rôle d'Eichmann a été identifié et le SS figure sur la liste de ceux à débusquer à tout prix.

Ce que les Israéliens ignorent encore, la CIA le sait. Dès 1952, elle a percé l'identité réelle de Ricardo Klement et sa localisation. Toutefois, elle se tait, moins motivée que les gens du Mossad, les services secrets d'Israël. Elle s'est simplement contentée d'informer avec des nuances le gouvernement fédéral allemand de Konrad Adenauer. Dans une Allemagne qui se rebâtit lentement, il n'est pas question de trop remuer les vieux démons. Qu'Eichmann soit retrouvé et qu'il parle, il pourrait mettre en cause un fidèle du chancelier, le secrétaire d'État Hans Globke, juriste, qui, sans adhérer au parti nazi, a travaillé à l'élaboration des lois de Nuremberg, la législation antisémite de 1935 qui ouvrira la porte aux mesures antijuives[2]. La CIA et Bonn gardent le silence, ne souhaitant perturber la démocratisation pro-occidentale qui s'élabore en République fédérale allemande.

Les impératifs de la raison d'État ne correspondent en rien aux vieux relents de vengeance à accomplir. Les Juifs n'ont rien oublié ni rien pardonné. Eichmann reste sur la liste des grands criminels de guerre à retrouver. Mais où ? Allemagne, Moyen-Orient, Amérique du Sud, voire Italie[3] ?

Enfin, en septembre 1957, l'horizon s'éclaircit. Un juif allemand, rescapé par miracle et devenu procureur général de Hesse en Allemagne fédérale, fournit un premier fil conducteur. Eichmann vivrait en Argentine, très exactement dans le faubourg d'Olivos de Buenos Aires. Un agent, envoyé sur les lieux, constate la présence de l'épouse d'Eichmann et s'étonne de la voir évoluer dans un quartier jugé misérable.

Une autre source confirme l'existence du couple. La colonie allemande exilée en Argentine garde des liens. Il se trouve que Nikolaus Eichmann, fils aîné de l'homme recherché, entreprend de compter fleurette à Sylvia, fille d'un nommé Lothar Hermann, survivant de Dachau. La jeune fille a pu vérifier l'existence d'un certain monsieur Eichmann. Une autre source, peu après, indique que ce monsieur Eichmann est connu sous le nom de Ricardo Klement. Il existe un fait troublant. Les enfants de ce Klement se nomment Eichmann. Auraient-ils eu des problèmes pour changer d'identité ?

Le Mossad, les services secrets israéliens, expédie d'autres agents. Des clichés remontent. Il y a loin du fringant Obersturmbannführer SS à monsieur Klement. Les photos montrent un homme âgé, chauve. La ressemblance apparaît mal. Pour s'assurer à 100 % de la similitude d'identité, il faudrait capturer Ricardo Klement. Une cicatrice, souvenir d'une vieille blessure, les tatouages SS, les mensurations parleraient. À défaut, les présomptions se révèlent très fortes. Ricardo Klement devait hier s'appeler Adolf Eichmann.

Alors, éliminer cet acteur majeur de la *solution finale* ? L'idée surgit inévitablement. Techniquement, la réalisation entre dans le domaine du possible. Un tireur d'élite posté sur un remblai de chemin de fer à quelque distance de son domicile. Un coup de feu. L'Obersturmbannführer SS rejoindrait à jamais ses victimes. La vengeance serait exécutée.

Ben Gourion, le Premier ministre du jeune État d'Israël, refuse une telle justice. Le coupable doit être jugé à la face du monde. Ses ordres tombent : « *Ramener Eichmann vivant à Jérusalem*. » Au Mossad d'Isser Harel d'exécuter. Ses précédents prouvent qu'il est en mesure de réaliser cette nouvelle mission délicate et historique. Car si Eichmann est ramené sain et sauf en Israël, le fait prendra une audience internationale. Le personnage, par ses crimes, appartient à l'Histoire

Au printemps 1960, les renseignements se précisent encore. Eichmann a déménagé et réside désormais dans une maison basse de médiocre allure, rue Garibaldi, dans le quartier périphérique de San Fernando de Buenos

Aires. Tous les soirs, il rentre chez lui, un peu avant 20 heures. Il emprunte le bus n° 203 qui, par la RN 202, conduit à San Fernando. Il descend à hauteur d'un kiosque, puis remonte à pied la nationale sur une centaine de mètres avant de tourner à gauche et d'emprunter la rue Garibaldi jusqu'à sa demeure. À peine quelques dizaines de mètres depuis la RN 202. C'est durant ce parcours, rue Garibaldi, qu'il sera enlevé. La décision longuement mûrie est adoptée. Avec l'hiver austral, il fait pleine nuit et peu de piétons circulent. Les automobilistes roulent vite et en phares sur la grande route. Ils ne remarqueront rien. Quant à la rue Garibaldi, modeste voie en terre, elle se révèle très peu fréquentée. Des terrains vagues occupent l'ensemble du secteur, sans beaucoup d'habitations.

Kidnapper Eichmann, premier temps de l'opération baptisée *Attila*, doit être suivi d'un second : ramener le prisonnier en Israël. Comment ? Par mer ou par air ? Le trafic maritime entre l'Argentine et Israël est marginal. Dérouter un navire marchand soulèverait des suspicions. Un sous-marin ? Ce serait aventurer un bâtiment militaire dans des eaux territoriales. Reste la voie aérienne. Aucune liaison régulière n'existe au départ d'Israël direction Buenos Aires. Alors ? La célébration du cent-cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Argentine apporte le biais. Une mission diplomatique israélienne peut se rendre en Amérique du Sud pour y participer. Au retour, son avion transporterait un passager de plus. Il convient de faire vite. Le principe retenu prévoit une arrivée officielle avant le 20 mai, date du début des festivités. Isser Harel doit dans des délais brefs concilier plusieurs impératifs : enlever Ricardo Klement, s'assurer de sa véritable identité, le garder au secret durant plusieurs jours, réaliser son évacuation.

Capturer Eichmann correspond à un enjeu d'intérêt national ; aussi le chef du Mossad voit-il large sans craindre d'envoyer du monde sur le terrain pour exploiter les renseignements recueillis par les éléments précurseurs. Le commando de l'opération *Attila* comprendra dix hommes et une femme sur place sous la direction de celui qui apparaît sous le nom de Gabi Eddad, un Sabra. Dina Ron, la femme de l'équipe, jouera le rôle de la « petite amie » afin de donner un air naturel. Pour mener à bien la phase la plus délicate, plaquer Eichmann et l'immobiliser, Isser Harel choisit l'un de ses meilleurs cadres, Peter Man, alias Eli Yuval, Polonais d'origine de trente et un ans. Sa famille, émigrée en Israël dans les années 1930, échappe à la Shoah. Sa sœur, restée en Pologne, périt avec ses trois enfants dans

l'Holocauste. L'homme, esprit vif et rigoureux, pratique les sports de combat. Il est capable de neutraliser seul, à mains nues, un adversaire et de le porter sur quelques mètres jusqu'à un véhicule de repli. Ses camarades possèdent tous une spécialité : faux papiers, maquillage, identification, etc. Un médecin est prévu pour soigner un éventuel blessé et surtout droguer Eichmann au moment de son départ.

Les arrivées s'échelonnent à partir du 24 avril. Un précurseur a retenu un logement pour éviter les fiches d'hôtel, et il réceptionne les arrivants. Reconnaître les lieux et contrôler le trajet parcouru par Ricardo Klement entrent dans les urgences. La chance sourit. Le nommé Klement est repéré, marchant vers chez lui, dès la première reconnaissance, et les surveillances suivantes confirment ses habitudes. Le 4 mai 1960, le trio Man, Uzi, Meier débarque à Buenos Aires où Aharon est déjà en place. Il y a foule à l'aéroport Ezeiza. On se presse pour célébrer le cent-cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Argentine et il fait froid. Naturellement, les passeports sont faux et les physionomies des Israéliens ont été modifiées.

Isser Harel est déjà là. Il veut que tout se déroule vite. Toutes les investigations confirment les habitudes de Ricardo Klement. Chaque soir, il débarque du bus n° 203, vers 19 h 45, et achève à pied son retour chez lui. Peter Man, à peine débarqué et malgré la fatigue du voyage, tient à découvrir le cadre où il va opérer. Sous une pluie battante, il repère les lieux et aperçoit Klement marchant tranquillement vers la rue Garibaldi. Il se fixe dans sa mémoire la silhouette de l'individu qu'il doit intercepter.

9 mai. L'organisation est pratiquement en place. L'intermédiaire qui a retenu l'appartement a trouvé une villa spacieuse, baptisée *Tira*, dans un quartier résidentiel. Une cache pour dissimuler Eichmann a été installée. Des voitures louées, dont une Mercedes, ont dû subir bricolages et contrôles. L'état de marche des véhicules de location en Argentine est rarement de premier choix. Les reconnaissances se sont poursuivies avec succès. Les accès à l'aéroport reconnus ainsi que les portes réservées aux équipages des avions en transit. Des renforts sont arrivés dont le médecin-anesthésiste, le docteur Klein. On sait le travail réservé au praticien.

10 mai. Ultime réunion avec Isser Harel. Ce sera pour le lendemain. Le chef du Mossad aurait voulu lier l'opération *Attila* à un second coup de commando contre le docteur Mengele, le sinistre médecin d'Auschwitz. Mais Mengele, localisé, s'est évanoui dans la nature. Depuis un mois, il ne

réside plus à Buenos Aires. Où s'est-il replié ? Mystère. Les recherches demeurent vaines. À son grand dam, Isser Harel doit renoncer à traiter conjointement le cas Mengele.

11 mai, 19 h 45. Dans la nuit claire et froide, tout le dispositif est en place. Le commando s'est scindé en deux éléments. Le premier doit assurer l'interception. Sa Mercedes s'est garée sur les accotements de la rue Garibaldi. Apparemment, elle est en panne, capot levé. La maison d'Eichmann, faiblement éclairée, se situe à quelques dizaines de mètres. Dans la voiture, ils sont trois. Hans Kiryati au volant, Uzi à l'avant, Meier à l'arrière. Peter Man, qui aura à intercepter et neutraliser Eichmann, attend à l'extérieur. Le second élément commando est en charge de l'appui si besoin. Sur la nationale, sa Chrysler, tous feux éteints, se tient prête à intervenir.

Le bus a du retard. Il aurait dû déjà marquer son arrêt près du carrefour de la RN 202 et de la rue Garibaldi.

Les secondes, les minutes s'écoulent, non sans anxiété. Pourquoi ce bus se fait-il attendre ? Serait-il passé plus tôt qu'à l'accoutumée ? Enfin, ses phares caractéristiques crèvent l'obscurité. Le lourd véhicule marque un long temps d'arrêt avant de se décider à redémarrer.

L'homme attendu est descendu du bus. À la lueur des phares de la circulation automobile, Peter Man le voit remonter la nationale et s'engager d'un pas tranquille dans la rue Garibaldi. Malgré le froid, l'Israélien s'est vêtu légèrement afin d'être parfaitement libre de ses mouvements. Ses chaussures à semelles de crêpe amortissent le bruit de ses pas. Détail qui échappe au premier regard, il porte des gants fourrés non pour protéger ses doigts de la froidure mais pour, le moment venu, pouvoir étouffer les cris de l'Allemand

Eichmann s'avance sans prendre garde à la silhouette qui marche dans sa direction. Il doit avoir l'habitude de croiser des passants dans cette rue pourtant peu fréquentée à cette heure tardive.

Peter Man sent la charge qui pèse sur ses épaules. S'il manque son agression, si son ennemi a le temps de réagir, de s'enfuir, qui sait même de faire feu et de le blesser, l'opération *Attila* échoue. C'est la revanche d'Israël qu'il représente ce soir et il n'a pas le droit de décevoir ceux qui lui ont fait confiance pour cette mission d'intérêt national. Au fond de lui-même, pour se conforter, l'agent secret répète les quelques mots d'espagnol

qu'il prononcera en arrivant à hauteur de celui qu'il doit neutraliser : « Un momentito, senor ! »

La distance entre les deux hommes diminue. Les voici au niveau l'un de l'autre : « Un momentito, senor ! »

Surpris, le *senor* marque un léger temps d'arrêt. Un court instant, il dévisage l'homme qui vient de l'interpeller. Sa main droite reste plaquée dans sa poche. Serait-il armé ? Peter Man l'a prévu. Tel un félin, il bondit. Ses bras enserrent son vis-à-vis. Le droit autour du cou, le gauche sur le poignet droit.

Sous le coup, les deux hommes roulent à terre et boulent dans le fossé latéral. Peter Man se rétablit rapidement. Les réflexes de l'entraînement jouent. C'est un paquet suffocant sur son épaule qu'il porte vers la voiture. La portière arrière s'ouvre. En un instant, le fardeau est jeté à l'intérieur. Meier lui agrippe les jambes pour faciliter le travail de son camarade. Peter Man s'engouffre à son tour tandis que le moteur de la Mercedes commence à gronder.

Il n'est plus qu'à s'éloigner sans perdre une seconde.

L'individu est immobilisé au fond de la voiture où Peter Man et Uzi le maintiennent solidement. Meier jette sur lui une couverture pour le dissimuler et Hans, en allemand, le met calmement en garde : « Si vous proférez le moindre son, vous êtes un homme mort. » Un signe d'assentiment fait comprendre que l'avertissement était compris.

La Chrysler a rejoint et précède la Mercedes où les occupants, sans dire un mot, partagent la même émotion. Ils ont réussi. Eichmann, ils n'en doutent pas une seconde, est entre leurs mains. Si la première étape a été franchie, une autre partie difficile reste à mener à bon terme.

*

Le trajet exige une bonne heure de route avant d'atteindre la villa-refuge. Le portail s'ouvre. La Mercedes se glisse dans le garage.

L'homme, les yeux bandés, est déposé sur un lit métallique dans la chambre cellule aménagée. Menotté à un montant, il sera incapable de s'échapper et, de toute façon, les Israéliens se relaieront pour le garder.

Hans qui s'exprime parfaitement en allemand commence l'interrogatoire :

« – Comment vous appelez-vous ?

– Klement, Ricardo Klement. »

Il ne veut pas en démordre. Les pièces à conviction sont implacables. La cicatrice sur le thorax existe, comme celle sous l'aisselle pour effacer le tatouage SS. Aucun doute possible. Le commando israélien a bien devant lui Adolf Eichmann.

Une ultime interrogation confond l'ancien tortionnaire :

« – Vos numéros dans la SS étaient 63 752 et 45 326, n'est-ce pas ? »

La réponse tombe après quelques secondes d'un lourd silence :

« – Jawohl », suivi bientôt de l'aveu complet :

« – Je m'appelle Adolf Eichmann. »

Le sort en est jeté. Dans quelques heures, Ben Gourion saura que ses hommes ont remporté la première manche. Eichmann, à Buenos Aires, est entre les mains d'un commando d'enfants de son pays.

Le prisonnier, pleinement conscient de son destin, avoue à ses gardiens :

« – Je suis entre les mains des Israéliens. Vous êtes israéliens. J'ai toujours su que ce moment viendrait. Ça fait quinze ans que je m'y prépare. »

Ce disant, est-il sincère ?

*

Maintenant, il faut attendre le moyen qui permettra de quitter l'Argentine avec l'ex-Obersturmbannführer. Les journées s'écouleront aussi longues qu'anxieuses.

La disparition de l'habitant de la rue Garibaldi a dû être signalée par ses proches. La police argentine, les groupuscules nazis bien implantés à Buenos Aires sont sûrement en train de traquer les ravisseurs. Tous les mouvements de voitures aux abords de la villa suscitent des inquiétudes.

Les Israéliens montent bonne garde. L'homme ne doit pouvoir ni s'échapper ni tenter de mettre fin à ses jours. L'ordre tinte dans les esprits : « Ramener Eichmann sain et sauf. »

Peter Man s'attarde auprès de celui qui est devenu sa victime et son protégé pour ne pas dire son bien. Sans le forcer, il s'efforce d'obtenir le renseignement auquel Isser Harel attache tant d'importance. Où se cache Mengele ? Mais Eichmann se tait. Selon ses dires, les nazis ont fait le vide

autour de lui parce qu'il était trop dangereux. Il ignore tout du lieu où se terre Mengele et ses assertions sonnent vrai.

Peter Man obtient toutefois un résultat. Il a rédigé une déclaration qu'Eichmann accepte de signer : « *Je, soussigné, Adolf Eichmanm, déclare par la présente de mon plein gré : mon identité réelle étant désormais connue, je comprends qu'il est vain de tenter d'échapper à la justice. Je me déclare prêt à me rendre en Israël et à comparaître devant un tribunal compétent. Il est bien entendu que je bénéficierai de l'assistance d'un avocat, et que je m'appliquerai moi-même à clarifier les faits qui me sont reprochés pendant mes dernières années de service en Allemagne ; je décrirai les faits tels qu'ils sont et sans les travestir, pour que les générations futures puissent connaître la vérité. Je fais la présente déclaration de mon plein gré, sans avoir été contraint par des menaces ni trompé par des promesses. Je souhaite enfin retrouver le repos de l'âme*. »

Le signataire ajoute même quelques lignes de sa main : « *Puisque je ne peux plus me rappeler tous les détails, et qu'il m'arrive de confondre les événements ou les dates, je demande par la présente la possibilité d'avoir accès aux documents et aux témoignages appropriés, qui me permettront d'établir la vérité.*

Adolf Eichmann, Buenos Aires, mai 1960. »

Curieux document. Il est paraphé par un individu qui semble faire confiance à la justice israélienne et qui dans ses propos avec ses gardiens se présente comme un soldat ayant simplement obéi aux ordres. Pour le commando, il apporte une confirmation incontestable du succès de la première phase de l'opération *Attila*. Il s'est bien emparé de l'Obersturmbannführer SS Eichmann.

*

Rendre des comptes en Israël ! La mission du commando s'achèvera lorsque Eichmann séjournera dans une prison du pays de Peter Man et de ses camarades. Pour l'heure, l'individu capturé vit cloîtré dans une chambre d'une villa de Buenos Aires.

Le 16 mai, Isser Harel annonce à ses hommes que l'issue approche. Le 19, un appareil d'El Al, un Bristol Britannia, se posera à Buenos Aires apportant la délégation envoyée pour participer à la commémoration de

l'indépendance du pays. Le lendemain, il repartira avec un passager de plus, Eichmann.

Le Bristol Britannia entreprend là un très long périple. L'ère des avions à réaction s'ouvre à peine. Le Britannia, quadriturbo propulseur, devra effectuer des escales : Lisbonne, Dakar, Recife, Rio de Janeiro, avant d'atteindre Buenos Aires. Seuls, les deux pilotes, Zvi Tchar et Shamuel Valdis, rigoureusement sélectionnés, connaissent la réalité des cartes. L'équipage ne l'apprendra que par la suite.

19 mai, 19 heures et quelques minutes. Le Britannia se pose avec deux heures et demie de retard. Des paperasseries administratives l'ont immobilisé à l'escale de Recife. La mission ministérielle israélienne débarque. Le personnel de l'ambassade, des personnalités argentines l'attendaient pour l'accueillir. Le ministre Abba Eban et le général Meier Zorea, les représentants officiels de l'État hébreu, ignorent les dessous de leur voyage. Ils sont persuadés effectuer un déplacement strictement diplomatique. Parmi le personnel qui met pied sur le sol argentin, trois jeunes gaillards essayent de passer inaperçus. Ils sont là pour veiller sur la sécurité de l'avion jusqu'à son départ. Malgré les hymnes nationaux et les discours, l'Argentine de 1960 offre un visage de terre dangereuse pour les Israéliens.

20 mai. *« Journée cruciale »*, écrira Isser Harel. Le Britannia doit décoller vers minuit. Toute la journée est destinée à réviser l'avion et surtout à préparer la montée à bord du passager clandestin.

Dans la villa *Tira*, l'ambiance est fébrile. De faux papiers ont été établis pour Eichmann dont Peter Man, qui possède des talents de maquilleur, modifie le look. Un costume taillé sur mesure transforme l'Allemand en steward d'El Al. Aucun de ses amis ne saurait le reconnaître. Restera au médecin à intervenir pour faire de ce steward un homme titubant, a priori pour avoir trop fêté son passage à Buenos Aires. Il conviendra encore d'éliminer toutes les traces du commando.

Pour le vol retour, la prudence commande d'éviter l'escale de Recife. Le Britannia aura une longue traversée de l'Atlantique sud à effectuer pour atteindre Dakar où, à l'aéroport, encore sous contrôle français, aucun mécompte n'est à craindre. Heureusement, les vents sont annoncés favorables et l'appareil volera haut afin de diminuer sa consommation de carburant.

Il est environ 21 heures lorsque Eichmann quitte la villa *Tira*. Le docteur lui a injecté un léger narcotique et deux Israéliens soutiennent et encadrent l'Allemand dans la voiture destinée à le conduire à l'aéroport. Tous portent des uniformes d'El Al. À l'entrée de l'aéroport, la voiture Eichmann rejoint un autre véhicule et un minibus transportant du personnel El Al. À l'époque, les contrôles de sécurité ne ressemblent en rien à ceux que le terrorisme ne tardera pas à imposer. C'est un petit convoi de trois voitures qui se présente à la barrière d'entrée permettant d'accéder au parking des compagnies aériennes. La sentinelle, reconnaissant les uniformes de ces hommes qui pour certains chantent, pour d'autres dorment, lève la barrière.

Le Britannia est parqué un peu à l'écart. Soutenu par deux supposés collègues, Eichmann gravit la passerelle. Sa place a été retenue à l'avant en première classe où il n'y a que huit sièges. La présence d'Eichmann sera discrète et sa surveillance facilitée.

Les autres passagers, dont Isser Harel, effectuent sans encombre les ultimes formalités par le circuit traditionnel. En groupe, ils se dirigent vers l'avion. 23 h 50. L'embarquement s'achève. Les portes se ferment. L'appareil se dirige vers l'extrémité de piste.

21 mai, 0 h 05. Le Britannia s'arrache du sol et prend le cap de Dakar. La terre d'Argentine s'éloigne à jamais pour un certain Adolf Eichmann. Tous ceux qui partagent le secret, Isser Harel le premier, respirent mieux.

Le vol est long, très long. Treize heures six minutes pour atteindre Dakar. Les prévisions se révèlent exactes. Les vents favorables facilitent cette étape combien pénible pour les pilotes. L'escale sénégalaise est courte. Inutile de s'attarder une fois les pleins effectués. Les contrôles sanitaires sont brefs. Eichmann n'a pas bougé. L'homme une fois pour toutes accepte son sort.

Le commandant avait envisagé une autre escale technique à Rome ou Chypre, mais Éole, décidément, souffle en faveur des Israéliens. En onze heures et demie et d'une seule traite, le Britannia atteint Lydda Airport, l'aéroport de Tel-Aviv[4]. Au sol, ce dimanche 22 mai, une équipe spéciale attend l'ex-SS Obersturmbannführer.

Il est 9 h 50 lorsque Isser Harel pénètre dans le bureau de Ben Gourion. Souriant, le chef du Mossad annonce qu'il apporte un cadeau. Tel n'est pas le style habituel du visiteur qui poursuit devant le Premier ministre stupéfait :

« – Je vous ai amené Adolf Eichmann. Cela fait deux heures maintenant qu'il est sur le sol israélien, et si vous en donnez l'autorisation, il sera remis aux mains de la police israélienne. »

Après les identifications officielles, le 24 à 16 heures, Ben Gourion révèle l'événement au Parlement avec une voix remplie d'émotion :

« – J'annonce à la Knesset qu'il y a peu de temps l'un des plus grands criminels nazis a été retrouvé par les Services de Sécurité israéliens : Adolf Eichmann, responsable, avec les autres chefs nazis, de ce qu'ils ont appelé la *Solution Finale du Problème Juif* , c'est-à-dire l'extermination en Europe de six millions de Juifs. Adolf Eichmann est déjà sous mandat d'arrêt en Israël et il passera sous peu en jugement en Israël conformément à la Loi (Punitive) de 1950 sur les nazis et les collaborateurs nazis. »

La nouvelle aussitôt faite le tour du monde. À cette heure, les derniers membres du commando qui ne sont pas partis par le Britannia ont quitté en train le sol d'Argentine. Tous rentreront sains et saufs.

Jugé, condamné à mort le 15 décembre 1961, Adolf Eichmann fut pendu le 1er juin 1962.

1- *Sicherheitsdienst* : Service de Sécurité des SS.

2- De fait, c'est dès décembre 1932 qu'Hans Globke, alors au ministère prussien de l'Intérieur, travaille à rédiger des dispositions antisémites.

3- On sait, par exemple, que Marcel Déat, collaborateur français notoire, a vécu en Italie jusqu'à sa mort en 1955.

4- Aujourd'hui, aéroport Ben Gourion.

Chapitre 3
Commando contre le train postal

Glasgow-Londres. Août 1963

Dans cette affaire, aucune idéologie, aucune référence à un sentiment patriotique, aucune valeur morale en cause. Un seul mobile, graveleux : l'argent. Derrière, pour arriver à leurs fins, des hommes mettent en œuvre une véritable panoplie militaire : recherche des renseignements, reconnaissance des lieux, répartition des missions, action basée sur la surprise, le choc et la rapidité, repli et dispersion à partir d'une base définie à l'avance.

Ce hold-up, pour appeler les choses par leur nom, ne pourrait intervenir au XXI^{e} siècle. L'informatique est passée par là. Les transferts de fonds d'une banque à une autre ne s'effectuent plus par acheminement routier, aérien ou ferroviaire. Un virement suffit. Tel n'était pas le cas au début des années 1960. D'où la possibilité de concevoir et réaliser un commando comme celui contre le train postal Glasgow-Londres, le 8 août 1963.

*

Le maillon originel de l'affaire du Glasgow-Londres est un mauvais garçon dénommé Bruce Reynolds, né en 1931. Il hante à plusieurs reprises les prisons et maisons d'arrêt de Sa Majesté. Ses séjours lui permettent de se créer des amitiés qui lui seront utiles, ainsi celle de Ronald Biggs, un individu dans son genre. Esprit aventureux, prêt à risquer gros le cas échéant.

Au début de 1963, un membre d'un cabinet d'avocats, un certain Brian Field, informe le truand Gordon Goody, une forte tête dont il avait eu l'occasion de défendre les intérêts, de la possibilité de réaliser un très gros coup. Il lui signale l'existence d'une liaison régulière entre l'Écosse et la capitale. Chaque début de semaine, un train postal relie Glasgow à Londres. Particularité, il achemine à la banque centrale le numéraire récupéré durant le week-end. Le global des sommes ainsi transportées serait élevé et les mesures de sécurité, assez lâches. Goody prévient l'un de ses vieux amis et complice, Bruce Reynolds, qui s'enflamme aussitôt. Voici l'occasion exceptionnelle d'un casse unique pour récupérer un beau magot. Convient-il encore de posséder toutes les données du problème !

Reynolds et Goody se mettent à l'ouvrage afin d'en savoir plus et mesurent assez vite le bien-fondé des dires de Brian Field. Des montants importants transitent par le chemin de fer Glasgow-Londres. Une interception se révèle possible.

Attaquer et dévaliser un train postal exige du monde. Des gars solides et sûrs. Reynolds, plus qu'introduit dans le milieu londonien dont il est l'un des fleurons, possède là un premier vivier. Les vieilles connaissances pénitentiaires type Ronald Biggs complètent. Biggs s'était un peu rangé des affaires. La perspective des sommes à récupérer le remet sur les rails de la délinquance.

Le recrutement donne un ensemble assez hétéroclite de quinze membres actifs ayant dans l'ensemble une trentaine d'années. Tous gens de métier, grands maîtres dans l'art de dérober de l'argent dans le gousset d'autrui et titulaires d'un casier judiciaire chargé. Il est, en sus, deux informateurs au rôle majeur. Brian Field est connu. L'identité du second ne sera jamais dévoilée. L'affaire en son principe repose sur eux et la valeur des renseignements transmis. Il est prévu que chaque participant touchera une fraction du butin divisé en parts égales. Tout le monde sur le même pied d'égalité. Ainsi pas de rivalités dangereuses entre les cerveaux et les hommes du rang. Parmi ces derniers, un retraité des chemins de fer de soixante-cinq ans, connu sous le nom de Stanley Agate, sachant actionner une locomotive. Pour lui aussi, la perspective du dividende à percevoir a eu raison de ses appréhensions devant le risque encouru. Le magot rapporté par l'aventure doit excéder bien des années de sa modeste pension.

Un hold-up réussi à l'aéroport de Londres, en novembre 1962, assure les fonds nécessaires pour acheter les consciences, les silences

indispensables et le matériel à utiliser le moment venu.

Progressivement, le commando s'élabore. Le sérieux de la conception et de la préparation frappera tous les intervenants recrutés.

Une taupe dans les postes fournit toutes les indications voulues sur le fonctionnement et les horaires des trains postaux. Elle signale que la meilleure date se situerait après un week-end. Il y aurait alors un lot important de vieux billets expédiés à Londres pour y être brûlés. Détail intéressant, le numéro de la majorité de ces coupures n'est pas relevé. L'écoulement sera facilité. Mieux, le montant s'élèverait à trois fois l'accoutumée.

Environ 650 km séparent Glasgow de Londres. Durant trois mois, Reynolds, avec deux complices, effectue des reconnaissances pour localiser le site de l'interception du TPO (Travelling Post Office) qui achève son parcours en gare d'Euston, à Londres. L'endroit choisi se situe à environ 80 km au nord-ouest de la capitale. Dans une campagne peu habitée du Buckinghamshire, au lieu dit Sears Crossing, le train s'immobilisera à un signal rouge. Suivant l'usage, l'aide-mécanicien descendra pour se renseigner en téléphonant d'une cabine proche. Deux costauds s'occuperont de lui ainsi que du mécanicien tandis qu'une autre équipe décrochera la locomotive et les deux premiers wagons. (Le second est toujours celui renfermant les valeurs.) Le retraité des chemins de fer remettra la motrice en marche. Après un court trajet de huit cents mètres, à hauteur du pont n° 127, appelé Bridego Bridge, le petit convoi stoppera de nouveau. Le gros du commando attaquera alors le wagon postal afin de neutraliser les postiers. Une fois les sacs postaux évacués dans des véhicules, un repli généralisé s'effectuera sur une ferme achetée pour l'occasion à Leatherslade, 50 km de là[1].

L'attaque doit se produire vers 3 heures du matin. À l'encontre des desiderata de certains, Reynolds est formel. Pas d'armes. Un braquage tout en douceur. Seules des matraques seront utilisées. Sitôt le butin décompté et partagé, chacun évacuera la ferme-refuge et reprendra ses activités habituelles. Le trésor récolté est escompté entre un et six millions de livres (1,3 à 7,8 milliards d'anciens francs). On comprend qu'un tel pactole fasse rêver.

*

6 août 1963**.** L'informateur a passé le signal convenu et tout le commando finit de se mettre en place dans la ferme de Leatherslade. L'opération est fixée pour la nuit suivante.

Deux Land Rover, deux Jaguar, un camion Austin, une camionnette et un ancien camion militaire, tous dérobés peu auparavant, fournissent un parc abondant. Les utilisateurs sont loin d'être des néophytes en la matière. Plaques d'immatriculation, couleurs ont été modifiées.

Le maréchal Le Bœuf dirait qu'il ne manque pas un bouton de guêtre. Haches, matraques, lampes de poche, piles, cagoules, gants, tenues militaires, rien n'a été laissé au hasard. Il y a même un récepteur radio pour se caler sur la fréquence de la police. Les assaillants du train postal disposent de toute la panoplie du parfait gangster. Hormis les armes ! L'impératif posé par Reynolds.

Les lieux d'interception, les itinéraires d'accès et de fuite ont été longuement étudiés et parcourus. Les chauffeurs pourraient s'y rendre les yeux fermés.

De tous ces préparatifs, rien n'a filtré. Tous les *gentlemen* dans le coup ont respecté le silence radio. Ils ont confiance et font tout pour ne pas altérer leurs chances d'une très grosse prise. La ferme de Leatherslade se situe à l'écart et ses bâtiments assez vastes peuvent aisément dissimuler du monde et du matériel. Les hommes à l'intérieur passent inaperçus. Le voisinage n'a rien relevé de suspect chez ces nouveaux propriétaires entrevus de loin.

Reynolds, par un intermédiaire, garde le contact avec son indicateur de Glasgow. Celui-ci, en fin de soirée, fait savoir que le train de ce 7 août partira à petite charge. Mieux vaut attendre le lendemain. Les sacs seront mieux garnis. Dans la ferme de Leatherslade, les hommes étaient nerveux. L'annonce du report provoque une détente pour sacrifier à la bière et aux saucisses.

7 août. La journée paraît interminable. La prudence impose de ne pas se manifester en nombre à l'extérieur.

Le jour décline enfin. Vers 23 heures, la confirmation tombe. Cette fois, c'est bon. Le Glasgow-Londres de cette nuit, 12 wagons, est parti avec un chargement consistant. À minuit, trois véhicules – deux Land Rover et un camion – quittent la ferme. À 1 h 30, ils se garent près de Bridego Bridge. En cet endroit, la ligne de chemin de fer à double voie, en talus de quatre à cinq mètres de hauteur, franchit une petite vicinale. Le pont voûté, en

maçonnerie, est assez étroit. Aux abords immédiats, il est possible de stationner sur les bas-côtés de la route. Tout autour, la campagne étale ses champs et ses prés. Les habitations, largement dispersées, sont rares et éloignées. Pratiquement, en dehors du passage des trains, Bridego Bridge, la nuit, ne connaît que le silence et l'isolement.

Le commando a endossé des tenues militaires assez hétéroclites. Si, par hasard, des locaux repèrent quelqu'un, ils seront en droit de supposer qu'une manœuvre nocturne se déroule dans le coin. Personne ne s'étonnera. L'armée britannique dispose d'une base à proximité.

Sitôt arrivé à destination, le commando se scinde en deux. Une petite équipe part le long des rails en direction de Sears Crossing et de ses signaux. Le reste de l'effectif attend, plaqué sur les hauts du talus de la voie ferrée. Un splendide clair de lune illumine tout le paysage, facilitant la tâche. Chacun se repère aisément. La marche le long des voies s'effectue rapidement. Les zones d'ombre permettent de se camoufler aisément à Sears Crossing et près du remblai de Bridego Bridge.

L'attente s'éternise. Bruce, nerveux, fume discrètement un cigare. Il espère ne pas avoir à le finir. Près d'une heure s'écoule avant que le guetteur ne signale :

« – Le voilà, les gars… Bonne chance ! »

Roger Cordrey sait ce qu'il doit faire. Grimpant l'échelle métallique conduisant aux signaux, il recouvre le signal vert et, grâce à une batterie, branche le feu rouge. Le roulement s'accentue. Le train postal se rapproche à faible vitesse. Le conducteur aperçoit le feu prescrivant de ne pas s'engager plus avant. Discipliné, il réagit. Le lourd convoi s'immobilise à trois mètres du portail des signaux.

Le mécanisme envisagé s'enclenche. Fidèle au rituel, David Whitby, l'aide-mécanicien, descend de la motrice et se dirige vers la cabine téléphonique. L'incident classique ne l'inquiète pas et il s'avance en sifflotant. Brutalement, des bras vigoureux le ceinturent. Les assaillants se font méchants et leurs matraques impressionnent. Brave mais pas téméraire, l'aide-mécano n'insiste pas :

« – C'est bon, les gars, je suis avec vous ! »

Jack Mills, le conducteur, vétéran de cinquante-huit ans, montre une autre détermination. Il s'oppose vigoureusement à la silhouette camouflée par un passe-montagne qui surgit dans son poste. Un coup de matraque a raison de son obstination. Dans sa chute, sa tête heurte un rebord

métallique. La blessure saigne tandis qu'il perd à demi connaissance. L'heure n'est guère aux sentiments. Mills et Whitby se retrouvent menottés dans la cabine de la motrice.

L'agression n'a duré que quelques secondes. Il n'en a pas fallu plus à la petite équipe chargée de décrocher la locomotive et les deux premiers wagons, dont celui des Valeurs, le HVP[2], du reste du convoi.

À Stanley Agate, le retraité des chemins de fer, d'intervenir maintenant. Le vieil homme se met aux commandes mais se montre incapable d'ébranler la lourde D 326 Diesel et ses 135 tonnes.

« – La pression, la pression ! » gémit-il, oubliant que les freins avaient été mis par le conducteur au moment de l'arrêt du convoi.

Goody, le chef des assaillants, s'énerve. Jack Mills, étourdi et sanguinolent, a repris conscience. Goody, peu amène, lui montre sa matraque et la brandit d'un air menaçant :

« – Tu vas conduire doucement, et quand je te dirai : "Arrête", tu arrêtes ! Compris ? »

Mills a compris. Jouer les héros ne servirait à rien contre ces malfrats résolus. Il desserre les freins et la D 326, lentement, s'ébranle. Toute l'équipe Goody a embarqué qui dans la plate-forme de la motrice, qui accroché à un marchepied. Bridego Bridge n'est pas loin. Quelques centaines de mètres seulement. Un train passe, en sens opposé, sur l'autre voie. Le conducteur dans l'obscurité ne saurait remarquer quelque chose d'anormal.

Le train postal roulait à faible allure. Le repère blanc disposé à cet effet se distingue parfaitement. Goody commande : « – Stop ! »

Dans un grincement de ferraille, la motrice et ses deux wagons s'immobilisent tandis que des ombres jaillissent du haut du talus supportant la voie. Il est maintenant 3 h 15. La minute de vérité a sonné. Le fourgon des valeurs se dresse là, à portée de main, devant le commando. Une simple paroi en bois protège ce qu'il renferme : postiers assoupis après leur travail de tri et, surtout, précieux sacs postaux renfermant les billets de Sa Majesté.

Les portes sont verrouillées de l'intérieur. Accéder dans la caverne d'Ali Baba du wagon HVP implique de fracturer les cloisons. Le contraire eût étonné. Le cas était prévu. Les cognées entrent en action. Il n'est pas facile de frapper de bas en haut. Pour mieux assurer ses frappes, Charles Wilson grimpe sur les épaules d'un camarade. Une fenêtre se fracasse et dans son élan Wilson se trouve projeté dans le wagon en hurlant des

imprécations pour terroriser les postiers. Ces braves gens – ils sont cinq –, brutalement extraits de leurs rêves, ne possèdent pas la trempe des courageux que la terminologie militaire qualifie de *confiture de héros*. Deux d'entre eux tentent un moment de résister sans insister devant les huit gaillards ayant investi le wagon. Tous, rapidement, exécutent les ordres de Wilson et de ses acolytes venus lui prêter main-forte. Sagement, ils s'allongent sur le ventre, attendant la fin de l'orage.

Les sacs sont rangés bien en vue des torches électriques. Une chaîne s'organise pour les transférer au camion en contrebas. Rarement une main-d'œuvre met autant de cœur à l'ouvrage. En 25 minutes, le fourgon se vide ou presque, car un ordre remonte :

« – Stoppez, il n'y a plus de place dans le camion ! »

Sept sacs se retrouveront abandonnés sur le talus ou le plancher du wagon. 121 ont été embarqués en 17 minutes.

A priori, le tour est joué. Le principe des vases communicants a parfaitement fonctionné dans le sens wagon postal-camion. Il n'est plus qu'à évacuer les lieux et à gagner la retraite de Leatherslade. Les montres indiquent 3 h 50. L'opération n'aura duré que 35 minutes du premier arrêt du train au signal de départ. Les premières lueurs de l'aube ne tarderont pas à blanchir l'horizon.

Une ultime précaution avant le départ. Le mécanicien et son aide ont rejoint les postiers à l'intérieur du fourgon. Pas question que ces gens-là ne donnent l'alerte trop tôt ! Une voix se fait menaçante :

« – Restez où vous êtes ! Défense de bouger pendant une demi-heure. Nous laissons une sentinelle, là dehors, vous avez intérêt à vous tenir à carreau ! »

Message bien reçu. Le chef postier attendra une bonne vingtaine de minutes avant de se risquer à l'extérieur et découvrir qu'il n'y avait plus personne.

Dans les voitures, le commando abandonne cagoules et bleus de chauffe revêtus in fine pour donner, si besoin, l'apparence de cheminots travaillant sur les voies. Reynolds n'a rien négligé. Son complice Biggs a calé un puissant récepteur VHF sur la fréquence de la police locale. Vers 4 h 30, un grésillement suivi d'une annonce : « *Un train a été attaqué à la gare de Cheddington et de nombreux sacs postaux ont été dérobés*. »

Quelques instants plus tard, une autre indication donne : « *Il y avait neuf ou dix gangsters. Nous savons où ils sont*. »

Si la police localisait vraiment le site des dits gangsters, elle se précipiterait à la ferme de Leatherslade où le commando s'est regroupé pour décompter son butin. En fait, elle ne découvrira le repaire que le mardi 13 août suite à l'appel d'un agriculteur voisin surpris de ne plus voir personne. Les occupants avaient décampé de longue date.

Après avoir eu le temps d'ouvrir les sacs, d'étaler, de chiffrer et de se partager leur prise. Un grand moment dans la vie d'habitués des fric-frac ! Le global recueilli a de quoi impressionner : 2,6 millions de livres sterling[3] de 1963, soit 3 milliards et 375 millions d'anciens francs, toujours de l'époque ! Et, fort heureusement pour le commando, presque tout en petites coupures. Chacun touche dans les 150 000 livres, près de 200 millions de francs anciens par tête.

La ferme s'évacue tranquillement durant la journée après un nettoyage sommaire des lieux. Et, là, intervient la première fausse note. Un homme de main, grassement payé pour l'occasion, devait venir incendier les bâtiments. Tous les indices se rapportant au commando auraient disparu. L'incendiaire pressenti percevra son dû mais ne remplira pas sa mission. À Leatherslade, les enquêteurs découvriront des voitures, des sacs postaux, de nombreux indices et en particulier des empreintes digitales. Leur travail en sera facilité. Ils pourront remonter la filière en direction des acheteurs présumés des véhicules.

Les grands spécialistes londoniens ne tardent pas à s'investir dans l'enquête. Scotland Yard s'en mêle car ce hold-up fait du bruit. Une prime de 10 000 livres est promise à quiconque apportera des informations susceptibles d'orienter vers la piste des voleurs.

Sur les 15 hommes du commando et les 2 informateurs, 3 ne seront jamais identifiés et inculpés. Roger Cordrey est arrêté le premier, puis la majorité de ses complices dont Goody et Biggs d'août à décembre 1963. Le procès intervient rapidement et s'ouvre le 20 janvier 1964. Les inculpés écopent de lourdes peines de prison, trente ans en moyenne. La justice britannique entend faire des exemples. Bruce Reynolds, arrêté en 1968, ne sera libéré qu'en 1978. Ronald Biggs, par contre, s'évadera et gagnera l'Australie et l'Amérique du Sud. Malade, il ne se rendra qu'en 2001 (il sera gracié en août 2009). Goody s'en sortira relativement bien, étant élargi la veille de Noël 1975. John Daly sera acquitté faute de preuves. Quant au retraité Stanley Agate, il échappera aux recherches. Il n'avait aucun antécédent judiciaire et son rôle bien effacé n'avait pas été remarqué dans la

pénombre. Sa trace se perdra. Sans doute est-il celui qui put le mieux profiter de son pécule bien peu mérité. Au prix certainement de quelques mauvaises nuits devant la série d'arrestations du second semestre 1963.

Évidemment, durant de longs mois, le commando réussi du train postal Glasgow-Londres fera la une de la presse britannique. De nombreux ouvrages paraîtront sur le sujet. Certains ne craindront pas de voir derrière la main d'Otto Skorzeny, le grand maître des coups osés. Le cinéma s'en inspirera. En France, le film *Le Cerveau* de Gérard Oury, avec Bourvil et Jean-Paul Belmondo, s'en voudra une réplique. Pour les Britanniques, le commando du Glasgow-Londres du 8 août 1963 est et restera le *Great Train Robbery*, le grand vol du train.

Quant au butin, moins de 400 000 livres seulement seront récupérées. Le reste n'a pas été perdu pour tout le monde. Encore qu'une bonne partie ait servi à payer les frais de justice.

1- Cette ferme a été achetée 5 500 livres dont 10 % seulement ont déjà été versés avec jouissance immédiate.

2- *High Value Package*, que l'on peut traduire par conditionnement de haute valeur.

3- Très exactement 2 631 684 livres, le plus gros en coupures d'une ou cinq livres. Il y aussi un peu d'argent irlandais et écossais.

Chapitre 4
Commando signé Carlos

21 décembre 1975

Dans ce cas précis, le plus curieux ne se situe pas dans le déroulement du commando lui-même. Il provient de la personnalité du premier intéressé, un nommé Carlos, et des lendemains de l'action. Quelques terroristes placent des responsables politiques dans des situations délicates et laissent entrevoir d'étranges connivences.

*

Son père croyait au paradis soviétique. C'était son droit. Fort de ses convictions, le riche avocat communiste vénézuélien Ramirez Sanchez appelle son fils Ilitch, second prénom d'un personnage mieux connu dans l'Histoire sous le nom de Lénine. Cet enfant, né le 17 octobre 1949, à Caracas, se présente donc à l'état civil sous l'identité d'Ilitch Ramirez Sanchez. À l'instar de son illustre parrainage, il préférera vite abandonner son appellation de naissance et optera pour le label de Carlos. La presse y ajoutera le qualificatif de « Chacal », en référence à l'assassin du célèbre roman de Frederick Forsyth, *Le Jour du chacal*.

Bon sang ne saurait mentir. Le jeune Ramirez Sanchez se veut militant marxiste. À vingt ans, il fréquente l'université moscovite et rejoint les rangs de ce qui est alors le FPLP, le Front Populaire de Libération de la Palestine. C'est en 1973 – il a donc vingt-quatre ans – qu'il adopte le pseudo de Carlos. Se présentant comme révolutionnaire professionnel ou

internationaliste suivant ses humeurs, l'individu revendique plusieurs attentats à Paris ayant provoqué des morts et des blessés.

La fin de l'année 1975 le trouve en Autriche toujours au titre du FPLP. L'affaire qui l'amène dans la capitale autrichienne vient de se décider, assez rapidement, à Tripoli où le terrorisme palestinien trouve de fortes complaisances, et à Beyrouth où il a établi de fait une solide base arrière. L'OPEP, la puissante Organisation des pays exportateurs de pétrole, a son siège au 10, Doktor Karl-Lueger Ring, en centre ville, face à l'université. Ses ministres du pétrole doivent y tenir conférence. Qui dit OPEP implique un beau gisement de pétrodollars. S'en prendre à ses responsables peut déboucher sur un riche butin. En outre, le FPLP et Carlos entendent régler des comptes avec deux pays, l'Iran et l'Arabie Saoudite, qui, manifestement, se montrent hostiles à la cause palestinienne. Ordre a été donné à Carlos d'exécuter personnellement leurs ministres présents à Vienne.

Vienne, cité de la valse et de la musique, derrière sa façade pacifique, abrite une discrète et efficiente logistique du terrorisme international. Carlos et ses amis, arrivant par le train afin d'éviter de se faire remarquer, étaient attendus. Ils trouvent facilement gîte et couvert. Un complice, Wilfried Bose, tué à Entebbe l'année suivante, a tout organisé.

Ils sont six regroupés pour le commando envisagé contre l'OPEP. Carlos en est le chef de file même si, par la suite, Anis Naccache, son adjoint, affirmera avoir été le responsable de l'opération[1]. Avec lui, Hans Joachim Klein, un Allemand, Gabriele Tiedemann, une pasionaria allemande de vingt-quatre ans, connue sous le diminutif de Nada, et deux Palestiniens, Joseph et Youssef.

*

Le 19 décembre 1975, à minuit, en face de l'opéra de Vienne, deux voitures de l'ambassade de Libye, dont celle de l'ambassadeur, livrent à Carlos armement et munitions. Pourquoi les Libyens coopèrent-ils à l'opération en préparation ? Directives du colonel Kadhafi qui accuse l'Arabie Saoudite de brader le pétrole et entend faire pression pour relever les prix.

Le commando se retrouve bien armé. Deux pistolets mitrailleurs Beretta 38 A, armes redoutables de calibre 9 mm, 2 pistolets Browning, 2 pistolets

Tokaref TT 33, un revolver Smith et Wesson et des grenades. De quoi impressionner et faire du mal. Car ce commando terroriste repose sur un personnel engagé et prêt à tout. Personne n'hésitera à tirer. Les intéressés possèdent, derrière eux, du répondant.

Les ministres de l'OPEP sont en réunion jusqu'au 21 décembre dans leur immeuble du 10, Karl-Lueger Ring. Ils tiennent conférence dans une grande salle du premier étage. Dans la journée du 20, Carlos reconnaît les lieux. Ceux-ci sont théoriquement gardés mais Vienne passe pour une ville sans histoires. Dans les allées et venues du personnel, il est relativement facile de jouer au journaliste en quête d'un bon papier ou d'une interview. En 1975, les problèmes pétroliers tiennent l'affiche et tout le gratin de la production, majoritairement issu du Moyen-Orient, s'est donné rendez-vous à Vienne afin de débattre de ses intérêts.

Carlos se promène dans les escaliers et couloirs, repérant les entrées et sorties, les postes de garde et l'accès à la salle de séance. Le « chacal » possède une excellente mémoire. Sans hésitation, il saura expliquer à ses comparses par où et comment s'introduire dans la place.

21 décembre, 11 heures. Le commando, arrivé à l'instar d'un groupe de touristes par le tramway qui longe le Rathauspark, n'a que quelques mètres à parcourir pour se retrouver devant l'immeuble. Dans quatre jours, Noël. À l'intérieur du bâtiment, des gens vont et viennent avec des sacs bien remplis. Les ultimes achats avant le départ à la fin de la dernière conférence le soir même.

Parlant anglais, Carlos, plus profil de journaliste que jamais, y pénètre sans difficulté. Ses hommes le suivent, colonne par un. Leurs paquets qui dissimulent les armes n'intriguent nullement. Encore et toujours des cadeaux, supposent les vigiles.

Le commando grimpe les escaliers et gagne le premier étage. Les pistolets mitrailleurs et les revolvers se démasquent. Des rafales crépitent afin d'impressionner et de plaquer tout le monde au sol. Carlos et Anis se précipitent dans la salle de conférences. Des policiers, des gardes réagissent. Un policier autrichien âgé de soixante ans est blessé mortellement, un employé civil de l'OPEP tué, un délégué irakien blessé. Derrière, sur le palier et les couloirs, le reste du commando se heurte à une résistance. Nada, avec son Tokaref, blesse un policier autrichien. Klein, avec son Smith et Wesson, abat d'une balle au front un lieutenant irakien.

L'affaire ne dure que quelques minutes. Une centaine de personnes se retrouvent piégées dans la salle de conférences. Parmi elles, onze ministres du pétrole de pays de l'OPEP.

Les policiers autrichiens d'un groupe d'intervention, conduits par un ancien de la Wehrmacht, tentent de reprendre le contrôle de la situation. Le commando réplique à la grenade et menace d'exécuter le vice-ministre saoudien si l'attaque se prolonge. Ce chantage stoppe les tirs. Dans les échanges de coups de feu, Klein a été touché à l'abdomen. Il souffre et sa blessure inspire inquiétude à ses camarades.

La première phase de l'opération a réussi. Le commando tient des otages et s'est placé en position de force pour négocier. Sans attendre, Carlos scinde ses prisonniers, qu'il appelle ses invités, en plusieurs groupes : les amis (irakiens, libyens, algériens, koweitiens), les ennemis (saoudiens, iraniens, émirats et qatariotes), les neutres (indonésiens, nigérians, gabonais, équatoriens et vénézuéliens). Les catalogués ennemis, en particulier les Saoudiens et Qatariotes, ont tout à redouter bien qu'ils ignorent les détails des prescriptions les concernant.

Les palabres s'engagent. Pour le commando, il s'agit de sortir du piège du 10, Karl-Lueger Ring, et d'obtenir une rançon. Le chancelier autrichien Bruno Kreisky souhaite se dégager au plus vite d'une affaire malheureuse pour son pays qui n'a pas su protéger des diplomates étrangers. Il se montre prêt à bien des concessions sous réserve que les intéressés soient d'accord. Ceux-ci le sont. Les onze ministres otages signent une lettre reconnaissant être volontaires pour quitter l'Autriche en compagnie de leurs ravisseurs. Ils seront ainsi 42 en principe d'accord pour partir, escortés par Carlos et ses amis, le menu fretin, personnel de l'OPEP ou autrichien, étant libéré.

Dans ces tractations où l'on parle évidemment de rançon, deux ministres échappent de peu à la mort : Jamshid Amouzagar, celui d'Iran, et Ahmed Zaki Yamani, celui d'Arabie Saoudite. Les Palestiniens, et Khadafi qui, derrière, tire bien des ficelles, ont décidé leur exécution. L'occasion s'offre de passer aux actes. Pour ne pas faire capoter les négociations, Carlos prend sur lui de surseoir.

Il est un autre rescapé : Klein. Sa blessure au ventre s'aggravait. Carlos obtient son hospitalisation dans un premier temps, son départ avec otages et commando dans un second. Il rejoindra ses camarades sous oxygène étant donné son état.

Tout ce beau monde, parti en autocar, le 22 à 7 heures du matin après une nuit blanche, se retrouve à l'aéroport de Vienne, où un DC 9 l'attend. L'Algérie de Houari Boumediene accepte de recevoir le DC 9 et ses passagers, parmi lesquels se range le propre ministre algérien du Pétrole, Belaïd Abdesselam.

À Alger, Abdelaziz Bouteflika, le ministre des Affaires étrangères, attend au pied de la passerelle. L'accueil se veut entre gens de qualité. On discute dans le salon des VIP. Klein est envoyé se refaire dans un hôpital algérois. Carlos accepte de libérer des otages et reçoit des visiteurs, le directeur de la Sécurité Militaire, le ministre de l'Intérieur, personnalités influentes à Alger. Il garde toutefois, sous la main, dans le DC 9, plusieurs prisonniers dont les deux ministres *ennemis*.

De ce séjour algérois, Klein écrira par la suite : « *On nous a logés dans une villa d'État, une villa immense et servis comme des rois. Le chef des services secrets nous rendait visite tous les jours, parfois accompagné par le chef de la police d'Alger. J'ai commencé à réfléchir car le chef de la police savait que j'étais allemand. Alors, il me dit : "Hitler était un type bien." Là, je me suis dit : "Pauvre FLN." Nous avons pris un repas avec Bouteflika.* »

Durant sa pause algérienne, Carlos se lie d'amitié avec Yacef Saadi. Les deux terroristes jouent ensemble au football et Saadi fait visionner à son hôte le film de Gilles Pontecorvo, *La Bataille d'Alger*. Carlos se doute-t-il qu'il aura droit lui aussi, un jour lointain, à un film à sa gloire ?

Étranges propos et étranges connivences. Pourquoi les Algériens de Boumediene, du ministre des Affaires étrangères à l'homme de la Bataille d'Alger, montrent-ils de telles complaisances envers ces terroristes ? Pour démontrer leurs sympathies envers la cause palestinienne et affirmer leur indépendance vis-à-vis du monde occidental ? Peut-être. Le propos du chef de la police rappelle, au passage, l'allégeance du Grand mufti de Jérusalem et de nombre de ses coreligionnaires au régime nazi.

Le séjour à Alger se prolonge une quinzaine de jours avant que l'on fasse comprendre à Carlos et son équipe qu'il serait bon de s'en aller vers d'autres cieux.

Curieux dessous politiques. La Libye envoie à Alger un Falcon avec le pilote personnel du colonel Kadhafi, un ancien pilote de l'Aéronavale britannique, Neville Atkinson. Celui-ci aura la lourde tâche de conduire Carlos et ses amis dont le blessé jusqu'à Mogadiscio en Somalie, où les

terroristes de Vienne trouveront refuge. Si l'on en croit Atkinson, en ses *Mémoires*[2], ce départ d'Alger aurait été négocié par le Président Boumediene en personne, la fuite de Carlos permettant d'obtenir la vie sauve pour les ministres encore retenus dans le DC 9. Atkinson, réticent à embarquer des individus aussi dangereux, aurait finalement accepté pour raisons humanitaires.

Carlos, dans l'aventure, a récupéré de 20 à 50 millions de dollars. Les avis divergent sur le montant exact des rançons perçues. Plusieurs pays, dont l'Iran, auraient refusé de payer. Charité bien ordonnée commençant par soi-même, l'intéressé aura le bon goût d'en garder une large part. Ses amis palestiniens auront matière à lui en faire grief. Ils lui reprocheront en outre de ne pas avoir exécuté les deux ministres « ennemis » et finalement l'excluront du FPLP, se privant ainsi des services d'un tueur hors normes, lequel poursuivra son parcours de terroriste jusqu'au jour où il tombera dans les rets de la justice française.

1- Cet Anis Naccache, en 1980, sera l'auteur d'une tentative d'attentat à Paris contre Chapour Bakhtiar qui fera deux morts et des blessés. Arrêté et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en1982, il sera libéré par grâce présidentielle de François Mitterrand en 1990.

2- *Death on small wings*, *op. cit.*, p. 323.

Chapitre 5
Le commando du casse du siècle

Juillet 1976

Derrière les grandes aventures humaines hasardées au fil des siècles, se dégage une figure de proue traçant le sillon. Alexandre entraînant les Macédoniens jusqu'à l'Indus ; César, les légions romaines en Gaule ; Urbain II, la chrétienté en Terre Sainte ; Napoléon, les grognards à Moscou ; Adolf Hitler, la Wehrmacht à Stalingrad. Les exemples pourraient se multiplier dépassant les seuls horizons militaires ou idéologiques.

Le célèbre casse du siècle de juillet 1976 à Nice répond à cette règle. Un homme conçoit et se montre assez habile pour amener une escouade d'individus de toutes origines à le suivre dans un commando aussi risqué que rentable. Ce chef de gang, Albert Spaggiari, au parcours agité, prouve qu'il possédait la trempe voulue pour une telle entreprise.

Il n'a que dix-sept ans, en 1950, lorsqu'il s'engage dans les parachutistes coloniaux, futurs parachutistes de l'infanterie de marine. Pour les bérets rouges, existe alors un théâtre privilégié, l'Indochine, l'*Indo* dans leur jargon. Le jeune Spaggiari découvre la rizière et les calcaires dans les rangs du 3e BPC. Il se montre un bon combattant, ne craignant pas les mauvais coups. Il rentrera d'Extrême-Orient blessé et cité. Le para Spaggiari a appris qu'une opération se prépare avec soin, que les copains c'est sacré, que le moral compte pour beaucoup dans le succès. Rendu à la vie civile, il gardera fidèlement en l'esprit ces vieux préceptes.

L'homme s'est manifesté sous un jour moins flatteur. Pour venger, dira-t-il, des copains, en janvier 1953, il dévalise un bar à Hanoi. Trois années à

l'ombre qu'il passe en métropole sanctionnent cette entorse. Apparemment, Spaggiari a le sang chaud et la main leste.

Chez les bérets rouges, on bouffe du Viêt et du Coco, bientôt du Fell, mais on y glorifie le drapeau, la grandeur du pays, la présence française dans les possessions coloniales. Le cœur initial penche à gauche. Ceux plutôt de ce bord et engagés par esprit d'aventure ou pour se caser dans la vie changent vite de casquette[1]. Rien d'étonnant que l'ancien para Spaggiari rejoigne les tenants de l'Algérie française. Cet engagement lui vaut encore trois années derrière les barreaux à la Santé et à Saint-Martin-de-Ré, lui procurant des amitiés fidèles. L'idéologie, mieux que l'argent, crée les liens les plus sûrs. On trouve beaucoup de copinage dans le sillage de Spaggiari.

Libre, Bébert pour ses amis se range. Au moins, fait tout comme. Il se mue en photographe et ouvre un magasin à Nice. Il aime le soleil, ce que personne ne saurait lui reprocher. Le voici avec femme, Audi, une infirmière épousée en 1959, boutique avec vitrine et étalage, bergerie qu'il a restaurée de ses mains dans l'arrière-pays niçois. Le personnage goûte-t-il sa nouvelle vie ? Douteux. Il a presque honte de sa sinécure, de cette existence bourgeoise de père tranquille sans grands aléas. Les jours se suivent monotones et identiques. Sur le fond, le bas-côté matériel des choses ne l'intéresse guère. Il est né avec une âme d'aventurier et l'inédit, le risque lui manquent.

Commerçant, monsieur Albert Spaggiari se doit d'avoir un compte professionnel dans une banque. Il en a donc ouvert un à la Société Générale, en plein centre ville, à l'agence du n° 8 de l'avenue Jean-Médecin, la grande artère de Nice, et à l'angle des rues Deloye et de l'Hôtel-des-Postes.

Pour parachever son personnage d'honnête négociant, Spaggiari se décide de surcroît à posséder un coffre. Cela se fait et vous donne un petit reflet de notabilité. Il est de bon ton de venir déposer à l'abri ses valeurs ou ses bijoux. Bébert ne pouvait prévoir la suite. Avec les égards dus à un client de son rang, il est introduit dans le saint des saints du monde bancaire. Brusquement, il comprend que des fortunes s'abritent là dans ce sous-sol silencieux et hautement sécurisé. Lui qui a des connaissances partout entend exclamer : « Certains week-ends, avec les dépôts des Galeries Lafayette, on en a pour plus de quatre cents millions ! »

Quatre cents millions de 1976, quelle manne ! Comment un esprit aventureux comme celui de Spaggiari ne gambergerait-il pas ? Voilà la

grosse mise permettant d'éloigner à jamais la routine insipide du métier de photographe ! Oui, mais comment accéder à ce trésor ?

Le furet Spaggiari part en chasse. Il cherche, il rôde autour du bâtiment, il s'assoit aux terrasses des cafés proches pour observer et découvrir le biais. Soudain, *Eurêka* ! Il entend une conversation vantant les égouts de Nice dignes de ceux de Paris. Les égouts, voilà le chemin pour accéder au mur d'enceinte de la Société Générale. Et le hasard termine de frayer la voie du destin. Arpentant tranquillement la rue Deloye sur les arrières de la Société Générale, Spaggiari remarque deux égoutiers soulevant une plaque d'égout. Il s'approche lentement, mesurant ses pas, et observe. L'orifice est au milieu de la chaussée sur un passage piétonnier. L'égout court dans le sens de la rue. Entre lui et le mur de façade de la Générale, à peine quatre mètres. Et juste derrière ce mur, la salle des coffres !

S'introduire dans la salle des coffres de la Générale implique de disposer d'une solide main-d'œuvre pour forer un passage dans un premier temps, puis évacuer la moisson récupérée dans un second. Le passé de Bébert lui assure cinq copains à toutes épreuves. Des rescapés de l'Indochine, de l'Algérie française, des bastilles métropolitaines ou d'ailleurs. Des gars fidèles en amitié et capables de toutes les audaces. Une gente demoiselle, prostituée au grand cœur de son état, leur sert de chauffeur et de cantinière. Avec eux, Spaggiari se sent de taille à débusquer le diable au fin fond de l'enfer. Malgré leur dévouement et leur ardeur, ils ne sauraient suffire à la tâche. Une vieille connaissance fournit le complément, une équipe de truands du milieu marseillais. Ces gens-là ne correspondent pas à du cousu main, mais ces malfrats possèdent du savoir-faire en truanderie et marchent à la gagne. Le montant escompté les a appâtés. Un point les inquiète. Les alarmes. Mais Spaggiari est formel. Il a vérifié en laissant des réveils dans son coffre. Leur tintamarre n'a déclenché aucune alerte. Sur le mur du fond de la rue Deloye, aucune alarme sismique permettant de détecter les chocs physiques.

*

Jeudi 8 avril 1976. Voici des semaines, voire des mois, que Spaggiari mûrit son projet. Sur sa check-list, le compte paraît bon. Personnel, matériel, véhicules, tout est OK. Il ne reste plus qu'à passer aux actes en

commençant par une reconnaissance approfondie de ces égouts qui vont conduire à la salle des coffres.

Il est 21 h 45 lorsqu'une camionnette aux couleurs de la voirie de Nice stoppe rue Deloye. Si l'avenue Jean-Médecin est toujours animée, à cette heure, la rue Deloye est aussi silencieuse que dépourvue de passants. Trois hommes en bleus de chauffe, équipés d'imposantes cuissardes et de boîtes à outils, descendent du véhicule. Tout les désigne comme des égoutiers en service en dépit de l'heure indue. L'un d'eux entreprend de soulever la plaque d'égout repérée par Spaggiari. Un mauvais vent soufflerait-il sur ces travailleurs supposés ? Un car de police se range à courte distance. Trois flics en descendent. Le plus gradé interroge :

« – Encore au boulot ? De quoi s'agit-il ? On n'a pas été prévenus. »

L'un des égoutiers, en l'occurrence Albert Spaggiari en personne, s'en tire par une pirouette en incriminant son copain qui s'est trompé de boîte à outils. Fort heureusement, les flics reçoivent un appel radio. Une bagarre à la sortie d'un cinéma. Ouf ! Le car de police s'en va où le devoir l'appelle. Les trois pseudo-égoutiers peuvent s'enfoncer dans les profondeurs. La camionnette viendra les chercher le lendemain à 5 heures du matin.

La plaque d'égout s'est refermée. Spaggiari et ses deux complices avaient-ils vraiment conscience de l'univers nauséabond dans lequel ils sont condamnés à évoluer ? Douteux. D'entrée, la puanteur les prend à la gorge. Le filet de lumière de leurs torches leur fait découvrir le mince boyau fangeux dans lequel ils doivent progresser. Leurs pas clapotent dans un cloaque d'où émergent des animaux crevés et des déjections de toutes origines. La plupart du temps, il faut avancer plié en deux. L'humidité suinte de partout. Des rats, apparemment peu craintifs, rôdent autour des arrivants. Difficile d'apprendre à vivre en compagnie de ces rongeurs.

Envers et contre tout, les heures filent vite dans ces profondeurs malsaines à s'efforcer de repérer les lieux et de les graver dans la mémoire. Car c'est à partir de ce dédale souterrain que le commando devra forcer sa route jusqu'à la salle des coffres. Spaggiari a repéré le point d'amorce du tunnel à creuser. Sous la rue Deloye, à quelques mètres de la bouche d'égout. Par contre, un accès aux égouts reste à trouver. Celui de la rue Deloye interdit une entrée massive d'hommes et de matériel.

Vendredi, 5 heures. La camionnette est au rendez-vous. Enfin respirer de l'air pur !

Spaggiari connaît sa bonne ville de Nice. L'accès aux égouts dont il a besoin, il le trouvera dans le lit du Paillon. Ce Paillon est un torrent côtier de 36 km venu des Préalpes pour se jeter dans la baie des Anges. En un siècle, de 1868 à 1972, son parcours niçois et urbain s'achevant à la Promenade des Anglais a été recouvert sur environ 2,500 km. Pour faire face aux crues éventuelles, son lit court sous de larges voûtes offrant un libre passage où arrivent des débouchés d'égouts.

Dès le 10 avril, l'équipe Spaggiari repart dans les profondeurs niçoises en utilisant la voie du Paillon. L'entrée, en bord de mer, ne soulève aucune difficulté, hormis la présence de noctambules attardés sur la plage. Durant plusieurs nuits, les reconnaissances se poursuivent. Une fois que les hommes sont entrés dans le dédale des égouts, la pelote de ficelle assure le meilleur fil conducteur pour le retour, car il y a de quoi se perdre dans le labyrinthe des conduits plus repoussants les uns que les autres. Parfois, pour des raisons inexplicables, l'un d'eux se termine en cul-de-sac, bouché, bétonné. Le jeu de piste de la Société Générale est à reprendre. Pour son orientation dans cet inconnu ténébreux, Spaggiari se souvient de ses marches de nuit dans la brousse indochinoise. Il s'équipe d'une boussole dont la petite aiguille lui maintient son cap.

Au terme de sa série de « promenades » nocturnes, le chef du commando est fixé. Ses gens avec leurs impedimenta peuvent pénétrer dans le lit souterrain du Paillon de deux manières. Soit par une trappe à hauteur d'un café-restaurant tenu par des Algériens, *L'Aube de l'Islam*, avenue Gallieni. Soit par le palais des Expositions, au niveau d'une passerelle, alors que le Paillon revient à l'air libre en périphérie nord de Nice. Ironie, juste en face se dressent la gendarmerie et la prison ! Plus loin, au-delà du pont de chemin de fer sur la grande ligne Nice-Italie, une rampe permet même d'accéder au lit du torrent. Après quoi, l'itinéraire, ayant quitté le Paillon, serpente par les égouts pour gagner la rue Deloye. Il est clair, enfin, que la sécurité impose de travailler de nuit ou durant les week-ends. Avant d'attaquer les choses sérieuses, les parties prenantes dans l'opération, bande à Spaggiari, Marseillais, conviennent d'un détail essentiel : le magot sera partagé, à parts égales, entre les deux équipes.

*

Le commando, à quelques unités près, fait popote et logement commun dans un appartement discret loué pour l'occasion. Marseillais et gars de Spaggiari apprennent à se connaître en attendant le jour J. Les premiers se sont avérés précieux. Experts en la matière, ils ont « récupéré » voitures et matériel nécessaires.

7 mai 1976. Le jour J de ce qui sera appelé le *casse du siècle*. Les Alliés, en 1944, ont mis deux mois pour s'extraire du bocage normand et s'envoler vers la victoire. Les truands de Spaggiari mettront deux mois pour s'extraire des égouts niçois et atteindre le butin convoité. Pour autant qu'un tel rapprochement ne soit par trop osé ! L'affaire Spaggiari a exigé du temps, de la sueur, fort heureusement pas de sang.

L'introduction dans les égouts, minutieusement étudiée, s'effectue par la bouche faisant face à *L'Aube de l'Islam*. Une première camionnette apporte le matériel de signalisation, un second véhicule le complément et des pseudo-égoutiers. Le reste de l'effectif – ils sont environ une quinzaine dans le coup – arrive par un minibus. Tout ce monde, lourdement chargé, s'enfonce sous terre. Le parcours comporte trois étapes : les égouts, le lit du Paillon, les égouts menant à la rue Deloye depuis l'aplomb de l'avenue Félix-Faure. Si le trajet dans le cours du Paillon est relativement long, un bon kilomètre, les autres bien plus courts, quelques dizaines de mètres puis 300, se révèlent, comme toujours dans les conduits souterrains, particulièrement éprouvants. Chaque homme transporte plusieurs dizaines de kilos de matériel de toutes sortes : crics, vérins, outillage, planches, ravitaillement et en particulier des bouteilles d'eau. Il fait chaud dans ces profondeurs. Certains découvrant cet univers pestilentiel s'interrogent sur ce qu'ils sont venus faire dans cette galère. Par moments, il est nécessaire de se glisser en rampant. Le visage se macule d'une boue fétide.

Simultanément, une petite équipe de guetteurs part se poster près de la banque. Son chef est muni d'un émetteur-récepteur. Mission, avertir les camarades au boulot à l'intérieur de la moindre alerte : ronde de police ou de gardien, travail trop bruyant. Des signaux convenus précisent de stopper ou de se remettre à l'ouvrage.

Lors de ses précédents passages, Spaggiari a tracé au couteau les contours de l'excavation à creuser : environ 1,30 m de haut sur 0,80 de large. De par sa position – proche de la bouche de la rue Deloye – il estime avoir huit mètres à forer. Combien de temps exigera la percée de ce boyau

jusqu'au mur d'enceinte du bâtiment de la Société Générale ? Impossible de le préciser.

Les allers et retours ont exigé du temps pour transborder tous les impedimenta. Il est 4 heures du matin lorsque le guetteur extérieur signale que tout est OK. Les burins entrent en action. Dans la rue, ne se perçoivent que quelques chocs lourds bientôt étouffés par le vacarme urbain.

Les hommes se relaient trois par trois. Quinze minutes de frappe puis repos avec la relève par un nouveau trio. La paroi de pierre de l'égout a cédé facilement. Derrière les burins trouvent une strate argileuse qui cède à son tour aisément. Les gravats ne sauraient rester sur place. Des corvées les transportent dans des sacs jusqu'au lit du Paillon où ils se perdront dans le flot du torrent. Pour ceux qui ne sont pas de service, une zone de repos a été organisée avec des matelas pneumatiques et des réchauds.

Au terme de ce premier week-end de labeur, le tunnel s'enfonce d'1,5 mètre. Les parois de la galerie ont été étayées avec des planches et du ciment. Avant de repartir, l'orifice d'entrée dans l'égout de la rue Deloye est soigneusement calfeutré et recouvert de la boue qui meuble les parois. Si un égoutier, un vrai, passe par là, il ne devrait rien remarquer.

Jusqu'au prochain week-end, le forage ne peut plus s'effectuer que de nuit. Les hommes se relaient suivant un rituel bien établi, d'autant que le travail se fait dans des conditions de plus en plus pénibles au fil de la progression. Étroitesse du conduit, ventilation insuffisante. Les alertes perturbent le chantier. Une ronde, le passage d'un couche-tard sont aussitôt signalés par les guetteurs qui, eux aussi, alternent leurs factions. Les coups s'arrêtent durant un temps plus ou moins long.

Jours et nuits se déroulent ainsi avec l'impression de ne guère avancer. Parfois, un bloc rocheux trop dur à entailler doit être contourné. La progression reprend après de savants calculs pour garder l'axe. Obligatoirement le moral se ressent des difficultés. Spaggiari lui-même, parfois, s'interroge. Se tromperait-il ?

Par hasard, Spaggiari découvre que *L'Aube de l'Islam* est surveillé. Non par la police mais par ses propriétaires suite à des attentats dont ils ont été l'objet. Chaque soir, un « chouf [2] » se poste dans une voiture et observe les abords du café-restaurant. Les allées et venues de la bande à Spaggiari tombent obligatoirement dans son champ visuel. L'entrée dans les égouts par la bouche de *L'Aube de l'Islam* est abandonnée. Elle s'effectuera uniquement par le Paillon sous le palais des Expositions. Les gamins qui

jouent à des heures tardives s'habituent à ces égoutiers qu'ils prennent pour d'honnêtes travailleurs se rendant à leur service de nuit.

Trois semaines d'efforts finissent par payer. Comme le mois de mai s'achève, après avoir creusé sur environ 8 mètres, le mur de la banque est atteint. Celui-ci n'est pas un mince obstacle. Marteaux et burins rendent l'âme contre une paroi de béton. Les coups portés se répercutent. Les guetteurs multiplient les alertes et, automatiquement, les arrêts du chantier.

Le 24 juin marque une date. Le mur de fondation du bâtiment de la Société Générale est vaincu. Celui, en béton, de la salle des coffres fait figure d'ultime Ligne Maginot. Spaggiari l'estime à une bonne trentaine de centimètres d'épaisseur.

Il est 23 heures lorsque les premiers coups de masse et de burin attaquent l'obstacle. Malédiction ! Les guetteurs s'alarment ! Le boucan va réveiller tout le quartier. Pire, ce mur risque d'être muni d'une alarme. La réponse devrait être rapide. Vingt minutes s'écoulent. Rien ! Aucune réaction ! Personne ne se manifeste. A priori, aucune alarme sismique ne protège le mur, comme observé précédemment.

Par contre, subsiste la question du bruit. Travailler délicatement au burin exigerait un siècle. On essaye une perceuse actionnée par un groupe électrogène. Elle pénètre vite et bien mais le grondement du moteur du groupe interdit de poursuivre. Trop bruyant ! Au cours de ses pérégrinations, Spaggiari avait remarqué qu'un égout possédait une sortie sur un réduit au premier sous-sol du parking Masséna en construction. Ce réduit est éclairé par une applique électrique. La solution est là en se procurant 500 mètres de câble. Après un branchement discret sur l'applique du parking, le fil se déroule, toujours par les égouts, sous l'avenue Félix-Faure, les rues Chauvain, Gioffredo et Deloye. Les perceuses alimentées fonctionnent.

L'affaire, désormais, arrive à son terme, des barres à mine complétant l'ouvrage. Dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 juin, le commando touche au but. La paroi de la salle des coffres est percée.

Le diable marcherait-il contre les mauvais garçons ? Ultime obstacle, une armoire blindée interdit de s'introduire dans la tant espérée salle des coffres. Après réflexion, il est décidé d'en rester là provisoirement. Un long week-end est nécessaire pour terminer l'ouvrage, s'introduire dans les lieux et procéder à un pillage systématique. Suivant l'usage, tout est donc rebouché.

Le final implique de gros moyens. Forcer les coffres nécessite des chalumeaux avec des bouteilles d'oxygène et d'acétylène pour les alimenter. De tels engins pèsent lourd. Spaggiari n'hésite pas. Le vendredi 2 juillet au soir, une Land Rover volée descend dans le Paillon par la rampe d'accès à hauteur de la voie ferrée. Le lit du Paillon est carrossable et, en cette saison, ne court qu'un mince filet d'eau. Les barrières métalliques de fermeture à l'entrée du torrent ont été déboulonnées au préalable. La Land Rover s'engage dans le Paillon et gagne le point de déchargement au plus près sous l'avenue Félix-Faure. Puis, à bras d'hommes, par les égouts, bouteilles et autres équipements sont acheminés jusqu'à l'entrée de l'égout conduisant à la rue Deloye. En certains endroits, lorsque la largeur des conduits l'autorise, des canots pneumatiques évitent une trop lourde peine aux porteurs.

Cette mise en place conduit à penser que le week-end du 3 au 4 juillet sera le bon. Las, l'armoire blindée s'obstine. Sous la poussée d'un vérin hydraulique, elle ne se déplace que d'un maigre centimètre. Le convoyage, les efforts pour bouger l'armoire ont pris du temps. Le week-end est bien avancé. Tout est à décaler d'une semaine en prenant des risques. L'outillage ne saurait être ramené à la surface. Faute de mieux, il est laissé sur place dans des boyaux proches en impasse. Si des égoutiers passent par là, le pot aux roses sera découvert.

Le sort s'acharne. L'hôte de l'Élysée s'annonce en visite officielle. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République en exercice, doit rendre visite à la bonne ville de Nice le samedi 10 juillet. En principe, il procédera à une inauguration officielle dans le quartier de la Société Générale. Obligatoirement, de très grosses mesures de sécurité vont être prises. Les égouts seront peut-être inspectés. Dans ces conditions, pour la bande à Spaggiari, l'heure de vérité est encore à retarder d'une semaine. Dans l'espoir que rien ne soit découvert.

Envers et contre tout, les Dieux finissent par se montrer cléments. L'univers des égouts échappe aux investigations policières. La visite présidentielle se déroule sans incidents. Spaggiari et ses complices, durant toute la semaine, ont fait de mauvais rêves.

Le vendredi 16 juillet, tout l'effectif Spaggiari se retrouve à pied d'œuvre. Mieux calé que la fois précédente, le vérin pousse la lourde armoire qui obstruait tout. Lentement, centimètre par centimètre, un passage se dégage. Il permet à un homme de se glisser à l'intérieur.

« – Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! »

Le chef du gang des Marseillais a le sens de la courtoisie historique :

« – À vous, maître, à vous ! » glisse-t-il à Spaggiari, l'homme qui les a amenés là.

En tête de peloton, Spaggiari s'infiltre. Le Marseillais le suit. Les camarades s'enfilent à leur tour et se retrouvent à une vingtaine au cœur de la salle des coffres. La joie explose. On se congratule ! Au terme de tant de peines et de labeur, les voici dans la caverne d'Ali Baba, version Société Générale 1976. Dans quelques heures, ils repartiront avec des sacs pleins. Dehors les guetteurs maintiennent leur veille.

« *Bien taillé, mon fils, maintenant il faut coudre*[3]. »

Des bras vigoureux transfèrent sur place bouteilles d'oxygène, chalumeaux, outillage. Soigneusement, les bouches d'aération sont calfeutrées pour interdire l'évacuation des fumées ou l'écho du bruit des outils. Ces précautions prises, deux hommes soudent les serrures de la porte d'entrée. Impossible de pénétrer dans la salle depuis la banque. Les choses sérieuses peuvent se dérouler en paix. La razzia commence.

Ce n'est pas une mince affaire. Dans cet espace contigu, avec les lampes des chalumeaux, la chaleur monte vite. Elle dépasse les 30°. Les hommes vivent torse nu, transpirent et boivent beaucoup. Le travail ne laisse que de brefs instants pour se restaurer et souffler un peu. Quant aux besoins naturels, des bouteilles vides servent d'expédient. Avec une précaution, mélanger les urines afin d'éliminer les risques d'identification.

Les armoires, les coffres résistent. Il faut donner du chalumeau et forcer sur les barres à mine. Tout ne pourra être visité faute de temps. Les heures filent si vite. Toutefois, la moisson s'annonce abondante et variée. Impossible de faire l'inventaire : bijoux, lingots, pièces d'or, argent liquide. L'escarcelle d'un avocat renommé, spécialiste des affaires pénales, bien connu dans le monde des truands, fournit un million de francs en liquide. Les Marseillais apprécient ce retour aux origines. Il est, au hasard des ouvertures, des découvertes curieuses : des vivres appartenant sans doute à des personnes ayant vécu les restrictions de la guerre, des photos polissonnes voire cochonnes. Les plus compromettantes sont placardées sur les murs. Elles feront jaser dans le gotha niçois lorsque le pot aux roses sera découvert.

Dans la nuit du samedi au dimanche, un autre pactole tombe. Des commerçants, les Nouvelles Galeries dont Spaggiari avait eu écho, viennent

déposer leurs recettes dans une trappe ad hoc. Ce sera la quête du dimanche matin.

Des richesses se révèlent inexploitables : un gros rubis, des sculptures asiatiques en jade qui font rêver Spaggiari, l'ancien d'Indo. À regret, elles doivent être abandonnées. Au total, 317 coffres ont été ouverts. Le bilan global se chiffre à 46 480 millions de francs. Les visiteurs du week-end du 17 juillet ne se sont pas déplacés pour rien.

Avant de s'éloigner, ils tiennent à marquer leur passage par de mâles propos. On palabre un bon moment avant de se fixer sur une formule répondant à la réalité des faits : « *Ni armes ni violence et sans haine* ». Une main maladroite la transcrit bien en vue.

Un repli est toujours une opération militaire délicate. Le commando de la Société Générale le constate à son tour. Il est 2 heures du matin, dans la nuit du dimanche au lundi, lorsque le décrochage commence avec un regret. Que de coffres demeurent inviolés ! Auparavant, chacun perçoit un premier pécule pour le cas où les choses collectivement tourneraient mal. Les sacs étant lourdement chargés, il a été décidé de laisser sur place les bouteilles et outillages divers.

Les guetteurs avaient signalé de gros orages et des trombes d'eau sur Nice dans la soirée du dimanche. De fait, sous la rue Chauvain, un conduit roule un flot furieux. Le commando va-t-il se trouver piégé dans l'obscurité devenue glacée des égouts de Nice ? Des courageux se risquent dans le courant et avec des cordes établissent un va-et-vient. Un à un, les hommes passent. Certains glissent et manquent de se noyer. Un malchanceux se blesse grièvement en chutant. Un camarade doit le porter.

C'est une troupe transie et épuisée qui rejoint le Paillon. Mais il faudra revenir. Tout le butin n'a pu être transféré. Trois braves de l'équipe Spaggiari se dévoueront.

Des véhicules attendaient près de la rampe du chemin de fer. Alertés par talkie-walkie, leurs chauffeurs descendent chercher les marcheurs pliés sous leurs fardeaux. La nuit s'achève. Hommes et butin s'entassent à la hâte. Lorsque Spaggiari, avec une Land Rover, reviendra récupérer les siens, il fera grand jour.

*

Lundi 19 juillet au matin. Fidèle à ses horaires, la Société Générale de l'avenue Jean-Médecin ouvre ses guichets. Il est 8 h 30 quand deux préposés à ce service commencent à manœuvrer les volants d'ouverture de la porte blindée donnant accès à la salle des coffres. Surprise, impossible d'ouvrir cette porte blindée. La direction est informée, des experts serruriers convoqués. Manifestement les pênes intérieurs sont bloqués. Pour comprendre ce qu'il en est, une seule solution : percer le mur afin d'aller voir. Vers 15 heures, deux employés se faufilent dans une ouverture de soixante centimètres de diamètre.

Un spectacle de désolation s'offre à leurs yeux. Détritus et immondices partout, coffres éventrés. La conclusion tombe de source : « – On a été cambriolés ! »

Craignant de se trouver face à des gangsters, les deux employés rebroussent chemin en toute hâte. La police alertée arrive. Un policier courageux pénètre à son tour, revolver à la main. Personne, mais la vérité éclate : « Ils sont passés par les sous-sols ! »

La nouvelle se répand dans la ville. Les clients paniqués se ruent 8, avenue Jean-Médecin pour trouver porte close. La presse se précipite. Le fric-frac gigantesque va faire la une des journaux. On parlera du *casse du siècle*, outrepassant l'affaire du train postal Glasgow-Londres.

*

Le butin ne sera globalement jamais retrouvé et les acteurs de ce casse hors série échapperont presque tous aux recherches[4]. Certains sauront en profiter, d'autres non. Dans le milieu, on vit toujours avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Alors que la Justice officielle échouera à rendre la sienne, quelques règlements de comptes mettront un terme tragique à des activités délictueuses.

Le succès du commando de la Société Générale est le fruit d'un travail d'équipe, mené dans l'ombre, en souterrain, sous l'égide d'un homme, Albert Spaggiari. Son histoire pourrait s'arrêter là, sous réserve des quelques pérégrinations judiciaires de ses auteurs. Voici que brusquement elle se prolonge et éclate au grand jour ave une évasion spectaculaire qui fera causer dans les chaumières. Cette fuite, en plein jour, réalisée avec une audace folle, complète le mythe du casse du siècle en révélant la

personnalité, remplie d'imagination et de folle témérité, du chef du commando.

Le casse réussi, Bébert Spaggiari s'offre des vacances à travers le monde. Il visite l'Amérique, l'Asie, avant de rentrer tranquillement chez lui à Nice. Que n'a-t-il fait ! Deux truands qui ont servi de petite main se sont fait piéger en écoulant un lingot. Ils désignent nommément Spaggiari comme l'inspirateur et le chef du hold-up de la Société Générale. Le photographe, une fois de plus, se retrouve entre deux gendarmes et soumis à l'interrogatoire des ténors de la PJ. Des heures durant il nie tout avant, selon lui, d'être victime d'un café piégé à la benzédrine. Possible ! Si les bureaux de ces messieurs ne s'assimilent pas aux antres de la Gestapo, il n'est pas interdit d'avoir recours à certains artifices pour forcer le client « à se mettre à table ».

Sans citer un seul complice, Spaggiari raconte donc sa vie et ne cache rien avec une arrière-pensée. Inspirer confiance à son juge d'instruction devant lequel il se rend régulièrement afin de se trouver dans de bonnes conditions pour « faire la belle ». Il a relevé que le bureau de ce juge, monsieur Richard Bouazis, au premier étage, au-dessus de l'entresol, du palais de Justice de Nice, donnait sur rue. Il doit être possible, en sautant par la fenêtre, de se retrouver dehors. Un saut non négligeable, de l'ordre de sept mètres de haut ! Un para saute de plus haut mais avec un pépin sur le dos. Dans le cas présent, c'est un plongeon sans dorsal ni ventral. Mais Bébert aime le risque. Et il a des copains qui, en bas, peuvent l'attendre pour l'aider à prendre la poudre d'escampette. Les vieilles amitiés de détention pour activités OAS répondent présent[5].

Jeudi 10 mars 1977, après-midi. Ils sont quatre dans le bureau du juge. Celui-ci, monsieur Bouazis, sa secrétaire greffier, madame Hoareau, Albert Spaggiari et maître Jacques Peyrat, son avocat. Peyrat, futur maire de Nice, est un ancien para. Ce passé crée des liens avec son client. Spaggiari a les deux mains libres. Les gendarmes d'escorte lui ont enlevé ses menottes et le juge les a renvoyés attendre dans le hall d'entrée.

Bébert se sent nerveux. Le scénario programmé doit se dérouler à 17 heures précises. L'interrogatoire se poursuit sur un ton badin. Spaggiari se veut conciliant et prêt à donner toutes les explications voulues pour expliciter le processus qui a conduit à la salle des coffres. Il a même préparé un petit schéma dans ce but. Un croquis vaut mieux qu'un long discours, disait l'Empereur.

16 h 58, une moto pétarade sur la place[6] devant le palais. Le signal ! Bébert a tendu son croquis à monsieur Bouazis. Bon prince, il se lève de son siège pour expliquer ce qu'il a griffonné sur son papier. La fenêtre est là, toute proche, son espagnolette fermée. Nul ne s'y attendait. Spaggiari se précipite, fait sauter le loquet de l'espagnolette, enjambe le rebord de la fenêtre et go ! Le juge s'est précipité, a tenté de retenir son accusé. Vainement ! Maître Peyrat, médusé, a hurlé :

« – Non ! Pas ça ! »

Le para Spaggiari amortit sa chute sur le toit d'une R6 et termine son roulé-boulé sur le macadam. Biki, le fidèle copain, attendait avec sa grosse moto qui pétaradait. Bébert l'enfourche et s'offre le luxe de faire un geste d'adieu à Bouazis et Peyrat, penchés à la fenêtre. Le tout n'a duré que quelques secondes.

Spaggiari s'est envolé. On ne le retrouvera pas. En 1989, un cancer aura raison de sa cavale, quelque part dans le nord de l'Italie. Son évasion spectaculaire, après le fric-frac de la Générale, entrera dans la légende des mauvais garçons n'ayant pas froid aux yeux.

1- Il est certain que le recrutement de base des parachutistes provient de milieux modestes voire très modestes.

2- Terme bien connu des militaires. Un *chouf*, en arabe, désigne un guetteur. *Chouffer* signifie guetter, surveiller.

3- Référence à la fameuse apostrophe de Catherine de Médicis à son fils Henri III après l'assassinat du duc de Guise.

4- Le procès du casse de la Société Générale s'ouvrira en cour d'Assises le 22 octobre 1979 avec six accusés dans le box. Trois seront acquittés faute de preuves. Deux petits malfrats ayant *donné* Spaggiari écoperont de 5 ans et un authentique égoutier de 7. Hormis le cas Spaggiari (*cf*. plus bas), ce dernier sera le seul à rendre des comptes. Pourtant, dans ce dossier, la Société Générale avait promis une prime d'un million de francs à quiconque apporterait des indices susceptibles de retrouver les coupables.

5- Les années écoulées et la prescription judiciaire acquise, ces deux anciens activistes et détenus OAS se manifesteront. L'un d'eux, Michel dit *Le Toc*, est aujourd'hui décédé. Par contre, le lien entre eux et Spaggiari n'a jamais été identifié.

6- Aujourd'hui devenue piétonne.

Chapitre 6
Commando des brigades rouges contre Aldo Moro

16 mars 1978

Les « années de plomb » que vit l'Italie dans la décennie 1970 laissent avant tout un terrible souvenir, l'exécution d'Aldo Moro par les Brigades Rouges. Au milieu des attentats qui ensanglantent la péninsule transalpine, l'enlèvement, la séquestration puis finalement l'assassinat du chef de file de la Démocratie Chrétienne se dressent en symbole de la barbarie sanguinaire d'une poignée de révoltés. Le recul du temps n'éclaire pas tout. Des ombres, des incertitudes demeurent sur les dessous et les responsabilités des factions en présence. Quoi qu'il en soit, un fait ne peut être contesté. Un commando de révolutionnaires s'empare d'un homme politique majeur et l'exécute froidement au nom de son idéologie.

*

Ce drame met aux prises deux entités opposées : les fanatiques des Brigades Rouges, ceux que l'on dénomme les brigadistes, et une personnalité politique de premier plan, Aldo Moro, a priori soutenu par ses pairs.

L'Italie n'en possède nullement le monopole. Durant les années 1970-1980, de nombreux pays européens subissent les ravages du terrorisme. En Allemagne, la Fraction Armée Rouge laisse un terrible souvenir. Les

Brigades Rouges italiennes, *Brigate Rosse*, correspondant à un courant d'extrême gauche, se manifestent à partir de 1970. Marginales sur le flanc de l'échiquier politique, elles entendent mener un combat insurrectionnel par la lutte armée. Où veulent-elles exactement en venir ? Difficile d'être catégorique à ce sujet. Elles s'affichent marxistes-léninistes. L'anarchie leur convient et guide leurs pas pour renverser tout ce qui a pignon sur rue. La violence s'affirme leur moyen d'expression. Les membres des Brigades visent les nantis, les serviteurs de l'État. Leurs méthodes ne varient guère : enlèvements, attentats, blessures aux jambes (la *gambizazzione*). Dans ce dernier cas, la victime, si elle survit, demeure souvent impotente. Les Brigades Rouges font peur. Les politiques les craignent et les polices les traquent avec un succès relatif.

Aldo Moro naît en septembre 1916. Juriste, professeur de droit pénal, il traverse sans trop d'aléas la période mussolinienne et la Seconde Guerre mondiale bien qu'ayant fréquenté les Jeunesses Universitaires Fascistes. Dès l'après-guerre, il entame une carrière politique qui lui réussit. Député en 1946, membre influent de la Démocratie Chrétienne dont il devient le chef de file en octobre 1976, plusieurs fois ministre, il est à cinq reprises président du Conseil. En 1978, à soixante-deux ans, cet homme froid et austère, catholique rigoureux, fait figure de personnalité incontournable de la vie politique italienne. N'est-il pas aux origines du compromis historique entre Démocratie Chrétienne et Parti Communiste italien en vue de réaliser une unité nationale pour la conduite du pays ? Ses amis l'envisagent très bien accéder au palais du Quirinal pour succéder à Giovanni Leone, lors des présidentielles de la fin de 1978.

Les membres actifs, relativement peu nombreux, des Brigades Rouges, une centaine environ, trouvent des complicités. Celles-ci leur permettent d'évoluer dans la clandestinité et de mener à bien les opérations envisagées pour frapper la jeune démocratie italienne. Dans cette perspective, s'en prendre à un personnage de la notoriété d'Aldo Moro apparaît, sans conteste, comme un objectif de choix. Qui en a eu le premier l'idée ? Tout désigne Mario Moretti, le chef des Brigades depuis 1974 suite à l'arrestation des deux fondateurs. Individu énigmatique ce Moretti né en 1946. Certains le regardent comme un pur parmi les purs, d'autres comme un espion infiltré. Hypothèse curieuse, l'intéressé ayant purgé quinze ans de prison ?

*

Jeudi 16 mars 1978, 9 heures. Aldo Moro quitte son domicile familial dans le quartier cossu de Monte Mario au nord-ouest de Rome[1]. Un emploi du temps assez chargé l'attend. Un rendez-vous avec le secrétaire général de la Démocratie Chrétienne. Une halte dans l'église Santa Chiara pour prier. Les débats à la Chambre pour l'investiture d'un nouveau gouvernement.

Au sein même de Rome, les temps imposent la prudence. Deux carabiniers armés, l'un au volant, l'autre assis près du chauffeur, accompagnent Aldo Moro qui a engouffré son grand corps longiligne dans sa Fiat 130 habituelle. Derrière, à faible distance, une Alfetta blanche avec trois autres carabiniers escorte la berline du président de la Démocratie Chrétienne. Tous ces carabiniers sont de vieux soldats. Les deux de la Fiat veillent sur Aldo Moro depuis des années. Une certaine complicité les unit à leur protégé.

Le contraire eût étonné. Le petit convoi respecte scrupuleusement les feux et signaux, roulant à vitesse modérée. Il est environ 9 h 15 lorsqu'il débouche via Fani, artère bordée de petits immeubles bourgeois, et se dirige vers le carrefour avec la via Stresa. À hauteur du kiosque encore fermé d'un marchand de fleurs, sur le trottoir, quatre personnes en uniforme d'Alitalia semblent attendre le car pour l'aéroport. On apprendra leurs noms par la suite : Raffaele Fiore, Franco Bonsoli, Valerio Morucci, Prospero Gallinari, tous anciens militants communistes. En amont, sur la via Fani, une jeune femme, Rita Algranati, vingt-deux ans, s'appuie sur une Vespa, un bouquet de fleurs à la main. À courte distance, Mario Moretti en personne est assis au volant d'une Fiat 128 blanche dont le moteur ronronne doucement. Le commando des Brigades Rouges, peu étoffé mais déterminé, se tient prêt. Il connaissait, de longue date, les horaires et itinéraires habituels d'Aldo Moro pour se rendre au centre de Rome.

La fille au bouquet servait de « chouf ». Dès qu'elle aperçoit la Fiat 130 déboucher dans la via Fani, elle démarre avec sa Vespa, dépasse Mario Moretti et lui fait le signal convenu. Celui-ci embraye aussitôt et vient se mettre en travers de la route barrant le carrefour. De l'intérieur de la Fiat 130 de tête, les carabiniers entrevoient les gens d'Alitalia en stationnement sur le bord de la chaussée. Personne n'aurait tendance à se méfier de ces membres du personnel navigant de la compagnie nationale.

Stoppé par la 128 de Moretti, le chauffeur de la Fiat 130 s'immobilise. À quelques mètres derrière, celui de la voiture d'escorte l'imite. Au milieu de la rue, ces deux véhicules proches l'un de l'autre constituent des cibles magnifiques.

Les quatre faux agents d'Alitalia dissimulaient leurs armes au regard des passants peu nombreux. La fusillade éclate au milieu d'un silence relatif. Les rafales claquent avec une intention précise : tuer ceux auxquelles elles sont destinées. Les assaillants sont du reste persuadés avoir devant eux de super-gendarmes aguerris alors qu'il n'en est rien. Ces carabiniers ne sont que d'honnêtes serviteurs de l'ordre, pères de famille. Imprévu : deux mitraillettes s'enrayent. Le chauffeur de la Fiat 130 tentant de s'esquiver se retrouve vite bloqué par une tierce voiture. Le commando disposait de plusieurs véhicules. L'un des carabiniers de l'Alfetta, indemne, s'extrait mais est aussitôt abattu d'un coup de revolver.

Pour les acteurs et témoins, la fusillade paraît une éternité bien qu'elle soit relativement brève. En moins de deux minutes, le tir meurtrier du commando des Brigades Rouges porte. Quatre carabiniers sont tués pratiquement sur le coup. Le cinquième agonise et mourra quelques heures plus tard à l'hôpital.

Par quel miracle Aldo Moro échappe-t-il aux impacts qui piquettent la carrosserie de sa berline ? Évidemment, il était assis à l'arrière et les tueurs visaient les deux passagers de l'avant. Ils voulaient enlever le président de la Démocratie Chrétienne et non l'assassiner. Ils auraient pu car ils le tenaient sous leur feu. Témoignage de la violence de ces tirs, les enquêteurs relèveront 91 douilles dont la moitié en provenance d'un pistolet mitrailleur de 9 m/m. Une Sten anglaise, l'arme de prédilection des commandos britanniques et des maquisards français durant la Seconde Guerre mondiale.

Tout se déroule maintenant très vite. Raffaele Fiore se précipite vers la Fiat 130 d'Aldo Moro. D'une poigne ferme, il extrait son passager, sous le choc de l'agression, et le propulse vers une autre Fiat, une 132, qui stationnait à l'angle des rues Fani et Stresa. D'une poussée, Aldo Moro se retrouve plaqué entre les sièges avant et arrière, vite recouvert d'une couverture qui le dissimule aux vues. Raffaele Fiore monte à ses côtés tandis que Moretti s'installe près du chauffeur qui démarre en trombe. Les autres membres du commando s'engouffrent dans des voitures qui attendaient. Ils étaient neuf plus la « vigie », la jeune femme aux fleurs,

impliqués dans l'enlèvement. Les moyens de locomotion avaient été prévus larges.

En trois minutes, l'opération *Fritz* ainsi baptisée par les Brigades Rouges[2] se solde, dans l'immédiat, par un parfait succès.

L'alerte est aussitôt donnée par les spectateurs de la scène se ruant vers les téléphones. La police alertée, des ambulances sont réclamées sur les lieux. Quatre corps gisent dans les voitures, un cinquième sur la chaussée.

À 9 h 25, la seconde chaîne de la RAI diffuse : « *Nous interrompons nos programmes pour une dramatique nouvelle qui tient de l'incroyable, même si nous n'avons pas encore de confirmation officielle, mais elle semble malheureusement exacte : le président de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro, a été enlevé, il y a peu, à Rome, par un commando de terroristes.* » La RAI 1 confirme peu après.

Les hauts responsables politiques accusent le choc. Certains sont pris de malaise. Le pape Paul VI lui-même doit recevoir des sédatifs de son médecin. L'opinion publique italienne ressent vivement la tuerie des cinq carabiniers, innocentes victimes. Si les Brigades Rouges pensaient s'octroyer un large consensus en enlevant un politicien, elles se trompaient. Le peuple stigmatise d'abord et surtout les sanglants assassinats et dénonce le terrorisme. Les syndicats condamnent à l'unisson. Pour la République italienne, l'affaire claque comme une gifle. Qu'un commando des Brigades Rouges enlève une personnalité aussi notoire qu'Aldo Moro et exécute ses gardes du corps dépasse l'entendement.

Durant ce temps, les ravisseurs roulent et se terrent au cœur de la Ville éternelle. Après deux transferts de véhicules, ils gagnent la via Montalcini, rue peu fréquentée, dans le quartier de Magliana Nuova au sud-ouest de Rome. 12 km à vol d'oiseau les séparent du lieu du kidnapping. Ils préfèrent rester en ville y gagnant en anonymat.

La « prison du peuple » qu'ils ont retenue se situe au n° 8 de cette via Montalcini, face à un parc toujours fermé. Anna Laura Braghetti, Camilla pour les brigadistes, y a acheté au printemps 1977 l'appartement n° 1 dans un immeuble sans prétentions de construction récente. Moretti lui a fourni l'argent, fruit de la rançon d'un enlèvement. Aux yeux de ses voisins, la jeune brigadiste, vingt-quatre ans, secrétaire dans sa vie professionnelle, passe pour l'épouse de l'ingénieur Albotelli. Ancienne militante communiste venue aux Brigades Rouges, elle se montre particulièrement

résolue mais manifestera un certain humanisme envers le prisonnier. Depuis le garage en sous-sol, un ascenseur conduit discrètement à son appartement.

Ses ravisseurs ont fini par enfermer Aldo Moro à l'intérieur d'une caisse en bois de 1,2 mètre de haut sur 0,80 de large casée dans la petite Citroën Ami 8 de couleur havane d'Anna Braghetti. Si un locataire la voit arriver, il ne sera pas surpris. Cette voiture appartient à un résident et stationne régulièrement au garage.

La « prison du peuple » agencée par le commando au domicile de la jeune femme n'est qu'un boyau d'un mètre de large sur trois de long dissimulé derrière les rayonnages d'une bibliothèque. Pour mobilier, un lit de camp, une table, des toilettes chimiques. Un drap rouge frappé d'une étoile en assure l'unique décoration. Le prisonnier qui a reçu un pantalon de survêtement et une ample chemise pour remplacer son complet-veston passera toute sa captivité dans cet enclos.

*

Il est 10 h 10 lorsque, le kidnappé arrivé en lieu sûr, Mario Moretti, d'une cabine publique, téléphone à l'Agenzia nazionale stampa associata, la principale agence de presse italienne, et lui dicte :

« – Ce matin, nous avons enlevé le président de la Démocratie Chrétienne Moro et éliminé ses gardes du corps, sbires de Cossiga[3]. Un communiqué suivra. Les Brigades Rouges. »

Le rapt confirmé, que peut-il se passer ?

L'État italien se met sur le pied de guerre. La police, arrête, perquisitionne. Sans grands résultats. Si l'opinion est unanime pour la fermeté, le gouvernement tergiverse. Faut-il négocier avec les Brigades Rouges qui exigent la libération de treize des leurs, emprisonnés, contre celle d'Aldo Moro ? Le pape, de son côté, lance un appel à un geste d'humanité. La famille du kidnappé implore de sauver leur époux ou père par tous les moyens.

Dans son réduit, Aldo Moro vit des journées dramatiques. D'entrée, il a compris l'origine de son enlèvement. Il ne se révolte pas, reste serein, ne s'inquiétant que des médicaments qu'il doit prendre souffrant d'hypertension. À bien des égards toutefois, ses geôliers, Mario Moretti, Prospero Gallinari et Anna Laura Braghetti, se montrent corrects. Ils lui demandent ses préférences pour la nourriture, lui donnent de la lecture, lui

transmettent quelques journaux, lui apportent chaque matin de l'eau pour se laver et se raser, lui procurent la Bible qu'il avait demandée. (Moro durant ses 55 jours de captivité se nourrit peu. Il avait perdu 7 kg.) Moretti en personne, la tête recouverte d'une cagoule, procède à des interrogatoires qui ne donnent et ne peuvent rien donner. Aldo Moro n'a rien à révéler et campe sur les idéaux de la Démocratie Chrétienne. Les arguments du brigadiste sur le monde à changer ne sauraient le convaincre.

Durant ses très longs temps morts, il lit et écrit. Il écrit beaucoup. À sa famille, à ses amis, aux personnalités qu'il connaît. Au total, durant sa captivité, il rédigera près d'une centaine de lettres qui seront toutes acheminées à leurs destinataires[4]. Évidemment, il demande de trouver un accord avec ses ravisseurs mais, rapidement, il se rendra compte qu'il prêche dans le désert. Dans ses propos avec Mario Moretti, il s'épanche longuement sur sa famille. Manifestement, elle compte dans sa vie.

Le commando des Brigades Rouges a proposé un échange. L'opinion publique plaide la fermeté. Le très puissant Parti Communiste l'exige. La Démocratie Chrétienne voudrait sauver son chef mais bute sur la raison d'État. Il ne saurait être question de céder.

Le 15 avril, le « tribunal du peuple » fait connaître sa décision de la veille par le communiqué n° 6 des Brigades Rouges : « *L'interrogatoire du prisonnier Aldo Moro est terminé… Jugé coupable, Aldo Moro est condamné à mort… à cause du rôle contre-révolutionnaire de la Démocratie Chrétienne au service des multinationales et de son œuvre antipopulaire pendant trente ans*. »

Le 20 avril, le communiqué n° 7 des BR s'accompagne d'une photographie d'Aldo Moro et donne 48 heures au gouvernement pour négocier. Il lui est répliqué par une politique de fermeté et une « *indéfectible fidélité à l'État démocratique* ».

Les ravisseurs se retrouvent dans l'impasse. Libérer Aldo Moro donnerait une impression de faiblesse de leur part. La mort apporte la seule issue à l'enlèvement.

Le communique n° 8 du 24 avril lance un ultime appel à la négociation : libération de 13 prisonniers en échange de la vie du captif. Au sommet de l'État comme dans les partis politiques le principe de fermeté prévaut. Aldo Moro est condamné. Les brigadistes entre eux hésitent. Moretti ne faiblit pas et écarte les conseils de modération de certains de ses camarades. Finalement l'unanimité se fait au sein des Brigades Rouges

pourtant largement éclatées entre les militants de Rome, de Milan et ceux emprisonnés. La sentence doit être exécutée. Dans cette rigueur, un argument pèse. Pourquoi épargner Moro alors que les cinq membres de son escorte ont été tués ? La supposée justice « populaire » n'y trouverait pas son compte.

Le principal intéressé, prévenu de sa condamnation, ne se fait plus guère d'illusions. À moins d'un miracle, il est perdu. Il rédige ses dernières lettres, dont une à son épouse. Un appel humanitaire du pape Paul VI ne change nullement la détermination des « justiciers », sur le fond incroyants. Pour eux, le Saint-Père n'est qu'une personnalité politique analogue aux autres. Kurt Waldeim, secrétaire général de l'ONU, s'en mêle vainement invitant les ravisseurs à épargner leur otage. L'affaire Aldo Moro a pris des proportions mondiales.

Le 5 mai, le communiqué n° 9 sonne le glas : « *Nous avons proposé une possibilité, la seule praticable, tout en étant concrète et loyale : la liberté des combattants communistes emprisonnés dans les lagers de l'État impérialiste, contre la liberté d'Aldo Moro, l'un des plus grands responsables de ces trente dernières années d'un régime démocrate-chrétien putride. La liberté donc, en échange de la liberté… Nous concluons donc la bataille commencée le 16 mars en exécutant la sentence à laquelle Aldo Moro a été condamné.* »

Le 9 mai au matin, Aldo Moro est réveillé de bonne heure. Six heures. Il n'a ni le temps de prendre un petit déjeuner ni de se raser. Ses gardiens lui remettent les vêtements qu'il portait le 16 mars, jour de son enlèvement. Pour déjouer les enquêteurs, du sable prélevé sur une plage a été mis dans les revers du pantalon aspergé d'eau de mer ainsi que sa veste. Le malheureux a compris. Courtois jusqu'au bout, il aurait demandé à Mario Moretti de saluer ses camarades de sa part. Puis ses ravisseurs l'enferment dans un vaste panier en osier qu'ils descendent dans le garage. L'arrivée impromptue d'une locataire du dernier étage allant prendre sa voiture retarde quelques instants la tragédie. La dame a du mal à faire démarrer son moteur et enfin s'éloigne. Le scénario macabre intervient. Qui a tiré ? Moretti affirmera toujours avoir eu le geste fatal avec un pistolet Walter PPK[5] puis une mitraillette, le Walter s'étant enrayé. Les silencieux étouffent les détonations à l'intérieur du garage. Après quoi Mario Moretti et Germano Maccari placent le cadavre dans le coffre d'une R 4 Renault rouge.

Tout avait été programmé. Depuis la veille, afin de réserver l'emplacement, une voiture stationnait via Caetani, à mi-route entre les sièges de la Démocratie Chrétienne et du PCI. Ce choix symbolique entendait désigner les grands responsables de l'exécution.

À 12 h 03, Valerio Morucci téléphone au professeur Franco Tritto, un ami d'Aldo Moro. Il lui signale où trouver la dépouille du président de la Démocratie Chrétienne. L'entretien se prolonge durant trois minutes et demie, car le professeur renâcle à se rendre sur les lieux comme le lui intime Morucci. À 13 h 30, la police constatera que le brigadiste disait vrai. Le commando contre Aldo Moro s'est achevé dans le sang.

*

Les années ont passé. Les membres du commando, jeunes dans l'ensemble, la trentaine voire moins, ont fini par être arrêtés. Fiore en mars 1979, Faranda et Morucci en mai, Gallinari en septembre de la même année, Anna Braghetti en mai 1980, Moretti en avril 1981, Rita Algranati en janvier 2004. Condamnés à de très lourdes peines, la réclusion à perpétuité pour la majorité, ils ont purgé quinze ans de détention et vivent aujourd'hui en liberté conditionnelle ou semi-liberté. Maccari, l'un des deux tueurs au petit matin du 9 mai 1978, interpellé très tard en 1993, est mort en prison, en 2001, d'une crise cardiaque.

Avec le recul, ces anciens brigadistes, regrettent-ils leur acte ? Non, pas question de se renier. Ils assument leur parcours. « *Sans regrets ni remords* », ils estiment seulement que leur geste avait un sens, celui d'une réponse « *stratégique au pouvoir de la Démocratie Chrétienne et des fascistes* ». Ces acteurs d'une période folle se reconnaissent pour des vaincus et aspirent seulement à revivre. Par contre leur victime, elle, ne revivra pas.

Une question se pose. Le commando Aldo Moro bénéficiait-il de soutiens extérieurs ? On a insinué l'ingérence du KGB, de la CIA, du Mossad. Hypothèses d'école, semble-t-il. Quel intérêt particulier les Soviétiques, les Américains, les Israéliens auraient-ils trouvé dans une affaire intérieure italienne ? Les tenants des brigadistes ont été fouillés. Leurs motivations sont connues. Extrémistes de gauche, ils n'aspiraient qu'à mettre à mal la Démocratie Chrétienne dans la perspective d'un hypothétique grand soir et avaient fini par en perdre la raison. À leur seule

décharge dans cette sanguinaire entreprise, leur évidente sincérité car ils risquaient gros. Ils pensaient détenir la vérité. Himmler, Goebbels partageaient la même folie.

1- Dans ce quartier se situe un cimetière militaire français, regroupant 1 709 tombes dont 1 142 musulmanes de militaires français tombés en 1944 entre Rome et Sienne.

2- À cause d'une mèche blanche dans les cheveux d'Aldo Moro.

3- Francesco Cossiga, ministre de l'Intérieur, sera président de la République de 1985 à 1992. Après l'exécution d'Aldo Moro, il avait pourtant démissionné pour avoir échoué à le sauver et s'était déclaré « politiquement mort ». Les politiciens sont des chats retombant toujours sur leurs pieds.

4- Ces lettres seront presque toutes rendues publiques sous prétexte que rien ne devait être caché au peuple.

5- Walter Polizei Pistole Kriminale, arme de fabrication allemande, généralement calibre 9 m/m.

Chapitre 7
Le commando d'un régiment

Kolwezi. 19 mai 1978

Héritier des glorieux paras-Légion d'Indochine et d'Algérie, le 2e REP[1] est depuis 1967 basé à Calvi en Corse du nord. Chacun en convient. Ce régiment, six palmes au fanion en Indochine, d'autres palmes potentiellement méritées en Algérie à une époque où elles ne pouvaient être officiellement décernées, représente la fine fleur de l'Institution légionnaire. Y servir est un honneur. Le commander place sur une orbite menant aux plus hautes fonctions de l'armée française.

Le colonel Philippe Érulin, Saint-Cyrien de la promotion Union française (1952-1954), en 1976, en a pris le commandement pour deux ans. Au début de 1978, il vit les derniers mois de la plus belle étape de sa carrière.

*

17 mai. Le PC du REP reçoit un flash de l'état-major de la 11e Division Parachutiste : « *Régiment en alerte aéroportée* » à 6 heures. Autrement dit, le régiment doit être prêt à partir sous préavis de 6 heures. Pourquoi ? Intervention au Tchad, au Liban ou ailleurs ? Aucune précision. Qu'importe ! À Calvi, on a l'habitude de ce type de situation qui dans le cas présent pose problème. Des éléments effectuent des stages en métropole ;

l'essentiel des compagnies crapahute dans la montagne corse à des heures de camion du camp Raffalli, base du régiment.

À Toulouse, le général Lacaze, patron de la 11e DP, a pleinement mesuré les difficultés soulevées. C'est lui qui en connaissance de cause a désigné le 2e REP pour une mission dont il connaît déjà certains aspects. Huit ans plus tôt, il commandait le régiment. La valeur de ces légionnaires paras, professionnels de haut niveau dans l'art de la guerre, les qualifie, sans ambages, pour le job à venir. Lacaze ne doute un instant qu'ils œuvreront « *More Majorum* », à la manière des anciens. Il donne les ordres voulus pour rameuter les stagiaires par avion sur Calvi et prescrit d'utiliser tous les moyens disponibles, hélicoptères compris, pour récupérer les compagnies dans la nature.

Au début de la nuit du 17 au 18, l'alerte passe de six à trois heures. A priori des choses sérieuses se précisent. Des indications filtrent. Ce serait pour le Zaïre, ex-Congo belge. La situation s'aggraverait sur Kolwezi, cité minière de 100 000 habitants du Katanga devenu Shaba en 1971. Les 2 800 ressortissants européens y courraient de grands dangers.

*

Être en alerte aéroportée à trois heures signifie pratiquement se tenir en *stand-by*[2] sous les ailes des avions. À 4 h 30, la jeep PC quitte le camp Raffalli suivie par les véhicules des compagnies. De Calvi à la base aérienne 126 « Capitaine Preziosi » de Solenzara, en Corse du sud, la chaussée bien peu roulante s'allonge sur 150 km.

Il fait grand jour depuis longtemps lorsque les légionnaires s'alignent sur le tarmac en bordure de piste. Celle-ci, longue de 2 627 mètres, autorise atterrissage et décollage de gros porteurs. Cinq sont attendus pour transférer le régiment. Il s'agit, en l'occurrence, de quadrimoteurs DC 8 de la compagnie aérienne UTA capables de transporter 200 passagers à 7 000 km. Le premier ne se pose qu'à 11 h 30. Être para implique souvent une longue patience avant d'embarquer.

Le général Lacaze effectue une visite rapide pour saluer ses hommes avant leur départ et leur apporter des précisions.

« – *Des massacres se produisent à Kolwezi. Le REP doit sauter pour délivrer les ressortissants français et européens.* »

Érulin et ses officiers en savent un peu plus, sans tout approfondir. La suite, seule, éclairera. Soutenus par l'Algérie, l'Angola et Cuba, des rebelles du FNLC, Front national de libération du Congo, ont envahi le Shaba, province méridionale du Zaïre. Incapable de faire face à ces 4 000 envahisseurs, baptisés les *Tigres*, le Président congolais Mobutu a demandé l'aide des États-Unis, de la Belgique, de la France et du Maroc. Seul, le Président français, Valéry Giscard d'Estaing, a répondu immédiatement présent.

À 13 h 45, le premier DC 8 décolle. Armes et munitions ont été entreposées dans les soutes. Les pleins permettent d'aller jusqu'à Kinshasa, ex-Léopoldville, capitale du Zaïre. Les passagers de ce très long vol ne sont pas habitués à un tel confort. Familiers des banquettes métalliques des Transall ou des Nord 2 000, ils apprécient à juste titre les fauteuils qui permettent une douce somnolence.

Érulin, embarqué avec la première rotation, atterrit à 23 h 20 à Kinshasa. La chaleur équatoriale surprend. Une douche fraîche serait la bienvenue. Hors de question. Briefing préparatoire. Le colonel Yves Gras, chef de la mission d'assistance militaire au Zaïre, orchestre l'opération à réaliser pour dégager Kolwezi. Ce Saint-Cyrien de la promotion Charles de Foucauld (1941-1942), évadé de France, combattant de la DFL, a servi dans les troupes aéroportées et commandé le 2e RPIMa. Les modalités des transports aériens et des parachutages lui sont familières.

Le staff du 2e REP prend connaissance du schéma prévu. Décollage à 7 heures d'une première vague transportée par 5 C-130 Hercules de l'armée de l'Air zaïroise et 2 C-160 Transall français venus du Tchad. DZ : le club hippique, l'ancien aéro-club en périphérie nord de Kolwezi. Mission : s'assurer le contrôle de la ville. Un appui aérien est escompté avec des réserves. Les Français interviennent seuls, les Belges se montrant réticents par crainte de représailles sur les civils. Quant à l'armée zaïroise, inutile d'y compter. Une de ses compagnies paras larguée en précurseur a été décimée, devant son absence totale de métier.

Les arrivées se succèdent avec du retard suite à des défaillances d'appareils.

Le second DC 8 termine son débarquement à 3 heures, le troisième une demi-heure plus tard. Par contre les deux derniers ne se poseront que dans la matinée. Impossible de prévoir leurs personnels, 4e et CA, pour une

seconde rotation immédiate. Érulin se trouve contraint de se limiter au potentiel disponible, soit 3 compagnies, 1re, 2e, 3e et le PC. Au total, à peine 400 hommes pour s'emparer d'une ville tenue par plusieurs milliers de rebelles. L'opération aéroportée se transforme en coup de commando jouant sur la surprise, l'audace et le professionnalisme à un contre dix. En la matière, le patron du 2e REP se sent fort.

*

L'Afrique postcoloniale peine à dominer la technique. Des avions de Mobutu rechignent à se déclarer parés au décollage. L'officier d'embarquement du REP s'arrache les cheveux à faire et refaire ses sticks correspondant aux avions présents. Pour finir, au lieu de sept, il disposera uniquement de six appareils dont les deux Transall français de plus faible capacité, d'où la nécessité de bourrer à l'intérieur des carlingues.

Les parachutes ajoutent une note folklorique. Les légionnaires, partis sans leurs propres équipements, perçoivent des T 10 américains. L'expérience prouvera que ce sont des pépins très confortables et manœuvrables, sans comparaison avec leurs ancêtres, les T 5 bien connus des paras français de l'après-guerre. Par contre leurs harnais ne conviennent pas pour le largage simultané hommes-armement. Le système D, à la Légion, se pratique avec art. « Légionnaire, dém… -toi ! » Vieil adage séculaire appliqué depuis 1831. Petites ficelles et fils de fer aidant, les armes et autres impedimenta chuteront avec leurs propriétaires.

*

Enfin, à 10 h 40 au lieu de 7 heures suivant le timing initialement prévu par le colonel Gras, l'armada aérienne s'arrache de la piste de Kinshasa. Elle emporte 405 bérets verts, toubib, aumônier (Yannick Lallemand) compris. Le confort des DC 8 est loin. Pépins sur le dos, gaines au pied, les légionnaires se sont tassés de leur mieux. Impossible de se déplacer. Attendre, attendre dans le grondement des moteurs et les turbulences qui secouent les appareils. La porte sera la bienvenue. Personne n'aura envie de la refuser.

À Kinshasa, une chaleur d'étuve écrasait les vivants. En l'air, la fraîcheur voire le froid avec l'altitude surprennent. (Kolwezi se situe à 1 500 mètres et les avions ont grimpé.)

Trois heures, quatre heures de vol. Quand finira ce rodéo inconfortable ?

Enfin, les portes latérales s'ouvrent. « – Debout, accrochez ! » 15 h 12, lumière rouge au-dessus des portes. « – Premier en position ! » Les largueurs scrutent le sol, essayant de reconnaître la DZ dont ils ont étudié les photos aériennes.

Dans les carlingues, les visages se tendent. Seules les têtes de sticks distinguent, 1 000 pieds au-dessous, les contours d'une agglomération. Kolwezi. Les largueurs découvrent les pistes en X du club hippique et l'ancien aéro-club, en périphérie nord de la ville. La DZ !

Las, les pilotes congolais se sont trompés d'axe. Ils abordent la DZ par le travers et non dans sa grande longueur. Double virage à 90° pour se repositionner. Un bon quart d'heure de perdu. En bas, ce rodéo aérien ne saurait passer inaperçu, de quoi donner largement l'alerte. L'appui aérien congolais se positionne aux abonnés absents. Il eût pourtant été utile pour écarter les importuns.

15 h 40. Lampe verte. Sonnette. « – Go ! »

La sortie pulvérise tous les records. Enfin, de l'air, de l'espace ! Le C-130 n° 1 se vide. À 400 m au lieu des 250 fixés par Gras. Le second appareil, bien en ligne à altitude 250, doit faire un écart pour éviter de faucher en l'air les coupoles de la première vague. Du sol proviennent des coups de feu et monte une odeur de cadavres. Sautant de nuit sur Diên Biên Phu, les paras français de 1954 sentaient la même pestilence.

Un vent du nord déporte vers la ville et éloigne de la DZ. L'arrivée sera une loterie en bordure immédiate des habitations, au terme d'une trentaine de secondes de descente. Les légionnaires paras savent bouler pour se recevoir. Relativement peu de casse. Huit disparus, sept rejoindront. Le huitième, le caporal Arnold, sera retrouvé tué et mutilé. Six blessés légers touchés entre ciel et terre. Quelques paras se retrouvent suspendus dans des arbres. Les ventraux leur serviront de cordages pour rejoindre la terre ferme. Érulin chute sur une termitière et s'en tire avec une bonne balafre à la joue gauche. Pas grave. Il peut continuer à commander.

Se dégrafer, abandonner son pépin, saisir son arme ou son poste radio, n'exigent que quelques instants. L'entraînement a rodé les réflexes. Les

choses sérieuses peuvent s'engager.

*

Kolwezi, cité récente en forme de Y, s'étire sur environ 6 km. Vieille Ville à l'ouest, Nouvelle Ville au nord-est, Manika au sud-est. Quartiers résidentiels, édifices modernes, alternent avec l'habitat africain traditionnel. Les rues et artères filent rectilignes dans un ensemble où la végétation et l'humidité gardent leurs droits. Des bosquets piquettent les lieux, des plans d'eau entravent la circulation. Une voie ferrée court d'est en ouest évitant les zones habitées.

Le REP touche le sol peu avant 16 heures À 18 heures le gros de l'ouvrage sera réalisé. C'est dire qu'en deux heures, l'opération sur Kolwezi se déroule sur le rythme endiablé caractéristique d'un commando bien mené. Profiter au maximum de l'effet de surprise.

*

La 3e compagnie, capitaine Gausserès, indicatif noir, larguée en tête, se regroupe, vaille que vaille, à l'est de la simili DZ. Les anciens hurlaient : « *Maulen, maulen ! »* en Indochine ; en Algérie « *Fissa, fissa ! »* : « *Vite, vite ! »* Plus que jamais d'actualité. Foncer pour interdire aux *Tigres* d'organiser leurs défenses. Gausserès lance ses sections vers les objectifs impartis avant le départ : l'hôtel Impala, la gare, puis, à distance, le carrefour dit Roméo en Nouvelle Ville, un pont Bravo accédant à Manika.

Des groupes rebelles s'éparpillaient dans Kolwezi en quête de maraudes et de mauvais coups. Grenades et PM les débusquent rapidement. Les uns cesseront de semer la mort ; la majorité s'enfuit abandonnant armes et équipement pour filer allégée.

L'hôtel Impala investi par Noir 1 (1re section de la 3e compagnie) est vide, complètement dévasté. Nul être vivant, des cadavres, une vingtaine, tous noirs. Kolwezi montre et exhibera le visage de l'horreur. Le mouvement vers la gare s'accélère, éliminant au passage d'autres rebelles localisés. À l'entrée de la Nouvelle Ville, deux AM se profilent sur le boulevard Mobutu. Noir 3 laisse approcher. 200, 150, 30 mètres. Le tireur au LRAC guette l'ultime moment. Son projectile stoppe net le blindé. La

seconde AM écopera d'un sort identique, tandis que les tireurs d'élite, comme au pas de tir, alignent des cartons meurtriers sur les *Tigres* qui se dévoilent. Le fusil FR F 1, de dotation récente, s'affirme d'une remarquable précision. Vers le carrefour Roméo, une résistance se durcit. Grenades à fusil et armes automatiques rivalisent avec les tireurs d'élite. Du travail de « pros » unissant le feu et le choc. L'adversaire se débande autorisant l'accès à la prison et la libération de 26 Européens et 9 Congolais. Partout et toujours des cadavres de tous sexes et de tous âges, environnés par des tourbillons de mouches.

Au centre du dispositif, la 1re compagnie, capitaine Poulet, indicatif Vert, doit s'enfoncer vers le centre ville. Objectif prioritaire, le lycée Jean-XXIII où les Européens seraient regroupés. Partout, dans cette ruée vers le sud, même spectacle de désolation, de pillages, façades éventrées, vitres brisées. Dominant le tout et s'intensifiant, l'odeur des corps en décomposition gisant au travers des chaussées. Des Européens, des Noirs. Heureusement, il est encore des vivants qui clament leur joie à leurs libérateurs. L'avance se heurte à des petits groupes qu'il faut encore réduire à la grenade et au PM. Les bonnes vieilles MAT 49 d'Indochine et d'Algérie n'ont nullement perdu de leur efficience.

Larguée en queue de première vague, la 2e compagnie, capitaine Dubos, indicatif Rouge, doit travailler sur la partie ouest de Kolwezi, occuper l'hôpital de la Gécamines et le couvent Notre-Dame-de-Lumière. Au passage si possible récupérer des véhicules dans la zone des garages. Le REP crapahute à pied. Kolwezi s'étale. Des « roulettes » s'imposent pour faciliter les liaisons et accélérer les déplacements. Des combats, promptement menés, conduisent Rouge aux lieux prescrits. Si, dans les garages, des camions peuvent rendre des services, hélas, l'hôpital se révèle inutilisable. Tout a été pillé, saccagé.

Une rage de destruction et de mort animait les *Tigres* rebelles. Face à de tels monstres, les armes parlent. Peu de prisonniers. Par contre l'armement saisi abonde.

À la tombée de la nuit, le 19 mai, le commando du 2e REP peut être regardé comme réussi. Le centre de Kolwezi est sous contrôle. Le PC du régiment s'installe à l'hôtel Impala. Les Européens accourent pour se mettre à l'abri au lycée Jean-XXIII, en dépit des consignes de rester calfeutrés chez eux. Les légionnaires tiennent les entrées et sorties de la ville. Ils

tendent des embuscades pour stopper les infiltrations ou les fuites. Le premier bilan s'inscrit positif : une centaine de rebelles tués, de nombreuses armes saisies. Coté pertes : six blessés et cinq disparus. Surtout des vies épargnées, aussi bien européennes que congolaises.

*

La nuit n'apporte guère de répit. Les embuscades déjouent les mouvements adverses. Des *Tigres*, en voiture ou à pied, se heurtent aux pièges tendus. Ils y laissent du monde et des armes. Une patrouille de la 3e compagnie, dans l'obscurité, bute sur des cadavres. Manifestement, ces Noirs ou ces Blancs ont été abattus sur le seuil de leur maison. L'opération *Léopard* [3] s'assimile de plus en plus à une découverte de l'horreur absolue. Cadres et légionnaires doivent se raidir devant tant de monstruosités. Le manque d'indulgence envers un adversaire synonyme de bête fauve se justifie.

*

20 mai. La seconde vague arrive au seuil de la nouvelle journée. Elle s'était présentée la veille au soir mais, au grand dam des intéressés, Érulin estimant la situation bien en main avait annulé son largage pour éviter les risques d'un saut de nuit. La DZ, cette fois, se situe à l'est de la Nouvelle Ville. Les arrivants – 250 de la 4e compagnie et de la CA – prendront à revers les *Tigres* encore en place.

Dans la matinée, les Français apprennent une nouvelle qui les surprend. Les Belges réticents jusqu'alors se manifestent. Leurs paras commandos doivent débarquer sur l'aérodrome de Kolwezi, à 5 km de la ville, acheminés par des avions américains. Cet apport peut signifier un atout, s'ils viennent pour se battre. Le bruit court au contraire qu'ils ont l'intention de tout évacuer…

Le 19, l'ambiance restait très commando. La vitesse primait. Le 20, elle s'affirme guerre conventionnelle. La 4, Gris, capitaine Grail, appuyée par la section d'éclairage, marche sur la gare minière de Metal Shaba, 3 km nord-ouest de sa DZ. Une résistance y est signalée. Effectivement, du monde grouille dans le coin. Ils sont peut-être deux cents retranchés devant Metal

Shaba. Il faut manœuvrer et faire donner les mortiers. La 2e compagnie, Rouge, survient à la rescousse pour l'assaut. Plus de 90 *Tigres* hors de combat. Les rescapés se dispersent dans la brousse restreignant les vues et les possibilités de poursuite.

Au soir du 20, l'essentiel est acquis. Les Européens se rassemblent pour être évacués par les Belges. Les Congolais respirent. Les *Tigres* ont disparu.

*

Les légionnaires resteront jusqu'au début de juin finissant de nettoyer les environs de Kolwezi. Les derniers *Tigres* repartent d'où ils étaient venus, en Angola. Des unités africaines prennent progressivement le relais pour garantir la sécurité.

De son action, le 2e REP déplore cinq tués et 20 blessés. Il a sauvé 2 700 ressortissants européens et préservé la population congolaise d'un pire déjà bien enclenché. Cette incursion sauvage du FNLC a fait 170 victimes européennes et 700 congolaises. Les pertes des *Tigres* sont évaluées à environ 250. Décompte certainement sous-estimé.

Au plan matériel, le bilan impressionne : un millier d'armes légères, 4 canons, 15 mortiers, 21 LRAC, deux AM détruites. L'adversaire, à la régulière, a perdu la moitié de son armement.

*

Ce succès français à Kolwezi repose sur deux piliers. La décision parisienne de s'engager alors que les diverses parties internationales incriminées traînaient les pieds. L'extrême qualité professionnelle des exécutants. Pour la grosse majorité des cadres et légionnaires, les combats de Kolwezi marquent le baptême du feu. Seize ans après la fin de la guerre d'Algérie, les baroudeurs des djebels algériens se comptaient sur les doigts de la main : Érulin, Benezit, son adjoint, deux ou trois vieux sous-officiers. L'entraînement, la forme physique, l'esprit de corps d'une unité au moral forgé par un encadrement exceptionnel[4], ont transcendé des étrangers n'aspirant qu'à servir de leur mieux leur pays d'accueil.

1- REP : Régiment étranger de parachutistes.

2- Expression militaire signifiant sensiblement attendre en se tenant prêt.

3- Opération *Léopard* ou *Bonite* ? Elle trouve les deux indicatifs.

4- De nombreux chefs de section ou commandants de compagnie obtiendront leurs étoiles. Certains, Poulet, Dary, Puga, atteindront les sommets de la hiérarchie militaire. Érulin décèdera prématurément.

Chapitre 8
La vengeance de Munich

Janvier 1979

Un commando hors des normes traditionnelles. Pas de silhouettes au visage noirci se faufilant dans la nuit. Pas de rafales trouant brutalement le silence. Pas d'irruptions inopinées de combattants farouches et résolus semant la destruction autour d'eux. Non, une petite équipe d'hommes et de femmes s'intégrant à leur environnement et donnant l'image de monsieur et madame tout le monde. Puis, soudain, résultat d'un patient et minutieux travail préparatoire, une explosion. Un chef palestinien d'envergure emporté par le souffle d'une voiture piégée tandis que les auteurs de l'attentat s'éclipsent et regagnent discrètement leurs bases.

Lorsqu'ils œuvrent hors de chez eux, les services secrets israéliens, à l'égal de tous les services secrets du monde, se taisent. Ils se gardent bien de révéler les noms de leurs agents et les modalités de leurs actions. Aussi, dans le cas évoqué ci-dessous, reste-t-il une large part de mystère. Les identités sont fausses ; le déroulement de l'opération sur certains points s'éloigne de l'exacte réalité. Qu'importe ! Ce que l'on sait correspond à une bonne part de vérité puisque le résultat recherché a été atteint.

*

Israël ne pardonne pas la tuerie de ses athlètes lors des Jeux olympiques de Munich en septembre 1972[1]. Les innocentes victimes doivent être vengées. Les coupables sont condamnés à payer. Le gouvernement de

madame Golda Meir déclenche l'opération *Colère de Dieu* et établit une liste des têtes qui doivent tomber. On l'appelle la *Liste Golda*, ce terrible répertoire des gens de Septembre Noir ou de l'OLP à éliminer. Elle comporte quatorze noms. Au 1er janvier de 1979, neuf de ces condamnés ont rejoint le paradis d'Allah au terme d'une traque impitoyable. En 1973, un futur Premier ministre, Ehud Barak, s'est illustré au cours de l'une de ces opérations vengeance menées à Beyrouth.

Des responsables notoires restent impunis le 1er janvier 1979 et, au premier chef, Ali Hassan Salameh, surnommé le Prince Rouge, regardé comme le principal instigateur de l'opération Munich. Ce vieux militant de la cause de l'OLP avait trente-deux ans en 1972 et tend maintenant vers trente-neuf. À juste titre, il se méfie. Ses précautions lui ont évité le pire sans que pour autant le Mossad ne renonce. Dans leur traque vengeresse, les Israéliens ont l'avantage de connaître le point faible de leur adversaire. L'homme en 1976 a épousé une beauté, Miss Liban devenue Miss Univers en 1971. On comprend qu'il s'efforce de retrouver fréquemment son épouse.

Les enfants d'Israël ne sont pas les seuls à vouloir régler de vieux comptes avec des responsables palestiniens. Les chrétiens libanais, le 20 janvier 1976, à Damour au sud de Beyrouth, ont perdu cinq cents des leurs, hommes, femmes, enfants, massacrés par les milices palestiniennes. Bechir Gemayel, l'homme fort de leur camp, partage au centuple les sentiments du gouvernement Meir. Les responsables de l'OLP doivent payer. Il aidera le Mossad.

*

Dans le courant de 1978, les Israéliens retrouvent la trace de Salameh. Le Palestinien a quelque peu baissé sa garde. Il vit à Beyrouth ouest, secteur ami où il se sent en relative sécurité. Il possède plusieurs appartements mais a pris l'habitude de venir chaque jour à celui de l'avenue de Verdun[2], artère résidentielle d'un quartier chic de même nom où réside son épouse. Plus grave encore et contraire aux règles de vigilance, il effectue toujours le même trajet. Il circule dans une Chevrolet avec deux gardes du corps, suivi d'une Land Rover occupée par plusieurs hommes en armes. Le tout, avec

les Kalachnikov ouvertement brandies aux portières, manque singulièrement de discrétion

Comment le Mossad a-t-il décelé la piste du chef palestinien ? Il dispose d'un solide réseau d'informateurs à Beyrouth, ville cosmopolite. Le mystère entoure les modalités pratiques des renseignements obtenus. Peut-être ces sources d'informations se situent-elles simplement chez Bechir Gemayel et ses phalangistes.

*

En novembre 1978, après cette localisation, une supposée Anglaise, dont le passeport porte le nom d'Erika Mary Chambers, se rend à Beyrouth. Officiellement elle est artiste peintre et de surcroît s'occupe d'organisations humanitaires. Son pedigree n'attire pas particulièrement l'attention. La jeune femme loue un appartement à l'angle de l'avenue de Verdun et de la rue Marie Curie, dans le quartier de Ras Beyrouth. Des fenêtres de ce logement, au huitième étage, s'observe très bien tout ce qui se déroule dans l'avenue de Verdun adjacente. Miss Chambers n'a pas choisi pour rien ce domicile et on perçoit les dessous du travail de cet agent du Mossad.

Régulièrement, elle rend compte de ce qu'elle observe. Bien formée, elle se méfie et s'entoure de précautions. À juste titre. Sa présence intrigue les services de sécurité de l'OLP. Son appartement est fouillé. En vain. Il ne renfermait rien de compromettant et la visite confirme les premières impressions. Cette honorable lady, un peu excentrique, paraît surtout se préoccuper de nourrir des chats.

Une initiative de Salameh précipite le dénouement. Pour mieux se consacrer à la lutte contre Israël, il a besoin d'une trêve, d'un statu quo de bon voisinage avec les phalangistes libanais. Son épouse, chrétienne, contacte celle de Bechir Gemayel pour un rendez-vous. Les deux hommes se rencontrent et conviennent de placer les couteaux au vestiaire. Marché de dupes. Dans cet « Orient compliqué » dont parlait de Gaulle, on joue rarement cartes sur table. Les dés sont volontiers pipés.

Gemayel informe le Mossad qui obtient une confirmation bienvenue. Les comptes rendus d'Erika signalaient les mouvements réguliers d'un chef d'importance rentrant déjeuner à son domicile à heures fixes. Aux jumelles, elle avait discerné ses traits et conclu qu'il s'agissait très certainement de

Salameh. Les entretiens avec Gemayel corroborent sa présence à Beyrouth et sa localisation. La suite peut s'enclencher.

Le 15 janvier 1979, une Allemande, Judith, en provenance de Hambourg, débarque à Beyrouth et prend une chambre à l'hôtel Méditerranée. Le standing de l'hôtel laisse supposer qu'elle séjourne au Liban pour affaires. Certaines affaires, en effet. Judith dirige l'opération qui se trame contre Hassan Salameh.

Un autre businessman, s'identifiant comme Peter Scriver avec passeport britannique arrivant de Zurich, débarque à Beyrouth le 17 janvier. Pour ses déplacements, il a loué une Volkswagen Golf bleue dans une agence Lenacar, un loueur de voitures bien implanté au Liban. Arrive encore un Canadien, Ronald Kolberg, qui, pour sa part, loue une Simca Chrysler grise.

L'équipe, sous réserve de petites mains, est au complet. Elle se retrouve à Junieh, villégiature touristique en bord de mer, à 20 km au nord de Beyrouth. La ville, habitée par des chrétiens maronites, offre un havre sûr et une maison y a été louée, destinée à servir de base de départ au commando. Les locataires du moment peuvent travailler en parfaite tranquillité. Ils procèdent à une curieuse manipulation. La Volkswagen de Lenacar est là, près d'une Volkswagen absolument similaire de catégorie et de couleur. Particularité de cette sœur jumelle, elle vient d'arriver d'Israël bourrée d'explosifs dissimulés sous la carrosserie. 110 kg au total, de quoi déclencher une belle explosion. La seconde voiture devient la première. Plaques d'immatriculation échangées, insignes publicitaires Lenacar fichés sur la « Volks » importée d'Israël.

Un camion chargé d'explosifs est un classique de l'attentat contre un groupe ou un bâtiment. Le commando contre le Drakkar en octobre 1983 en fournira une illustration[3]. La Volkswagen retouchée offre tous les avantages du parfait anonymat. Qui se soucierait de cette modeste voiture de location apparemment bien inoffensive ?

Les agents du Mossad connaissent l'itinéraire qu'emprunte régulièrement Hassan Salameh. Assis à l'arrière de sa Chevrolet, après être sorti de son appartement de l'avenue de Verdun, il remonte celle-ci sur un court trajet. Si la Volkswagen piégée y stationne en bordure du trottoir de droite, sa voiture passera à proximité. Étant donné la circulation, la Chevrolet roulera à faible vitesse. Ne risque-t-elle pas de se trouver un peu loin du point de l'explosion, suite à la largeur de la rue ? L'imagination des vengeurs d'Israël trouve remède à l'objection. La « Volks » sera entourée de

panneaux travaux rétrécissant le passage. La Chevrolet longera le piège à quelques dizaines de centimètres. L'effet de souffle jouera pleinement.

22 janvier 1979, 14 h 30. Tout est prêt. La Volkswagen avec ses charges explosives, les panneaux travaux viennent d'être mis en place avenue de Verdun. De sa fenêtre, rue Marie Curie, Erika domine la scène et observe. La veille, Peter lui a remis un appareil de télécommande sophistiqué à système de sécurité renforcé pour éviter un raté. La mise à feu interviendra lorsque Erika la déclenchera en voyant la Chevrolet à hauteur de la Volkswagen bleue. L'explosion se produira instantanément.

Les gens de Gemayel se mêlent-ils de cette affaire ? Cette hypothèse fait partie des suppositions plausibles. Salameh, suivant son habitude, est venu déjeuner chez lui. Son épouse attend un héritier et, en ce mois de janvier, il est contraint de rester à Beyrouth pour travailler avec Arafat à la préparation d'une conférence à Damas. Ce 22 janvier, reçoit-il, vers 15 heures, un appel téléphonique des services de renseignements de Gemayel lui mentionnant vouloir le voir au plus vite pour lui fournir des informations importantes ?

15 h 30. Salameh monte dans sa Chevrolet avec ses deux gardes du corps. Le chauffeur embraye. La Land Rover avec les hommes en armes démarre derrière. À sa fenêtre, Erika veillait. Elle voit Salameh embarquer et le petit convoi enfiler l'avenue de Verdun. Volkswagen, panneaux de signalisation n'ont pas été déplacés. La Chevrolet ralentit et se glisse dans le goulet près de la voiture bleue de Lenacar. 110 kg d'explosifs provoquent plus que du bruit. La déflagration projette la Chevrolet sur le côté gauche de la chaussée. Tous ses passagers sont mortellement blessés sur le coup. Les gardes de la Land Rover, secoués eux aussi par l'explosion, au milieu de la fumée qui envahit les lieux, ne découvrent que des agonisants. Salameh, le corps criblé de ferraille, mourra à l'hôpital sur la table d'opération.

Les membres du commando, Erika comprise, s'empressent de quitter Beyrouth. Dans les heures qui suivent, ils seront exfiltrés vers Israël. Leur retour avait été minutieusement organisé. Les jours suivants, l'OLP se tournera vers les Anglais pour obtenir des précisions sur une certaine Erika mystérieusement disparue. Leur requête n'apportera rien.

Ce 22 janvier 1979, un nom de plus se raye sur la liste Golda, une liste sur laquelle il n'est pas bon de figurer. Tous les intéressés sont morts ou succomberont de mort violente.

1- *Cf. Histoire des commandos*, tome 3, chapitre VIII.

2- Il n'est pas à s'étonner du nom de cette rue si l'on se souvient de la présence française au Liban de 1920 à 1945 au titre d'un mandat de la SDN.

3- Le 18 avril 1983, un camion piégé provoquera la mort de 74 Américains à l'ambassade des États-Unis à Beyrouth. *Cf.* chap. 11.

Chapitre 9
Le commando d'un gendarme espagnol

23 février 1981

18 brumaire an VII (9 novembre 1799), 17 heures. Le jour décline.

Une escouade de grenadiers, baïonnette au canon, entraînés par Lucien Bonaparte et Murat, pénètre dans l'orangerie de Saint-Cloud où siègent les Cinq-Cents. Leur arrivée déclenche un sauve-qui-peut général. Certains honorables parlementaires s'enfuient en sautant par les fenêtres.

23 février 1981, 18 h 23. La nuit tombe. Un fort détachement de la Guardia Civil, commandé par le lieutenant colonel AntonioTejero, bicorne noir sur le chef, s'introduit en force dans l'hémicycle des Cortès, le Palais-Bourbon madrilène. Tejero brandit son pistolet. Dans quelques instants, il tirera en l'air pour se faire écouter. Messieurs les députés se terreront derrière leurs bancs.

Deux coups de commando, en fait deux coups d'État similaires. À une différence près. Le premier réussit, le second échoue.

*

Voici six ans que le Caudillo a disparu, au terme d'une longue agonie. Son successeur désigné par ses soins, le jeune roi Juan Carlos, s'efforce, après des années de dictature, de mener son pays vers la démocratie. A

priori, il semble réussir. Des élections libres ont eu lieu. Une majorité s'est dégagée. Un gouvernement s'est mis en place, fort du verdict populaire.

Pourtant, tous ne suivent pas cette évolution qui reçoit l'aval du monde occidental. Des nostalgiques du franquisme subsistent. Ils aspirent à faire revivre l'ère Franco. Cette nostalgie de temps dépassés n'est pas seule en cause dans l'événement que les Espagnols dénommeront le 23-F, c'est-à-dire le 23 février 1981. Crise économique, défiance vis-à-vis du monde politique, refus par l'armée de la décentralisation régionale, séparatismes basque et catalan, aspiration à un homme fort se mêlent pour agiter les esprits. Le chef du gouvernement en place depuis 1976, Adolfo Suarez, a fait son temps. On entend ouvertement parler de coup d'État dans un pays où le pronunciamiento fait partie des meubles. Franco, dernier grand bénéficiaire de ce type de recours, ne fut pas le premier.

Le lieutenant colonel Tejero est parmi tous ceux qui escomptent un coup de balai sous condition d'être du côté du manche, comme disait le futur maréchal de Saint-Arnaud. Curieux bonhomme ce Tejero ! Engagé en 1951 dans la Guardia Civil, la gendarmerie espagnole qui n'a de civil que le nom puisqu'elle possède un statut militaire, il y a fort correctement gravi les échelons. À quarante-neuf ans, avec rang de capitaine général, il commande pratiquement la Guardia Civil madrilène. On peut, à bien des égards, s'en étonner sans mettre en cause les qualités professionnelles de l'intéressé, lequel campe sur des idées bien affermies. Elles l'ont conduit à participer en 1979 à un coup d'État, l'opération Galaxie. L'affaire ayant échoué, il avait écopé de sept mois de prison sans que cette aventure ne mette pour autant un terme à sa carrière militaire[1] ! Les Pyrénées différencient les justices espagnole et française.

Tejero a remisé aux oubliettes l'avertissement de 1979 et le voici, deux ans plus tard, au cœur d'un complot qui englobe du « beau monde » de la *gens* militaire. Le général Alfonso Armada, soixante et un ans, ancien de la Division Azul, numéro deux de l'armée et surtout ancien secrétaire du roi dont il a la confiance. Le colonel général Milans del Bosch, défenseur de l'Alcazar durant la guerre civile, combattant également de la Division Azul, personnalité notoire de l'armée et commandant la région militaire à Valence. Ces deux autorités pèsent près de ceux qui portent l'uniforme. Il n'est pas à s'étonner qu'elles entraînent des subordonnés à commencer par Tejero. Troisième étoilé marquant, le général Torres Rojas, commandant militaire de La Corogne après avoir été à la tête de la division blindée

d'élite Brunete. Dans l'ombre, d'autres généraux, patrons des onze régions militaires, ont fait savoir au noyau dur des comploteurs qu'ils ne seraient pas contre. Et puis, des moins connus s'activent en sous-main. À leur manière, les services de renseignements – le CESID (Centro Superior de Informacion de la Defensa), équivalent de la DGSE française – ont dû apporter leur pierre. Leur doigté professionnel en a effacé la trace visible.

De fait, au sein de ce qui se trame, derrière les deux têtes d'affiche Armada et Milans del Bosch existent des sensibilités très éloignées. Milans del Bosch et Tejero avec lui entendent revenir à un franquisme pur et dur. Armada, par contre, se voit à la tête d'une cinquième république à l'espagnole regroupant derrière un homme fort, lui en l'occurrence, une union nationale. Autrement dit, les deux personnages-clés du complot ne parlent pas le même langage. L'une des premières causes d'échec d'un mouvement ayant peu de chances de réussir suite à l'évolution de l'opinion espagnole se situe là. Chaque général interprètera sa partition à sa manière.

*

Le 23 février 1981, vers 18 heures, les députés espagnols se retrouvent en séance. Ils doivent procéder à l'investiture de Leopoldo Calvo-Sotelo en remplacement d'Adolfo Suarez démissionnaire depuis le 29 janvier. En principe, le vote se déroule sans suspense. Calvo Sotelo sera élu à la majorité relative. À l'appel de son nom, chaque parlementaire signifie son choix. Pour, contre ou abstention. Assis à sa place, Adolfo Suarez attend la validation de son successeur. Une certaine torpeur a envahi l'assemblée, car le scrutin prend du temps. Détail non négligeable pour la bonne connaissance future des événements, la télévision espagnole filme le déroulement des débats dans l'hémicycle du Congrès des députés.

Les organisateurs du coup d'État qu'ils vont déclencher ont choisi en connaissance de cause le jour et l'heure de leur action. Ils savent que par le scrutin d'investiture, ce 23 février en soirée, un coup de filet unique mettra en leurs mains gouvernement et députés.

18 h 23. Le député Manuel Nunez Encabo vient d'être appelé. Soudain, des cris à l'entrée gauche de la salle. On s'interroge dans les travées : « – Que se passe-t-il ? » La réponse se précise vite. Un officier de la Guardia Civil, brandissant à la main un pistolet 9 mm, monte les escaliers de la tribune présidentielle et vient se placer à côté du président. Des hommes en

armes de la Guardia Civil débouchent. Ils sont 170 encadrés par 16 officiers. Leur chef est le personnage au pistolet, le lieutenant colonel Tejero, qui lance : « – Que personne ne bouge ! » L'ordre se relaie par d'autres cris : « – À terre ! », « – Tout le monde à terre ! ».

Dans les travées chacun s'exécute. Les têtes de messieurs les parlementaires disparaissent derrière leurs sièges. Sauf trois. Adolfo Suarez ne bouge pas. Le général Gutierez Mellado, soixante-dix ans, vieux soldat de Franco entré en politique après avoir atteint le sommet de sa hiérarchie, se dirige vers le lieutenant colonel et lui intime l'ordre de sortir. Tejero s'y refuse avec insolence. Des gardes civils se précipitent sur le général et l'entraînent brutalement vers son siège. Le troisième réfractaire aux injonctions répond au nom de Santiago Carrillo, pas tout jeune lui aussi, puisque né en 1915. Son geste reflète un courage presque suicidaire. Pour les Franquistes, le leader communiste Carrillo est l'homme à abattre. On a tendance à lui imputer les massacres de Parcuellos en novembre 1936. Pourtant, en 1981, le militant implacable des années 1930 refuse de poursuivre la lutte armée. Il espère en la liberté dans la démocratie et c'est pourquoi il siège aux Cortès.

Au milieu du brouhaha, des coups de feu éclatent. Un premier, puis un second suivi de rafales de pistolets mitrailleurs. Pour impressionner et se faire obéir la Guardia Civil tire en l'air. Des gravats tombent du plafond. Durant ce temps, la TV continue de filmer la scène. Suarez et Carrillo impavides, Mellado bravant les intrus, députés aplatis au sol.

Au bout de quelques minutes, le calme se rétablit. Tejero, hurlant : « – Halte au feu ! », réussit à se faire entendre. Les gardes civils cessent leurs tirs. Mellado, manu militari, a rejoint sa place. Autour de lui, les parlementaires se terrent. Le commando Tejero est maître des lieux. Dominant le pouvoir législatif, tenant le gouvernement sous sa coupe, est-il sur le point d'imposer sa loi à l'Espagne ?

La question se pose d'autant plus que son action ne paraît pas isolée. À Valence, Milans del Bosch fait sortir ses chars des casernes. Au PC de la division blindée Brunete, l'unité phare de l'armée espagnole, stationnée au Pardo à quelques kilomètres de Madrid, le général Torres Rojas et le colonel San Martin, commandant en second de la division, pressent le général Juste, le patron, de marcher sur la capitale. Les cadres bouillonnent d'enthousiasme. Installé au quartier général des forces armées, le général Armada demande audience au roi. Il compte sur son introduction auprès du

monarque pour se présenter comme l'homme du salut à l'heure où les militaires grondent.

18 h 35. De Tejero à Milans del Bosch, par la division Brunete et le reste, le coup d'État semble mis sur les rails, bien parti pour réussir. Brutalement, dans les minutes qui suivent, tout bascule.

En son palais de la Zarzuela, par le général Fernandez Campo, son secrétaire, le roi Juan Carlos, apprend la fusillade au Parlement et l'insurrection à Valence. Les faits parlent. Tels les janissaires d'hier renversant leurs marmites en signe de révolte, des soldats espagnols se dressent contre le pouvoir en place. Un coup d'État se déroule remettant en cause l'ordre établi. La réaction royale tombe sans appel. Sans doute le monarque avait-il prévu une telle éventualité et s'y était-il moralement préparé. Il dit non à la révolte des légions. L'évolution démocratique se poursuivra. Pour les putschistes, lorsqu'ils l'apprendront, cette décision produira l'effet d'une douche froide. Ils escomptaient bénéficier de l'aval du roi dans leur sédition.

En titre, Juan Carlos est le chef des armées. Il a rang sur les généraux commandants de régions qu'il connaît personnellement suite à sa formation militaire initiale. Il les joint au téléphone, après avoir, en premier lieu, informé Milans del Bosch qu'il dénonçait l'opération en cours. Téléphonant de son côté, Fernandez Campo se heurte à Tejero qui raccroche. Poursuivant ses appels, il réussit à semer le doute dans les rangs de l'état-major de la division Brunete. Le général Juste renâcle à engager son unité au grand dam de nombre de ses officiers. Simultanément, car tout est lié, Armada apprend que le roi refuse de le recevoir. Il ne peut se hisser sur le pavois, avec l'oint royal, comme il l'envisageait. Cette porte close bouleverse la donne de la conjuration qui escomptait réussir sans dommages.

Avec la nuit largement tombée, les députés vivent des heures pénibles pour la majorité, angoissantes pour certains. Tejero et ses hommes campent plus solidement que jamais dans la place. Ces gaillards ne sont pas d'humeur à discuter. Sans trop savoir ce qui se passe dehors, ils attendent l'arrivée d'une autorité militaire qui leur annoncera que le roi acquiesce à leurs demandes et qu'un nouveau gouvernement va s'installer faisant revivre les belles heures du franquisme.

Est-ce pour leur faire un mauvais sort ? Les intéressés en sont persuadés. À 19 h 45, Adolfo Suarez est emmené à l'écart dans une petite

pièce dénommée la « salle des huissiers ». Une demi-heure plus tard, vient le tour du général Mellado et de Felipe Gonzales, le chef du parti socialiste. Ils sont conduits dans une autre pièce, « la salle des Horloges », où les rejoignent bientôt Santiago Carrillo, Alfonso Guerra, le numéro deux socialiste, et Agustin Rodriguez Sahagun, ministre de la Défense. Les cinq hommes, persuadés qu'ils vont bientôt partir pour les « fossés de Vincennes », sont condamnés à rester de longues heures assis sur une chaise et transis de froid. Une lucarne sur l'extérieur bâille. Un vent froid et humide s'engouffre dans ce local gardé par des sentinelles en armes. Hasard de l'Histoire ! Mellado et Carrillo, quarante-cinq ans auparavant, combattaient dans des camps farouchement opposés. Ils se retrouvent ce 23 février 1981 au soir, échangeant des regards et des cigarettes. Pour eux et leurs compagnons, cette nuit du 23 au 24 février sera longue dans l'incertitude du lendemain.

Ce lendemain se précise, en grande partie, à partir du palais de la Zarzuela. Juan Carlos a appelé les généraux et hormis à Valence la province ne bouge pas. Vers 22 heures, il demande à la télévision, dont les studios ont été occupés par des putschistes, l'envoi d'une équipe mobile. À 1 h 20 du matin, le roi, en grand uniforme, apparaît sur les écrans. D'une voix ferme, il proclame son respect de la Constitution et de la démocratie, dénonçant sans ambiguïté le soulèvement militaire. Cette prise de position solennelle condamne un coup d'État qui s'enlise. Armada, vers minuit, s'est rendu aux Cortès. Il s'est heurté à un Tejero extrémiste qui refuse une solution moyenne, Armada proposant aux députés de former un gouvernement d'union nationale pour sortir de la crise. Le bouillant lieutenant colonel ne veut reconnaître que le pouvoir de l'armée. Une armée que le message du roi retient dans ses casernes.

Il se trouve pourtant des fanatiques jusqu'au bout. Un détachement d'une centaine d'hommes de la division Brunete, entraînés par des officiers, rejoint Tejero. Ce maigre renfort ne saurait faire illusion. À Valence, Milans del Bosch plie devant l'ultimatum du roi :

« – Je vous ordonne de retirer toutes les unités que vous avez déplacées… Je vous ordonne de dire à Tejero qu'il change immédiatement d'attitude. »

La Brunete suspend la mise en route de ses moteurs en direction de Madrid. Les capitaines généraux se taisent. Les quotidiens sortent les

premières éditions condamnant les insurgés et exaltant l'attitude du roi. Le peuple qui s'éveille clame son amour de la liberté.

Au matin du 24, Tejero, ses gardes civils, sa poignée de camarades de la Brunete qui l'ont rallié, éprouvent le poids de la solitude et de la fatigue. Des négociations s'engagent pour en finir sans effusion de sang. Vers 10 heures, la libération des députés s'amorce ; des gardes civils, conscients de l'impasse, s'éclipsent. À 11 h 30, le dénouement tombe. Tejero et ses derniers fidèles se rendent. Leur commando n'a duré qu'une vingtaine d'heures.

*

Ils seront 33, dont un seul civil, dans le box des accusés pour rendre compte de leurs actes. En logique absolue, ils auraient dû se compter au moins dix fois plus. Le gouvernement a voulu minimiser l'affaire. Tejero, Armada, Milans del Bosch, écoperont de trente ans de prison. Leurs comparses de douze à un an. Quelques acquittements. Les libérations interviendront au bout de plusieurs années de détention pour les meneurs. Paradoxe déjà constaté ou réalisme lucide : ne pas perdre du potentiel reconnu ; les officiers, leurs peines effectuées, reprendront le harnais et serviront honnêtes et fidèles.

De ce 23-F, outre la liberté, sort un grand vainqueur, le roi. Par son attitude de défenseur rigide de la Constitution et de la démocratie, Juan Carlos acquiert légitimité auprès de son peuple. Son personnage prend une autre dimension et conforte le socle de la monarchie constitutionnelle espagnole. Le commando Tejero a bien échoué.

1- En France, les officiers putschistes du 22 avril 1961, condamnés avec sursis, se sont retrouvés dehors sans espoir de remettre un jour les pieds dans l'armée, même au titre de la réserve.

Chapitre 10
Commando
contre Anouar El-Sadate

6 octobre 1981

Au Proche-Orient, le métier de chef d'État s'accompagne de risques[1]. Les assassinats s'enchaînent. Abdallah, roi de Transjordanie, en 1951, Faysal II, roi d'Irak, en 1958, Faysal I^{er}, roi d'Arabie Saoudite, en 1975, Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, en 1995. Anouar el-Sadate, président égyptien, s'ajoute à la liste en 1981. Rivalités et ambitions personnelles, idéologie sous-tendent ces crimes.

*

Le 5 octobre 1970, Anouar el-Sadate succède à son ami Gamal Abdel Nasser décédé quelques jours auparavant d'une crise cardiaque. Élection à la soviétique, entérinée par 90 % de suffrages favorables. À cinquante-deux ans, de vice-président, Sadate devient président de la République d'Égypte. Quel parcours pour l'enfant d'une famille pauvre de treize enfants du delta du Nil ! Il réussit à intégrer l'académie royale du Caire dont il sort officier en 1938. En 1942, les Britanniques l'emprisonnent pour ses liens avec un réseau d'espionnage au profit de l'Afrika Korps de Rommel. En 1948, il participe à la guerre contre Israël puis derrière son camarade Nasser intègre le mouvement des officiers libres afin de libérer l'Égypte de la présence britannique. Le groupe Nasser-Sadate et quelques autres renverse la royauté

en 1952 et transforme l'Égypte en république l'année suivante. Naturellement son action vaut à Sadate des galons, des étoiles, des postes ministériels, avant qu'en décembre 1969 l'amitié de Nasser fasse de lui un vice-président.

La succession du Raïs est lourde, très lourde. Un moment l'esprit de revanche contre le voisin israélien tente le nouveau président. Le 6 octobre 1973, Sadate déclenche la guerre du Kippour qui, après quelques succès initiaux, s'achève sur un fiasco. Israël, une fois encore, se révèle le plus fort.

Le président Sadate a compris. La solution avec Israël doit être recherchée dans la paix et non dans la guerre. Un tel comportement innove pour un pays arabe. Le président américain Jimmy Carter s'interpose et joue les bons offices. Sadate sait payer de sa personne. En novembre 1977, il se rend en Israël. Cette visite équivaut à la reconnaissance officielle par l'Égypte du jeune État israélien. Carter profite du climat créé et invite Sadate et son homologue israélien, Menahem Begin, à le retrouver dans sa villégiature officielle de Camp David. Les discussions aboutissent aux accords dits de Camp David du 18 septembre 1978 qui bouleversent la donne politique au Moyen-Orient. L'Égypte et Israël ne se regardent plus en adversaires mais en partenaires pour faire régner la paix dans leur région.

Les efforts de Sadate, révolutionnaires dans le contexte, portent leurs fruits. Égypte et Israël cessent de recourir aux armes et leur attitude influence leurs voisins. Les deux grands responsables, Sadate et Begin, sont récompensés par le prix Nobel de la paix.

Tout se terminerait bien s'il n'y avait l'envers de la médaille. Par sa politique s'opposant totalement à celle du monde arabe, par son baiser de la paix à l'ennemi, Sadate se crée des haines féroces. Il devient l'homme à abattre pour avoir trahi la cause du monde islamiste. En première ligne de ceux qui veulent sa tête se rangent les Frères musulmans, confrérie fondée en 1928. Leur devise annonce un programme : « *Allah est notre objectif. Le Prophète est notre chef. Le Coran est notre loi. Le Djihad est notre voie. Mourir dans la voie d'Allah est notre plus grande espérance*. » Traitant avec l'infidèle, Sadate a renié sa foi. Il doit mourir.

Oui, mais comment l'atteindre ? Sadate est naturellement un dirigeant très protégé. Dans les années 1970, le recours à un kamikaze, un homme seul sacrifiant sa vie, n'est pas encore acquis. Pour certains musulmans, le Coran condamne le suicide et par conséquent interdit l'acte kamikaze.

Qui, en 1981, peut, par son métier, approcher Sadate ? Son entourage certes, mais il est soigneusement sélectionné et discrètement surveillé. En revanche, le chef militaire que reste Sadate, en dépit de sa fonction présidentielle, garde des relations relativement fréquentes avec le grand corps au sein duquel il a bâti sa fortune. Des soldats de tous grades qui ont des contacts, pour un motif quelconque, avec lui doivent être capables de lui porter le coup fatal.

Ce bras, dont ils ont besoin, les Frères musulmans le trouvent en la personne du lieutenant Khaled Islambuli. Ce jeune officier d'artillerie, vingt-six ans, sorti de l'Académie militaire, rejoint leur mouvement. Deux événements semblent avoir dicté puis précipité sa conduite. Sa révolte contre les accords de Camp David. L'arrestation de son frère Mohamed pour trop de sympathie envers des groupes religieux islamiques. Le cas de Mohamed Islambuli est loin d'être unique. Sadate, en septembre 1971, durcit son régime. 1600 opposants de toutes origines sont interpellés et se retrouvent sous les verrous. Parmi eux, se comptent de nombreux islamistes, car Sadate refuse fermement de répondre à leur exigence d'appliquer la charia. Là encore un refus qui condamne le maître présent de l'Égypte. Paradoxe, Sadate, personnalité auréolée sur le plan international, se retrouve isolé et décrié sur sa terre natale.

La décision de Khaled Islambuli est prise. Il se range dans le camp de ceux voulant abattre celui que les Égyptiens dénomment le *Pharaon*. Des religieux de la secte qu'il a ralliée confortent un croyant fervent pour l'aider à agir suivant les préceptes de sa religion. Sadate, le *Pharaon* mal aimé, a trahi Allah et les siens en pactisant avec Israël. Le Coran sur ce point se montre formel.

L'opportunité pour atteindre Sadate se présente. Le 6 octobre, se déroulera au Caire la traditionnelle parade militaire pour commémorer le déclenchement de la guerre du Kippour qui, à défaut de victoire, a rehaussé l'éclat malade de l'armée égyptienne. Les troupes défilent devant une tribune regroupant le Raïs et ses invités. Elles ne passent qu'à quelques dizaines de mètres des fauteuils de ces messieurs. La cible est plus proche qu'au pas de tir offrant une occasion exceptionnelle.

La baraka sourit aux conspirateurs. Le mercredi 23 septembre, son supérieur direct, le major Makram Abdel A'al', apprend au lieutenant Islambuli qu'il est désigné pour participer à la cérémonie du 6 octobre dans le cadre de son unité, la 333^{e} brigade d'artillerie. Islambuli envisageait de

partir en permission en famille à cette date. Il tente de se faire remplacer mais le major s'obstine. Islambuli se résigne et accepte. Au plan pratique, pour cette revue du 6 octobre, le lieutenant conduira un détachement de douze canons et missiles portés ou tractés par camions.

Khaled Islambuli appartient à un anqud, un groupe fondamentaliste relevant des Frères musulmans. Mohamed Abdel-Salam Farag est le chef religieux de ce groupe, le lieutenant colonel Abboud Hassan el-Zumr, le chef militaire. Tous les deux complotent de longue date pour éliminer Sadate. Ils ont envisagé plusieurs plans qui, tous, après étude, se sont révélés impossibles à réaliser. Est-ce eux ou Islambuli qui perçoivent l'opportunité qu'apporte le défilé du 6 octobre ? L'enquête à ce sujet n'a rien révélé de décisif. Islambuli déclarera seulement par la suite :

« – Je ne voulais pas prendre part au défilé mais j'ai accepté parce que tout d'un coup, dans mon esprit, est apparue l'idée que c'était la volonté de Dieu, non pour le défilé lui-même mais pour le bien de cette mission sacrée. »

Le lendemain de sa désignation, le 24 septembre, Islambuli participe avec son unité à une répétition du défilé à venir. Il passe devant la tribune présidentielle vide et se rend compte qu'il est possible d'agir. Lors de son passage, la chaise sur laquelle sera assis Sadate se trouvera à trente pas de lui. Une distance infime pour un bon tireur ou pour un assaillant jaillissant d'un véhicule roulant à faible vitesse.

Le 25 au soir, Islambuli rencontre secrètement Farag. Il lui fait part de ses conclusions et besoins pour mener l'affaire à bien : trois hommes décidés, des grenades et des munitions. Farag mûrissait le projet et avait anticipé les moyens.

Dès le lendemain, chez Abdel-Salam A'al', il présente au lieutenant deux volontaires sans illusions sur les risques de leur acte : Ata Tayel Reheil, vingt-sept ans, officier de réserve, et Hussein Abbas Mohamed, sous-officier tireur d'élite. Il appartiendra à ce dernier de viser Sadate. Reste – et ce n'est pas la moindre difficulté – que ces deux hommes prennent place dans le camion d'Islambuli. Ce dernier trouve la solution. Les nouveaux venus, inconnus dans l'unité, passeront pour des gens des services de renseignements. Quant aux titulaires attitrés du véhicule, l'un est malade, le second en permission. Le troisième sera envoyé opportunément en mission extérieure. Il y a bien le chauffeur du camion,

mais Islambuli, assis près de lui, avec son revolver, lui intimera l'ordre de stopper. Le gars obtempérera obligatoirement.

Islambuli réclamait trois complices. Farag lui en a procuré deux. Le manquant se désigne lui-même en faisant acte de volontariat de manière indirecte. Abdel-Salam A'al', l'officier démissionnaire qui hébergeait les comploteurs, rase sa barbe et son geste prend une signification. Il se porte volontaire pour la mission. Devenu semblable à monsieur tout le monde et non barbu significatif, sa présence ne saurait inquiéter. Il pourra être le troisième homme de l'équipage du camion Islambuli, de la 333e brigade.

Chez les comploteurs, outre la volonté d'abattre Sadate, le mauvais musulman, le signataire de la paix avec les Juifs, se glisse une autre intention. L'assassinat du Raïs créera une situation nouvelle et provoquera l'écroulement du régime. Le peuple se soulèvera et éliminera le despotisme et la terreur présente. Derrière l'élimination du premier personnage de l'État se dessine une conspiration d'ambition nationale. Des contacts se prennent à cet effet avec des milieux militaires sympathisants. Néanmoins, chez les exécutants de base comme Khaled Islambuli, le sentiment d'un acte de justice religieuse prédomine.

La méfiance règne. Sadate sait que ses ennemis ont juré sa perte. Des mesures draconiennes veillent sur sa sécurité. Lors d'un défilé, les troupes alignent des armes sans munitions et des canons sans percuteurs. Les comploteurs connaissent ces prescriptions, mais Farag parvient à se procurer quatre grenades, un pistolet et un lot de 120 cartouches pour les Kalachnikov. Il faudra cependant les dissimuler. Là encore, le dieu de la vengeance s'en mêlera. Au matin du 6 octobre, les officiers chargés de contrôler l'absence de munitions ne contrôleront rien. Simple négligence sans réelle participation au complot ? Insouciance très vraisemblablement.

*

Le soleil brille au-dessus du Caire en cette matinée du 6 octobre. Rien ne laisse pressentir qu'un drame va bientôt éclater. La cérémonie doit se dérouler dans le quartier neuf de Nasr, à l'est du Caire. Il offre de larges artères et de vastes esplanades propices à de telles manifestations.

L'armée, fidèle au rendez-vous, attend l'arrivée de son chef. Le voici. Le Raïs débouche dans sa puissante berline décapotable. Il se tient droit, en uniforme de maréchal, poitrine barrée du grand cordon de l'ordre national,

décorations sur le côté gauche, ample casquette bien plantée sur le chef. Autour de lui, quelques hauts dignitaires. On reconnaît le général aviateur Hosni Moubarak, vice-président de la République. Tout autour, outre l'escorte officielle de motocyclistes, les gardes du corps en civil debout sur les marchepieds. On devine leur regard vigilant et la main prête à saisir le pistolet qui gonfle la taille.

Messieurs les hauts dignitaires se dirigent vers l'estrade présidentielle que recouvre un dais somptueux et saluent les invités qui ont déjà pris place. Le monde diplomatique est largement représenté. En bon rang, se tient l'ambassadeur de Cuba en Égypte. Sadate s'assoit et chacun l'imite.

Les troupes à pied ouvrent le défilé. On sent une certaine lourdeur teutonne dans ces pas qui martèlent la chaussée. Des anciens de la Wehrmacht ont dû passer par là. Suivent les blindés. La guerre dans le désert se prête à leur déploiement et l'Égypte en est bien pourvue. Le grondement des moteurs, le grincement des chenilles sur l'asphalte effacent en partie l'écho de la musique. Suivent les détachements d'artillerie tractée. De lourds camions transportent ou tirent des affûts de canons et missiles de toutes natures.

Khaled Islambuli avait procuré des laissez-passer à ses trois camarades. Ata Tayel Reheil, Abbas Mohamed Hussein et Abdel-Salam A'al' ont pu pénétrer sans encombre dans le camp de la 333^{e} brigade. Islambuli les a embarqués dans son camion après avoir, au préalable, récupéré des percuteurs pour les quatre Kalachnikov qu'utilisera le quatuor. Sous son siège, dans le camion, il a camouflé les grenades fournies par Farag. Ainsi paré, le lourd véhicule a pris sa place dans la colonne d'artillerie. Coïncidence voulue, il roulera à droite, en bordure donc de la tribune officielle.

La veille, Khaled Islambuli a rédigé un court billet qu'il a glissé dans une enveloppe à l'intention de sa sœur chez laquelle il a passé la nuit. Ultime credo d'un condamné qui ne regrette rien et marche vers un inéluctable destin : *« S'il vous plaît, comprenez-moi. Je n'ai commis aucun crime. Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour l'amour de Dieu, le Miséricordieux, le Tout-Puissant. Je ne veux rien pour moi-même. Si l'un d'entre vous souffre par ma faute, je vous en prie, pardonnez-moi. »*

*

La parade se poursuit sous un soleil éclatant. Température extérieure : 26 degrés.

Soudain, un grondement dans le ciel. Une patrouille de F 4 Phantom passe laissant derrière elle une traînée de fumigènes aux couleurs nationales. Le populaire applaudit à ce spectacle, grandiose témoignage de la puissance militaire de l'État égyptien.

Il est 12 h 03. Sadate et toute la tribune se sont levés pour mieux admirer le passage des avions. Devant eux les tracteurs des pièces d'artillerie continuent de rouler. Soudain l'un d'eux s'arrête et un homme saute à terre. Le véhicule serait-il en panne ? Sur-le-champ les spectateurs le croient.

Il n'en est rien. Celui qui vient de sauter et qui maintenant se précipite vers la tribune officielle est le lieutenant Khaled Islambuli. Quelques instants plus tôt, il a sorti son pistolet – celui fourni par Farag – et a braqué le chauffeur en lui ordonnant de stopper. Interloqué, l'homme a obtempéré et bloqué les freins. Le camion s'est arrêté déviant légèrement de sa trajectoire.

Sitôt à terre, Islambuli lance une grenade, signal convenu pour semer la panique et déclencher l'action du commando. De la plate-forme du camion, Abbas Mohamed Hussein, le tireur d'élite, ouvre le feu sur Sadate qui se distingue nettement au premier rang des spectateurs debout. Est-ce son tir qui le premier frappe le Raïs à la gorge ? Très probablement.

Maintenant, ils sont quatre à se précipiter vers la tribune. Derrière eux, le chauffeur terrifié s'est éjecté et a couru se mettre à l'abri côté opposé. Les rafales des assaillants claquent et portent. Durant une trentaine de secondes, le commando de la mort est maître du jeu. La surprise joue. Explosions de grenades, clameurs, cris, hurlements de douleur font oublier le fracas des avions qui s'éloignent ou le bourdonnement des véhicules qui poursuivent leur course. Des corps gisent au sol ou sur les fauteuils, des blessés appellent à l'aide. Islambuli avait d'emblée repéré Sadate. Il s'acharne contre l'homme maintenant tombé à terre et vide sur lui son chargeur de Kalachnikov. Certains rapporteront avoir cru l'entendre hurler : « – *J'ai tué le Pharaon.* » Le lieutenant pense que le Raïs doit se protéger par un gilet pare-balles, d'où son acharnement. (On trouvera treize impacts de balles sur le blessé presque tous à mi-corps.) En fait, ce jour-là, Sadate n'avait pas revêtu son gilet estimant qu'il gonflait par trop sa tenue. Ce

souci de coquetterie lui a-t-il coûté la vie ? Non ! Le gilet ne pouvait le couvrir intégralement. Il souffrait de blessures mortelles à la tête et au cou.

Enfin, le personnel de sécurité intervient. Il stationnait derrière la tribune, persuadé que le désarmement des effectifs qui défilaient écartait un danger de l'avant. Dans la confusion généralisée, ses membres s'efforcent de localiser et de viser les agresseurs qu'ils distinguent mal. Comment ne pas atteindre des amis au milieu du tumulte ? Les agresseurs et la majorité de l'assistance sont revêtus de tenues militaires.

Un jeune brigadier de la garde présidentielle rapportera lors de l'enquête :

« J'ai couru vers le président et lui ai crié plusieurs fois : – Monsieur le président, baissez la tête.

Mais c'était déjà trop tard. Il était couvert de sang. J'ai essayé de lui faire de la place. J'ai dégainé mon revolver et j'ai tiré cinq cartouches dans la direction de quelqu'un qui visait le Président. »

Est-ce ce brigadier ou l'un de ses camarades qui ont blessé Khaled Islambuli et Abdel-Salam A'al' effectivement touchés dans la fusillade ? Impossible de se prononcer.

Les quatre justiciers d'Allah ont épuisé leurs munitions. Ils ne peuvent qu'être capturés. Des policiers, des militaires d'escorte les empoignent. Par quel miracle, alors, ne passent-ils pas de vie à trépas ? Le besoin de savoir qui a armé leur bras, sans doute. Seul, dans la confusion, Abbas Mohamed Hussein parvient à s'esquiver. (Il sera arrêté deux jours plus tard, réfugié dans la maison d'un parent.)

Au milieu du tumulte, quelques-uns reprennent progressivement leurs esprits. Une voiture s'avance. À la hâte on y glisse un Sadate ruisselant de sang. Un semblant de convoi se forme et, toutes sirènes dehors, fonce en direction d'un hélicoptère qui conduit le blessé vers un hôpital militaire.

*

Anouar el-Sadate mourra quelques heures plus tard. Il avait soixante-treize ans et se trouvait déjà dans le coma en arrivant à l'hôpital. Moubarak, le vice-président, lui succédera.

Contrairement aux espérances, l'annonce de l'attentat contre le Raïs ne déclenche pratiquement aucun soulèvement militaire ou populaire d'importance. À Assiout, en Haute Égypte, le colonel Zumr s'efforce de

déclencher une insurrection. Le sang coule, des policiers sont tués mais la tentative avorte.

Le pays tenu fermement en main ne peut bouger. Moubarak, sans grands problèmes, assure un relais qui se prolongera durant trois décennies.

Outre Sadate, l'attentat a fait sept morts dont l'ambassadeur de Cuba et un évêque copte ainsi que vingt-huit blessés. Khaled Islambuli, ses trois compagnons, et Farag, seront condamnés à mort et fusillés le 15 avril 1982. Une vingtaine de complices écopent de lourdes peines de prison. Deux d'entre eux ne seront libérés qu'au début de 2011 lors du printemps arabe au Caire.

Le commando anti-Sadate, chèrement payé, se solde sur le fond par un succès, l'objectif visé étant atteint. A-t-il pour autant induit beaucoup de changements à l'Égypte ? On peut en douter. Un Moubarak s'assimile à bien des égards à un Sadate. Moubarak « regnante », arbitraire, népotisme, corruption, prébendes, affairisme familial persisteront au su d'un peuple contraint de garder le silence. La révolte finale possède ses mobiles.

1- Il n'est pas qu'au Proche-Orient. Ainsi, John Kennedy aux États-Unis en 1963, Indira Gandhi en Inde en 1984.

Chapitre 11
Commando contre le Drakkar

23 octobre 1983

23 octobre 1983. 6 h 23. Une formidable explosion ébranle les quartiers sud-ouest de Beyrouth. Un immeuble de neuf étages s'effondre dans un immense champignon de poussière. À l'intérieur de ce bâtiment cantonnait une compagnie de parachutistes français de la FMSB (Force Multinationale de la Sécurité à Beyrouth). Une nouvelle fois le sang français coule au pays des Croisés.

Il a ruisselé des siècles plus tôt, dans ces temps où la foi soulevait les enfants de la terre de France et les menait sur ce sol qui avait vu vivre le Christ. Les dépouilles de nombre d'entre eux jalonnent les chemins de Jérusalem à travers le sol libanais. Les Francs avaient aimé ce pays. Ils sont revenus sur ces rivages comme négociants. En 1860, ils ont débarqué à nouveau pour défendre la communauté chrétienne. Puis, après la Grande Guerre, la Société des Nations leur a confié mandat de gérer les anciennes provinces turques de Syrie et du Liban. De nouveaux combats. La vieille citadelle de Rachaya, en novembre 1925, en fut un haut lieu. Puis, en 1941, il y eut la mauvaise guerre dite de Syrie. Le Liban ne fut pas épargné.

Que les Français, en août 1982, dans le cadre d'une Force Multinationale d'Interposition (future FMSB, Force Multinationale de la Sécurité à Beyrouth), reviennent au Liban, s'inscrit dans le cadre de liens séculaires. Pour cette mission en vue de rétablir la paix dans un pays ravagé par la guerre civile et les ingérences extérieures, Paris n'a pas lésiné sur son effort. L'élite de ses guerriers, légionnaires et paras, a été dépêchée sur

place. Bérets rouges ou bérets verts se sont adjoints aux autres contingents américain, italien et britannique. (Ce sans parler de l'armada de la Royale voguant au large de Beyrouth.) À l'été 1983, sous les ordres du général Cann, 2 000 paras se déploient dans Beyrouth pour quadriller la ville afin d'éviter que les diverses fractions s'entre-tuent pour le malheur des populations civiles.

*

La 3e compagnie, indicatif radio Noir[1], du 1er RCP de Pau, s'est vue allouée comme point de stationnement un immeuble de 9 étages baptisé Drakkar dans le sud-ouest de Beyrouth. Noir représente une petite centaine de paras sous les ordres du capitaine Thomas, un Saint-Cyrien de trente-deux ans de la promotion capitaine Danjou (1971-1973). La conscription subsiste. Le 1er RCP, le plus ancien régiment para de France, à l'exception de ses cadres et de quelques jeunes sergents, repose sur des appelés volontaires pour les troupes aéroportées. Tel est donc le cas de la 3e compagnie. Tous ses membres, outre l'insigne du charognard[2], vestige du temps où le 1er RCP appartenait à l'armée de l'air, arborent la fameuse plaque à vélo, le brevet de parachutiste militaire. Six sauts dont un de nuit en principe. Tous les gars de Noir ont répondu OK pour partir au Liban. C'est dire la qualité d'une troupe jeune, enthousiaste et résolue à répondre au mieux à tout ce qui lui sera demandé.

De fait, la 3 e n'a pas été tellement gâtée par le cantonnement attribué. Si le Drakkar, appellation conventionnelle de ce bâtiment cubique plus haut que large, fut une résidence somptueuse, il ne l'est plus. Les occupants précédents, Syriens, Palestiniens, Israéliens, l'ont mis à sac et transformé en maison des courants d'air, aux vitres brisées et portes enlevées. Les appartements, luxueux, possédaient des salles de bain. Disparus baignoires et lavabos. Plus d'eau, plus d'électricité. Pour s'éclairer, quelques bougies. La boîte de nuit au sous-sol et les solariums sur la terrasse ne sont que vieux souvenirs. Demeure, du dernier étage, la vue sur la mer, à environ 1 500 mètres.

L'environnement n'est guère plus encourageant. Le Drakkar dans le quartier Ramlet El Baida se trouve isolé, en limite du camp de réfugiés

palestiniens de Chatila de sinistre mémoire. À courte distance toutefois existe un autre poste français, Catamaran, tenu par des artilleurs du 35e RALP, des copains de Tarbes. Dans les lointains, à 4 km au sud, se devinent les pistes de l'aéroport gardé par des Marines américains. Ils seraient 2 000 à protéger ce point sensible. À 800 mètres au sud-ouest se dresse l'ambassade d'Iran. De la terrasse du Drakkar on peut constater qu'il y règne une vive animation.

Le capitaine Thomas, dans un contexte de guerre larvée, se doute qu'il convient d'être prudent et sur ses gardes. Le 20 septembre, jour de l'arrivée au Drakkar, un obus est tombé à 300 mètres. Quel canon l'a tiré ? Syrien, palestinien, libanais ? On ne sait. À défaut, ce projectile a planté le décor et rappelé l'ambiance. Avant la venue de Noir, les sapeurs avaient « dépollué » le site. Les anciens connaissent la tragédie survenue durant la campagne d'Italie au printemps 1944. Les Allemands, en se repliant, piègent à retardement une demeure de belle allure. Une forte charge dissimulée dans la cave décime un état-major, installé pour la nuit.

Deux précautions valent mieux qu'une. Noir repasse minutieusement l'inspection des lieux et emménage. Poste de surveillance avec le capitaine et son adjoint au premier étage. Section de commandement au second. Noir 1, soit la 1re section, au troisième, Noir 2 au quatrième, Noir 3 au cinquième. Les autres étages restent libres. En cas de bombardement, ils serviront de sas de sécurité. Quant au dernier étage avec sa terrasse, il offre un observatoire aux vues imprenables. L'armada alliée qui vogue au large procure un somptueux spectacle. Le danger ne proviendra pas de là. Il surgira de la terre, de quelque part dans ces quartiers populeux autour du Drakkar.

Un concierge vit au rez-de-chaussée avec son épouse et ses cinq enfants. « *J'y suis, j'y reste* », aurait dit Mac-Mahon. Le brave homme demeure en place. La présence militaire conforte peut-être en lui un sentiment de sécurité en ces temps troublés.

Risque-t-on un bombardement par artillerie et mortiers ou une attaque classique d'infanterie appuyée par des RPG 7 ou I8, ces lance-roquettes de fabrication soviétique qui pullulent partout dans Beyrouth ? À toutes fins utiles, le capitaine Thomas fait protéger balcons et fenêtres par des sacs de terre. La construction du Drakkar pèche par sa qualité. Les balcons ont tendance à s'affaisser sous le poids. Si le Drakkar est appelé à se muer en

fort Chabrol, les paras pourront y faire Camerone. Chacun s'est vu affecter un poste de combat, et pour bousculer une compagnie de parachutistes, l'assaillant doit y mettre le prix.

L'approche extérieure reste la plus délicate à contrôler. Le Drakkar se situe en zone urbaine. D'autres constructions piquettent le paysage environnant. Des routes passent à proximité drainant une circulation intense. Quelques dizaines de mètres seulement séparent le Drakkar de la voie la plus proche, la rue des Nations Unies, d'où une courte bretelle permet d'accéder au bâtiment légèrement en contrebas. Tout autour, avant les diverses bâtisses, s'étalent de vastes terre-pleins.

Pour la sécurité, le plus sage imposerait de barrer la rue des Nations-Unies et de l'interdire aux abords du Drakkar. Impossible dans le contexte de la mission impartie. Œuvrer pour la paix et non l'entraver. Sur la bretelle d'accès, le génie dispose quelques merlons de terre, obstrue le passage par des chicanes en barbelés, le tout gardé par une sentinelle. C'est jugé suffisant pour empêcher une voiture de s'engouffrer à pleine vitesse. Là apparaît le principal risque d'attentat fomenté par un fanatique (sans parler des tirs lointains et des roquettes).

Les journées de la 3e compagnie s'étirent monotones et ingrates. La garde, les travaux d'implantation, l'entretien de l'armement, l'alerte à tenir, les interventions extérieures au titre des escortes et des patrouilles. Ces dernières s'effectuent souvent dans des sortes de cercueils ambulants où les paras se sentent mal à l'aise. À l'intérieur des VAB (les véhicules de l'avant blindés) ils ne voient pas grand-chose et se sentent vulnérables. À la merci d'une roquette tirée d'un étage ou d'un piège télécommandé dissimulé le long de la route. Il arrive au blindage d'un VAB d'écoper d'impacts d'une rafale jaillie d'une Kalachnikov entre les mains de qui ? Un para qui descend du ciel aime goûter le silence revenu après sa sortie de l'avion, contempler l'horizon autour de lui, repérer les accidents du terrain, apprécier la distance qui le sépare des camarades, jauger l'endroit où il va se poser. Plaqué au fond du VAB, il n'a rien de cela. Du moins, ces sorties en VAB permettent de s'oxygéner et de découvrir un peu Beyrouth en ruine. La compagnie a perçu trois de ces engins pilotés par trois camarades du 9e RCP. Le régiment de Buchoud et de Souk Ahras. Encore un sacré souvenir ce Souk Ahras 1958. La compagnie Beaumont, la 3 du 9, y a laissé vingt-six des siens.

Le plus pénible dans cette existence sur un perpétuel qui-vive provient du manque d'eau. Un camion-citerne en apporte un peu au Drakkar. Elle doit être rationnée. Pas de douches. Juste de quoi se raser et se débarbouiller le bout du nez. La sueur imprègne les treillis de combat qu'il faut conserver la plupart du temps sur le corps à cause du système d'alerte. La vie au Drakkar ne s'assimile en rien à la vie de château. Heureusement, avec l'automne, il fait moins chaud. Les prédécesseurs, les légionnaires, ont souffert de la canicule estivale. Pour le sommeil réparateur, les fidèles lits picot. Il n'est guère de nuits sans explosions et sans rafales d'armes automatiques à plus ou moins courte distance. Souvent des balles traçantes se perdent vers le ciel. Beyrouth se veut une ville en guerre entre Libanais, Syriens, Chiites intégristes, Hezbollah, Palestiniens, Druzes et autres. Comment rêver en paix dans de telles conditions ?

*

18 octobre. La 1re section, Noir 1, embarque. Direction la Résidence des Pins, en centre ville, pour garder le PC du général. Ce n'est pas un travail de tout repos. Il implique vigilance et perpétuel effort de présentation. Les vingt-sept qui s'éloignent auraient certainement préféré continuer à résider au Drakkar. Ils ne peuvent se douter que cette affectation imprévue vient de leur sauver la vie.

Ce départ survient dans un climat tendu. Des rumeurs se propagent portées par la population. Les Français sont un corps étranger auquel nombre de Libanais accordent sympathie. Quelques contacts avec les civils laissent entendre qu'il convient de se méfier. Échos confirmés par les états-majors. Être prudent et vigilant. Concrètement cela signifie alerte renforcée à l'intérieur du Drakkar. Comme pour les postes du secteur de Chatila, objets de fréquents harcèlements nocturnes. On apprend dans le même temps que les Américains viennent d'avoir un tué et un blessé par des snipers évidemment inconnus.

*

23 octobre. Un dimanche. Le jour du Seigneur donne droit à un extra pour le petit déjeuner. La corvée de croissants se lève à 5 h 30, avant le

réveil habituel de 6 heures. À 6 h 10, la jeep emportant un sergent et deux paras démarre vers le PC du régiment où un boulanger civil a livré les dits croissants. Retour prévu dans vingt minutes. L'existence tient à peu de chose. Le trio, qui s'éloigne en bougonnant d'avoir dû se lever tôt, ne se doute pas que ces maudits croissants lui sauvent la vie.

6 h 20. Un grondement lourd, plus fort qu'à l'accoutumée, résonne au loin. Là-bas, au sud, vers l'aéroport gardé par les Marines américains. À l'intérieur du Drakkar, chacun se précipite vers les embrasures pour se rendre compte de ce qu'il en est exactement. Se distingue nettement un gigantesque champignon de fumée et de poussière. Ceux qui possèdent des jumelles sont formels : « C'est chez les Amerloques. »

6 h 24. Brusquement le Drakkar vacille. Il semble subir le sort de ces immeubles parisiens vétustes dont la mort a été programmée. Tout l'immeuble s'effondre en quelques instants dans une gigantesque explosion. Seule différence avec les barres condamnées des banlieues, il ne s'affaisse pas verticalement. Il se dérobe en glissant légèrement sur le côté. Comme s'il avait reçu un gigantesque coup de faux latéral contre ses fondations. Là où s'élevait un bâtiment de plusieurs dizaines de mètres de haut n'apparaît plus qu'un tumulus de décombres, dalles bétonnées, poutrelles, gravats. Dans ce chaos, des êtres humains, les uns morts, les autres encore vivants qui gémissent et qui souffrent.

Les sauveteurs travailleront nuit et jour durant quatre jours. Des spécialistes des fouilles et recherches de la sécurité civile arriveront de Paris. Le 2 novembre, 58 cercueils s'aligneront dans la cour d'honneur des Invalides à Paris. Cinquante-cinq de la 3^{e} compagnie du 1er RCP ; trois des chauffeurs de VAB du 9^{e} RCP. Les cadavres, à grand-peine, ont été retirés des décombres. Quelques-uns avaient été projetés à l'extérieur par la déflagration. Le capitaine Thomas et son adjoint, au premier grondement, s'étaient précipités sur leur balcon pour voir. Le souffle les avait assommés et précipités au sol.

Des 73 locataires du Drakkar le 23 octobre à l'aube, subsistent quinze rescapés. Les trois gars des croissants et douze blessés extraits des gravats. Plusieurs mettront des années à panser les séquelles physiques et psychologiques. Puis, évidemment, au nombre des miraculés, les hommes de Noir 1. Ils devaient rentrer dans l'après-midi, leur tour de garde terminé.

Ce drame compte d'innocentes victimes civiles. L'épouse du concierge et ses cinq enfants, une cousine et ses deux filles. Les Libanais payent très cher la guerre dans leur capitale.

Que s'est-il donc passé ? Quel commando, le 23 octobre 1983 à 6 h 24, a eu raison d'un immeuble occupé par une compagnie de parachutistes français ? Pourquoi cette faille dans le dispositif militaire de la FMSB mis en défaut ?

La première piste envisage l'explosif caché quelque part dans les fondements. Elle est vite abandonnée. Elle ne correspond pas aux indices relevés lors de la fouille minutieuse du Drakkar. Les enquêteurs découvrent des éléments troublants :

Un pick-up Toyota circulait dans le quartier depuis une quinzaine de jours pour livrer des marchandises.

Une femme de ménage, travaillant dans un immeuble en face du Drakkar, a vu le dimanche matin, après 6 heures, une camionnette jaune-orange circuler rue des Nations-Unies. À cette heure, le dimanche matin, personne ne roule. Ce témoignage est confirmé par un voisin. Lui aussi a vu une camionnette « rouge », juste avant la détonation.

Surtout le cratère devant l'entrée du garage localise l'explosion. Ce cratère révèle des débris métalliques d'origine étrangère. Tout concourt à penser qu'un véhicule – le pick-up Toyota – a forcé les modestes barrages, merlons et chicanes, pour venir faire sauter sa charge au pied du Drakkar.

Ce fut du reste le scénario à l'aéroport. 241 morts chez les Américains. Un camion fou conduit par un kamikaze vêtu de blanc s'est précipité au cœur du dispositif des Marines. Les sentinelles ont tiré sans pouvoir l'arrêter. Chez les Français, il y eut des coups de feu. Les rescapés apportent sur ce point un témoignage formel et rapportent en avoir entendu. Le para de garde, disparu, a dû tirer. Un guetteur du poste Catamaran des artilleurs a perçu l'écho.

Des interrogations, secondaires par rapport à la gravité de l'événement, persistent. Quelles étaient l'importance et la nature de la charge explosive ? 250 kg seront avancés sans certitude. L'explosif était obligatoirement de très forte puissance étant donné les dégâts occasionnés. Comment s'est effectuée la mise à feu ? Difficile d'être formel. Le conducteur l'a-t-il déclenchée ou s'est-elle produite à l'impact du Toyota contre les murs du Drakkar ?

Certains murmureront que le commandement français dans cette affaire a commis la faute majeure : sous-estimer l'adversaire. Possible. Les défenses du Drakkar ne paraissent pas avoir été adaptées à la menace d'un camion fou bourré d'explosifs. Force toutefois est de rappeler, une fois de plus, que les soldats français au Liban n'avaient pas mission de faire la guerre mais au contraire de semer la paix. Cette tâche leur imposait de vivre non dans des blockhaus coupés du monde, mais dans des cantonnements proches des populations.

L'essentiel dans cette enquête est ailleurs. Qui intervient derrière cet attentat ? Celui-ci suppose une solide organisation. Reconnaissance des lieux, conditionnement des personnels engagés, regroupement des moyens, coordination puisque l'action contre le Drakkar a été jumelée avec celle contre la base américaine. L'ensemble implique l'intervention d'un cerveau directeur et de groupes coordonnant les moyens. Obligatoirement une main étrangère a procuré les charges et mécanismes de mise à feu.

Dans le panel de tous ceux qui, au Moyen-Orient, rejettent l'Occident, il est difficile de déterminer le ou les coupables. Une seule certitude : le ou les cerveaux se cachent dans les rangs islamistes. N'y prêche-t-on pas le djihad en proclamant que le « *paradis se trouve à l'ombre des épées* » ? Ce camp fournit des volontaires de la mort qui sacrifient leur vie pour leur cause. Si la piste est connue, sa trace se perd vite dans le dédale des mouvances au nom d'Allah et ne conduit pas au chef du commando contre le Drakkar. Les Français se doutent de l'origine de l'attentat sans pouvoir y associer des noms précis.

Le 12 février 2008, un nommé Imad Mougnieh, chef du Hezbollah libanais, est victime à Damas d'un attentat à la voiture piégée, fomenté par les services spéciaux israéliens. Le personnage était traqué de longue date. Ses antécédents terroristes l'accablaient. Au su de quelques informations, la presse titre : « *Le Drakkar est vengé.* » C'est aller un peu vite en besogne. Le Mossad laisse à son homologue français le soin de régler ses propres comptes. Dans le cas présent, il avait un lourd contentieux à solder avec Imad Mougnieh. Ceci posé, les assertions de la presse s'appuient sur des fondements. La victime, un vieux et farouche militant du Hezbollah, a bien fomenté l'attentat du Drakkar un quart de siècle plus tôt. Qui dit Hezbollah dit Syrie et derrière Iran. Tout s'explique et tout s'enchaîne. En 1983, la

politique française au Moyen-Orient était visée via le Drakkar. Mais quel kamikaze conduisait le Toyota bourré d'explosifs ?

Paradoxe de l'histoire, la responsabilité de la Syrie dans les morts du Drakkar n'empêchera pas le dictateur syrien d'assister au défilé militaire du 14 juillet 2010 à Paris dans la tribune officielle. « *Français, vous avez la mémoire courte* », disait jadis un personnage connu.

1- Dans les unités paras de l'époque, chaque compagnie reçoit pour indicatif radio une couleur : 1ère vert, 2e rouge, 3e noir, 4e gris, CA bleu, CP indigo, CCS jaune.

2- Insigne des aviateurs.

Chapitre 12
Commando
contre le *Rainbow warrior*

10 juillet 1985

13 février 1960. Dans l'aube fraîche de cette journée de février, une lueur aveuglante, suivie d'une violente explosion, illumine le ciel de Reggane. La première bombe atomique française vient d'exploser au cœur d'un Sahara qui appartient encore à la France.

De Gaulle, informé de ce succès, ne cache pas sa satisfaction. Dans la journée, il l'exprime officiellement au pays :

« – Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière. »

Effectivement, la France, ce 13 février 1960, entre dans le club très fermé des puissances dites nucléaires. Un club limité à cette date aux États-Unis, à l'URSS et à la Grande-Bretagne. À bien des égards, cette entrée est méritée. Avant 1939, les physiciens français ouvraient largement la voie à l'exploitation de l'énergie nucléaire. Le désastre de 1940 avait tout arrêté. Provisoirement. Au lendemain de la Libération, l'équipe de chercheurs se remettait au travail. Reggane sanctionne ses efforts.

Dès lors, l'arme atomique devient une composante essentielle de la défense nationale. De Gaulle donne l'impulsion. Les notions de dissuasion, de protection tous azimuts, s'affirment des pierres de base incontournables de la politique militaire. Lors de l'indépendance de l'Algérie, des accords prévoient de pouvoir poursuivre les essais atomiques durant plusieurs années dans le Sahara.

Ceux-ci n'ont qu'un temps. Un site spécifiquement français s'impose. Ce sera l'atoll de Mururoa dans l'archipel des Tuamotu, à 125 km au sud-est de Tahiti. Le premier essai souterrain intervient le 2 juillet 1966. Puis, progressivement, avec l'abandon définitif de Reggane, toute l'expérimentation atomique française s'implante à Mururoa où les Français le 24 août 1968 marquent un nouveau point avec le succès d'une bombe thermonucléaire.

Les successeurs de l'homme du 18 juin entérinent et poursuivent sa politique. Que ce soient Georges Pompidou en 1969, Valéry Giscard d'Estaing en 1974, puis le socialiste François Mitterrand en 1981. Mururoa, modeste atoll de 28 km sur 11, se mue en cœur de l'expérimentation atomique française. Il prend valeur symbolique d'utilisation d'une arme que certains rejettent. Pourtant, a priori, il ne dérange guère ses voisins. Archipel perdu du Pacifique sud, les Tuamotu vivent en marge du monde dit civilisé. Hawaii, Nouvelle-Zélande, Nouvelles-Hébrides, Amérique du Sud, émergent à des milliers de kilomètres.

En tête de liste des adversaires de l'arme atomique, le mouvement Greenpeace. Son nom claque comme un drapeau. *Green*, vert, pour écologie, *peace*, paix, pour paix. Il apparaît en 1971, à Vancouver au Canada, pour s'opposer à des expérimentations atomiques américaines. Très vite, il prend ampleur. En 1979, son audience acquiert une dimension internationale. Des centaines de milliers d'adhérents affluent. Des dons privés lui permettent d'avoir pignon sur rue, d'embaucher des permanents alors que son activité s'élargit. De la lutte contre l'arme atomique, elle englobe la protection de l'environnement, la défense des espèces et toutes les causes écologiques et pacifiques. Ses moyens financiers l'autorisent à acquérir trois navires destinés à aller manifester sur place contre les centres d'expérimentation.

Dans cette perspective d'une action maritime, Mururoa représente une cible privilégiée. La France ne dissimule nullement qu'elle y poursuit des expérimentations et doit même en effectuer prochainement. Le fait est mondialement connu. S'en prendre à Mururoa aurait obligatoirement une incidence internationale. Techniquement, une opération se révèle parfaitement possible. Le Pacifique offre son immensité. Un ou plusieurs bâtiments récemment acquis par Greenpeace peuvent gagner les lieux et les eaux territoriales françaises sans être décelés. Les distances à franchir n'effraient en rien les militants très impliqués de l'organisation.

*

Au début du mois de mars 1985, les informations recueillies à Paris se précisent. Greenpeace a l'intention d'aller perturber la prochaine campagne nucléaire française à Mururoa. Son navire amiral, le *Rainbow Warrior* (Le combattant de l'arc-en-ciel), se rendra sur les lieux, accompagné en principe de deux ou trois bâtiments plus petits. Sa présence interdirait effectivement les essais devant se dérouler en mode souterrain du 30 avril au 26 novembre.

À Paris, la DGSE – suivant sa mission – s'efforce d'en savoir plus. Une femme ayant rang de capitaine est chargée du dossier. Elle doit obtenir le maximum de renseignements sur l'itinéraire futur du *Rainbow Warrior*.

Une femme à la DGSE ! L'armée s'est ouverte à la condition féminine. Dominique Maire, une licence en poche, a profité de la brèche et présenté avec succès un concours d'officiers. Depuis 1977, elle appartient au SDECE, bientôt dénommé DGSE. Elle a même mérité l'honneur d'intégrer au très secret et très prisé Service Action, le bras séculier de la maison. Pourquoi cet honneur ? Dominique Maire apprécie les sports virils, le karaté, le parachutisme. Et puis la Seconde Guerre mondiale a marqué sa famille. Le patriotisme y est profondément ancré. Dominique Maire, devenue Dominique Prieur, épouse d'un Saint-Cyrien servant aux pompiers de Paris, a au fond du cœur la fibre tricolore. C'est au Service Action qu'elle servira le mieux son pays.

Progressivement, les informations recueillies par Dominique Prieur se précisent. Le *Rainbow Warrior* devrait mouiller à Hawaii, aux îles Marshall, au Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), avant de cingler sur Auckland[1] en Nouvelle-Zélande où est prévue une longue escale. De là, il piquera sur Mururoa accompagné de trois bâtiments plus légers.

Âgé d'une trentaine d'années – lancé en 1957 –, le *Rainbow Warrior* est un ancien chalutier capable d'affronter la haute mer. Long de 55 mètres, il marche à 6 nœuds à la voile et au moteur peut en atteindre 12. Avec ses 555 tonneaux, il est capable d'embarquer une trentaine de passagers. Greenpeace en a fait son navire amiral et l'a déjà utilisé plusieurs fois pour ses manifestations.

*

Qui a eu l'idée initiale d'intercepter le *Rainbow Warrior* et de le neutraliser ? Qui en a donné l'ordre formel ? On ne le saura sans doute jamais avec une absolue précision. Encore que ! La DGSE est une maison mystérieuse d'où peu de choses filtrent. Son chef, l'amiral Lacoste, veille au respect du secret sur les activités de la « Piscine ». Cependant, ce marin, ancien évadé de France en 1943, est trop féru du monde politique – il a été directeur du cabinet militaire du Premier ministre – pour s'embarquer sans biscuits. L'interception d'un navire de Greenpeace ne relève pas de ses prérogatives. Il doit en recevoir mission. De fait, l'amiral subit la pression de son ministre de tutelle, le socialiste Charles Hernu. (L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, en 1981, s'est accompagnée du retour de la gauche au pouvoir avec, en 1985, Laurent Fabius à Matignon.) Le 19 mars, le directeur de cabinet d'Hernu demande à Lacoste que Greenpeace ne puisse perturber les essais de Mururoa.

Politicien habile et controversé, Charles Hernu, fils de gendarme, se double d'un militariste certainement patriote. Son ombre recouvre l'opération que prépare la DGSE et dont l'amiral Lacoste reconnaîtra en 2005 que François Mitterrand lui a donné le feu vert. Des fonds spéciaux sont alloués à cet effet. Mitterrand à l'Élysée, Hernu à la Défense, Lacoste à la « Piscine », voilà le brelan des grands responsables de l'opération destinée à écarter le *Rainbow Warrior* de Mururoa. Au-dessous d'eux, le colonel Lesquer, patron du Service Action, tisse la trame, entouré de ses adjoints. Comme ses subordonnés, il n'est que l'exécutant d'une action décidée par des politiques[2]. Car, c'est certain, une bonne part des mobiles de l'intervention se situe là. Des élections interviendront en mars 1986, soit dans un horizon proche. Le pouvoir en place ne peut accepter de subir un camouflet infligé par Greenpeace à Mururoa. L'opinion publique réagirait à son détriment.

*

Dominique Prieur se doutait que ses recherches dissimulaient quelque chose, mais quoi ? (Il n'est pas dans les habitudes de la maison de clamer très haut la couleur.) Elle comprend rapidement que les intentions de ses patrons se focalisent sur Auckland et la Nouvelle-Zélande. Les autres escales correspondent à des pays d'accès difficile politiquement ou géographiquement. Par contre, même si David Lange, le Premier ministre

travailliste, se montre violemment antinucléaire, la Nouvelle-Zélande entretient des rapports diplomatiques et commerciaux normaux avec Paris.

Les décisions se précipitent car le *Rainbow Warrior* est signalé arriver le 6 juin à Auckland. En termes militaires, cela s'appelle une reconnaissance de terrain. Une taupe qui se présentera sous le nom de Frédérique Bonlieu débarque à Auckland le 21 avril. Lieutenant à la « Piscine », archéologue à ses heures, elle a réussi avant son départ à s'infiltrer dans le cercle Greenpeace parisien. L'agent Bonlieu possède une certaine casquette. Elle affiche ouvertement son homosexualité. Ses commanditaires, sans le clamer ouvertement, estiment que cette particularité lui permettra de rencontrer âme sœur chez des militantes esseulées de Greenpeace. Ils voyaient juste. Frédérique Bonlieu, se présentant comme journaliste pour une revue scientifique, trouve aisément un cœur. Mêlant l'utile à ses penchants, elle s'introduit dans le petit monde Greenpeace d'Auckland et récolte une ample moisson de renseignements de toutes natures sur l'organisation et Auckland, avant de quitter la Nouvelle-Zélande le 24 mai. Du chevalier d'Éon à Mata Hari les services de renseignements, pour s'informer, utilisent toutes les ficelles, si graveleuses soient-elles.

*

L'agent Bonlieu a bien travaillé. La direction du Service Action y voit plus clair. Début juin, un briefing général à Aspretto, centre des nageurs de combat en Corse, réunit les participants à l'opération qui mettra en œuvre trois équipes. Nom de code du projet : *Satanic*.

Une équipe partant en voilier de Nouvelle-Calédonie apportera le matériel nécessaire en Nouvelle-Zélande. Son équipage, trois sous-officiers et un médecin officier de réserve, le docteur Maniguet, « intermittent des services secrets » suivant son expression, sera censé jouer les touristes. En théorie, les trois marins chevronnés sont là pour initier à la voile le docteur Maniguet.

Une équipe de nageurs de combat, arrivée par avion, sabotera le *Rainbow Warrior*. Les nageurs seront officiellement des professeurs de Papeete venus en excursion sportive dans les montagnes de l'île du sud. Ils constitueront ce qui sera intitulé la « troisième équipe », dont l'existence ne sera dévoilée que tardivement par des indiscrétions journalistiques.

Un couple assurera les liaisons entre les deux équipes et tout l'appui logistique Il sera composé par ceux qui deviendront célèbres – bien malgré eux – sous le nom d'époux Turenge.

Sur place, un cadre de la DGSE coiffera *Satanic*. Un mot d'ordre revient : « Pas de mort », ce qui exclut de saborder le *Rainbow* en haute mer. Il faut le frapper au mouillage. Un tel impératif accentue les risques. Le retard programmé à la mise à feu sera court. Après l'écho du sabotage, le repli deviendra délicat.

Tel est le schéma. Il soulève des objections. Pourquoi deux explosions ? Un sabotage de l'hélice ou du gouvernail suffirait. Le commandement persiste dans ses intentions. Première explosion pour effrayer et faire abandonner le navire. Seconde pour le couler. Pourquoi constituer deux équipes différenciées, l'une d'apport de matériel et l'autre de sabordage ? La même pourrait remplir les deux missions. Le tout donne beaucoup de monde sur le terrain. Onze personnes au total. Qui n'a conscience que cela représente un saut sans ventral ? Pas d'exfiltration prévue du piège néo-zélandais. À chacun de se débrouiller en fonction des circonstances. Les risques du métier !

*

À sa grande surprise, Dominique Prieur apprend qu'elle participera au voyage. Sous le pseudonyme de Sophie Turenge, elle sera l'épouse, en voyage de noces, de monsieur Alain Turenge, couverture du commandant Alain Mafart. Celui-ci, trente-cinq ans, brillant sujet, physique de jeune premier, est l'ancien adjoint du commandant de la base d'Aspretto. Il parle parfaitement l'anglais, atout non négligeable.

Le 22 juin, les Turenge, arrivés par un vol régulier, mettent le pied à Auckland. D'emblée, ils font deux découvertes. Les renseignements fournis par Frédérique Bonlieu se révèlent excessivement exacts et très complets. Une agence de voyages n'aurait pas fait mieux. Seconde constatation, moins réjouissante. En dépit de ses 500 000 habitants, Auckland donne l'impression d'une petite ville proprette, où tout semble méticuleusement ordonné. Impossible de se noyer dans le brouhaha d'une population en perpétuel mouvement style New York ou Paris. Outre les rivages renferment de nombreuses habitations. Ne pas se faire repérer paraît difficile. Dans ce pays, tout se remarque.

En camping-car de louage, le « voyage de noces » dissimule une recherche de planques et de points de rendez-vous avec les camarades qui ne vont pas tarder à toucher barre en Nouvelle-Zélande. Le chef de l'opération, Jean-Louis Dormand[3], couverture d'un officier supérieur de la DGSE, débarque. Les Turenge, en soldats disciplinés, lui rendent compte de leurs résultats. Ils ont notamment découvert un motel paisible à 20 km d'Auckland. Le cadre convient pour réceptionner les marins partis de Nouvelle-Calédonie. Ironie, ce motel appartient à David Lange, premier ministre de Nouvelle-Zélande. Les Turenge ont noté un site discret où le matériel ayant servi au sabotage pourra être immergé.

Depuis Nouméa, les marins ont pris la mer, le 13 juin, à bord d'un voilier de location, l'*Ouvéa*, un First 38 Béneteau de 12 m. Avec eux, à demi dissimulé suivant sa destination, un important équipement : combinaisons néoprène, palmes, appareils de plongée Oxyger 1957, Zodiac avec son moteur, et surtout explosifs et dispositifs de mise à feu. On le sait, ils sont quatre à bord. Heureusement, ces hommes ont l'habitude de la haute mer car le voyage se transforme en véritable épreuve. L'hiver austral est rude en mer de Tasmanie. L'équipage subit tempête, mer déchaînée, avant une arrivée trop remarquée, le 28 juin, sous les bourrasques, dans le port perdu de Whangarei, à 170 km au nord d'Auckland, à la pointe extrême de l'île. Peu avant d'accoster, le voilier a failli sombrer.

Le rendez-vous convenu à Paris est respecté. La suite s'enchaîne. Le 8 juillet, dans un cadre forestier discret, les époux Turenge récupèrent matériel, explosifs et le moteur du Zodiac qui conduira les nageurs au *Rainbow Warrior*. Ce dernier, arrivé la veille, mouille maintenant à quai dans le port d'Auckland. De leur hôtel qui domine la rade, les Turenge peuvent l'examiner tout à loisir. Le navire a belle allure avec de l'animation à bord. Manifestement, un départ se prépare.

Pour les marins, la mission est remplie. Leur travail est terminé. Ils ont livré à bon port le matériel confié. Eu égard aux conditions de la traversée et redoutant le retour devant les prévisions de la météo, ils souhaiteraient en rester là et rentrer par voie aérienne. Dormand refuse. Le voilier doit être restitué au loueur. Le 9 juillet, en fin de matinée, cap donc sur Nouméa[4].

Personne ne saurait s'étonner que des touristes fréquentent une boîte de nuit. La documentation de Frédérique Bonlieu avait permis d'en préciser une. Les deux nageurs conduits par celui que Dominique Prieur désignera sous le nom de Peter le marin, arrivés par l'avion de Papeete, sont censés y

quérir la bonne fortune. Rien de tel qu'un rock endiablé avec madame Turenge ou un pot autour d'une table pour se transmettre les ultimes consignes.

Nouvel acte indispensable. Le passage de témoin. C'est-à-dire le transfert des impedimenta aux utilisateurs, Peter le marin et son compagnon. Le motel précédemment reconnu autorise un havre propice à une double opération. Remise du matériel mais aussi préparation des charges, travail de spécialistes. Après quoi les nageurs emportant leur équipement dans des sacs spéciaux sont reconduits à leur véhicule garé non loin. Pour eux, prochaine étape, gagner leur Zodiac puis à la nuit, le lendemain soir, s'infiltrer dans le port jusqu'au *Rainbow Warrior*.

*

10 juillet. La nuit est tombée. Un ciel clair a succédé aux trombes d'eau qui avaient l'avantage d'éloigner les curieux. De surcroît la lune est pleine éclairant les lieux comme en plein jour. La nature ne tend pas à favoriser le plan qui se déroule.

Le Zodiac ne forme qu'un point minuscule sur l'immensité marine. Ses trois occupants ont coupé le moteur. À la pagaie, ils propulsent leur esquif se glissant le long des quais. Par ses dimensions, le *Rainbow Warrior* se distingue nettement. Le canot pneumatique s'immobilise dans une zone plus obscure. Les deux nageurs de combat se glissent dans l'eau et d'une coulée sûre s'approchent de la proue du navire. Leurs Oxygers, appareils de plongée de conception et de fabrication françaises d'un poids de 8 kg, ne dégagent aucune bulle en surface. Leur trace échappe au regard. Arrivés au *Rainbow Warrior*, les hommes-grenouilles plaquent les charges magnétiques sous la ligne de flottaison, puis, les mises à feu exécutées, ils rejoignent le Zodiac qui s'éloigne dans la pénombre.

Les époux Turenge attendaient pour réceptionner leur matériel et le faire disparaître. Il est environ 21 h 30. Se distingue le léger clapotis d'un dinghy. Peter le marin saute à terre. Il est seul, ses deux compagnons l'ont déjà quitté en un coin discret de la berge. Jeans, vieux pull, bonnet de laine, longue canne à pêche à la main, Peter ne se différencie en rien des honnêtes pêcheurs néo-zélandais guettant le poisson dans le coin. Rapidement, avec l'aide d'Alain Turenge, il débarque tous ses instruments et les enfourne dans le camping-car.

Le véhicule s'apprête à démarrer lorsqu'une voiture double et s'immobilise. En un éclair, madame Turenge aperçoit le chauffeur griffonner sur un papier. L'anxiété la saisit. Auraient-ils été repérés ? Dans l'immédiat, personne ne se manifeste. Sur l'heure, les Turenge ne peuvent savoir qu'un hangar proche a été récemment cambriolé. L'endroit est surveillé. Deux vigiles ont observé la récupération du matériel. L'un d'eux, en voiture, est venu relever la plaque d'immatriculation du camping-car. Là se glisse la paille dans l'acier.

Le véhicule file sans attendre laissant le port derrière lui. A l'arrière, tranquillement, Peter le marin troque sa tenue de pêcheur pour se transformer en paisible citoyen. Un bref arrêt, un rapide adieu à ses camarades avant de se perdre dans la ville. Il sait comment terminer son périple et le mènera à bon terme comme ses deux compagnons d'équipée. Son nom, à ce jour, ainsi que celui des deux nageurs, restent officiellement inconnus. Des hypothèses ont été avancées dont l'une à connotation nettement politicienne. Ceux qui savent – Alain Mafart, Dominique Prieur, Dormand, les patrons du Service Action – se taisent, respectant la règle de la camaraderie et des services spéciaux.

*

Peter le marin s'éloigne. A priori, il part avec le sentiment du devoir accompli. Les deux charges ont été fixées sur les flancs du *Rainbow Warrior*. La suite ne lui appartient pas. Aux mécanismes à retard d'assurer le déclenchement des charges explosives.

La première se déclenche normalement vers 23 h 50. Une trentaine de militants Greenpeace se trouvaient à bord du chalutier. Le réflexe immédiat de sauvegarde précipite tout le monde dehors. En quelques instants, le *Rainbow Warrior* qui commence lentement à gîter est évacué. Chacun sur le quai où était amarré le bateau suppute sur les origines de l'explosion. Celle-ci manifestement a dû provoquer une voie d'eau. Le *Rainbow Warrior* risque de continuer à s'enfoncer dans les flots. Dans la précipitation initiale, Fernando Pereira, un photographe portugais, a laissé ses appareils dans sa cabine. Il se rue à l'intérieur du chalutier pour les récupérer. La seconde explosion, quatre minutes après la première, le surprend et ouvre une large brèche par où la mer s'engouffre. Le malheureux photographe, piégé par cette irruption soudaine, se trouve bloqué et périt noyé alors que le *Rainbow*

Warrior disparaît en majeure partie dans les profondeurs du port. Le drame que la DGSE tenait absolument à éviter s'est produit. Il y a eu mort d'homme.

*

À cette heure, les Turenge ignorent tout de la tragédie qui vient de se dérouler et doivent terminer leur travail. Atteindre le coin perdu au bord d'une rivière où ils ont l'intention d'immerger tout ce qui a pu servir au sabotage. Ils avaient repéré un site favorable. Las, depuis la reconnaissance, les ondées ont transformé le sol sec en un terrain glaiseux. Le camping-car patine mais parvient à gagner le bord de l'eau. Durant trois heures, les deux « époux » bataillent pour détruire le matériel et le jeter à l'eau. Travail ingrat et fastidieux imposant à maintes reprises des allées et venues jusqu'à la rivière.

Tout s'en mêle et la fatalité s'acharne. Le véhicule s'embourbe et refuse de remonter la pente malgré les branchages glissés sous les roues. Dans le jour naissant, le couple exténué marque un temps et s'endort pour reprendre des forces. Le bruit d'une voiture les réveille. Des Maoris, manifestement en goguette, viennent de s'arrêter apparemment pour se soulager la vessie après les libations de la nuit. Braves garçons, ils se mettent à l'ouvrage et poussent avec l'ardeur d'une mêlée de rugby au pays des Kiwis. Le camping-car se retrouve sur la route. Sauvés ! Provisoirement ! Lorsque l'affaire sera éventée et plus que divulguée, ces Maoris se tairont et ne rapporteront rien de leur étrange rencontre du 11 juillet au matin. Pourquoi ce silence ? Les intéressés avaient-ils quelque chose à se reprocher ? Une incidence politique est-elle à rechercher[5] ?

*

Sur le fond, le commando contre le *Rainbow Warrior* se solde par un succès. Le navire amiral de Greenpeace a été envoyé par le fond. Il n'ira pas perturber les expérimentations françaises à Mururoa.

Hélas, en dépit des précautions prises, un homme a péri. Cette mort bouleverse profondément les acteurs de l'opération qui n'avaient aucune intention homicide dans leur coup de main. Le mauvais sort s'en mêle. La malchance frappe les époux Turenge. Alors que tous leurs autres camarades

s’éclipsent discrètement travail accompli, leur mission de récupération les a retardés et surtout obligés à transiter par le port.

Allant pour restituer leur camping-car, ils sont localisés et interpellés. Le numéro d’immatriculation relevé au port les a trahis.

Les services néo-zélandais découvrent rapidement que les passeports Turenge correspondent à des couvertures. Cette fausse identité accuse et désigne les coupables. Des agents français ont saboté le *Rainbow Warrior*. L’affaire déclenche un tollé en Nouvelle-Zélande et une crise politique en France. Mitterrand fait le dos rond. Fabius, au courant de rien, lâche son ministre. Hernu doit démissionner. Lacoste est relevé. Le conseiller d’État, Bernard Tricot, se voit confier le soin d’une enquête et la rédaction d’un rapport qui fera long feu. Quant aux faux époux, un changement politique en France – Chirac revient à Matignon – leur est bénéfique et met un terme à leur calvaire. Condamnés, ils finissent par faire l’objet d’un marchandage où les intérêts économiques de la Nouvelle-Zélande, grande exportatrice de beurre et de viande, entrent en jeu. Après quelques mois d’emprisonnement, Alain Mafart et Dominique Prieur sont transférés sur l’atoll français de Hao. En 1988, ils seront rapatriés, Alain Mafart pour raison de santé, Dominique Prieur pour perspective de maternité, son époux légitime ayant pu la rejoindre à Hao.

Le temps, les impératifs commerciaux conduiront la France et la Nouvelle-Zélande, après dédommagements, à tourner la page. Les services secrets garderont un relent amer de cette affaire. Ils auront le sentiment absolu d’avoir exécuté les ordres reçus et d’avoir été lâchés par les responsables gouvernementaux. Contrairement à toutes les traditions, des noms d’agents ont été livrés en pâture à la presse[6]. Les Turenge en savent quelque chose. Le ministère de l’Intérieur communique sans scrupules tous les renseignements désirés aux Néo-Zélandais. Le pouvoir politique ne sortira pas grandi de l’épisode *Rainbow Warrior*. Du moins, et là se situe certainement l’essentiel au regard des besoins de défense nationale, les essais de Mururoa se poursuivent sans perturbations. Greenpeace, fort du précédent du *Rainbow Warrior*, renoncera à ses manifestations contre le centre nucléaire français.

1- On sait que la Nouvelle-Zélande se compose de deux îles principales. Auckland se situe dans la partie septentrionale de l’île nord. Capitale du pays : Wellington.

2- L’intérêt national de défense paraît toutefois réel chez Hernu. Quant à Lacoste, seul ce souci l’anime.

3- Par respect pour les agents des services secrets, l'auteur s'interdit de mentionner les identités réelles. Ne sont données que celles de couverture, à l'exception des époux Turenge, archiconnues, et du docteur Maniguet aujourd'hui décédé, lequel, dans son ouvrage *French Bomber*, n'a rien dissimulé sur son personnage. Révéler les identités réelles n'apporterait rien au débat et les curiosités peuvent être satisfaites sur la toile ou par la lecture d'ouvrages consacrés à l'affaire.

4- Les événements en décideront autrement. L'*Ouvéa*, après avoir traversé une terrible tempête, sera vite suspecté. Le docteur Maniguet, interpellé à Sydney alors qu'il rentrait par avion, connaîtra des inquisitions auxquelles il échappera habilement. Pour éviter toutes fuites complémentaires, les trois marins seront récupérés en mer et l'*Ouvéa* sabordé. (Il faudra dédommager le loueur.) Ce final de l'*Ouvéa* et de son équipage enflammera les imaginations. Certains iront jusqu'à y voir l'intervention du sous-marin d'attaque *Rubis*…

5- Faut-il rappeler que les Maoris ont été les Indiens de la Nouvelle-Zélande ? Ils ont été décimés lors de la colonisation de l'île.

6- Toute la presse n'est pas à incriminer dans la divulgation de noms et d'un dossier relevant du secret défense. Des journaux se tairont. D'autres paieront cher pour obtenir et diffuser des informations.

Chapitre 13
Commando
Contre la grotte d'Ouvéa

Opération « Victor ». 1988

La France est en Nouvelle-Calédonie depuis 1853. Sur cette longue langue de terre de 400 km sur 50 km, flanquée de quelques archipels, îles ou îlots, une colonisation européenne s'est progressivement fixée aux côtés des Canaques, les enfants du pays. Ces derniers se sont parfois révoltés, globalement christianisés, et généralement adaptés à une civilisation éloignée de la leur. Au fil des années, une population, d'origine indochinoise ou polynésienne, cherchant tout à la fois refuge et travail, est venue s'adjoindre aux deux peuplements majoritaires. Une société multiraciale a semblé prendre forme sous l'égide du drapeau tricolore. Dans ce melting-pot ethnique interfèrent de puissants intérêts économiques liés au nickel.

Ce survol ne saurait estomper l'infériorité politique et sociale canaque. Les retards accumulés permettront à François Mitterrand d'écrire en 1988 : « *Il y a peu de médecins ou d'ingénieurs canaques, trente-six instituteurs sur plus de huit cents, six fonctionnaires de rang élevé sur mille*[1]. »

En 1984, ces conditions de vie des Canaques, à l'égal de celles des Algériens en 1954, expliquent bien des aspects des événements depuis le début des années 1980. L'analogie avec l'Algérie s'arrête là. Caldoches et Canaques s'équilibrent sensiblement et tous les Canaques ne s'orientent pas vers l'indépendance. S'il est des tribus indépendantistes, il est des tribus loyalistes. Quant aux autres peuplements (20 %), ils ont résolument choisi

leur camp. Le sentiment indépendantiste ne peut prétendre être majoritaire sur le « caillou »[2]. Cette réalité autorise cependant l'émergence de sentiments nationalistes matérialisés par l'existence du FLNKS (Front de libération nationale kanake et socialiste) animé par Éloi Machoro puis Jean-Marie Tjibaou. Des incidents éclatent. Le sang coule. Des Canaques, des Caldoches, des gendarmes sont tués. Une trentaine de morts, une centaine de blessés de 1983 jusqu'au début de 1988. Par contrecoup, la présence militaire, avec un fort contingent de gendarmes dont un détachement de l'EPIGN (Escadron parachutiste d'intervention de la Gendarmerie nationale), s'accentue dans l'île.

L'année 1988 s'ouvre difficile. Les élections présidentielles, prévues pour le printemps, altèrent l'horizon politique métropolitain et se répercutent en Nouvelle-Calédonie. Les indépendantistes sont décidés à agir. Les « loyalistes » refusent de se laisser bouter hors du territoire.

Le premier heurt grave éclate le 19 février à Tiéti, sur la côte est. Venu occuper un terrain tribal où doit être édifié un hôpital civil, un détachement de gendarmerie est violemment pris à partie. Plusieurs gendarmes sont blessés. Neuf sont retenus prisonniers durant quelques heures par des émeutiers. Le pire est cependant évité. Pour peu de temps.

Le 22 avril, à 7 h 30, des militants indépendantistes, entraînés par Wenceslas Lavelloi et Alphonse Dianou, investissent brutalement la gendarmerie de Fayaoué, sur l'île d'Ouvéa. Les locataires des lieux quasiment désarmés – les armes sont cadenassées au râtelier – tentent de s'opposer à cette intrusion. Quatre d'entre eux sont massacrés, froidement abattus d'une balle dans la tête ou dans le dos. Le lieutenant Florentin, chef du détachement, est quasiment laissé pour mort à coups d'armes blanches. Les autres sont faits prisonniers et emmenés en deux groupes. Le premier se dirige vers le sud avec onze gendarmes. Impressionné par le spectacle des renforts militaires et sous l'influence des autorités coutumières, il finira par se rendre le 25. Le second groupe, conduit par Wenceslas Lavelloi et Alphonse Dianou, les deux meneurs, part se réfugier dans une « grotte sacrée » dans la partie nord d'Ouvéa.

Une action de même style, engagée à Canala, échoue. Seuls quelques barrages s'édifient en divers points de la Grande Terre. Manifestement, le soulèvement d'envergure prévu reste limité.

Le drame, car c'est un drame, s'est joué à Fayaoué. Quatre gendarmes morts, plusieurs de leurs camarades otages disparus, trois indépendantistes

sérieusement blessés (ils seront soignés par les Français), des armes dérobées. Ce n'est plus un incident ou une simple manifestation. C'est un acte de guerre. Côté gouvernemental, la réaction s'enclenche dans ce sens, l'échéance électorale accentuant les clivages. Signe tangible de la détermination, Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, arrive en Nouvelle-Calédonie le 25 sur fond de tension politique en métropole. Le 24 s'est déroulé le premier tour de la présidentielle. En Nouvelle-Calédonie, le FLNKS a prescrit l'abstention. Les loyalistes ont voté.

Le problème majeur est de retrouver les gendarmes enlevés. L'île d'Ouvéa, étirée en forme de clé à molette, n'offre que des dimensions modestes[3]. 132 km^2 faiblement habités (environ 3 000 personnes). La végétation tropicale rend toutefois les recherches difficiles. Où ravisseurs et enlevés peuvent-ils se dissimuler sous l'épais manteau de verdure ? La population ne se montre guère coopérative. Par crainte de représailles ou adhésion à la cause nationaliste, elle se tait et a tendance à s'enfuir dans la brousse. Les militaires sur la trace des disparus seront accusés d'avoir utilisé la coercition. Rien n'autorise à l'affirmer même si la tuerie des quatre gendarmes ne passe pas et si les camarades sont à retrouver avant qu'il ne soit trop tard. Leur exécution pure et simple par des militants indépendantistes exaltés ne peut être écartée. Alphonse Dianou, le chef des ravisseurs, est connu pour ses moments d'excitation.

Le 26 avril, la zone de détention est localisée au cœur d'une forêt épaisse à la pointe septentrionale de l'île. Le lendemain, en début d'après-midi, le lieutenant Destremau, du régiment d'infanterie de marine du Pacifique, travaillant en liaison avec des habitants, découvre le gîte où sont détenus les otages. Il s'agit d'une vaste cavité souterraine appelée la grotte de Gossanah, du nom du village de la tribu voisine. Son entrée se situe à une extrémité d'une cuvette boisée d'environ 80 mètres de diamètre et d'une profondeur de deux à trois. Plantes et arbres de toutes natures en dissimulent l'entrée. S'approcher, éliminer les défenseurs constitueraient une opération militaire délicate.

On n'en est pas encore là. Les responsables militaires espèrent obtenir par la négociation un résultat identique à celui acquis dans le sud. Le lieutenant Destremau se présente dans cet esprit avec un haut-parleur afin d'entamer le débat. Courageusement, il descend dans le cratère où il lui a été annoncé que Dianou, le chef des ravisseurs, voulait le voir. Un

traquenard l'attendait. Destremau se retrouve 17e otage dans la grotte. Antonin Filimoehala, un canaque qui l'accompagnait en tant que dignitaire coutumier, partage son sort, manquant de peu d'être écharpé avant d'être sérieusement tabassé. L'ambiance dans la grotte s'oppose à la composition.

La nuit approche. Pour éviter une fuite des ravisseurs, le général Vidal, commandant supérieur, ordonne la mise en place, par le GIGN et l'EPIGN, d'un dispositif d'encerclement sous les ordres du capitaine Picon. L'obscurité interrompt d'éventuelles discussions.

Au matin du 27, le substitut du procureur de la République, Jean Bianconi, arrive de Nouméa. Il vient dans le cadre de la procédure contre les ravisseurs arrêtés dans le sud. Connaissant bien les Mélanésiens, il se porte volontaire pour tenter de reprendre le dialogue. L'entreprise présente des risques. Devant la grotte, l'ambiance se révèle plus que tendue. Arrivant avec le capitaine Legorjus, le patron du GIGN, Jean Bianconi écope de coups de feu avant d'être autorisé à avancer. Le substitut du procureur et l'officier sont enfin conduits devant Dianou qui se livre à une violente diatribe contre la France.

Dans sa fureur, le chef canaque se dispose à exécuter deux otages. Legorjus intercède et n'obtient la vie sauve que contre la reddition des militaires postés aux abords. Le capitaine Picon et cinq gendarmes, dont le Mélanésien Samy, viennent augmenter le nombre des otages. Avec Destremau, capturé la veille, avec Bianconi et Legorjus piégés eux aussi, et ces six gendarmes, neuf Français supplémentaires se retrouvent entre les mains d'insurgés de plus en plus excités.

Par radio – l'un des appareils saisis à Fayaoué – un dialogue de sourds s'engage. Demande de reddition contre injures. Seule accalmie, l'évacuation accordée d'un gendarme mobile gravement malade. Il sort porté par Bianconi et Antonin et est évacué par Alouette II. Fidèle à sa parole, Bianconi retourne à la grotte mais Antonin se sachant menacé de mort s'éclipse.

Les ravisseurs autorisent l'apport de ravitaillement aussi bien pour eux que pour les otages. Il était temps. L'atmosphère se détend un peu. Legorjus en profite pour tenter de jouer les intermédiaires entre Dianou et Vidal qui a installé son PC à courte distance.

Legorjus rejoint le PC Vidal vers 22 h 30 et peut apporter des renseignements précieux sur la grotte, son système de défense. Il présente les exigences des ravisseurs : évacuation de la zone par les militaires. Vidal

sur ce point ne saurait s'engager. Il a besoin de l'aval du ministre, Bernard Pons, ce qui implique des délais. Pons autorise un retrait dans l'espoir d'atténuer les tensions.

Le 28, vers 10 heures, suite à la décision du ministre, le dispositif militaire s'éloigne tandis que Legorjus regagne la grotte. Néanmoins, le nord de l'île reste isolé et sous contrôle.

À l'intérieur de la grotte, on discute. Dianou voudrait contacter le bureau politique du FLNKS, lequel n'entend pas se mouiller. Côté Pons et Vidal, l'intention persiste d'obtenir une solution par la négociation. Rendant compte à Paris, Vidal, à juste titre, souligne qu'à défaut les « pertes risqueraient d'être élevées ».

Le 29 au matin : Ravisseurs et otages dans la grotte. Bouclage militaire à distance. PC Vidal à Saint-Joseph, petit village côtier à quelques kilomètres.

Chez les ravisseurs, l'intransigeance se tempère par moments d'esprit d'ouverture. Legorjus propose à Dianou d'aller à Nouméa prendre contact avec Franz Wahuzue, un des leaders du FLNKS, et de le ramener à la grotte. Dianou accepte. Il souhaite sur le fond avoir l'aval de son mouvement. Se dirige-t-on vers une négociation ? Bianconi et Legorjus sont ainsi autorisés à quitter les lieux. Vers 10 heures, ils rejoignent le PC Vidal où l'on aspire toujours à une transaction. Legorjus part à Nouméa avec Vidal, rencontre Wahuzue, lequel ne paraît pas très enclin à s'interposer. Les journées des 29 et 30 avril se soldent par un résultat nul. À la direction du FLNKS, silence radio. Manifestement le dénouement repose sur Dianou.

Le 1er mai, Bernard Pons, toujours présent à Nouméa, envisage une tentative de médiation par monseigneur Calvet, évêque de Nouméa. Dianou n'est-il pas un ancien séminariste ? Il pourrait être sensible à la parole de son ancien supérieur. L'évêque se rend à Saint-Joseph, mais il paraît peu prudent de le laisser aller rencontrer Dianou. Monseigneur Calvet rédige un message que Bianconi, fidèle relais, apporte. La réaction de Dianou prouvera que la prudence était sagesse. (Le chef rebelle affirmera qu'il aurait sodomisé le prélat en public et cette assertion confirme son exaltation.)

Encore une journée pour rien ainsi que celle du 2. À Paris, la joute électorale Mitterrand-Chirac pour la présidentielle ne favorise guère une décision gouvernementale concertée (le second tour des présidentielles aura lieu le 8 mai). Le temps qui passe accentue l'impasse. Dianou n'entend

libérer les otages que le jour où l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie sera proclamée. Exigence irréaliste pour les Français qui redoutent le pire et veulent d'abord et surtout libérer leurs compatriotes en danger.

Dans la grotte les heures sont longues. Les otages n'ont plus de montre. Lever et coucher du soleil assurent leurs seuls repères au fond de leur trou. Car c'est une véritable fosse à deux niveaux. Au premier niveau, dans une espèce de niche, sont reclus le lieutenant Destremau et les six gendarmes repérés du GIGN. Au second niveau, cinq à six mètres en contrebas, auquel on accède par des lianes, vivent les autres otages. Les uns et les autres, suivant les humeurs des gardiens, sont menottés ou non. Ils étudient les options possibles. Celles-ci ne sont pas évidentes. Les indépendantistes sont armés et plusieurs se montrent singulièrement agressifs, menaçant ou injuriant les prisonniers. Cette agressivité leur interdit certainement de se rendre compte de la précarité de leur situation. Se rendre ou mourir, car aucune formule amiable ne se distingue. L'accord ne s'est fait que sur un point : le ravitaillement. Chaque matin, des jeunes, regardés comme les « porteurs de thé », apportent la nourriture fournie par la population et l'armée. Au fil des jours, les rapports se détendront légèrement, les membres du GIGN restant les plus menacés. Les autres gendarmes gagneront quelque liberté sans chercher à s'enfuir. Un gars du GIGN serait exécuté en représailles. Cette menace croissante sur la vie des otages conduira à frapper, faute de trouver un accord.

Commander, c'est prévoir. Depuis le 29 avril, Bernard Pons et le général Vidal songent à l'épreuve de force si besoin. Le ministre se fait écho de son propre chef. Jacques Chirac veut un dénouement rapide. Au plan électoral, pour le second tour des présidentielles, il en a besoin.

Délivrer les otages, mais comment ? Il faut des renforts et donc du temps. Vidal obtient l'apport d'éléments du 11e Choc, le bras séculier de la DGSE, et du commando Hubert. Paras et marins sont de grands maîtres des opérations spéciales. Ils l'ont maintes fois prouvé et conforteront les gendarmes du GIGN et de l'EPIGN déjà sur le terrain. Leur mise en place interdit d'agir avant le 3 mai.

Sur cette intervention la discussion est ouverte. La partie sera obligatoirement chaude eu égard au terrain et au fanatisme des indépendantistes et de leur chef. Déjà, elle prend un nom : opération *Victor* en souvenir de l'indicatif radio du lieutenant Vidal en Algérie en 1960. Les briefings se succèdent. Finalement les principes suivants sont retenus :

couverture de l'approche par une diversion sonore (hélicoptères), assaut du cratère, manœuvre interne par l'équipe du GIGN otage. Ce dernier point implique de fournir des moyens aux intéressés.

Le 2 mai, Vidal transmet au général Schmitt, chef d'état-major des armées, la version définitive de l'opération *Victor*. Il donne son estimation personnelle des pertes : « *Au mieux 2 tués, 10 blessés, au pire 10 tués, 20 blessés dont la moitié dans le commando et la moitié chez les otages*. »

Les défenseurs de la grotte sont estimés entre vingt et trente. Ces hommes possèdent un bon armement saisi à la gendarmerie de Fayaoué : Famas[4], pistolets et même une mitrailleuse AA 52. Dans un combat de jungle aux vues limitées, les Famas, d'un maniement aisé, représentent le plus grand danger. Leurs propriétaires sauront-ils s'en servir correctement ? A priori, les militants canaques possèdent les qualités du chasseur de brousse. Ils savent se déplacer discrètement, se camoufler pour observer et tirer. Leur motivation certaine en fait des combattants redoutables. L'estimation du général Vidal paraît raisonnable.

Jacques Chirac, de Paris, se montre incisif, prenant lui-même le général au téléphone :

« – Mon général, pensez-vous qu'une opération de libération des otages est possible ?

– Monsieur le Premier ministre, elle est possible mais difficile et risquée.

– Mon général, le risque encouru par les otages est très grand et l'honneur de l'armée française est en jeu. Selon vous, que feraient les Israéliens et Margaret Thatcher ?

– Ils feraient l'opération.

– Nous allons la faire mais il me faut l'accord du président de la République. Tenez-vous prêt. »

Entre-temps, deux événements importants s'interposent. Là se situe l'un des aspects les plus curieux de cette prise d'otages dont l'un d'eux, venu volontairement négocier, sert d'émissaire. Bianconi, le courageux magistrat, assure la liaison entre la grotte et le PC Vidal. Dianou, de plus en plus nerveux et violent, fait ainsi connaître ses revendications. Au retour de l'une de ses liaisons, Bianconi introduit, scotchés dans son dos, deux revolvers Smith et Wesson à barillet de cinq coups. Il apporte également une clé pour déverrouiller les menottes. Par son courage, le substitut a sauvé la vie des

otages. Le jour de l'assaut, ils auraient été massacrés s'ils n'avaient disposé de ce modeste armement.

Le magistrat s'est longuement interrogé sur son devoir. Sa déontologie professionnelle lui interdisait de s'engager activement. Les risques encourus par ses compatriotes l'ont convaincu en dépit du danger : découvert, il aurait été abattu.

Le second événement laisse supposer à Dianou la visite d'une équipe d'Antenne 2. Cette perspective flatte le chef des ravisseurs et permet de gagner du temps.

Tout serait bien si… Les rapports entre Pons et Vidal sont bons. Les subordonnés militaires suivent loyalement leur chef. Sauf un. Legorjus, pour des motifs obscurs – privilégier la négociation peut-être –, s'affranchit de sa hiérarchie. Contrairement à Bianconi, il n'est pas retourné dans la grotte. Sa liberté lui permet de contacter directement l'Élysée via son prédécesseur, le commandant Prouteau, devenu l'homme de confiance de Mitterrand, et de recommander le dialogue. Il est encore le général Jerome, commandant de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie. Il se déclare opposé à l'intervention militaire sous certaines réserves. Sa dialectique de Normand ne pèse pas. Chirac, Pons veulent agir. Vidal, soucieux de sauver les otages, se prépare en conséquence.

Le 3 mai, à 13 heures (heure de Paris), Mitterrand, du bout des lèvres, donne son accord. Il demande expressément de ménager la vie des Canaques et conclut :

« – Si ça échoue, il faudra s'en prendre à l'armée. » Curieux propos de la part du chef de la dite armée !

Il est un peu plus de 23 heures à Nouméa lorsque tombe le feu vert présidentiel. Trop tard pour déclencher *Victor* le lendemain matin. Ce sera pour le 5. Dianou est informé que la météo retarde l'arrivée des gens d'Antenne 2. Mais, dans la grotte, à Gossanah ainsi qu'à Nouméa, le bruit d'une intervention prochaine se répand. Y a-t-il eu une fuite parisienne ? Bien des indices le laisseront supposer.

*

La règle d'un bon assaut donne trois contre un. Le commando d'attaque, sous les ordres du lieutenant colonel Doucet du 11e Choc,

comprendra 34 hommes du 11e Choc, 16 du commando Hubert, 14 du GIGN, 14 de l'EPIGN. La qualité de leur armement leur assure une grosse puissance de feu.

La mise en place s'exécutera par une longue marche de nuit afin d'atteindre une base d'assaut située à une centaine de mètres du cratère. Sur cette base, les paras du Choc (capitaine Grognier), les plus nombreux, s'établiront au centre. Les marins d'Hubert (capitaine de corvette Jayot) se tiendront à leur droite et le groupe du GIGN (lieutenant Timothée) à leur gauche. Les gens de l'EPIGN organiseront une DZ proche et fourniront un élément héliporté susceptible de se glisser si besoin, par treuillage, dans le cratère. Legorjus, sur ordre – il était réticent –, marchera avec Doucet. Ainsi, contrairement à certaines assertions, le GIGN ne dirige pas l'opération ni ne fournit le gros du dispositif. Celui-ci incombe aux paras et marins[5]. Cette précision n'enlève rien aux gendarmes du GIGN qui se montreront des combattants exemplaires.

*

Mercredi 4 mai, 22 heures. Les hommes du commando, visage barbouillé comme il se doit, embarquent. En deux rotations de camion, ils gagnent un point de rendez-vous où une équipe de l'EPIGN qui a reconnu les lieux les prend en charge et les guide. En termes militaires, cela s'appelle un sacré « crapahut ». Sept heures de marche. Les armes, les munitions, le matériel divers – des masques à gaz aux appareils radio –, pèsent. La végétation entrave les pas. Malgré la lune, l'obscurité dissimule les pièges du terrain rocailleux. Seuls l'entraînement, la résistance physique, la volonté permettent de progresser sans marquer un temps de répit. Les hommes savent qu'ils doivent être en place à l'aube.

*

Jeudi 5 mai, 6 h 10. Le commando s'est aligné sur sa position de départ plus loin que prévu : 150 m au lieu de 100. Doucet, par signal radio convenu, rend compte à Vidal que tout est OK chez lui. Les deux Pumas de diversion qui orbitaient au large piquent sur le cratère. Officiellement, ils sont censés amener l'équipe d'Antenne 2.

Là-bas, les « porteurs de thé » viennent d'arriver, un peu plus tôt que d'habitude. Simple coïncidence. Le « coutumier », Joseph Tangopi, un ancien qui les accompagnait, respecte les rites. Il « fait la coutume » avec les ancêtres gardiens de la grotte sacrée.

La brousse bouche les vues. Le commando peine à situer son objectif. Pour mieux s'orienter, Doucet demande qu'un Puma se stabilise à la verticale du cratère. Chose faite. L'hélico, parfaitement repérable, se positionne en stationnaire à quelques dizaines de mètres au-dessus de la grotte. Du sol, les Canaques, aperçoivent un gendarme de l'EPIGN armé à la porte de l'appareil. Comprenant le piège, ils ouvrent le feu. Un passager est légèrement blessé. Le Puma part déposer son blessé et revient reprendre sa faction.

Le commando sait exactement où il doit aller mais l'alerte est donnée. Les ravisseurs rejoignent leurs postes de combat en bordure du cratère. L'AA 52 ouvre le feu. Ses impacts trouent les branchages et les feuilles inscrivant une zone dangereuse sur le terrain. Le commando Hubert qui progresse sur l'aile droite tente de la neutraliser. Son chef, le capitaine de corvette Jayot, est touché. Heureusement, ce n'est qu'une blessure en séton. Le toubib Gatinois intervient aussitôt. Jayot peut poursuivre. La mitrailleuse tire toujours depuis une casemate naturelle. La guerre contre les blockhaus de la Seconde Guerre mondiale a appris comment neutraliser ce type de résistance. Le lance-flammes, prévu pour le cas où, cible l'emplacement de l'AA 52. Ses jets bien dirigés transforment la casemate en brasier. Tireurs et serveurs tentant de s'échapper sont fauchés par les Famas. Hubert tient maintenant la partie du nord du cratère.

Sur sa gauche, les paras, en position centrale de la vague d'attaque, parviennent en bordure orientale du cratère. Ils l'investissent progressivement mais l'entrée de la grotte se distingue mal au milieu de la végétation.

Le petit groupe du GIGN force dans sa direction. La résistance est vive. Dianou et plusieurs des siens se sont retranchés près de ce qui apparaît comme la bouche de la grotte. Impossible de nettoyer les lieux avec des défensives. Les ravisseurs se couvrent avec trois otages. Seules des grenades offensives, moins meurtrières et à simple effet de souffle, peuvent être balancées par des mains qui ne sauraient trembler.

Sur ordre de Doucet, une escouade de paras vient renforcer le GIGN. Son chef, l'adjudant Pedrazza, est tué en s'efforçant de contourner la

résistance. Le chasseur Véron, se portant à son secours, tombe à son tour. Puis c'est au tour du gendarme Grivel d'être blessé au cou quelques minutes avant son officier, le lieutenant Thimothée, atteint à la tête. Trois ravisseurs blessés sont récupérés par les commandos et évacués. La situation, après une bonne heure de combat, paraît bloquée. Les Français tiennent les bords du cratère. Les Canaques résistent toujours à l'entrée et à l'intérieur de la grotte.

La grotte où, depuis 6 h 10, les otages vivent des moments d'angoisse. Par Bianconi, ils savaient que l'opération de leur délivrance s'organisait. Dès les premiers coups de feu, ils éclatent. La petite clé apportée par Bianconi joue son rôle. Les mains sont libres et les hommes se scindent en plusieurs groupes. Le lieutenant Destremau, les six gendarmes du GIGN et Bianconi se réfugient dans une petite niche non loin de l'entrée. Les autres, avec le capitaine Picon, se blottissent au niveau inférieur derrière une sorte de redan. Deux sont armés. Modestement mais le capitaine Picon et le maréchal des logis-chef Dubois possèdent chacun l'un des deux revolvers entrés clandestinement. Cinq coups dans chaque barillet. Tirer juste et à bon escient. Dubois, placé à quelques mètres de ses camarades, planqué derrière un monticule, les couvre mieux.

L'alerte a précipité les ravisseurs dans leurs emplacements de combat tout autour du cratère. Les « porteurs de thé », surpris par l'attaque, se sont réfugiés dans la grotte. Dans la quasi-obscurité, les minutes paraissent longues. On entend surtout les rafales et les explosions à l'extérieur. Soudain une ombre surgit. C'est Wenceslas Lavelloi, l'un des meneurs. Avec son Famas, entend-il faire un mauvais sort aux otages ? Très probable. Picon et Dubois le visent et le manquent, mais Lavelloi a compris que les otages étaient armés. Il n'insiste pas, ne pouvant imaginer que les Français n'ont plus que six cartouches. Courageusement, Samy, le gendarme mélanésien, essaye de palabrer pour gagner du temps. Lavelloi demeure inflexible.

À 7 h 30, Doucet transmet à Vidal son premier compte rendu.

« 1/ *Actuellement cratère tenu à l'exception de l'entrée de la grotte.*

2/ *8 ravisseurs réfugiés dans la grotte avec les otages. Discussions en cours.*

3/ *Pertes amies : 2 tués, 2 blessés graves, 2 blessés légers.*

4/ *Pertes adverses : 13 tués.* »

Doucet ne se trompe que sur un point. Ils ne sont pas 8 ravisseurs dans la grotte mais le double. Le patron du commando demande également une pause pour évacuer ses blessés, amorcer des discussions et sans doute compléter ses munitions. Ses hommes n'ont pas plaint leurs feux. Par moments, ils avançaient suivant le classique militaire « précédés d'une nappe de balles ». Tout ce qui bougeait ou semblait suspect était soigneusement mitraillé. Le bilan en pertes adverses est logique. Le métier a fait la différence.

*

Rien n'est gagné puisque les otages ne sont pas libérés. On les suppose tapis au fond de la grotte suivant les instructions qui leur ont été communiquées.

Les pourparlers avortent. Aux sommations de se rendre contre la vie sauve, Dianou ne réplique que par des injures. Par suite certains diront : « Il était comme fou. » Il s'agite dans tous les sens. L'âme de la résistance, c'est lui.

Durant ce temps, les blessés sont évacués, du matériel pour le second acte arrive. Le général Vidal, héliporté à faible distance, gagne le cratère. Le final s'élabore, partie délicate. Un tir de Famas et de fusils FRF1[6] couvrira l'approche de l'équipe d'assaut du GIGN, commandée par le maréchal des logis-chef Lefèvre. À l'entrée de la grotte, Lefèvre et ses équipiers projetteront à l'intérieur des grenades aveuglantes et lacrymogènes. Des tireurs d'élite s'embusquent pour ajuster les ravisseurs s'ils s'efforçaient de sortir protégés par des otages.

11 h 30. Tous les équipements nécessaires ont été distribués. Le capitaine de corvette Jayot tente une ultime négociation et crie à Alphonse Dianou :

« – Dianou ! Philippe (Legorjus)[7] ne viendra pas. Il faut libérer les otages et te rendre à la gendarmerie. »

La réplique fuse :

« – Non. Plutôt mourir sur nos terres que de se rendre et les otages mourront avec moi ! »

Le sort en est jeté face à cet irréductible qui ne manque pas de courage. La parole désormais appartient uniquement à la poudre.

La tête d'un Canaque apparaît par intermittence. Elle se dissimule en partie derrière un otage, le gendarme Addari. Vidal, maintenant avec des tireurs d'élite du commando Hubert, pense qu'il s'agit d'Alphonse Dianou. La disparition du chef pourrait déstabiliser les ravisseurs et précipiter leur reddition.

Un coup de feu claque. L'homme visé s'effondre. Ce n'était pas Dianou. Addari, légèrement touché à la jambe, en profite pour se dégager. Il boule vers deux camarades eux aussi utilisés comme boucliers. L'un des ravisseurs, Hilaire Dianou, frère d'Alphonse, réagit. Tirant sur les gendarmes, il blesse l'un d'eux sans gravité.

L'heure de vérité est tombée. Un jet de lance-flammes en direction de l'entrée de la grotte, des tirs d'appui couvrent la progression du groupe d'assaut du GIGN. Ils sont huit, commandés par le maréchal des logis-chef Lefèvre, une force de la nature. L'entrée de la grotte s'ouvre devant eux. Grenades offensives, aveuglantes et lacrymogènes se succèdent dans un vacarme épouvantable. Le bruit des détonations résonne à l'intérieur de la cavité. Protégés par leurs masques, les hommes du GIGN voient et respirent. Leurs adversaires n'ont rien pour se protéger. Deux d'entre eux, larmoyants et à demi asphyxiés, se rendent. D'autres continuent de tirer. Alphonse Dianou est blessé. Son frère, Hilaire, est fait prisonnier, indemne.

Dernier baroud ! L'ultime carré jette ses armes et se rend, aspirant à retrouver l'air libre pour respirer. Les « porteurs de thé », haletant, les suivent, heureux de s'en sortir à bon compte. Les malheureux étaient en droit de se demander s'ils n'allaient pas être confondus avec les ravisseurs.

Les otages avaient remarqué, dans le fond de la grotte, une cheminée conduisant vers l'extérieur. Ils n'avaient osé l'emprunter de crainte de tomber à la sortie sous le feu des Canaques. L'évolution du combat change tout. Larmoyant, toussant eux aussi, ils s'extraient du terrier devenu leur demeure depuis plusieurs jours, Picon ouvrant la montée avec son revolver, Dubois la fermant avec le sien.

Il est 13 h 30. Vidal peut passer un télégramme à Paris : « *Tous les otages libérés sains et saufs*. »

Avec le décalage horaire, c'est la fin de la nuit dans la capitale. Le dénouement de *Victor*, son bilan, y étaient attendus avec anxiété.

C'est terminé. Le commando quitte les lieux. Comme prévu, la prévôté en prend possession. La légalité républicaine doit être respectée. À chacun

son métier. Aux uns de se battre. Aux autres de dresser les constats judiciaires dans les normes.

Au PC de Saint-Joseph, il devient possible de dresser un décompte définitif qui donne :

Pour les Français : 2 tués, 5 blessés.

Pour les Canaques : 19 tués, 14 prisonniers.

Ces prisonniers démontrent que ceux qui se rendaient avaient la vie sauve. Tel est le cas d'Hilaire Dianou, le frère d'Alphonse, l'un des ravisseurs les plus virulents.

Djubelli Wéa, le leader indépendantiste d'Ouvéa, grand responsable de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué, a été interpellé bien avant l'assaut. Libéré par les lois d'amnistie, il sera un an plus tard l'assassin de Jean-Marie Tjibaou et abattu par un garde du corps du chef canaque.

Il est des interrogations : le sort de Wenceslas Lavelloi et celui d'Alphonse Dianou. Selon Legorjus, dans son ouvrage, *Ouvéa, la République et la morale*, paru en 2011, Lavelloi, fait prisonnier, aurait été abattu après l'assaut par des paras du 11e Choc. Mais l'ancien patron du GIGN ne fait que rapporter ce que lui aurait raconté un témoin. Il n'était pas alors présent sur les lieux. Lavelloi, selon d'autres sources, a été tué durant le combat. Quant à Dianou a-t-il ou non été l'objet de ce que les militaires dénomment « une corvée de bois » ? Le Canaque a été blessé à la jambe dans les dernières minutes de l'assaut et transporté sur une civière jusqu'à la DZ. Un toubib lui avait plaqué un pansement, fait une piqûre et posé une perfusion. A-t-il été, durant ce brancardage l'objet de sévices ? Le fait est très probable. Le blessé, ainsi que des prisonniers, est ensuite transféré par hélicoptère sur Saint-Loup. À son arrivée, il paraît quasi mourant et n'a plus sa perfusion. Normalement il devrait poursuivre par air jusqu'à l'hôpital de campagne d'Ouloup. Pourquoi est-il transféré en 4 × 4 par une mauvaise piste ? Aucun hélicoptère n'était disponible. Le voyage lui est fatal. Les Français n'avaient pas intérêt à le voir disparaître et à en faire un martyr. Outre, il aurait pu fournir des renseignements sur les commanditaires de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué. L'homme, violent, avait la mort de deux gendarmes sur la conscience. Ceci peut expliquer cela.

L'affaire de la grotte d'Ouvéa, en France, ne s'achève pas là. On oublie les gendarmes assassinés à Fayaoué, les otages et leurs épreuves, les tués de l'assaut. Des propos fallacieux du type : « *Puisque vous ne voulez pas collaborer, la France déclare la guerre au peuple Kanakak.* » deviendront

paroles d'Évangile. Les militaires, gendarmes ou non, seront regardés comme des coupables, des tortionnaires, des assassins des 19 morts de la grotte. Il fallait négocier ! Ce refrain, repris par quelques témoignages orientés, persistera, la politique s'en mêlant. Les soldats courageux d'Ouvéa seront plus sanctionnés que récompensés.

Le temps fera en partie son œuvre. La réconciliation interviendra entre victimes des deux camps. Leur souvenir sera rappelé. Chaque partie aura son mémorial unanimement respecté. L'un en l'honneur des quatre gendarmes de Fayaoué et des deux paras de la grotte d'Ouvéa, l'autre en rappel des 19 Canaques tués lors de l'assaut. Dans une Nouvelle-Calédonie paraissant s'orienter vers une solution raisonnable, la grotte d'Ouvéa, aujourd'hui, reste en mémoire, elle appartient au passé. Un passé qu'on souhaite ne pas voir se renouveler. Les divers peuplements, condamnés à vivre côte à côte, préfèrent que ce soit dans la paix plutôt que dans le sang.

1- *Lettre à tous les Français* (avant les élections présidentielles de 1988).

2- Sans parler de l'absence de l'élément fédérateur et xénophobe que représentait l'Islam en Algérie.

3- Elle a l'avantage de posséder dans sa partie sud, à Ouloup, non loin de Fayaoué, un bon terrain d'aviation qui la met à une heure de Transall de Nouméa.

4- Fusil semi-automatique de calibre 5,56 m/m pouvant tirer par rafales de trois.

5- Contrairement à l'affaire du *Rainbow Warrior*, les noms des exécutants n'ont pas à être dissimulés, au contraire. Il s'agit de soldats courageux risquant leur vie pour réaliser une mission afin de sauver des compatriotes. Ils méritent d'être honorés.

6- Fusil de précision de calibre 7,5 m/m.

7- Le capitaine Legorjus qui a suivi Doucet durant la première phase n'est plus là. Il est parti se « changer » au PC de Saint-Joseph. Pour Dianou, Legorjus avait été l'un de ses intermédiaires initiaux. Le Canaque sait qu'il est le patron du GIGN engagé contre lui.

Chapitre 14
Commando contre le président algérien Mohamed Boudiaf

29 juin 1992

Dans un commando militaire « classique », tout s'éclaire. Ses fondements, son déroulement, son repli, car il importe de préserver un personnel de haute qualité. Dans le commando de Skorzeny pour libérer Mussolini[1], dans ceux de Stirling et du SAS pour frapper les aérodromes allemands du désert libyen, on sait d'où émanent les ordres, comment les opérations se déroulent et s'achèvent.

Rien de tel dans le cas du commando pour assassiner Mohamed Boudiaf, le 29 juin 1992. Si le tueur paraît identifié sans ambiguïté, tout le reste s'entoure de mystère. Qui a commandité l'acte ? Pour quels mobiles Boudiaf a-t-il été abattu ? Même le sort du meurtrier échappe. Pourquoi ces ombres ? Parce qu'il s'agit d'un commando de caractère politique et que la chose politique laisse souvent un arrière-goût de faisandé. Il vaut mieux s'abstenir de fouiller afin de ne gêner personne.

Ce jugement à l'emporte-pièce n'interdit pas pour autant d'écarter l'évocation de ce coup de commando. L'attentat fomenté contre le président Boudiaf relève de l'histoire de l'Algérie et d'un aspect tragique du cours de l'humanité : éliminer un individu gênant. Le destin réservé à Boudiaf n'est ni le premier ni le dernier du genre.

*

L'Algérie vit mal son indépendance. À peine intronisé, Ben Bella est renversé par son éphémère allié Boumediene. Ce dernier emporté par la maladie, les généraux, seuls dépositaires d'une force organisée, se disputent la place. En 1991, les Islamistes semblent mettre tout le monde d'accord en remportant les élections. Solution que l'armée ne saurait accepter. Le FIS au pouvoir signifierait la fin des privilèges de messieurs les hauts dignitaires militaires. Les baïonnettes tranchent le débat. Ceux que l'on appelle les décideurs, un petit clan de généraux et de colonels, conservent les rênes de l'attelage pour leur plus grand profit.

Le bât les blesse sur un point. La majorité de ces décideurs sortent des rangs des DAF, les Déserteurs de l'armée française. Ils ont su rallier le FLN en temps opportun alors qu'ils étaient jeunes officiers. Cette volte-face ne leur apporte aucune légitimité. Cette légitimité indispensable à leur oint officiel, ils pensent la trouver en la personne de Mohamed Boudiaf qui apparaît le mieux placé pour leur servir d'écran.

Boudiaf, l'enfant de la région de M'Sila dans le Sud Constantinois, né en 1919, est incontestablement une figure du nationalisme algérien. Cet ancien combattant d'un régiment de tirailleurs, médaillé militaire, prend le cap très tôt, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Militant engagé, il s'affirme l'un des neuf historiques qui déclenchent l'insurrection du 1er novembre 1954. L'indépendance obtenue, il dénonce la dictature de fait de Ben Bella et de son successeur. Condamné dans son pays, il vit en exil au Maroc.

L'homme est connu pour son passé, son intégrité, son esprit démocratique. Cet incorruptible qui n'a pas fait fortune avec les fourgons de l'indépendance symbolise le courant d'air frais dont l'Algérie de 1992 a tellement besoin. Sollicité de rentrer pour prendre la présidence du HCE, le Haut Comité d'État, par patriotisme, il finit par céder dans l'intérêt de son pays. Le 2 janvier 1992, il rentre en Algérie, accueilli comme le héros providentiel. Il sera celui qui assainira la maison, traquant les voleurs.

Le nouveau Président va bientôt déranger. Il condamne sans appel l'intégrisme et ses tenants. « *Plus jamais de FIS. Ah non ! Plus jamais ça*. » Il lutte contre la corruption généralisée. Quant aux décideurs, il s'efforce de les écarter des sommets. Il envoie des enquêteurs en France pour scruter leurs comptes bancaires. Il s'efforce de pousser vers la sortie le général Lamari, le grand patron de l'armée. Devant son comportement et son

intransigeance morale, ses fidèles s'inquiètent et lui conseillent de se garder surtout lors de ses déplacements fréquents à l'intérieur du pays.

*

Lundi 29 juin 1992. Mohamed Boudiaf, homme d'exactitude, arrive à l'heure au palais de la Culture de Bône (Annaba), la grande métropole du Nord Constantinois en bordure de Méditerranée. Saint Augustin, le Berbère natif de Souk Ahras, seize siècles plus tôt a hanté ces lieux. Une basilique s'élève en son honneur sur les hauteurs proches d'Hippone.

Le Président débute sa visite par une exposition dans le hall du palais puis à 11 h 20 prend place sur l'estrade de la grande salle de réunion face à tous ceux qui comptent à Bône, cadres, chefs d'entreprises, notables. Tous portent un badge délivré par les services de sécurité. Aux côtés de Boudiaf, assis à une longue table, une petite brochette de huit personnalités. Sur la table, des fleurs coupées. Derrière, pour masquer les fonds, de grands rideaux ocre. Là se tiennent, bien qu'on ne les voie pas, les membres vêtus de bleu du GIS, le Groupe d'intervention spéciale, chargé de la sécurité. Partout bien en vue des drapeaux algériens. La presse conviée, la télévision algérienne rapportent l'événement. Par-delà les Bônois, Boudiaf veut une fois de plus s'adresser à tous ses compatriotes pour les exhorter à s'unir et leur présenter ses projets.

D'entrée, l'orateur se veut philosophe : « *L'être humain n'est que de passage ici-bas. La vie est brève, nous devons tous disparaître un jour*. » Puis il enchaîne sur l'économie, l'emploi et aborde la question religieuse. Entreprise délicate, l'Islam étant religion d'État en Algérie. Il parle donc de progrès et de religion, déclarant : « *Les pays développés nous devancent grâce à leurs connaissances scientifiques mais…l'Islam…* » Il est 11 h 35. Un claquement sec presque comme un coup de pistolet se fait entendre à droite de la tribune, mentionnera par la suite un journaliste présent. Boudiaf, surpris, s'arrête et tourne la tête pour découvrir ce qu'il en est. *L'Islam*, ultime mot prononcé par un homme qui, au fond de lui-même, est un croyant fervent.

Quel était ce bruit interrompant le fil du discours du Président ? Les avis des témoins divergent. Celui d'une grenade qu'on dégoupille, diront certains. Ce déclic pour libérer la goupille n'est jamais très fort. Alors ? Un point est sûr. Il a détourné l'attention de Mohamed Boudiaf.

Soudain, un homme sort de derrière le rideau. Pas très grand, vêtu de bleu comme les gardes du corps du groupe de sécurité. Il tient un pistolet mitrailleur, une Kalachnikov, à hauteur de la hanche. L'individu donne l'impression d'hésiter et lentement vient se placer un bon mètre à l'aplomb du Président. Les personnes présentes dans la salle le distinguent durant trois à quatre secondes. Boudiaf lui-même l'a très bien remarqué et semble s'étonner de cette apparition.

Brutalement, dans le silence tombé sur la salle, un crépitement rageur. L'homme en bleu a appuyé sur la détente de son arme qu'il pointe en direction de Mohamed Boudiaf. À cette distance, il ne peut manquer le Président qui, frappé dans le dos, s'écroule. Le tireur vide son chargeur. Ses balles s'éparpillent aussi bien sur sa victime que sur l'assistance qui aussitôt se colle à terre et essaye de se protéger sous les fauteuils.

La surprise est telle que personne ne réagit. D'autres militaires en bleu, peut-être une cinquantaine, stationnaient au fond de l'estrade. Aucun ne bouge. Seraient-ils tétanisés ? La télévision algérienne continue de filmer ce qui se déroule. Une grenade explose sur l'estrade et ajoute au désarroi général. Est-ce celle supposée dégoupillée quelques secondes auparavant ? Le tireur en bleu profite de la confusion générale. Il s'esquive par une porte latérale et court dans la rue avant de se réfugier dans une maison. Une femme l'entend dire : « Appelez la police ! »

Interpellé quelques minutes plus tard, le suspect reconnaît s'appeler Lambarek Boumaârafi, sous-lieutenant au GIS, spécialiste en tir et karaté. Il déclare avoir agi seul et au nom de l'Islam.

Mohamed Boudiaf est mort sur le coup. Dans la salle, on dénombre une quarantaine de blessés. Par inadvertance, un garde du GIS a fait feu, blessant un policier et déclenchant une fusillade à l'intérieur de la salle. Des rumeurs affirmeront que l'ambulance conduisant la dépouille du Président à l'hôpital de Bône aurait été trouée par des impacts de balles. Elles ne peuvent que renforcer les interrogations sur un meurtre qui, s'il n'apporte rien à l'Algérie, a certainement servi certains intérêts. Car la question primordiale se situe là. Qui a commandité cet attentat contre le Président algérien en exercice ?

Boumaârafi ne sera jugé qu'en juin 1995 et confirmera ses déclarations en insistant sur la solitude de son acte. Il n'en dira pas plus, donnant pour unique mobile de son geste sa foi religieuse qui lui prescrivait d'éliminer un

ennemi des vrais croyants. Condamné à mort, il ne sera pas exécuté et serait toujours en vie.

Bien peu acceptent cette version des faits d'un commando réalisé par un seul individu. Deux hypothèses s'opposent. Islamistes ou militaires ?

Certes Boudiaf, au lendemain du coup de force contre les Islamistes du FIS de janvier 1992, peut apparaître comme la couverture des militaires ayant mis fin au processus électoral conduisant les Barbus vers le pouvoir. Lui-même, à titre personnel, s'opposait à un intégrisme pur et dur. Ces raisons justifient-elles son assassinat par un Islamiste ? Boumaârafi affirmera avoir agi en tant que tel. Peut-il être crédible ? Torture ou pression de toutes sortes ont pu orienter ses propos. Personne dans le camp intégriste ne mentionnera la moindre participation, à un degré quelconque, au meurtre du 29 juin 1992.

En revanche, des révélations ultérieures alourdissent le dossier et conduisent à envisager l'existence d'un véritable complot d'une autre origine. Le colonel Samraoui, ancien haut responsable des services secrets, après avoir claqué la porte en 1996, publie en 2003 un véritable brûlot : *Chronique des années de sang*[2].

Il révèle que Boumaârafi ne devait pas faire partie de l'escorte présidentielle. Il a été désigné sur ordre exprès du colonel Smain Lamari[3]. Or ce Smain Lamari, futur général, est une figure bien connue. Il est l'un des personnages clés de la Sécurité algérienne et, en toutes occasions, se révèle un agent d'exécution aux ordres des « Décideurs ». Deux jours avant l'attentat, Lamari rencontre personnellement Boumaârafi. Au lendemain du meurtre, il se précipite à Bône pour récupérer l'accusé qui aurait dû normalement rester entre les mains de la gendarmerie. De là à en déduire que Lamari a ordonné à Boumaârafi de tuer Boudiaf, il y a un pas que Samraoui franchit sans états d'âme. Sinon, pourquoi cette désignation, pourquoi cette mainmise sur l'assassin ? Samraoui ajoute que la grenade lancée par Boumaârafi lui a été remise personnellement par Lamari, ce type d'engin étant un matériel très surveillé en Algérie.

Sur les mobiles du crime, l'auteur de *Chronique des années de sang* revient sur des raisons en partie évoquées. Il écrit : *« En moins de trois mois, il (Boudiaf) avait mis à l'écart trois généraux du cercle décideur : Mohamed Lamari, le commandant des forces terrestres, Hocine Benmaalem, le chef du département des affaires de sécurité à la présidence et Noured-Benkortbi, le chef du protocole ! Ces mises à l'écart, la prise de*

bec avec le général Toufik[4] *(qu'il envisageait de limoger), sa position dans le conflit du Sahara occidental, les enquêtes sur les malversations qu'il avait entamées (il prévoyait de remplacer Sid Ahmed Ghozali à la tête du gouvernement par Saïd Sadi ou par Amine Benebderrahamane) et le parti politique qu'il voulait créer (le RPN – Rassemblement patriotique national – qui tomba à l'eau dès que Boudiaf fut assassiné) : tout cela a fait du président Boudiaf un homme à abattre. »* La conclusion de Samraoui frappe par sa pertinence. Dans l'ère troublée que vivait l'Algérie, pour les « Décideurs », Boudiaf ne faisait qu'un cadavre de plus et ces gens-là ne se montraient pas chiches en ce domaine.

Connaîtra-t-on un jour la stricte vérité ? Peut-être lorsque la présente dictature militaire en Algérie s'effondrera. Des témoignages, des textes sortiront, apportant un éclairage décisif.

Ils révéleront les vrais coupables et confirmeront qu'un commando, quel qu'il soit, répond toujours à une minutieuse préparation dont le secret reste l'un des critères.

1- *Histoire des commandos*, tome 1.

2- Denoël Impacts, 2003, *op. cit.*

3- Homonyme du général Mohamed Lamari.

4- De son vrai nom, Mediene Mohamed, chef du DRS depuis 1990, l'un des généraux les plus influents de l'armée.

Chapitre 15
Retour dans l'honneur.
le commando d'un aviateur

Juin 1995

2 juin 1995, 13 h 15 de l'après-midi. À vingt secondes d'intervalle, deux chasseurs F-16 décollent de l'importante base aérienne américaine d'Aviano, en Frioul-Vénétie, au nord-est de l'Italie. Ces avions de combat, capables d'atteindre 1,8, voire 2,05 Mach, correspondent à ce qui se fait de mieux en appareils de ce type. Fortement armés, canon de 20 m/m et missiles, ils ne présentent qu'un point faible. Leur rayon d'action imposant des ravitaillements en vol. C'est avec ces appareils et des F-15 qu'Israël a bombardé la centrale nucléaire irakienne d'Osirak en 1981[1].

Le capitaine Wilbur, chef de patrouille, indicatif radio *Basher 51*, pilote le premier F-16. Le capitaine Scott O'Grady, *Basher 52*, est aux commandes du second. Âgé de vingt-neuf ans, O'Grady a déjà du métier. Il a servi en Corée du Sud, en Allemagne et depuis plusieurs mois appartient au 31e Fighter Wing basé à Aviano. Les deux F-16 partent dans le cadre de l'opération Deny Flight engagée par l'ONU et l'OTAN en avril 1992. Ils ont mission de surveillance et d'interdiction de vol dans une partie de l'espace aérien au-dessus de l'ex-Yougoslavie en guerre. En Bosnie-Herzégovine, les groupes ethniques et religieux se déchirent et les Serbes orthodoxes tentent d'imposer leur loi aux Bosniaques musulmans. Conflit fratricide entre anciens membres d'une même nation, conflit meurtrier où les lois de la guerre sont rarement respectées. Intervenant aux plans

politique et humanitaire, les Nations Unies s'efforcent d'arbitrer et de contrer les excès des belligérants. De là, le vol traditionnel des F-16 de Wilbur et O'Grady, décollant pour travailler dans la région de Bilhac, dans le nord-ouest de la Bosnie.

Il fait beau, la météo est prévue bonne sur le parcours et la Bosnie. Arrivés à 27 000 pieds, les deux appareils volent à 400 miles à l'heure. Avant la côte croate et les collines du paysage bosniaque, le bleu de l'Adriatique s'admire durant quelques minutes. Puis, cap sur Bilhac pour ratisser la zone impartie par de larges ovales. RAS, hormis un petit appareil de faible vitesse aux abords du terrain d'aviation serbe d'Ubdina et respectant la zone de non-vol.

Vers 14 h 30, les deux F-16 piquent sur l'Adriatique pour refaire les pleins. Le gros tanker, un Boeing 707, attend fidèle au rendez-vous. À 330 miles/heure, à tour de rôle, Wilbur et O'Grady se réapprovisionnent afin d'effectuer la seconde partie de leur mission. Pour ces pilotes confirmés, cette opération délicate semble presque de la routine avant de remettre le cap sur Bilhac.

La ronde reprend. O'Grady couvre son leader, 1 000 pieds au-dessus de lui. Soudain, le système d'alerte de Wilbur l'avertit qu'il est « spiked ». Dans le jargon aéronautique américain, traduire par tombé dans le champ d'un radar. Radar signifie danger. Un radar implique l'existence d'un missile sol-air capable de frapper haut dans le ciel.

Si des missiles stationnent dans le secteur, ils appartiennent certainement à la catégorie que les Américains dénomment SA-6 Gainful. De fabrication soviétique, connus sous l'appellation d'origine de 2K12, ces engins d'une portée de 24 000 mètres déboulent à Mach 2,8. Leur vitesse d'approche les rend particulièrement dangereux et les Serbes en possèdent quelques-uns vendus, hier, à la Yougoslavie. Conscients du danger, les pilotes américains redoublent de vigilance. Leurs montres, maintenant, indiquent 15 heures dépassées de trois minutes.

O'Grady, à son tour, tombe dans le champ du radar. Alors qu'il se prépare à pousser son F-16 à la limite de ses possibilités pour échapper à une éventuelle attaque, une lueur rouge éclate sur sa droite. Un missile vient d'exploser entre lui et Wilbur. Puis, soudain, comme sous le coup d'un gigantesque uppercut, F-16 et pilote sont secoués par un choc violent. L'avion se scinde en deux. Dans une fraction de seconde, le capitaine O'Grady voit devant lui une poignée jaune, surmontée d'une inscription en

lettres blanches sur fond noir : « Pull to eject ». Sa main gauche l'agrippe et tire.

« Quitter le train en marche », disent les aviateurs dans ce type de situation. Le dispositif d'éjection pour sauvegarder la vie des aviateurs en difficulté a été longuement étudié et mûri. La verrière bascule. Le siège éjectable avec son passager se retrouve propulsé dans les airs. Un petit parachute en extrait un gros de sa gangue. Siège et passager descendent vers la terre. À 14 000 pieds, un second mécanisme intervient. Le siège se sépare du pilote qui poursuit sa chute tout seul, suspendu au harnais du parachute. Un sac contenant le matériel de survie se détache à son tour et, véritable *leg-bag*[2], s'en va pendre attaché par une sangle trois ou quatre mètres au-dessous de son futur utilisateur. Il renferme des choses précieuses, ce sac : des vivres, une carte, un récepteur GPS, une boussole…

O'Grady a ressenti quelques sueurs froides – en a-t-il vraiment eu le temps ? Par contre, sa pensée s'est tournée vers l'Éternel : *« Mon Dieu, ne me laissez pas mourir ! »* Tout jusqu'alors s'est parfaitement déroulé. Le voici maintenant pilote américain de F-16 en train de descendre vers la terre bosniaque qu'il sait hostile. Le plus dur pour lui reste à faire : échapper à la mort ou à la captivité. Les Serbes n'aiment pas les enfants de l'Oncle Sam et son parachute de couleur, orange, vert, blanc, se repère de loin[3].

Se balançant sous la coupole de son parachute, le rescapé du F-16 s'interroge sur son point de chute. Il estime avoir été abattu non loin de la petite ville de Mrkonjic Grad[4], en plein cœur de la Bosnie-Herzégovine, à une bonne centaine de kilomètres au nord-ouest de Sarajevo. Un vent léger le déporte vers le sud et le paysage défile sous ses pieds. Une route où semble circuler un camion rempli de soldats, suivie d'une étendue vallonnée et boisée. Le capitaine O'Grady la dépasse quelque peu mais est-il destiné à atterrir sur le faîte d'un arbre ? C'est son jour de chance, une mince clairière s'ouvre devant lui. Le capitaine a eu l'occasion d'effectuer un stage de parachutisme. Il se souvient de la bonne manière d'aborder la terre ferme. Jambes jointes et légèrement ployées.

Cette DZ d'occasion se voulait herbeuse et humide. O'Grady touche le sol sans dommages, s'affalant sur le côté gauche. Rapidement, il se débarrasse de son harnais, agrippe son sac de survie tombé à ses côtés, s'assure de la présence de son poste radio, de son pistolet Beretta 9 m/m et file à l'intérieur des bois. Il croit déjà sentir des poursuivants à ses trousses, car la route où roulait le camion est à proximité.

L'homme traqué a avalé une sente qui le conduit dans les profondeurs de la forêt. Il ne saurait aller vite et loin. Son sac pèse une dizaine de kilos. Sa combinaison de vol le handicape. En conséquence, il choisit de se camoufler sous des branchages dans le creux d'une racine d'arbre. L'endroit est sombre. À distance se distinguent des bruits de moteur. Des véhicules débarquent des gens pour le rechercher.

O'Grady sent qu'il risque d'être découvert. Il doit auparavant prévenir ses amis qu'il est toujours vivant. Rapidement, il sort l'antenne de son poste radio et lance à l'intention de son camarade de vol qui doit continuer à cercler au-dessus :

« – Wilbur, c'est Zulu !

– Wilbur, c'est Zulu ! »

Aucune réponse ! Wilbur n'entend pas Zulu. Inutile d'insister, des bruits de pas se font entendre.

Deux hommes passent à quelques mètres sur le sentier. Un vieux et un plus jeune. Ils parlent à haute voix. O'Grady les voit, eux non et ils poursuivent leur marche.

L'alerte a été brève. La seconde survient une minute après. Manifestement, ces nouveaux venus ratissent le terrain. Ils s'avancent en fouillant les buissons et s'interpellent d'un groupe à un autre. Aucun doute. Ces gars-là sont armés. Chacun d'eux tient un fusil à la main. O'Grady ne se fait pas d'illusions. Ils sont là pour tuer. Face à ces tueurs, il n'est qu'un recours, la prière. Un coup de feu éclate, tout proche. Pourquoi ? Pour effrayer le fugitif peut-être et le forcer à se manifester. Un fugitif qui se réjouit d'être toujours célibataire. Sa vie, à cette heure, s'accroche à bien peu.

Les heures s'écoulent et toujours des coups de feu de temps à autre. Les voix toutefois se sont éloignées. La chasse à l'homme a changé de secteur.

Vers 18 heures, O'Grady tente un autre appel radio : « – Ici, Basher 52. » Aucune réponse.

Les jours n'en finissent pas en juin. La nuit tombe tard. Plus d'échos des poursuivants. Ou ils ont renoncé ou ils reviendront demain. L'obscurité, enfin, autorise O'Grady ankylosé par sa longue immobilité à essayer de dégourdir ses membres. Six heures qu'il se terrait sous ses branches ! Faire remuer des bras et des jambes complètement engourdis n'est pas si simple. Heureusement que l'intellect impose sa loi.

La nuit est silencieuse, noire comme une tombe. Seules quelques lumières scintillent à l'horizon. Un village peut-être. Vers minuit, après s'être complètement déséquipé et avoir camouflé le superflu, O'Grady se décide à partir. Il compte s'éloigner au maximum de la route, marcher vers le sud et gagner une hauteur. La liaison radio passera mieux. Un point le chagrine. Sa réserve d'eau. À peine un quart de litre. Les vivres de survie, par contre, lui permettent de subsister vaille que vaille.

L'aviateur dans sa progression retrouve des réflexes de voltigeur de pointe. Stopper, écouter, regarder. Et la marche reprend, guidée par la boussole. Elle emprunte un sentier, puis se faufile entre les arbres.

À un arrêt, l'écran du GPS signale « 1 Satellite ». Il est possible de se situer et de lire ses coordonnées, latitude, longitude. Un renseignement indispensable à l'intention de ceux qui recherchent le pilote abattu. Par contre, la radio ne donne rien. Le bref message « – Ici, Basher 52 » ne semble trouver aucun écho. L'écran d'une colline bloque.

Cet homme isolé au milieu d'un univers hostile possède, au fond du cœur, une foi solidement ancrée. La prière accompagne ses pas et lui apporte confiance. Il s'en sortira.

Vers 4 heures du matin, il tente deux nouveaux essais radio. Très courts pour ne pas se faire repérer. Aucune réponse. Le naufragé, à défaut, s'accorde une gorgée d'eau, cette eau si précieuse dont il est affreusement démuni.

L'aube ne tardera pas. Il est temps de se dissimuler à nouveau sous les fourrés. Quelques vitamines tirées du sac de survie serviront de petit déjeuner.

Première alerte de cette seconde journée. Deux voix d'hommes presque identiques à celles de la veille. Elles se rapprochent, passent à proximité et s'éloignent. À qui appartiennent-elles ? Deux paysans, deux forestiers, deux soldats ?

Dans le courant de l'après-midi, grondement d'un hélicoptère volant bas frôlant la crête des arbres. Quelle nationalité ? Serbe incontestablement, avec deux hommes à bord. Bien camouflé sous ses feuillus, O'Grady les distingue scrutant le sol sans qu'ils ne le remarquent. Le « ventilateur » tourne durant une quinzaine de minutes dans les parages avant de changer de secteur.

Ce survol, cette quête manifeste à son endroit, confortent les sentiments de l'Américain. Pas question d'abandonner, de se rendre. Il appartient à un

groupe ayant pour devise : *Return with Honor*. Rentrer avec honneur. Lui, capitaine Scott O'Grady du 31e Fighter Wing, il rejoindra son unité la tête haute. Toute son énergie doit tendre à ce but. Il sait aussi que la récupération d'un pilote, par des hélicoptères amis, exige du temps. En conséquence, il lui incombe de s'organiser pour durer.

Une nouvelle nuit, coupée de moments de sommeil. Dix à vingt minutes chaque fois. Pas plus. L'esprit reste tendu et les oreilles aux aguets. Deux ou trois appels radio. Sans résultats.

Aube d'une troisième journée en Bosnie. Un dimanche. La prière seule permet de célébrer le jour du Seigneur. Au menu, à titre de dessert, mâcher quelques feuilles. C'est un moyen de grappiller un peu d'humidité. Dans les lointains, on distingue des cloches d'un troupeau de vaches en pâture. Dans l'après-midi, un nouveau survol d'hélicoptère qui n'insiste pas.

Minuit. O'Grady quitte sa cache, résolu à s'enfoncer encore plus vers le sud et à gagner des hauteurs d'où sa radio porterait. Le ciel s'est éclairci et la Polaire sert de phare, doublant la boussole. Des prés, par intermittence, remplacent les bois. En fin de nuit, un pied de falaise avec un arbre et des buissons assure un gîte favorable. Unique visiteur du coin, un écureuil noir, longue queue et oreilles pointues. L'aviateur s'attendait à d'autres rencontres signalées par son guide du parfait évadé : ours, loups, sangliers. Aucun de ceux-là hormis cet animal inoffensif. Naturellement, des oiseaux virevoltent. À aucun moment ne survient l'idée d'en tuer un pour améliorer l'ordinaire.

Lundi 5 juin. Deux appels radio durant la nuit et aucun écho. Un jet laisse une traînée dans le ciel. Un ami a priori, car les Serbes n'en ont pas. La lame du poignard rend l'image d'un visage à la barbe drue et aux traits creusés. Normal au terme de quatre jours d'errance sans grand festin. L'organisme accuse le froid nocturne, l'humidité et la soif. La dernière gorgée d'eau a été avalée. La langue se fait sèche, les lèvres gercent. Le capitaine aviateur, à cette heure, ignore certainement les propos d'un autre aviateur, Henri Guillaumet, après s'être extrait de la cordillère des Andes : « *Ce que j'ai fait, jamais aucune bête au monde ne l'aurait fait.* » Sans le savoir, il tend à l'imiter. Il ira jusqu'à manger des fourmis, enseignement tiré d'un stage de survie.

En milieu d'après-midi, des cloches réveillent le dormeur. Des vaches ! Elles broutent en contrebas de l'escarpement. Deux approchent à quelques

pas. Au bout d'une heure, ces paisibles ruminants optent pour un changement de pâture. Mieux vaut ! Un berger aurait pu venir les chercher.

La pluie n'était pas prévue. D'abord, un grondement suivi d'un orage qui se déclenche en fin de journée et se prolonge. L'ondée ruisselle de partout et transperce les vêtements. Du moins, elle écarte les visites et signifie de l'eau. Une eau à recueillir avec soin, tâche difficile avec les moyens du bord. Les pochettes ayant contenu du liquide pour servir de vasque. Surtout une éponge qui aspire ce qui coule sur l'enveloppe du sac de survie. Après des heures d'efforts, le tout permet d'obtenir une pinte d'un liquide coloré mais buvable quand on a vraiment soif. Ce qui est le cas.

Les éléments se calment. Les étoiles brillent dans un ciel redevenu clair. Vénus resplendit. Cette météo favorisera les appels radio. Devant ses insuccès précédents, O'Grady tente une nouvelle formule en changeant de fréquence et en lançant un signal de détresse sur le canal de garde. Évidemment, les Serbes sont à l'écoute. L'émission doit être brève.

Le canal de garde est en service. On le perçoit distinctement. Premier appel vain. Second dix minutes plus tard. Et délivrance, une voix, en anglais, faible mais audible. Puis une réponse au message transmis : « – Basher 52, ici Flashman, écoutez-moi ! »

Le contact est pris. Et se perd. Rien n'est gagné. L'enfant perdu au fond de la Bosnie refuse de désespérer. Il a confiance en Dieu, en son pays, en ses camarades. Pour sa famille, il se sortira de ce mauvais pas.

La journée du mardi 6 s'écoule sans incidents notoires. Durant l'après-midi, un jet passe à haute altitude, comme le rêve d'un passé si proche et aujourd'hui si loin. À la nuit tombée, O'Grady, par prudence, décide d'abandonner sa cache. Il emprunte une piste de fortune et s'enfonce plein sud. Il envisage de marcher jusqu'à une heure avant l'aurore. Des rochers, des arbres touffus sur une hauteur lui procurent un nouveau repère qui a l'avantage de fournir un observatoire avec vues lointaines. Des troupeaux paissent à distance. Tout le long du jour, le froid et la soif restent l'ennemi.

Autre coucher du soleil suivi d'une pleine lune. O'Grady qui se refuse à perdre espoir repère une petite clairière qui ferait une excellente zone de poser d'hélicoptère. Se déplaçant discrètement dans l'obscurité, il en relève les coordonnées avec son GPS.

Plusieurs essais radio en direction du canal de garde. « *Seul le silence est grand* », dit le poète. Le silence radio ne trouble pas celui de la nuit.

« *Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage* », dit un autre poète. O'Grady persévère. À 2 heures du matin, ce 7 juin, trois clics lui répondent. Ils prouvent qu'un contact se révèle possible.

Mercredi 7 juin, 23 heures. Le capitaine Hanford Thomas Oren, « T.O. » pour les amis, en mission de routine, à 25 000 pieds, cercle au-dessus de la Bosnie, à environ 75 miles à l'ouest du crash d'O'Grady. Son équipier, le capitaine Clark Highstrete, le couvre. Le ciel est clair et les écrans d'alerte radar ne signalent rien. Après le clash d'O'Grady, la prudence s'impose.

Mercredi laisse place à jeudi. À 1 h 25, les deux pilotes reçoivent le classique « RTB », Return to base. Mission accomplie, ils peuvent retourner à la base. Hanford possède encore du potentiel et peut demeurer sur zone 40 minutes supplémentaires. Autorisation accordée. Dans le fond de lui-même, le capitaine garde une arrière-pensée. O'Grady est un copain et les copains c'est sacré. Rien ne prouve qu'il est mort. Il faut poursuivre les recherches.

Laissant à Highstrete le soin d'assurer la liaison avec la base, « T.O. » passe sur le canal Alpha, celui d'O'Grady le 2 juin. Il lance et répète : « – Basher 51 appelle Basher 52. » À 1 h 40, il distingue quelque chose, très flou. Même si on lui demande de rentrer, il possède encore 20 minutes de potentiel. Alors, il insiste : « – Basher 52, ici Basher 51. »

2 h 06. « T.O. » s'apprête, enfin, à virer de bord ; soudain, un écho : « – Basher 51, ici Basher 52. » La voix, faible mais audible, répète : « Basher 51, ici Basher 52. » Pour conforter et améliorer son écoute, « T.O. » amorce un virage puis un autre. L'écho s'estompe puis s'intensifie :

« – Ici Basher 52, je vous reçois fort et clair. »

Et ce cri du cœur venu des profondeurs de la Bosnie :

« – Je suis vivant ! Je suis vivant ! »

Hanford a du mal à retenir ses larmes. O'Grady serait donc vivant. Une vérification pour effacer les doutes :

« – Ton squadron en Corée ?

– Juvats ! Juvats ! »

Une précision qui ne trompe pas. Seul le capitaine Scott O'Grady peut répondre qu'il appartenait au squadron Juvats en Corée. Encore un renseignement indispensable. Les coordonnées au GPS. L'aviateur abattu est localisé. La suite peut s'enclencher et l'imposante machine militaire américaine, se mettre en route.

À 2 h 30, un autre pilote vérifie, avec la procédure OTAN, l'identité du rescapé. 15 minutes après, ayant refait son plein, Hanford, revient sur zone. Il apporte une information. En hauts lieux, on veut attendre la nuit prochaine pour l'opération de sauvetage. Attendre encore une journée complète ! L'intéressé réclame d'en finir au plus vite. Les échanges radio ont compromis sa sécurité.

3 h 35. Message radio : « Restez caché ! Vous serez bientôt délivré. »

Les batteries de l'émetteur-récepteur faiblissent. Tiendront-elles jusqu'au bout ? Les vacations s'espacent pour les économiser.

Basher 51 a refusé de rentrer. Il poursuit sa ronde dans le ciel bosniaque apportant son réconfort à son camarade au sol.

4 h 10. L'éclat de la voix de Basher 51 est bon signe.

« – Les boys se préparent. Ce n'est plus qu'une question de temps. »

Le paysage commence à s'éclairer. O'Grady constate que la clairière qu'il a repérée de nuit est trop modeste pour un poser d'hélicoptère. À la rigueur autoriserait-elle de l'hélitreuiller. Décidé à se défendre jusqu'au bout, il glisse une cartouche dans la chambre de son Beretta et relève le cran de sécurité. S'il le faut, il se battra. Des camarades arrivent pour le soutenir.

Ombre au tableau, le ciel s'obscurcit. Un manteau nuageux se forme à 2 000 pieds. Des nappes de brouillard s'élargissent dans les fonds.

5 heures. « Basher 51 » part refaire le plein et dit au revoir. Les ordres sont formels. Il vole depuis six heures. C'est trop ! « Rock 41 » le remplace et assurera le commandement et la liaison avec Magic, le PC OTAN. « Rock 41 », O'Grady le connaît. Capitaine Vaughn Littlejohn du 51^{e} également. Pour ailier, Scott Zobrist.

« Rock 41 » annonce :

« – Les aéroportés du sauvetage arrivent. Soyez prêt pour authentification. »

5 h 45 : « – Restez en écoute radio et écoutez. Ils doivent être sur vous dans 10 ou 15 minutes. »

6 heures. Deux chasseurs embarqués F/A-18 des Marines surgissent pour contrôler les coordonnées de l'homme à récupérer. Au passage du second à sa verticale, O'Grady se signale dans le jargon des pilotes : « – Mark ! Mark ! »

La météo s'améliore. Le plafond se relève et se brise en nuages moins consistants. La brume au sol tend à se disperser.

6 h 35 : « – Ils arrivent ! Soyez prêt ! »

Deux minutes plus tard, deux hélicoptères Cobra, indicatif « Bolt », se profilent au sud-est. Avec leur canon, leurs mitrailleuses et leurs roquettes, ils se positionnent en appui de feu.

Vont-ils apercevoir cette mince silhouette maintenant dressée au bord de sa cache ?

« – Basher 52, fumigène ! »

O'Grady avait prévu et tiré sa grenade de son sac. Le fumigène rouge rampe sur le sol.

« – Nous vous voyons », annonce « Bolt », dans les secondes qui suivent.

O'Grady dégoupille sa deuxième grenade. Il s'attend à ce que l'un des Cobra lui lance une corde. Non, c'est un fumigène jaune qui roule au sol tandis que deux Supper Stallions CH 53 se découvrent dans un grondement au-dessus des arbres. Ces monstres sont capables d'enlever de 35 à 50 hommes. Plus qu'il n'en faut pour transporter O'Grady, mais ils ont des Marines à bord. Des gaillards solides, fortement armés, contre lesquels il est dangereux d'en découdre.

« – Voyez-vous les Stallions ? interroge "Bolt".

– Je les vois, ils sont à ma droite.

– Foncez vers eux ! »

L'aviateur ne se le fait pas dire deux fois. Beretta dans une main, radio dans l'autre, il court les poumons en feu.

« – Continuez à marcher vers eux ! »

Deux cents mètres encore à parcourir. Les Stallions sont là, rotors tournant, posés dans un champ légèrement en pente. Les Cobra tournoient au-dessus, leurs armes prêtes à faire feu. Une douzaine de Marines ont mis pied à terre et sécurisent la zone.

De la porte d'un Stallion, un jeune sergent agite ses bras en signe d'appel. Il saute à terre et se précipite au-devant de l'homme barbu, chargé de tout son barda de survie, coiffé d'une casquette orange pour se faire remarquer d'en haut. Il l'agrippe par le poignet et le tire vers l'hélicoptère. Une paire de bras vigoureux – ceux du colonel Martin Berndt, commandant de l'opération – achève le travail. Elle saisit O'Grady et le hisse dans la carlingue. L'homme, épuisé par sa course et la tension nerveuse, s'affale sur le plancher, répétant à plusieurs reprises :

« – Merci ! Merci ! »

Inutile de moisir dans le coin. Tous les Serbes des environs ont repéré le carrousel aérien. L'homme qu'ils traquaient depuis une semaine leur échappe. De Mrkonjic Grad, des troupes vont se ruer sur les lieux. Les pilotes des Stallions remettent les gaz et enlèvent leurs engins.

Sauvé ? Pas encore. Bien que volant à près de 300 km/h, les Stallions représentent de belles cibles. Le brouillard levé, ils filent au ras du sol, frôlant les toits des fermes et des maisons, veillant à éviter les lignes à haute tension. Un peu avant de quitter l'espace bosniaque, une ligne de feu serbe se déchaîne avec des armes automatiques et des engins sol-air SA-7. L'un de ces projectiles explose près d'un Stallion. Un éclat atteint les pales d'un rotor. Une rafale piquète et perce une cabine. Une balle fait sauter la gourde qu'un Marine avait tendue à O'Grady. Les mitrailleurs américains ripostent sans ménager leurs munitions.

L'alerte dure moins de cinq minutes. 7 h 15, la petite armada distingue la côte croate. Terminée la terre bosniaque en partie occupée par les gens de Belgrade. 7 h 29, le Stallion se pose sur le pont du porte-hélicoptères USS *Kearsarge* en Adriatique. Un Marine s'approche de l'homme récupéré et le salue :

« – Heureux de vous voir revenir ! »

*

La suite de ce commando en deux temps – odyssée d'un homme seul, récupération par des éléments héliportés – appartient au rêve éveillé. Après les contrôles médicaux (l'intéressé a perdu 12 kg), conversations téléphoniques avec la famille et les amis, conférences de presse, visite à la Maison Blanche, ovation et poignée de main du Président Clinton. L'Oncle Sam est trop heureux de célébrer le courage de ses boys et la puissance de ses armes. Pourquoi s'en priver ? L'odyssée d'une semaine du capitaine Scott O'Grady, sa récupération en terre ennemie par un commando de Marines, justifient amplement un vibrant coup de chapeau. Un boy qui ne se gêne pas pour déclarer :

« – Les États-Unis sont la plus grande puissance du monde. Dieu bénisse l'Amérique ! »

1- *Cf. Histoire des commandos*, tome 3, chapitre 14.

2- *Leg-bag*, littéralement sac de jambe. Le parachutiste saute avec ce sac attaché à sa jambe contenant une arme ou du matériel. Après l'ouverture du parachute, il dégrafe ce *leg-bag* qui descend sous lui arrimé à une sangle. Ce *leg-bag* tend à stabiliser la descente et même à freiner légèrement l'arrivée au sol, en atténuant brusquement le poids supporté par le parachute. Son intérêt provient avant tout de son contenu.

3- Ce coloris est voulu afin de permettre aux amis de localiser le point de chute d'un aviateur abattu.

4- Ville aujourd'hui en République serbe de Bosnie.

Chapitre 16
Commando contre Massoud

9 septembre 2001

Septembre 2001. Depuis trois décennies, l'Afghanistan vit en guerre. Ce pays d'une superficie légèrement supérieure à celle de la France (650 000 km^2), montagneux et aride, qui eut jadis la visite d'Alexandre le Grand, se bat et se déchire.

Certes, le cours de l'Afghanistan durant les siècles passés ne ressemble en rien à celui d'un fleuve tranquille. Les rivalités intestines, les guerres extérieures, avec l'Angleterre en particulier, n'ont pas manqué. Du moins la vie politique, économique, culturelle avait fini par s'inscrire autour d'une monarchie remontant à 1834. La tragédie présente de l'Afghanistan s'enclenche le 27 avril 1973. Le Premier ministre Mohammed Daoud renverse la dynastie régnante. Le roi Zaher Shah est contraint à l'exil. Le 17 juillet, la république remplace la royauté.

Sans frontières maritimes, l'Afghanistan constitue un pays enclavé entre l'Iran, le Pakistan et l'URSS à l'époque. À Moscou, il ne déplairait pas au Kremlin, premier intéressé à ce qui se déroule chez son voisin méridional, d'y renforcer son influence. La pression moscovite s'intensifie. Le parti communiste afghan sert de courroie de transmission.

Le 17 avril 1978, nouveau coup d'État. Daoud et plusieurs des siens sont assassinés par les procommunistes. Une République démocratique d'Afghanistan voit le jour contre laquelle une opposition se dessine, soutenue par les Islamistes, composante essentielle chez un peuple profondément attaché à sa religion. Les armes parlent. L'armée aux ordres

du régime multiplie les massacres. En mars 1979, des Mig soviétiques s'engagent pour l'appuyer. En décembre, l'Armée rouge entre en Afghanistan. Elle y restera dix ans. Soutenue par les Islamistes, l'opposition armée s'intensifie contre les envahisseurs. La guerre civile fait rage. Les réfugiés affluent au Pakistan.

Dans cette lutte sanglante, un homme se détache, affirmant aussi bien sa foi que son patriotisme, Ahmed Shah Massoud. Fils d'un colonel de l'armée monarchique, il est né le 2 septembre 1953 dans le Panjshir, province du nord-est du pays. Des études au lycée français de Kaboul lui permettent de s'exprimer correctement dans la langue de Voltaire. Acceptant mal le régime ayant remplacé la monarchie, il prend les armes avec une poignée de compagnons dans son Panjshir natal. Il n'a alors que vingt-deux ans. La guerre contre les Soviétiques fait de lui un héros national. Massoud devient le *Lion du Panjshir*. L'homme en impose par son courage personnel, son intégrité, son sens tactique. Oh, le chef s'abstient systématiquement de tendresse. Faire pendre un brelan de pillards ou de violeurs appartient à ses méthodes. Nul ne s'en offusque au contraire dans ce pays où l'Islam prône la rigueur et la sévérité. Seul maître à bord, Massoud règne sans entraves sur un Panjshir devenu son fief. Les obstacles contre lui se dressent ailleurs. Les Russes jusqu'en 1989. Les communistes soutenus en sous-main par les Soviétiques. Les intrigues locales. Le Pakistan et l'Iran menant leurs jeux personnels.

En 1992, le camp des moudjahiddin, auquel appartient Massoud, paraît l'emporter dans les rivalités intestines qui divisent le pays. Le 30 avril, Massoud et ses troupes entrent dans Kaboul. À la fin de juin, Burhanuddin Rabbani[1] accède au pouvoir. Massoud est ministre de la Défense. La paix cependant reste lointaine. Les attentats se succèdent dans Kaboul et à l'intérieur du pays. Difficile de s'y retrouver dans les luttes entre petits chefs et confessions islamiques opposées (sunnites et chiites). Le pays s'enfonce plus que jamais dans la guerre civile.

En octobre 1994, apparaît un nouvel interlocuteur au sein des luttes entre Afghans : ceux qui se font appeler les talibans[2], les *étudiants du Livre*. Traduire *Livre* par *Coran*. Ces enragés d'Allah veulent appliquer la charia, la loi islamique pure et dure. Fondamentalistes, ils entendent réviser les mœurs. S'appuyant sur l'ethnie pachtoune majoritaire et soutenus par les services secrets du Pakistan, ils entreprennent la conquête du pouvoir. Le 26 septembre 1996, ils entrent victorieux dans Kaboul. Leur chef, le mollah

Omar, prend la tête du gouvernement. Oussama Ben Laden, le maître à penser d'Al-Qaïda (« La Base »), expulsé du Soudan, profite de la victoire des partisans de son courant de pensée pour se réfugier en Afghanistan. L'application stricte de la charia s'abat sur le pays. Les femmes en sont les premières victimes. Stricte vie familiale, refus d'accès à l'école, port imposé de la burqa. Le reste coule de la même veine. Rigueur monacale partout. Radio, télévision, musique interdites.

Devant cette dictature brutale imposant un nouveau style de vie, un homme fait front. Massoud, le commandant Massoud pour ses hommes. Patron en titre de l'Alliance du Nord[3], il défend son domaine, le Panjshir. Ses fidèles tiennent solidement l'entrée de la vallée du Panjshir et interdisent l'accès de son patrimoine. Bien que profondément religieux, il refuse les excès décrétés par les talibans de Kaboul. Il se veut respectueux, tolérant et très sensible à la condition féminine. Pas question pour lui que les femmes soient reléguées dans un esclavage sans fondement.

Comment se débarrasser de cet irréductible ? L'option militaire se révèle quasiment impossible à utiliser. L'accès au Panjshir est trop solidement verrouillé par les partisans de Massoud. L'utilisation du procédé favori d'Al-Qaïda s'offre en unique recours : dépêcher un commando de kamikazes pour avoir raison de cet adversaire invulnérable dans son réduit.

*

Al-Qaïda, organisation reconnue terroriste par les Nations Unies, ratisse large. Elle lance ses filets à travers le vaste monde et recrute spécialement dans le vivier des nouveaux venus à l'Islam. Le fait est bien connu. Les néophytes brûlent d'exprimer et d'extérioriser leurs jeunes convictions. Ils sont prêts à tout pour démontrer leur sincérité et la force de leur récent engagement.

Ces recrues disponibles pour le pire, tuer en perdant sa propre vie, Al-Qaïda les découvre au hasard de ces conversions bouleversant une existence. Abdessattar Dahmane, né à Gabès le 27 août 1962, débarque en Belgique à vingt-cinq ans. Il compte percer dans le journalisme et échoue. Un mariage se révèle malheureux. Difficultés matérielles s'adjoignant, ce jeune homme, aspirant a priori à des félicités très humaines, plonge dans l'univers des mosquées et des « Barbus ». Métamorphosé, ce Tunisien hier

bon enfant se mue en fanatique mûr pour le djihad, le combat contre l'infidèle. Il est « *prêt à servir au nom de la foi* ».

Sa route croise celle d'un intégriste tunisien, naturalisé belge, Tarek Maaroufi qui, condamné dans son pays, a dû s'exiler. Celui-ci, contrairement à Abdessattar Dahmane, n'est pas un convaincu récent. Il milite de longue date, ce qui lui a valu sa condamnation en Tunisie. C'est lui qui met Dahmane en contact avec un autre Tunisien, lui aussi adepte de la cause d'Allah, Lofti Gherissi. D'un commun accord, Dahmane et Lofti Gherissi décident de rejoindre en Afghanistan leurs frères qui se forment et se battent pour la juste cause. Un membre d'Al-Qaïda qui les a recrutés se charge de tous les détails matériels du voyage. L'organisation terroriste dispose de moyens parfaitement en place.

Dans ce milieu des frères de Bruxelles, Dahmane s'est lié d'amitié avec un compatriote, Rachid Bouraoui El-Ouaer, né en Tunisie en 1970, Rachid pour ses amis, engagé dans l'extrémisme islamique de longue date. (Il a combattu en Tchétchénie contre les Russes.) Ni Dahmane ni cet homme simple, assez taciturne, ancien ouvrier dans le textile, ne pouvaient se douter que la destinée allait les unir. Le premier sera le « journaliste » et El-Ouaer le *cameraman* du commando contre Massoud.

Dahmane et Gherissi quittent Bruxelles le 18 mai 2000. À l'escale de Londres, la police britannique détecte leurs faux passeports. Assignés dans un centre de rétention, les deux voyageurs filent à l'anglaise et sont pris en compte par le réseau londonien d'Al-Qaïda. Fin août, Dahmane peut reprendre son voyage direction Jalalabad au Pakistan. Il débarque là en pays ami au milieu de frères qui s'occupent de lui et l'acheminent en Afghanistan. Au pays des talibans, il change de nom et devient Abou Hobeïd avant de partager durant quatre mois la rude existence du camp d'entraînement de Darunta à 15 minutes en voiture de Jalalabad. Marcher, courir, ramper, tirer, écouter l'endoctrinement idéologique, se convaincre de la diabolisation de l'Occident, se préparer à sacrifier sa vie, constituent son quotidien.

En janvier 2001, son stage terminé, Dahmane fait venir celle qui est son épouse depuis avril 1999, Malika, une Marocaine naturalisée belge qui partage sa foi. Pour elle aussi, les frères ont agencé tous les détails du voyage. Le couple s'installe dans une villa du quartier cossu de Jalalabad, la « ville des élus », financée par Ben Laden. C'est la preuve qu'Al-Qaïda destine Abdessattar Dahmane à quelque grand dessein.

Qui dans l'ombre commandite le commando appelé à intervenir le 9 septembre ? Al-Qaïda obligatoirement, mais qui, plus précisément ? Bien que de nombreux relais et intermédiaires aient été arrêtés par la suite, on ne le saura certainement jamais, d'autant qu'au sein de l'organisation terroriste les décisions sont généralement collectives. Il est, par contre, loisible de penser qu'Oussama Ben Laden, alors en Afghanistan, a fait dicter sa volonté de voir disparaître un homme par trop encombrant[4].

Un voyage a précipité la décision. En avril 2001, Massoud a quitté ses montagnes et s'est rendu en Europe pour défendre sa cause. On l'a vu à Paris, à Bruxelles, à Strasbourg, au siège du Parlement européen. Partout il a plaidé pour obtenir de l'aide et mis en garde contre le terrorisme.

Il a décrit l'état de son pays et essayé d'inquiéter : « Ce qui se passe en Afghanistan pourrait arriver demain chez vous. » Il a cité nommément Ben Laden décrit comme un dangereux terroriste. Massoud a eu beau s'exprimer en français, il n'a guère été entendu. L'Afghanistan se situe si loin et l'Europe a d'autres soucis ! Pourtant, le commandant raisonne juste. Il en a trop dit. Ce gêneur doit être éliminé. Une fatwa (avis juridique à caractère religieux) scelle son destin.

Le 10 août, Dahmane annonce à son épouse Malika qu'il va bientôt partir. Il a, dit-il, obtenu un poste de journaliste et est envoyé en reportage auprès de l'ennemi, le commandant Massoud. Son regard, ses propos laissent percer une certaine inquiétude : « Je ne reviendrai peut-être pas. »

Deux jours plus tard, il quitte son domicile. Vêtu à l'afghane, nanti d'une longue barbe, il s'éloigne avec un compagnon qu'il connaît bien, son vieil ami de Bruxelles, Rachid Bouraoui El-Ouaer qui a gagné entre-temps l'Afghanistan. Si Dahmane peut se piquer d'une certaine instruction et faire figure de tête pensante, El-Ouaer avec son faciès de boxeur n'est qu'un comparse assez inculte mû par sa certitude en Allah.

Les deux hommes se présentent comme Karim Touzani et Kacem Bakkali, journalistes marocains, envoyés spéciaux d'une chaîne, Arabic News International, implantée à Londres. Munis de passeports belges, ils possèdent une lettre de recommandation signée d'un certain Yaser Al-Siri, un Égyptien, directeur du centre d'observation islamique également basé à Londres. L'Arabic News n'existe pas, les passeports falsifiés ont été volés et Yaser Al-Siri est apparu sur des vidéos d'Al-Jazira aux côtés de Ben Laden. Pourtant, personne ne s'étonne et les deux journalistes déjouent des contrôles qui ne doivent pas être très serrés.

La logique des choses voudrait que ces étrangers arrivent en provenance du Pakistan. Au contraire, les deux « journalistes », partis de Kaboul, choisissent de se manifester à Taghab sur la ligne de contact entre fief de Massoud et territoire afghan aux mains des talibans. Les défenseurs de l'Alliance du Nord les laissent passer et ils pénètrent dans la vallée du Panjshir, qu'arrose la rivière du même nom. Le cadre, cerné par des montagnes majestueuses, offre une altière beauté. Dans les fonds, des carcasses rouillées ou calcinées de chars et de véhicules rappellent qu'il fut le théâtre de violents combats entre les guerriers de Massoud et les Soviétiques.

Dahmane et El-Ouaer poursuivent sans encombre. Sur leur route, ils pourraient être interrogés, fouillés. Non, aucune suspicion à leur endroit. Ils cheminent facilement et arrivent souvent à être transportés par un 4 × 4. Ils obtiennent même un guide arabophone. Après la mort de Massoud, le bruit se répandra qu'ils avaient pu trouver des connivences. Un attentat contre Massoud servait certains intérêts. Possible voire probable dans ce pays si déchiré. Le mystère, à cet égard, subsiste.

Bien enfoncés dans le Panjshir, les faux Touzani et Bakkali apprennent qu'une réunion importante se tiendra dans les jours à venir au PC de Massoud sur la frontière du Tadjikistan. En dépit de leur instance, affirmant qu'ils viennent pour réaliser une interview du commandant, ils n'arrivent pas à obtenir un moyen de transport.

Enfin, le 31 août, ils réussissent à embarquer dans un hélicoptère d'origine russe passablement vétuste qui doit grimper jusqu'à Khwaja Bahauddin, village poussiéreux, PC du chef de l'Alliance du Nord, promu « capitale administrative ». Dans l'habitacle, se serrent près d'eux Françoise Causse, une journaliste française qui veut interroger Massoud sur le sort des femmes afghanes, une Afghane vivant à Paris et deux Barbus. Ces derniers attirent l'attention alors que les pseudo-journalistes maintenant rasés de près pour ne pas présenter figure de taliban se font oublier. Plongés dans la lecture du Coran, ils se cachent le visage lorsque la caméra de Françoise Causse les prend dans son champ. Rien d'autre ne les trahit. Ils sont froids, polis, peu bavards bien que s'exprimant dans un français parfait.

Dans un article de *Paris Match*, Françoise Causse, qui vivra ensuite quelques jours près d'eux à Kwaja Bahauddin, rapportera son témoignage sur ces deux compagnons de voyage : « *Le plus jeune porte une caméra amateur. Tous deux sont habillés à l'occidentale. Le grand, plus*

âgé, porte des lunettes et semble un intellectuel. Il dit s'occuper des droits de l'homme… Nous sommes logés dans une chambre contiguë. Pendant les repas que nous prenons en commun, ils s'expriment peu. Je leur demande où est basée leur agence ; ils me disent Londres, insistant sur le fait que c'est une agence indépendante. Je cherche à savoir par qui ils sont financés et le grand me répond que ces choses-là ne sont pas divulguées à de simples journalistes comme eux. »

Un détail, en rien mineur, frappe tous leurs interlocuteurs. Leur manque de professionnalisme. Ils donnent l'impression de complets amateurs plongés dans un métier totalement neuf pour eux. Cet amateurisme n'inquiète pas particulièrement. Les Afghans de l'entourage de Massoud sont flattés qu'une presse arabe s'intéresse à leur combat. C'est nouveau.

Massoud a l'habitude de donner des interviews. Il sait qu'il doit conforter son image, faire divulguer sa cause. Venir solliciter un entretien de sa part n'a rien d'anormal. Le fait s'annonce chose courante. À Khwaja Bahauddin, une *guest-house* a été agencée pour recevoir les visiteurs et leur permettre d'attendre, car Massoud se déplace constamment. Fixer un rendez-vous avec lui est impossible. La guerre commande. Il suffit de faire preuve de patience pour rencontrer le commandant toujours en déplacement au front. Pour meubler les journées, outre la lecture du Coran pour les croyants, la sagesse conseille de participer à quelques visites organisées ou d'arpenter Khwaja Bahauddin, niché le long du cours d'un torrent qui crée sur son pourtour des carrés de verdure. Tout autour, la montagne se dresse, dénudée et altière. Elle frôle ou dépasse les 3 000 m, parée par moments d'une calotte nuageuse. Nul ne saurait se montrer insensible à la beauté des lieux.

Françoise Causse se lasse de cette attente qui se prolonge car son visa risque d'expirer. Le 4 septembre, elle s'éloigne pour regagner la France mais une chose l'a surprise. Les deux hommes qu'elle a eu l'occasion de côtoyer dans l'hélicoptère, dans la *guest-house*, dans les visites extérieures, paraissent être d'excellents musulmans. Ils se plongent constamment dans le Coran et n'oublient jamais les prières. Par contre, un détail étonne. Ces journalistes possèdent une petite caméra et ne s'en servent jamais. Pourquoi ? Françoise Causse, elle, ne cesse de filmer. Oui, pourquoi ne pas utiliser ce petit appareil ? La réponse ne tardera pas.

9 septembre, à midi. Enfin Massoud se montre, tel qu'on le voit toujours, visage d'aigle, pakol[5] rivé sur la tête. Le commandant est pressé.

Son hélicoptère chauffe pour le mener au Tadjikistan proche. Si l'on en croit les récits de témoins, il aperçoit les deux journalistes déjà entrevus et interroge :

« – Que font-ils encore ici ceux-là ?

– Ce sont les journalistes arabes qui attendent pour faire votre interview, répond l'attaché de presse.

– D'accord, mais juste quelques minutes. »

Massoud et ses conseillers et amis se dirigent vers le pavillon dit des visiteurs et s'installent dans une pièce simple mais confortable. Les deux journalistes les suivent après être passés par les toilettes. Ils paraissent nerveux. L'émotion de vivre un tel moment face au *Lion du Panjshir*, peut-être. Nul ne s'imagine que le passage aux toilettes a permis d'armer les engins explosifs qu'El-Ouaer porte sur lui.

El-Ouaer se place en face du commandant et donne l'impression de régler sa caméra devant son vis-à-vis. Dahmane, brièvement, résume à Massoud les questions qui vont être posées et se situe bien en retrait. Réflexe de prudence ?

Tout est prêt. Dahmane pose sa première question. Elle sera la seule :

« – Commandant, que ferez-vous d'Oussama Ben Laden lorsque vous aurez reconquis tout l'Afghanistan ? »

Un éclat de rire de Massoud ponctue l'interrogation et la réponse ne parviendra jamais. Il est 12 h 20. Une déflagration retentit et ébranle la petite pièce. El-Ouaer vient d'appuyer sur un bouton déclenchant l'explosion de la caméra truquée et d'une ceinture bourrée d'explosifs qu'il portait autour de la taille.

Le kamikaze n'est plus qu'un corps déchiqueté. Deux conseillers du commandant gisent dans le même état. Deux témoins, un ancien ambassadeur et un journaliste, sont grièvement blessés. Massoud a un bras arraché et une plaie profonde à côté du cœur. Son visage est criblé d'éclats. Le *Lion du Panjshir* agonise. Un hélicoptère le transportera dans un hôpital du Tadjikistan. Les médecins ne pourront rien.

Paradoxalement, des deux « journalistes », il est un rescapé. Dahmane, le chef de file du commando contre Massoud, se retrouve indemne, sans une égratignure. Sa position décalée l'a protégé. Une fenêtre ouverte lui offre une voie de salut. Il saute et se précipite vers la rivière qui coule en contrebas. Derrière, des hommes de Massoud ont aperçu le fuyard. Ils se lancent à sa poursuite. Le plus rapide, son fusil à la main, le rejoint au bord

de l'eau alors qu'il s'apprête à traverser. L'entraînement de Darunta porte ses fruits. Dans un réflexe, Dahmane empoigne son adversaire et s'empare de son arme. Le second poursuivant voit cet homme armé. Il tire par trois fois. C'est fini. Dahmane n'expliquera jamais les dessous de son commando contre le *Lion du Panjshir*. Il aurait été intéressant d'en savoir un peu plus sur ceux qui ont armé son bras et celui de son complice. Sur-le-champ, l'attentat contre le World Trade Center à New York, le 11 septembre, éclipse cette mort. La légende autour de Massoud se forgera après.

*

Un commando implique habituellement un petit groupe d'individus. Celui contre Massoud, qui ne met en œuvre que deux hommes, en rappelle un autre. L'attentat conduit par une seule personne, le colonel von Stauffenberg, contre Adolf Hitler, le 20 juillet 1944. Preuve qu'un commando peut être mené par un nombre très limité d'exécutants. Le 20 juillet 1944 et le 9 septembre 2001 se rejoignent encore sur un point. Ces fanatisés qui risquent leur vie, manipulés au profit de nantis, sont sincères et animés par un idéal qui les transcende. Stauffenberg veut éliminer un despote qui précipite son pays au gouffre. Dahmane et El-Ouaer veulent éliminer une personnalité qu'ils jugent néfaste à leur foi.

L'acte d'un kamikaze choque toujours un esprit occidental même si le courage s'affirme vertu respectable. Les auteurs du commando sans retour contre Massoud, honorés par les disciples de Ben Laden, demeurent aujourd'hui, en Occident, des fanatiques exaltés. Massoud, auréolé par sa mort et son combat, honoré comme un juste, repose aujourd'hui en son village natal près de ces lieux qu'il entendait défendre et où il est tombé.

1- Qui sera assassiné par les talibans en septembre 2011.

2- *Talibans* étant le pluriel de *taleb*. En Afrique du Nord, *taleb* désigne un écrivain public.

3- Ce sigle d'origine pakistanaise désigne le Front islamique et national pour le salut de l'Afghanistan. Il recouvre la coalition groupée autour de Massoud et repose sur l'ethnie Tadjik, celle de Massoud, et des moudjahiddin ayant lutté contre les Soviétiques.

4- Un ordinateur abandonné par les talibans lors de leur retrait de Kaboul à la fin de 2001 permet de découvrir que l'hypothèse d'un attentat contre Massoud était programmée depuis le début de l'année. On y trouve les questions que Dahmane était censé poser à Massoud le 9 septembre.

5- Bonnet afghan plat à bords roulés, en forme de galette.

Chapitre 17
Commando de la mort à Moscou

Octobre 2002

Le passé laisse toujours des traces. La Tchétchénie, modeste pays du Nord Caucase, de peuplement musulman, se refuse de longue date au monde slave. Qu'il soit celui des tsars ou celui des maîtres soviétiques. Le refus, au fil des ans, s'est mué en haines et en guerres.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les Tchétchènes pour échapper à l'emprise moscovite ont fait bon accueil à la Wehrmacht du nommé Adolf Hitler. Mal leur en a pris. En 1944, pour collaboration avec le nazisme, 400 000 personnes, la moitié de la population, sont déportées au Kazakhstan. Le début de leur retour n'interviendra qu'à partir de 1957. La haine est définitivement ancrée dans les cœurs alors que la religion accentue les clivages.

L'effondrement du régime communiste en URSS favorise les aspirations indépendantistes tchétchènes. La Tchétchénie prend du recul avec Moscou et s'efforce de se présenter en État libre, indépendant et musulman. Le Kremlin ne l'entend pas ainsi. La Russie tient à garder la maîtrise de la région du Caucase pour des raisons aussi bien économiques que politiques. La guerre éclate, menée sans ménagements par les deux camps. Les guerres, puisqu'elles se comptent au nombre de deux, 1994-1995 et 1999-2000. La puissance militaire russe finit par l'emporter. Les conflits auraient fait de 100 000 à 300 000 victimes accentuant les ressentiments. Le succès militaire russe reste battu en brèche par une

guérilla active et des attentats frappant la Russie jusqu'à Moscou, tandis que les revendications autonomistes voire indépendantistes persistent.

*

Moscou, mercredi 23 octobre 2002 au soir. Le théâtre de la Doubrovska proche du Kremlin fait salle comble. 711 spectateurs, dont 49 touristes étrangers, ont payé leurs places pour assister à la comédie musicale russe à succès, *Nord-Ost*, tirée du roman de Benjamin Keverina. Avec les ouvreuses, les machinistes et le personnel de la troupe, plus de 800 personnes se trouvent rassemblées dans un cadre relativement exigu.

21 h 15. Le deuxième acte tend vers sa fin. Soudain, des coups de feu éclatent. Sur-le-champ, les spectateurs croient à une péripétie du spectacle. Les secondes qui suivent les détrompent. Des silhouettes insolites apparaissent sur la scène et dans la salle. Elles ont jailli de 4 × 4 et de minibus, qui les ont amenées à pied d'œuvre pour se ruer dans l'enceinte du théâtre. Tous ces arrivants, en tenue camouflée, portent un masque ou un voile car manifestement il y a des femmes parmi eux. Dix-huit pour une trentaine d'hommes. Nul besoin d'être grand clerc pour remarquer que ces gens-là sont fortement armés. Des pochettes remplies d'explosifs ou de munitions ceinturent leur taille. Des machinistes qui ont réussi à s'échapper dans le tumulte initial le préciseront.

Un seul homme se présente à visage découvert. Le chef de ce commando surgi en plein cours d'une représentation théâtrale qui se voulait récréative. Son identité sera rapidement dévoilée : Movsar Baraïev, vingt-cinq ans, neveu du chef de guerre tchétchène, Arbi Baraïev, tué l'année précédente. Ce Movsar Baraïev annonce de suite ses exigences en s'adressant à l'intention du Président Vladimir Poutine :

« – Que les troupes russes se retirent de Tchétchénie », sinon il fera sauter le bâtiment avec tous ses occupants.

Il laisse sept jours à Poutine pour se décider.

La menace est à prendre au sérieux. Arbi Baraïev, connu comme un homme redoutable et cruel, son neveu doit certainement être façonné de la même trempe. Tout incite à penser qu'il mettra ses propos à exécution. Dans leurs opérations contre les Russes, les Tchétchènes passent, non sans raison, pour ignorer les sentiments humanitaires. Ils massacrent sans états

d'âme et leurs commandos se soldent toujours par un terrible bilan. 150 morts lors de la prise d'otages de l'hôpital de Boudiennovsk en 1995.

La nouvelle de l'irruption d'un commando tchétchène se répand rapidement dans Moscou. Des forces de police cernent le théâtre et interdisent le quartier. Évidemment, le maître du Kremlin est informé. Un peu après minuit, l'un de ses hommes liges des services de police, Aslambek Aslakhanov, qui offre la particularité d'être d'origine tchétchène, arrive sur les lieux. On le donne pour avoir l'oreille de Poutine.

Faut-il y voir un résultat de son intervention ? Vers deux heures et demie, le commando libère 17 personnes. Chacun veut y trouver un signe de bonne volonté et un espoir de dénouement pacifique. Las ! À 5 heures du matin, le commando abat une femme pour bien prouver sa détermination.

Dans la matinée, alors que le théâtre est complètement investi par les Spetznak, les « unités pour missions spécifiques », des diplomates étrangers se présentent en qualité d'émissaires de bonne volonté. Ils possèdent des ressortissants à l'intérieur : Américains, Allemands, Britanniques, Turcs, Ukrainiens, etc. Trois Français, une femme et deux enfants, font partie des touristes piégés à la Doubrovska. Cette ingérence étrangère avorte.

En fin de matinée, le commando réclame pour négocier la présence de plusieurs personnalités. Toutes sont connues pour leur opposition à la politique de Vladimir Poutine : Boris Nemtsov, ancien ministre, Irina Khakamada, députée libérale, Grigori Yavlinsky, économiste, ancien candidat aux élections présidentielles, Anna Politkovskaïa, journaliste très au courant du problème tchétchène et militante des droits de l'homme. Leur choix correspond incontestablement au souci de donner une audience internationale à l'occupation de la Doubrovska. Ces hommes et femmes à forte connotation politique bénéficient, surtout Anna Politkovskaïa, d'une large audience hors des frontières.

Les négociations ne donnent rien. Une femme médecin, otage d'une quarantaine d'années libérée en cours d'après-midi, Marie Chkolnikova, rend compte une fois de plus des exigences : retirer les troupes russes de Tchétchénie. Elle souligne que les conditions de vie à l'intérieur sont très dures. Juste un peu d'eau et du chocolat pour subsister. Quant aux besoins naturels, ils doivent être satisfaits dans la fosse d'orchestre, dégageant une odeur épouvantable dans tout le bâtiment. Elle confirme ce que l'on savait déjà : le théâtre est miné, les piliers sont ceinturés par des explosifs. Tout l'immeuble peut s'effondrer.

Vers 18 h 30, deux femmes parviennent à s'échapper non sans peine. Elles sont blessées par les tirs des Tchétchènes qui les ont vues s'enfuir. La preuve est acquise, s'il y avait le moindre doute à ce sujet, que le commando ne recule devant rien.

La nuit du jeudi au vendredi apporte la visite autorisée d'un médecin de la Croix-Rouge qui ne peut que constater les terribles conditions de survie des otages et leur faiblesse croissante. Les organismes s'épuisent faute de nourriture et de véritable sommeil. Les nerfs des plus faibles lâchent.

Dans la journée de vendredi, une quinzaine d'otages dont huit enfants sont libérés. Sur quels critères et pourquoi ? Aucune réponse logique ne peut être apportée à de telles questions. Car si les otages souffrent, le commando, lui aussi, vit dans un état d'extrême tension. Ses membres affirment se tenir prêts à mourir mais au fond de chacun, quelle que soit sa résolution, le désir de vivre existe et s'accroche.

Au Kremlin, Poutine se trouve face à un dilemme politique et humain. Céder, c'est s'affaiblir. Frapper débouche sur de gros risques. Étant donné l'importance et l'armement du commando, le prix à payer sera élevé. Le Président sait que les troupes spéciales sont sur les lieux et il débat avec ses conseillers des décisions à prendre. Il a simplement fait savoir qu'il assurait la vie sauve aux terroristes s'ils libéraient leurs otages. Derrière ses propos apaisants, l'avenir montrera que se dissimule une autre volonté. Si, la nuit suivante, les moyens impliquant une solution de force, le gaz notamment, se trouvent en place, les ordres ont été donnés, en temps voulu, pour qu'il en soit ainsi. Poutine s'orientait vers une issue autoritaire bien dans l'esprit d'un ancien du KGB.

De 20 à 21 heures, nouvelle tentative pour trouver un dénouement. La célèbre chanteuse Alla Pougatcheva, l'ancien président de l'Ingouchie, le général Rouslan Aouchev, l'ex-Premier ministre Evgueni Primakov, s'entremettent porteurs des mêmes promesses. Vie sauve contre libération des otages. Movsar Baraïev, leur interlocuteur, se montre inflexible. Que les Russes quittent la Tchétchénie. Un peu avant 22 heures, toutefois, trois femmes et un homme sont libérés. On s'interroge pourquoi. Ces rescapés épuisés rapportent les conditions de vie effroyables à l'intérieur du théâtre.

Samedi 5 h 30. Les groupes Alpha des forces spéciales encerclent le bâtiment. Brutalement, ils donnent l'assaut et se fraient un passage jusqu'à la salle de ventilation, là d'où partent les gaines d'aération. Dans la fusillade qui crépite de partout, des gaz commencent à se répandre à partir

des bouches d'aération. De quel gaz s'agit-il ? Gaz type sarin ou gaz appelé BZ ? On en discute encore. Sans doute possède-t-il des effets toxiques puissants. Les assaillants qui ont l'avantage de progresser masqués découvrent des corps à terre ou affalés sur les fauteuils. Otages et terroristes partagent le même destin devant ces vapeurs qui s'infiltrent partout. Ordres reçus ou mesures de prudence devant des fanatiques ? Consignes appliquées très certainement. Les membres découverts du commando écopent d'une balle dans la tête. Ceux-là ne nuiront plus, doivent estimer ceux qui appuient sur la détente. Dans le tumulte généralisé, cris des assaillants, rafales d'armes automatiques, quelques otages épargnés par le gaz parviennent à s'échapper.

Ce n'est que vers 7 heures qu'un semblant d'ordre s'organise. Des ambulances, des cars arrivent. Les vivants partent vers les hôpitaux. Mais nul n'avait prévu le carnage qui se découvre peu à peu. Les secouristes, contrairement aux hommes des forces spéciales, ne possèdent pas de masques. L'évacuation traîne. Les médecins seront unanimes. Plus nombreux, ils auraient pu sauver plus d'asphyxiés. Les soins ont été mal organisés. Outre la quarantaine de tués du commando[1], on compte 129 morts, dont neuf étrangers, chez les otages.

Cinq seulement de ceux-ci ont été tués par balles ; les autres ont succombé sous l'action des gaz. Leurs organismes affaiblis n'ont pas résisté et manifestement le produit introduit dans le théâtre a eu un résultat beaucoup plus meurtrier que prévu. Ceux qui pensaient simplement neutraliser ou endormir se sont lourdement trompés. La télévision russe n'épargne aucun détail macabre à ses auditeurs. Elle montre les cadavres des femmes du commando, en voile intégral, la taille ceinturée d'explosifs. Elles sont toutes jeunes, victimes d'une idéologie en laquelle elles croyaient.

Le commando tchétchène de la mort a disparu. Il sera longtemps reproché à Vladimir Poutine l'option qu'il avait retenue pour résoudre le drame du théâtre de la Doubrovska. Mais était-il à escompter beaucoup de souplesse et d'humanité de la part d'un ancien du KGB devenu Président de la Fédération de Russie ?

1- Il y aurait eu un prisonnier chez les Tchétchènes.

Chapitre 18
Opération Thalatine commando pour libérer les otages du *Ponant*

Avril 2008

Thalatine en somalien signifie trente. Trente correspond au nombre d'otages capturés sur le voilier de luxe, *le Ponant*. Thalatine sera le nom de l'opération engagée pour les libérer et capturer les ravisseurs.

*

Un beau bateau, fin et racé, avec trois mâts très hauts sur l'eau, supportant 1 500 m^2 de voilure, ce *Ponant*. Voilier de 88 mètres de long, propriété de la puissante CMA CGM (Compagnie maritime d'affrètement-Compagnie générale maritime), il a vocation d'effectuer des croisières de luxe, en principe dans les mers chaudes. En avril 2008, « à vide », il rentre au moteur des Seychelles et regagne la Méditerranée en vue d'une nouvelle croisière entre Égypte et Malte. À son bord, 30 membres d'équipage, 22 Français, 6 Philippins, 1 Ukrainienne, 1 Camerounais. Son capitaine, Patrick Marchesseau, est un grand gaillard de quarante et un ans, au visage franc et ouvert, déjà un vieux soutier des mers.

Depuis les Seychelles, la route vers la Méditerranée, via le canal de Suez, emprunte obligatoirement l'océan Indien, le golfe d'Aden et la mer

Rouge. Un itinéraire loin d'offrir une sécurité absolue. Depuis les rivages de la Somalie en pleine anarchie, des pirates lancent des raids contre les navires marchands. Ils surgissent dans des embarcations rapides, s'emparent des paisibles bâtiments et exigent de lourdes rançons pour les restituer eux et leurs équipages. Sur *le Ponant*, cette menace est connue mais le voilier navigue loin des côtes. Cette précaution devrait être suffisante. Outre, des navires de guerre des pays occidentaux patrouillent dans ces eaux dangereuses. Leur présence paraît en mesure d'éloigner les mauvais garçons.

Le 4 avril au soir, *le Ponant* double le cap Gardafui et entre dans le golfe d'Aden, la Somalie sur bâbord. Tout va bien à bord. Les moteurs ronronnent normalement, lui assurant une vitesse moyenne de 16 nœuds. Dans une vingtaine d'heures, il amorcera la longue remontée de la mer Rouge.

Soudain, vers 23 h 15, alors que *le Ponant* se situe à environ 150 km à l'ouest de Gardafui, surgissent deux vedettes rapides. À leur bord, une douzaine d'hommes armés de fusils d'assaut AK 47[1] et de lance-roquettes RPG 7. Arrivés à hauteur du voilier, ils tirent en l'air pour intimer au navire de stopper. L'équipage pour résister n'a que des lances à eau d'incendie. Vainement, ils tentent d'éloigner les ravisseurs qui montent à l'abordage. Le duel est par trop inégal.

Maîtres du navire, les pirates ordonnent de faire cap au sud en longeant les côtes somaliennes. Durant l'attaque, le commandant Marchesseau a pu lancer un signal de détresse et signaler la capture du *Ponant*. L'appel est capté par le *Var*, un bâtiment français de commandement et de ravitaillement dont la plate-forme permet l'appontage d'hélicoptères de la force internationale patrouillant sur zone.

À Paris, le gouvernement informé à 13 h 30 déclenche le plan « Pirate-mer » qui prévoit la mobilisation de tous les moyens sur zone. Un hélicoptère canadien de la Task Force internationale 150 décolle pour effectuer une reconnaissance du voilier intercepté. Un Breguet Atlantic français part de Djibouti pour survoler les lieux. Surtout l'aviso *Commandant Bouan* qui naviguait à une centaine de nautiques reçoit ordre de piquer sur *le Ponant*.

Sur le voilier intercepté, l'équipage a été rassemblé sur le pont sous la garde de plusieurs pirates. Le soleil tape fort, sous environ 10° de latitude nord, en avril. Le commandant Marchesseau qui garde son sang-froid

obtient que ses gens puissent se regrouper à l'ombre. Du reste les ravisseurs ne font pas montre de violence. On apprendra par la suite que des consignes strictes leur avaient été données, notamment à l'égard des femmes. Pour les captifs, une note d'espoir : ils ne sont pas oubliés. Ils entendent les survols des hélicoptères et des avions dans le ciel au-dessus d'eux. Surtout, dans les vingt-quatre heures, ils distingueront, à courte distance, la silhouette du *Commandant Bouan*, gardien fidèle, plaqué à leur sillage.

Au fil des heures et des jours, d'autres bâtiments de la Royale rallient les lieux. La frégate *Jean-Bart* et surtout la *Jeanne-d'Arc*. La célèbre *Jeanne* effectuait sa croisière annuelle traditionnelle pour la formation de ses élèves officiers. Parfaitement équipée en moyens radio, elle dispose d'un hôpital de bord, précaution certainement précieuse. À toutes fins utiles, le commandement effectue ce qu'il appelle une opération Tarpon. Dix-huit commandos marine du commando de Penfentenyo[2], opportunément en stage d'entraînement à Djibouti, sont largués par un Transall près du *Commandant Bouan* qui les récupère. L'aviso était trop loin, 2 000 km, pour un hélitreuillage classique. Les commandos auront cette fois l'avantage de tomber dans une mer chaude, ce qui les changera des eaux froides de l'Atlantique.

Le 7 avril, l'amiral Marin Gillier et une petite équipe sauteront à leur tour près du *Var*, afin de diriger les opérations. Marin Gillier, sorti de Navale en 1979, nageur de combat, breveté commando marine, appartient à cette race de patrons qui savent payer de leur personne. Atout supplémentaire pour cet amiral patron de la force maritime des fusiliers marins et commandos, il parle l'arabe. Denis Favier commandant du GIGN, saint-cyrien de la promotion de la Grande Armée (81-83), correspond à la même carrure. Commandant, il fut le héros de l'affaire de l'Airbus d'Air France à Marignane en décembre 1994. Avec son adjoint, il sera largué le 10, près du *Jean-Bart*, arrivé sur zone.

Le Ponant poursuit sa route et vogue plein sud, se dirigeant vers les eaux territoriales somaliennes. De ce côté, les Français sont relativement parés. Le Président somalien leur a donné le feu vert avec une seule consigne au sujet des pirates : « Débarrassez-moi de ces types-là. » Il est vrai que ces individus vivent en marge et représentent un embarras supplémentaire pour un pays déjà suffisamment déchiré. Le gouvernement somalien régente mal son territoire dont une bonne partie échappe à son contrôle. Les pirates jouent sur la quasi-autonomie de certaines portions de

la Somalie. Le Puntland, à la corne orientale de l'Afrique, s'est ainsi érigé en région semi-autonome. Ses rivages servent de base aux pirates sévissant dans l'océan Indien et le golfe d'Aden. Rien d'étonnant qu'il soit plus communément désigné sous le terme de *Piratland*.

Marchesseau n'a pu passer qu'un bref message : « *Sommes en vie ; 10 pirates à bord.* » Depuis le silence radio règne. Le *Commandant Bouan*, pour sa part, a lancé sans obtenir de réponse un message au *Ponant* : « *Ici un navire de la marine française. Appelez de toute urgence CMA CGM, propriétaire du voilier.* »

Là-bas, au siège de la CMA CGM, quai d'Arenc à Marseille, une cellule d'experts du GIGN et de la DGSE s'est installée en vue d'amorcer les futures négociations. Le propriétaire, couvert par son assurance, est prêt à payer pour récupérer navire et équipage. À l'Élysée, on renâcle à verser une rançon. Question de principe. Pourtant, il faudra bien s'y résoudre. Un abordage du *Ponant* par un commando armé serait trop risqué pour les otages.

Après 48 heures d'attente, le 7 avril, à 6 h 23, la voix du commandant Marchesseau se fait entendre en anglais : « *Ils veulent trois millions de dollars cash, payables à bord. Ils ne sont pas pressés. Ils sont prêts à laisser trois mois s'il le faut. Ici, c'est un véritable bunker.* »

Marchesseau, questionné à ce sujet, confirme que tout va bien pour l'équipage. Dans les heures suivantes, profitant d'une absence de surveillance, il parviendra à fournir de précieux renseignements. Les pirates disposent de huit Kalachnikov, d'un lance-roquettes RPG-7. Ce commandant pense à tout, gardant son sang-froid. Il précise : « *Notre chef cuisinier est camerounais ; son second est martiniquais*. » Attention aux bavures en cas d'assaut ! Ne pas confondre ses cuistots avec les ravisseurs.

La situation se stabilise. Chaque camp est paré pour le round final : échange otages-rançon après s'être mis d'accord. Les pirates ont fait venir un interprète parlant anglais, ce qui facilite les contacts. Ils se sont organisés pour durer, étant parfois jusqu'à trente. Des chèvres ont été hissées à bord et sont égorgées dans les cuisines. Certains ravisseurs ont découvert le bar et les bouteilles de whisky. Par moments, de la viande saoule erre dans les couloirs. À juste titre, Marchesseau s'en inquiète. Le commandant a réussi à s'imposer et dans l'ensemble il est écouté, obtenant des facilités pour la vie pratique de son équipage. Au départ, tout était à craindre pour le sort des six

femmes du voilier. A priori, le danger s'est écarté. Les consignes initiales sont respectées.

Chez les Français, le dispositif s'étoffe. Outre le *Commandant Bouan*, fidèle chien de garde, et le *Var*, *Jeanne-d'Arc* et *Jean-Bart* rallient. La frégate *Jean-Bart* a embarqué des commandos à Djibouti et grâce à sa richesse en moyens radio s'est transformée en navire PC de l'opération. Au total, une centaine de combattants d'élite, commandos marine ou gendarmes du GIGN, se tiennent prêts. Sur les ponts des navires de guerre, des hélicoptères d'interception peuvent décoller sans préavis.

En fond de tableau, les négociations se prolongent entre ravisseurs du *Ponant* et cellule de crise à Marseille. Au-dessus, Paris intervient pour manifester que les grands chefs, politiques et militaires, servent à quelque chose et refusent de voir verser du sang d'otages. L'opinion ne l'accepterait pas.

Les discussions se transforment en marchandage de souk. Les pirates ont fini par arrêter leur chiffre : 3 millions de dollars, exigence première. À Marseille, la mise monte à moitié prix. Après bien des palabres, les deux parties s'arrêtent sur un chiffre définitif : 2 150 000 dollars.

Dans le troc rançon-otages, l'ultime difficulté se situe au niveau des modalités pratiques de l'échange. Les pirates, à juste titre, se méfient. Ils se savent entourés d'une armada qui peut brutalement montrer les dents. Des précédents rappellent que les commandos français sont redoutables.

Le Ponant, depuis son interception, a longé les rivages somaliens et effectué environ 800 km. Il se positionne maintenant à hauteur du village côtier de Garacad à un mile marin du rivage. La transaction interviendra là. Le protocole définitif prévoit que l'échange s'effectuera entre deux canots à une centaine de mètres du *Ponant*. Chaque canot sera occupé par trois hommes sans armes. Sitôt la somme remise et décomptée, les otages quitteront le voilier sur les canots du bord. Le commandant Marchesseau et trois pirates resteront sur *le Ponant* tant que l'argent ne sera pas arrivé à terre.

*

11 avril. Journée en principe décisive. Le *Jean-Bart* s'est rapproché du *Ponant*. *Var* et *Jeanne-d'Arc* ont également fait mouvement vers la côte en restant toutefois à distance suffisante pour ne pas être aperçus du rivage.

Avant que le jour ne se lève, quatre canots s'éloignent du *Jean-Bart*. Avec six commandos embarqués chacun, ils partent se positionner à distance d'intervention. Bas sur l'eau, dans une mer légèrement agitée, ils ne se feront pas remarquer. L'idée de manœuvre de l'opération qui s'amorce est simple : « Ne pas dire voici l'argent et au revoir messieurs ! » Paris, sur ce point, a donné son accord. OK pour une intervention, une fois les otages libérés. Un feu vert avec une prudence de cardinal : pas trop de casse !

Dans le jour maintenant bien levé, un canot monté par trois hommes se détache du *Ponant*. Les pirates chargés de récupérer l'argent. Une petite vedette se dirige bientôt vers eux. Ils sont trois, en civil. Théoriquement, ils appartiennent à la CMA CGM. En réalité, deux sont issus du commando Hubert, le troisième du GIGN. Approchant des pirates, ils se dressent et lèvent les bras pour montrer qu'ils sont bien sans armes comme le prévoit le protocole. Naturellement, trois PM ont été soigneusement dissimulés. Si besoin, ils seront bien utilisés. Entre toutes les parties ainsi qu'avec le *Jean-Bart* et *le Ponant*, le contact est assuré par de petits postes VHF.

Les deux embarcations se collent l'une à l'autre et les transferts commencent. Les 2 150 000 dollars, en coupures de 100 dollars, ont été logés dans trois sacs en plastique transparents. Un Français tend un premier sac à un Somalien qui se met aussitôt à l'ouvrage. Le décompte est long. Le pirate prend son temps. Il semble prendre un plaisir certain à palper ces billets qui lui glissent dans les mains. Dans les embarcations qui ballottent sous un soleil brûlant, l'opération paraît interminable. Il y a trois sacs à ouvrir !

Enfin, un signal convenu passe. Le pirate au décompte lance sur son appareil VHF : « Ok money ! » Il a bien récupéré 2 150 000 dollars. Deux canots à moteur se détachent du *Ponant* et piquent vers le *Jean-Bart* proche. Les otages retrouvent la liberté. Tous, sauf un. Le courageux Marchesseau demeure sur son bâtiment, ultime répondant de la transaction gardé par trois Somaliens.

Les quatre Zodiac des commandos Marine se profilent à l'horizon. Les pirates s'énervent et prennent peur. Sans plus attendre, ils lancent leur canot à pleine vitesse vers la terre. Impossible d'intervenir. Trop risqué à cause de Marchesseau.

Heureusement, ses gardiens aussi paniquent. Ils disparaissent. Marchesseau entend une voix qui lui commande : « *Capitaine, sautez, sautez à l'eau !* » Il s'exécute et se colle à la proue de son bateau pour se

protéger de tirs éventuels. Mais déjà le canot des livreurs de rançon arrive sur lui et le hisse hors de l'eau. Sauvé[3] ! Comme ses compagnons. De la passerelle du *Jean-Bart*, à la jumelle, ils ont été comptés et recomptés. Ils seront bien vingt-neuf à grimper l'échelle de coupée de la frégate.

Les Zodiac surgissent à leur tour. Ils abordent l'arrière du *Ponant* et leurs occupants se précipitent à l'intérieur du navire pour le « blanchir ». Peut-être, quelque pirate se cache-t-il à bord à moins encore qu'une bombe n'ait été déposée quelque part. L'inspection ne donne rien. Tous les Somaliens ont filé, avides d'aller se partager le butin.

Tout serait-il terminé ? Non. Pas question d'un simple au revoir, messieurs, à la prochaine !

Dans le ciel, un Breguet Atlantic de l'Aéronavale survolait le site et observait les opérations d'échange. Il voit les pirates regagner la terre, se regrouper dans une grande tente rouge en bordure de mer, puis se diriger vers une maison en dur où des individus affluent pour obtenir leur part du butin. Ce sont tous ceux-là qui à un degré quelconque ont participé à l'opération. Que ce soit le paysan ayant fourni des chèvres ou l'homme ayant monté la garde durant plusieurs heures sur *le Ponant*.

L'amiral Marin Gillier a rendu compte à Paris que tous les otages étaient saufs. Là se situe l'essentiel. Mais récupérer la mise et punir les ravisseurs n'ont jamais été écartés. Les hélicoptères tournaient en l'air, prêts à intervenir avec des commandos Marine. Le Breguet qui observe tout précise : « *Les pirates s'enfuient dans un véhicule tout-terrain.* » Dès lors, leur interception devient possible.

La suite se déroule très vite. À Paris, le feu vert d'intervention file sur les ondes. Sur le *Jean-Bart*, Marin Gillier ordonne « que les hélicoptères se dirigent vers le véhicule ». Le Breguet guide les pilotes vers l'objectif. Ils ont tôt fait de rejoindre le 4 × 4 qui file vers le nord sur une piste en terre véritable tôle ondulée. Il semblerait que les pirates avec le bruit du moteur et les cahots de la piste ne remarquent pas les deux Gazelle d'attaque et l'AS 565 Panther de la 36F avec une dizaine de commandos embarqués qui collent à la poussière de leur véhicule.

« *Trente secondes avant l'interception !* » prévient le pilote de l'hélicoptère de tête, une femme lieutenant de vaisseau. De la carlingue de la Gazelle, le commando tireur d'élite ne saurait manquer sa cible à une centaine de mètres. Sa balle de 12,7 frappe le moteur qui cale net. Le 4 × 4 s'immobilise. Ses passagers ont compris. Ils s'éjectent et s'éparpillent. Trop

tard. Les hélicos se posent et les commandos jaillissent. Une résistance serait suicidaire. Une rafale piquète le sol à valeur de coup de semonce. Les pirates lèvent les bras. Six prisonniers enlevés par l'AS Panther. Une fouille rapide découvre dans le 4 × 4 une sacoche avec une partie de la rançon. Environ 200 000 dollars.

Inutile d'insister et de prolonger sa présence en territoire hostile. « *Décollage immédiat* », ordonne Marin Gillier. Une dernière mesure. Une Gazelle, d'un missile, finit de détruire le véhicule des ravisseurs. S'il y avait encore des dollars camouflés sous les sièges, ils partent en fumée. Tout est terminé. Le 14 avril, les ex-otages débarqueront à Orly. Le 16, les six pirates arriveront à Villacoublay et seront placés en détention. Leur procès interviendra courant 2012. Poursuivis pour « détournement de navire, arrestation et séquestration de plusieurs personnes comme otages en vue d'obtenir une rançon », et ce en « bande organisée », deux seront acquittés, quatre condamnés à des peines de quatre à dix ans de prison. Celui condamné à quatre ans sera libéré, sa détention provisoire couvrant sa peine.

1- Arme d'origine soviétique, mieux connue sous le nom de Kalachnikov. Calibre : 7,62 m/m.

2- Héritiers du célèbre commando Kieffer du 6 juin 1944 en Normandie, les commandos marine sont aujourd'hui au nombre de six. Cinq sont basés à Brest : Jaubert, Trépel, de Montfort, de Penfentenyo, Kieffer. Un sixième est basé à Saint-Mandrier. Tous, à l'exception de Kieffer, portent le nom de l'un de leurs anciens chefs tombés à l'ennemi.

3- Patrick Marchesseau sera fait chevalier de la Légion d'honneur en récompense de son courage et de son comportement.

Chapitre 19
Opération « Jaque »
la libération d'Ingrid Betancourt

2 juillet 2008

Le parfait commando s'imagine volontiers rampant le poignard entre les dents ou se ruant à l'assaut le pistolet mitrailleur à la main. Vision très classique de ces soldats hyper entraînés et d'une audace folle. Dans le cas présent de la libération d'Ingrid Betancourt, l'opération *Jaque*, rien de ce visage traditionnel. Pas de poignard, pas d'arme automatique crachant la mort ! Une intoxication intelligente, savamment construite, de l'ennemi en s'infiltrant dans son réseau de communications. Un adversaire piégé par des instructions habilement distillées et se précipitant dans le traquenard tendu. Au final, des libérations acquises sans un coup de feu alors que depuis des années toutes les tentatives, militaires ou diplomatiques, restaient vaines. Un triomphe de l'imagination et du professionnalisme.

*

Dans un atlas traditionnel, la Colombie, cet État sud-américain portant le nom du célèbre navigateur ayant découvert le Nouveau Monde, fait modeste figure. Et pourtant ! Elle s'étale sur une superficie deux fois égale à celle de la France. La carte tout autant reflète mal la complexité d'un pays tropical voire équatorial, montagneux sur le tiers de sa surface. En grattant un peu, on découvre que la Colombie compte 45 millions d'habitants

d'origines ethniques très diversifiées. On apprend surtout qu'elle vit depuis son accession à l'indépendance, qui, en 1811, la libère de la tutelle espagnole, un destin passablement agité. La vie démocratique se révèle très aléatoire ; l'inégalité sociale, sur fond de pauvreté générale, génère des mouvements populaires de révolte.

Les FARC, Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes, en représentent un aspect récent et significatif. Dans les années 1930, sous couvert de réforme agraire, se développe une guérilla active d'obédience communiste. Les années 1948-1953 sont sanglantes. De l'ordre de 100 000 à 300 000 morts. L'amnistie de 1953 ne calme pas l'agitation. L'offensive gouvernementale déclenchée le 27 mai 1964 pour en finir avec les zones révoltées marque la fondation officielle des FARC dont le sigle apparaît véritablement en 1966.

Effectivement, ces groupes insurgés, dispersés à travers la Colombie, représentent une force hostile au pouvoir en place. Ils exigent de larges réformes agraires et constituent une résistance violente non négligeable. En 2000, on les estime forts d'environ 20 000 combattants bien armés et militairement structurés. La montagne, la jungle leur assurent une quasi-immunité. Décomposés en fronts, ils en arrivent à contrôler des portions du territoire colombien. Pour se signaler à l'opinion publique et monnayer de fructueuses rançons, l'enlèvement s'affirme être leur arme privilégiée. Des otages de toutes origines, politiques, militaires, policières, et de tous sexes, tombés entre leurs mains, croupissent durant des mois et des années dans le fol espoir d'une libération. Les malheureux vivent dans des conditions misérables, souvent enchaînés, déplacés d'un camp dans un autre afin d'égarer les recherches. Au nombre de ces enlèvements, celui, en 2002, d'une personnalité connue, Ingrid Betancourt[1].

Ingrid Betancourt voit le jour en 1961 dans une famille aisée. Effectuant une partie de ses études en France, elle devient parfaitement francophone et, par mariage, acquiert la citoyenneté française. Rentrée en Colombie, elle entame une carrière politique. Députée en 1994, puis sénatrice, elle pose sa candidature à la future élection présidentielle de mai 2002. Négligeant les conseils de prudence, sa campagne électorale la conduit dans les zones dangereuses. C'est là qu'elle est enlevée par les FARC, le 23 février 2002.

Enlever et détenir une candidate à l'élection présidentielle s'inscrivent en succès spectaculaire à l'actif des FARC. Aucun des précédents otages ne bénéficiait d'une telle notoriété. Le rapt est rapidement connu à travers le

monde. À Paris, à juste titre, on s'émeut du sort d'une femme de citoyenneté française. Des comités de soutien s'organisent en sa faveur. Des interventions diplomatiques, françaises ou internationales, s'efforcent d'obtenir sa libération. Sans résultats. Si quelques libérations se produisent au compte-gouttes, Ingrid Betancourt est une proie trop précieuse pour être relâchée sans de très grosses contreparties. Militairement, la jungle protège les gardiens et leurs prisonniers.

Des opérations se soldent par des bilans sanglants. Les FARC assassinent leurs otages plutôt que les perdre. La présence des prisonniers interdit le bombardement des campements localisés.

On en est là début 2008. Ingrid Betancourt demeure toujours otage, ainsi que trois Américains et de nombreux Colombiens. Les efforts pour les libérer ont échoué. Pourtant les FARC ont perdu l'étiage de 20 000. Sous l'impulsion du jeune Président Alvaro Uribe, élu en mai 2002, la lutte contre l'organisation se poursuit sans répit. Ces efforts payent. Des révoltés sont tués ou se rendent. Des désertions interviennent. Ils ne seraient que 7 000 à tenir la jungle, plus bandits de grand chemin que patriotes exaltés. Le narcotrafic se révèle comme leur principale raison d'être. On sait que la Colombie est un grand fournisseur de cocaïne. Les FARC en vivent.

Le mois de mars 2008 est rude pour la sédition. Le numéro deux des FARC, Raul Reyes, est tué le 1er. Quelques jours plus tard, un des membres du secrétariat de direction est assassiné par l'un de ses gardes du corps. Surtout, le 26, Manuel Marulunda, le fondateur et chef historique, disparaît. Mort naturelle, suite à une crise cardiaque, semble-t-il. Alfonso Cano[2] lui succède. De fait, il commande le bloc occidental des FARC. Jorge Bricefo Quarrez, mieux connu sous le pseudonyme de Mono Jojoy, régente à sa guise le bloc oriental[3].

Dans l'armée colombienne, les services de renseignements, aidés par les Américains, Britanniques et Israéliens, se sont renforcés. Ils disposent des moyens techniques appropriés et en 2008 se montrent en mesure de mener des opérations de « déception électronique » (brouillage). Concrètement, ils se trouvent en mesure de s'infiltrer dans les réseaux de communications radio des FARC. Devant l'insuccès des opérations classiques en vue de libérer des otages, une équipe de jeunes officiers décide de faire effort dans ce sens. Le 20 avril, le principe en est approuvé par la hiérarchie. L'application débute aussitôt.

Les FARC utilisent entre eux des liaisons radio régulières. Trois fois par jour, sauf contretemps de la météo, Andréa, l'opératrice de Mono Jojoy, entre en relation avec ses correspondantes des cinq fronts du bloc oriental. Celle de Gerardo Antonio Aguilar, alias César, chef du front numéro 1 dans la province de Guaviare[4], porte l'indicatif de La India. Est-ce à cause de ses origines ? Les communications chiffrées se transmettent toujours sur une fréquence propre à chaque vacataire et changée à chaque vacation.

Le scénario envisagé par les officiers des services de renseignements prévoit de remplacer Andréa par une fausse Andréa appartenant aux forces armées. Il serait alors possible de donner des instructions à César qui penserait les recevoir de Mono Jojoy, indicatif Jorge, son grand patron.

Le stratagème réussit. La fausse Andréa s'identifie complètement à la vraie. César est persuadé converser – toujours brièvement – avec Mono Jojoy. Les ordres signés Jorge tombent.

Ce succès incite les officiers des renseignements à pousser plus avant. S'élabore ce qui sera baptisé l'opération *Jaque*, échec et mat en espagnol. Elle peut d'autant mieux se concevoir qu'un commando de l'armée, infiltré dans la jungle, a confirmé des renseignements et localisé le groupe d'otages dont fait partie Ingrid Betancourt. Il se déplace dans le secteur de César. C'est donc bien sur celui-ci qu'il faut agir.

L'idée de manœuvre, simple dans son principe mais combien difficile à réaliser, repose sur la notion de visite aux otages d'une commission internationale. Cette visite, véritable appât pour l'orgueil de César, provoquerait une opportunité de libération. Soit par ruse, soit par la force armée. Par ruse de préférence. Dès lors les télégrammes vont se succéder entre la fausse Andréa et la très réelle La India.

31 mai. De la fausse Andréa à La India.

« Comment va la charge ? Comment est-elle répartie ? Quelles sont les possibilités pour recevoir une commission internationale ? »

La charge, dans le vocabulaire des FARC, signifie les otages. Ce télégramme du 31 mai est une minute de vérité. Si César répond correctement, la preuve est acquise que le poisson est ferré.

1er juin. De La India à la fausse Andréa.

« Camarade Jorge, nos salutations. La charge va bien. Elle est dispersée. »

Au PC des services de renseignements, on pousse un ouf de soulagement. La réponse prouve que César s'aligne sur son chef. Le piège

fonctionne.

2 juin. De la fausse Andréa à La India.

« Nous allons bien et nous sommes heureux que vous alliez bien. Réunissez toute la charge. Créez toutes les conditions pour recevoir une commission internationale en lieu sûr. Quand ce sera prêt, transmettez. Salutations. Jorge. »

À Bogota, on se frotte les mains. Cette fois la fausse Andréa, parlant pour le compte de Mono Jojoy, donne des ordres. Et César exécute, prescrivant à deux de ses lieutenants, Urias et Reinaldo :

3 juin à Urias :

« Coordonnez avec Reinaldo et regroupez-les. Signé César. »

Au plan pratique, un tel ordre implique de réunir des otages distants de 150 km et ce au terme d'une épuisante marche dans la jungle. Mais, dans les FARC, les ordres supérieurs ne se discutent pas et Mono Jojoy de son côté insiste.

13 juin. De la fausse Andréa à La India.

« *Maintenez secret le plan que nous avons envoyé. Salutations. Jorge*. »

« *Votre mission est de garantir la vie des prisonniers… Donnez-leur une nourriture spéciale. Qu'ils aient une chemise blanche. Motivez-les. Préparez un communiqué pour cette visite. Salutations. Jorge*. »

Pour César, la perspective d'une visite internationale se précise. Son chef l'a instruit en conséquence.

Cette visite, les Colombiens la préparent en secret. Leur plan s'affine dans sa conception et ses modalités. Une commission humanitaire rendra donc visite aux otages. Les FARC ont tout intérêt à montrer que leurs prisonniers sont en bonne santé et correctement traités. Il en va de leur image et de leur audience internationale. Cette visite sera l'occasion de transférer leurs otages en un autre site plus éloigné et mieux aménagé. Il faut donc pour les Colombiens monter cette opération fictive au cours de laquelle les guérilleros de garde seront neutralisés et les captifs libérés.

Puisqu'une commission humanitaire internationale doit visiter les otages, il est obligatoire qu'elle existe ou tout au moins en donne l'apparence. Désignée sous le vocable de *Mission Humanitaire Internationale*, elle donne l'impression d'avoir pignon sur rue avec un historique de missions déjà remplies, un site web, un logo, des cocardes. Une publicité habilement habillée l'entoure pour attester qu'une mission internationale va bientôt se rendre au cœur des FARC.

Pour rendre visite et transférer rapidement et en sécurité, la jungle n'autorise qu'un moyen de transport : l'hélicoptère. Deux MI 17 de fabrication soviétique seront utilisés à cet effet. Ils peuvent enlever 32 passagers à vitesse maximum de 250 km/h. En quelques jours, ces engins à vocation militaire sont repeints en blanc et orange et mués en pacifiques transporteurs. Les équipages, d'origine militaire et hautement qualifiés, se porteront volontaires.

Rien ne saurait s'accomplir sans des hommes d'une extrême qualité. Le commando, chargé d'une double mission, simuler du personnel humanitaire puis neutraliser les guérilleros d'escorte, est recruté avec soin. Ils seront onze lancés dans cette entreprise à hauts risques : la mort ou la captivité. À leur tête, un jeune commandant à l'identité non divulguée. Suivant les récits, il apparaît comme le commandant Davila ou Fernando. Il est l'un des initiateurs de l'opération *Jaque*. Derrière lui, sont supposés se présenter : un délégué international d'origine arabe, un délégué international australien, un médecin, deux infirmières et un infirmier, un journaliste, un cameraman, deux membres des FARC. Tous Colombiens, ils auront à s'intégrer aux personnages des pays qu'ils auront à jouer. Aspect, habillement, comportement sont étudiés afin de les éloigner du monde militaire d'où ils proviennent. Ce changement de physionomie leur impose un travail de fond, à commencer par la connaissance du pays qu'ils sont censés représenter. Leur existence passée, leur pratique d'une langue ont compté parmi les critères de sélection et assurent en la matière un précieux apport.

Alors que les préparatifs s'accélèrent, le leurre continue de se mettre en place. Les messages radio poursuivent leur intoxication au niveau de César. Celui-ci, le 12 juin, a rendu compte à Jorge que le regroupement s'achève. Le 24 juin, son opératrice prévient la fausse Andréa : « *Nous avons déjà un groupe sur place. Les autres à vingt kilomètres. Tout va bien. Coordonnées 0218113/07203193.* »

Ce message capital déclenche définitivement *Jaque*. Les coordonnées du point de visite sont connues. Les otages finissent de se rassembler. Or, dans le front 1 de César, ils se comptent quinze : Ingrid Betancourt, 3 Américains, 11 Colombiens. Si le scénario se poursuit correctement, ces quinze-là retrouveront la liberté. À commencer par la Franco-Colombienne, témoin vivant du drame des captifs et de la monstruosité de leurs geôliers.

Depuis mars, ces 15 otages ne cessent pratiquement de se déplacer, effectuant tous les jours des étapes de 20 à 25 km dans la jungle. Rude

épreuve pour des organismes amoindris par des années de captivité. Voici que soudain leurs conditions de vie s'améliorent. Meilleure nourriture, habillement neuf et propre, déplacements en canots. Ils s'interrogent. Pourquoi ce changement ? Des rumeurs circulent sur des contacts entre la rébellion et le gouvernement. Rien de précis.

Le samedi 28 juin, la fausse Andréa transmet un message à La India, l'opératrice de César : « *Le secrétariat a décidé de transférer la charge dans la zone du camarade Alfonso Cano pour recevoir la visite. L'opération s'appelle camarade Manuel Muralanda Velez, Mourir pour le peuple c'est vivre pour toujours. Êtes-vous d'accord pour voyager avec un membre de votre état-major dans les hélicoptères ? Reinel prendra le commandement du front jusqu'à votre retour. Tout est clandestin. N'utilisez pas de téléphone satellite. Salutations. Jorge.* »

Contrairement à ses habitudes, César répond sans attendre, 48 minutes plus tard : « *D'accord. Salutations. César.* »

Le dimanche 29, le commando colombien se rassemble dans une maison isolée hors de Bogota pour les ultimes précisions. Ce même jour, la fausse Andréa passe un message de directives à César en vue de la prochaine visite : « *Mercredi, à partir de 8 heures du matin, être en QAP (écoute permanente) pour conduire l'action aux coordonnées que vous aviez déterminées le 24. Il y aura des journalistes avec caméra. Que la troupe soit impeccable pour montrer au monde où nous en sommes face au plan patriote. Coordination avec les hélicoptères en VHF sur la fréquence 174300. Renforcez les mesures de sécurité. Mais seulement ce qui est nécessaire. Salutations. Jorge*. »

C'est clair. Mercredi 2 juillet, César doit conduire ses otages au point fixé et montrer aux visiteurs que sa troupe a fière allure. Après quoi il embarquera direction le bloc occidental de Cano. Dans ce montage, le commandement colombien a prévu un ventral pour le cas où. Des forces importantes sont prêtes à boucler la zone et à fondre sur la DZ de la « Commission humanitaire ». Autre détail non négligeable : Bogota a prévenu Washington de ce qui se tramait. L'Oncle Sam est un partenaire trop important pour le tenir à l'écart.

Le lundi 30 juin, César pose une question délicate : « *Pouvons-nous emporter une paire de pistolets ? Salutations. César*. »

La réponse, par la fausse Andréa, est habile : « *Nous allons consulter la commission. Salutations. Jorg*e. »

Le lendemain, elle tombe, jouant la confiance : « *Emportez-les*. »

Le commando sait à quoi s'en tenir. Désarmé, puisqu'il se présente en tant que commission humanitaire, il aura devant lui des guérilleros, César et son adjoint, munis d'armes de poing. Leur neutralisation devra s'effectuer brutalement et par surprise.

Ce 30 juin, vers 15 heures, les onze membres de la dite commission débarquent par avion à la base militaire de Tolemaida proche de la province de Guaviare. Les deux MI 17 les attendaient ainsi qu'une lourde chaleur tropicale. Le général Montoya, patron de l'armée de terre, est là, venu pour encourager ses hommes. Ces onze ont le sentiment qu'ils vont avoir à réaliser la « *mission de leur vie* », comme leur déclare Montoya. Tous arborent des tenues civiles adaptées à leur supposée condition.

Les quinze otages aux mains de César le sentent. Quelque chose a vraiment changé. Ces derniers jours de juin, ils mangent beaucoup mieux : du poulet, des sauces, des jus de fruits. Du jamais vu depuis des années. Pourquoi ce changement ? L'interrogation demeure. Les spéculations vont bon train.

Au matin du 1er juillet, Gafas, le plus mauvais des gardiens, leur indique enfin qu'ils rencontreront bientôt des gens arrivant par hélicoptère. À cette heure, les quinze vivent encore séparés en trois groupes tandis que les ordres se succèdent. Départ avec un minimum d'affaires. Au soir de ce 1er juillet, ils se trouvent réunis dans une grande maison proche de la rivière Irinada. Ils n'ont plus qu'à attendre.

*

La libération.

Dès la tombée de la nuit du 1er au 2, les deux MI 17 et leurs 11 commandos quittent Tolemaida. Le temps est orageux, la navigation difficile pour les pilotes. Un campement leur été préparé par les Forces spéciales, mais les moustiques contrarieront leur sommeil.

Dans la journée, César a rendu compte que la *charge à quinze* était prête et a demandé quatre guérilleros de plus par mesure de sécurité. La réponse, via la fausse Andréa, a coupé court : « *Impossible. Uniquement ce qui a été ordonné. Salutations. Jorge*. »

Afin d'éviter ce cas de figure de 4 guérilleros supplémentaires, le commandement colombien décide, in extremis, de ne faire poser qu'un hélicoptère avec seulement neuf commandos à bord. Le second tournera à distance à toutes fins utiles.

Le mercredi 2 juillet, vers 8 heures, César reçoit un ultime message : « *Le chef de la mission est un certain José Luis Russi. Il a toutes les indications nécessaires. La charge devra être attachée. Nous attendons votre compte rendu lorsqu'ils arriveront. Salutations. Jorge*. »

Les otages devront donc être attachés. Le commandement colombien l'a voulu ainsi pour éviter une interférence dangereuse de leur part. Une fois embarqués et décollés, ne risqueraient-ils pas de vouloir s'emparer de l'appareil ayant le nombre pour eux ?

Vers midi et demi, les quinze, anxieux et rassemblés devant la maison où ils ont passé la nuit, entendent des bruits d'hélicoptères. Habituellement, dans ces cas, leurs gardiens les obligent à se camoufler pour échapper aux vues. Cette fois, il n'en est rien. Au contraire. Des barques leur font traverser l'Inirida. Ayant accosté, il est 13 h 15 lorsqu'ils voient se poser devant eux, dans un terrain dégagé couvert d'herbe rase entouré de champs de coca, un hélicoptère blanc et orange dont les pales continuent de tourner. Celui-ci a décollé 40 minutes plus tôt à 130 km de là. À son bord, le commando à neuf du commandant Davila et les 4 membres d'équipage. L'autre MI 17 tournoie haut dans le ciel.

Davila et les siens se trouvent dans la gueule du loup. Ils ont les mains nues. Dehors, à courte distance, des dizaines de guérilleros bien armés observent la scène.

Le mécanicien attend une minute avant d'ouvrir la porte par où s'engouffre une bouffée d'air chaud. Un homme descend. Il distingue nettement devant les guérilleros à l'allure menaçante et près d'eux des civils, les otages. Une autre minute s'écoule, puis un second passager, un cameraman, descend et un troisième, un journaliste. Le cameraman ajuste son appareil et le journaliste entame un petit discours : « Au milieu de la jungle colombienne, nous allons être témoins d'un événement qui sera historique pour la Colombie et pour le monde. Il s'agit du transport et du transfert d'un groupe de prisonniers de guerre aux mains des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, Armée du peuple. »

Puis, dans le calme ambiant, il enchaîne : « Nous allons assister à la descente de la Commission internationale. »

Effectivement, la Commission touche terre. Son chef, un officier qui se présente en tant que docteur Russi, s'avance et interroge :

« – Où est le responsable ? »

Personne ne réplique. L'interrogation se fait plus sèche :

« – Où est César, le commandant ? »

Enfin l'intéressé se manifeste. Un premier dialogue s'engage :

« – Vous êtes le commandant César ? Savez-vous qui je suis ?

– Oui, oui, bien sûr. Vous êtes le docteur Russi. Comment allez-vous ? Je suis enchanté de faire votre connaissance. »

Les deux hommes se serrent la main avec chaleur. Le contact physique est réalisé. On palabre quelque peu et César se fait obligeant. Il propose à son visiteur de venir avec lui prendre quelque chose. Le faux toubib s'inquiète. Ne serait-ce pas un piège ?

Soudain, une femme accourt en direction de César. L'India, l'opératrice qui vient de recevoir un message de la fausse Andréa.

« – Écoutez, le camarade vous fait dire que cette opération doit être rapide. Vous devez embarquer sans attendre. »

Cet appel radio avait été convenu pour accélérer le déroulement de l'embarquement. Il tombe au bon moment.

Rien n'est simple. Les otages doivent embarquer entravés et s'y opposent. Ingrid Betancourt qui flaire des choses louches s'offusque. La tension monte. Quelques otages se laissent lier les mains par des cordelettes, d'autres non. Les trois Américains partagent la position de la Franco-Colombienne et leur obstination compte. Le faux Australien du commando, un jeune capitaine, bavardait en anglais avec eux. Il sent qu'il faut hâter le dénouement, sinon le scénario pourrait capoter. Résolument, il prend un risque et glisse à mi-voix : « – I'm part of your Mos. » (J'appartiens à vos services spéciaux).

Avant d'ajouter, en prenant l'un des rétifs à part : « – I am Colombian Army ! »

Les trois Américains comprennent à demi. Dans le doute, ils se laissent entraver et leur exemple incite les récalcitrants à les imiter. Ingrid Betancourt est la dernière à accepter malgré les instances de l'infirmière qui s'occupait d'elle.

Afin de faire plus vrai, le commandant Davila demande à César une interview avant de monter à bord. Flatté, le chef guérillero se laisse filmer sans s'aventurer sur le fond puis se hisse dans la carlingue avec son adjoint

Gafas. Une ovation salue leur arrivée. Les deux hommes apprécient. Enfin, Ingrid Betancourt monte dans l'hélicoptère. Son visage reflète beaucoup de tristesse et de colère. À ses yeux, cette Mission Humanitaire ne sert que les intérêts des FARC et elle dissimule mal sa répulsion à son endroit.

Le grand jeu de la bonne entente s'applique jusqu'au bout. Presque à l'ultime minute, deux membres de la Commission déboulent, les bras chargés de cartons de bière. Le cadeau de départ à messieurs les guérilleros qui les ont si bien accueillis.

Les quinze otages, leurs deux gardiens César et Gafas, le commando au complet sont montés. Le pilote, sur les nerfs, presse de décoller. Le mécanicien retire l'échelle alors que l'appareil a déjà pris de la hauteur.

13 h 37. Le MI 17 est resté 22 minutes en secteur de la rébellion. Un message codé file sur les ondes : « *Générateurs OK.* »

Ceux qui écoutent, à Bogota, à Tolemaida, à San Jose del Guaviare, ou dans l'hélicoptère n° 2, apprennent, avec quel soulagement, que le décollage s'est effectué avec tout l'effectif souhaité.

En moins de deux minutes, le MI 17 atteint 2 000 pieds au milieu d'une brume qui le met à l'abri des vues du sol. Dans la carlingue, les otages sont toujours entravés sauf Ingrid Betancourt qui a réussi à se délivrer de ses liens assez lâches. César est assis à l'arrière et Gafas sur l'avant. L'ambiance entre guérilleros et membres de la mission se veut décontractée.

Davila d'un coup d'œil a fait comprendre au sergent Alberto, boxeur amateur, que le moment était venu. Tranquillement, Alberto s'approche de César en conversation avec le médecin qui l'interroge sur son baptême de l'air en hélicoptère. Son poing s'abat comme une masse sur le visage du guérillero. César n'a pas le temps de comprendre et en une fraction de seconde trois autres membres du commando se jettent sur lui pour l'immobiliser. L'homme est nerveux et solide. Il résiste comme une bête féroce. Ses assaillants veillent surtout à éviter qu'il ne puisse s'emparer de son arme.

À l'avant, le sort de Gafas se joue plus aisément. Très vite, devant les quatre commandos qui l'étreignent, il comprend et se laisse menotter.

Au début, les otages suivent la scène sans deviner les raisons de ce pugilat. Brusquement ils saisissent. Certains, malgré leurs liens, se précipitent pour aider à maîtriser les deux guérilleros. La rage les prend, et voyant leurs tortionnaires au sol, menottés et à moitié déshabillés, ils les frappent du pied. Ils ont tant à leur reprocher.

Soudain, des voix s'écrient : « – Nous sommes l'Armée Nationale ! Vous êtes libres… »

La lumière se fait dans les esprits. Les liens sont coupés. L'euphorie éclate. L'hélicoptère tangue un peu tant on se bouscule dans la carlingue où retentissent l'hymne national et celui de l'armée colombienne.

Parfois, un doute se glisse. Trop beau pour être réel. Ingrid Betancourt peine à se mettre dans l'état d'une femme libre. L'infirmière, qui la pressait de se laisser lier les mains pour monter à bord, s'approche : « – Regardez, c'est San Jose del Guaviare. Croyez-moi, c'est vrai ! »

Cette fois, Ingrid Betancourt est convaincue. Cette femme profondément croyante se signe plusieurs fois et remercie le Ciel pour cette liberté sur laquelle elle ne comptait plus.

Par le hublot se distinguent nettement les artères de la ville et les approches de la piste où le général Montoya s'est posé pour accueillir les deux hélicoptères qui rentrent, mission remplie.

Oui, mission remplie sans un coup de feu. Quinze otages libérés. Certains, comme le lieutenant colombien Malagon, étaient prisonniers depuis dix ans. Ingrid Betancourt, pour sa part, avait passé six années terribles entre les mains des FARC. Sa libération prend une dimension internationale. Ne sauraient s'oublier l'intelligence, l'imagination, le savoir-faire et l'audace qui ont permis d'en arriver là.

1- Patronyme à ne pas confondre avec celui de l'héritière de l'Oréal. Les deux orthographes diffèrent.

2- Guillermo Saenz de son vrai nom. Il sera tué, à 63 ans, le 4 novembre 2011, par l'armée colombienne, sa mort portant un coup très rude aux FARC.

3- Il sera tué par un bombardement de l'armée, le 22 septembre 2010.

4- Dans la partie centrale de la Colombie, à 400 kilomètres au sud de Bogota, la province de Guaviare s'étale sur 53 000 km^2. Elle est grande productrice de cocaïne. Capitale : San Jose del Guaviare.

Chapitre 20
Le commando fatal à Ben Laden

2 mai 2011

Le 11 septembre 2001 s'inscrit en lettres de feu et de sang dans le cœur des Américains. Ils se croyaient invulnérables dans leur sanctuaire si bien protégé entre Atlantique et Pacifique. La Seconde Guerre mondiale l'avait prouvé. Ni les Allemands ni les Japonais n'avaient pu leur porter de véritables coups. La population civile, à l'encontre de ce qui se déroulait sur d'autres continents, était sortie indemne du conflit.

Voici que brutalement la foudre s'abat chez eux, en des lieux symboliques, au cœur de New York et de Washington. L'attentat contre le World Trade Center, en plein Manhattan, provoque victimes et brise un mythe. La première puissance militaire du monde n'est pas à l'abri des frappes de ses ennemis. Le réveil est brutal.

La rancœur se focalise bientôt sur une organisation et un homme qui revendiquent ouvertement la responsabilité du 11 septembre. Al-Qaïda, l'organisation en question, est une nébuleuse islamique, d'inspiration sunnite, apparue à la fin des années 1980, prêchant le djihad, la lutte contre l'infidèle, par le terrorisme. Les attentats spectaculaires sont la plus caractéristique manifestation de son activité. Chef d'orchestre de ces actions d'Al-Qaïda visant avant tout le monde occidental, un nommé Oussama Ben Laden

Le parcours initial de ce Ben Laden est relativement bien connu. Il voit le jour à Riyad en Arabie Saoudite, le 10 mars 1957, au sein d'une nombreuse et riche famille. Très vite il se rapproche d'Al-Qaïda dont il

devient un organisateur, un chef et un bailleur de fonds grâce à sa fortune personnelle. Pourquoi cet engagement en faveur d'un mouvement islamiste clairement orienté vers le terrorisme antioccidental ? Son credo religieux très certainement doublé d'une hostilité à la monarchie Saoudite à laquelle il reproche ses liens avec l'infidèle américain. (Il est déchu de sa nationalité en 1994.) L'existence de l'État d'Israël, le soutien que lui portent les États-Unis, le sort réservé par les Juifs au peuple palestinien, finissent de fournir les grands mobiles de son combat.

Dès 1999, suite à des attentats signés d'Al-Qaïda contre des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, le FBI le classe parmi les dix criminels les plus recherchés. Sa tête est mise à prix 25 millions de dollars, somme qui sera portée à 50 millions par le Sénat en 2007. Car ses déclarations intempestives, ses vindictes distillées contre l'Oncle Sam, après le 11 septembre 2001, ne peuvent qu'attirer l'attention sur son personnage. Son portrait se divulgue largement alors que par contre la localisation de sa retraite s'obscurcit. Où se cache-t-il exactement ? En Afghanistan, au Pakistan ?

Wanted donc Oussama Ben Laden dont les traits à force d'être publiés deviennent familiers. Il se présente le plus souvent drapé de blanc et coiffé d'un turban de même couleur.

Une longue barbe noire accentue l'ovale du visage et fait ressortir la cavité des yeux et la vivacité du regard. Manifestement cet homme sait ce qu'il veut et ne paraît enclin à quelque sentiment. La vie d'un roumi ne pèse pas pour lui. Ses vindictes, ses menaces et ses actes le prouvent.

Depuis le 11 septembre, tous les services spéciaux américains se mobilisent pour éliminer ce fanatique d'un autre âge. Vainement ! S'ils reconnaissent avoir manqué Ben Laden lors de la bataille de Tora Bora en novembre 2001, depuis ils piétinent. Plus que jamais la question se pose. Où se terre-t-il ? On sait aujourd'hui qu'en 2005-2006, Ben Laden a quitté les montagnes pakistanaises. Souffrant d'une infection amibienne intestinale, il s'est replié sur un complexe fortifié à Abbottabad, à 50 km d'Islamabad, à la pointe nord-est du pays. Cette implantation dans une ville de 120 000 habitants, nichée à 1200 m d'altitude, lui permet de se faire soigner tout en gardant un contact étroit avec ses émissaires en Afghanistan proche.

Le Président américain Bush donnait la priorité à la « *guerre globale contre le terrorisme* ». Son successeur Barack Obama relance la traque

contre Ben Laden. Il tient à ce que justice soit rendue contre le cerveau du 11 septembre. À partir de juillet 2010, des renseignements mettent la CIA sur la piste. Des prisonniers de Guantanamo soumis à la « baignoire » fournissent des indications sur les messagers. Un indicateur pakistanais reconnaît un agent de Ben Laden se rendant dans une maison forte d'Abbottabad. Le filet se resserre. Le refuge du chef d'Al-Qaïda se précise.

Il se situe dans un quartier résidentiel à base de retraités d'Abbottabad. Curieusement, cette demeure, tout à la fois abri et PC, se trouve à mi-distance d'une école, le Saint-Cyr pakistanais, et d'un hôpital militaire. Est-ce voulu pour se protéger et se soigner ? Elle constitue une propriété solidement gardée, en forme de triangle isocèle, de vastes dimensions. Sensiblement un demi-hectare, soit 110 m sur 65. Trois cours en occupent la majeure partie. Accolée au milieu de la base s'élève une maison sur trois niveaux. Des murs de 3,5 à 5 mètres de haut, surmontés de barbelés, interdisent l'accès contrôlé par trois portes blindées. Ben Laden et sa famille (trois épouses et huit enfants[1]) logeraient aux premier et deuxième étages du bâtiment principal. Des gardiens habiteraient une annexe toujours à l'intérieur de l'enceinte dans le redan supérieur du triangle. Au total, 22 personnes vivraient dans cet enclos muni de tout le confort moderne.

En septembre 2010, Léon Panetta, le patron de la CIA, informe le Président Obama et son staff que la cache de Ben Laden est peut-être découverte. La nouvelle reste secrète et six mois seront nécessaires pour confirmer la présomption avec une très forte probabilité.

Sur la base de ces renseignements de plus en plus affinés, trois hypothèses s'offrent aux Américains pour en finir avec le cas Ben Laden :

– Un bombardement aérien. C'est de loin la solution la plus aisée. Mais les risques de dommages à la population pakistanaise en secteur urbain l'éliminent. Outre, frapper chez un pays théoriquement ami provoquerait de sérieuses complications diplomatiques.

– Demander à l'armée pakistanaise d'intervenir. Étant donné les interférences entre Pakistan et Al-Qaïda, en dépit des allégations de Karachi, tout induit à penser que Ben Laden serait prévenu et aurait le temps de prendre du champ.

– Dépêcher un commando strictement américain. La formule non sans danger pour les exécutants préserve totalement la discrétion et laisse liberté totale de choix du jour J et de l'heure H. L'armée américaine dispose de moyens sophistiqués pour mener à bien une opération contre Ben Laden.

L'attentat du 11 septembre 2001 a donné impulsion aux forces spéciales. Les États-Unis se devaient de posséder des outils de lutte contre le terrorisme. Leurs SEAL (acronyme de Sea Air Land), qui puisent leurs origines lointaines dans les unités de commandos de la Seconde Guerre mondiale et du conflit vietnamien, correspondent à une élite professionnelle. Ses membres, jeunes, de dix-sept à vingt-huit ans, subissent un entraînement rigoureux et sélectif. Au sein de ces équipes SEAL, numérotées de 1 à 10, se distingue le Team 6, étiquette du Naval Special Warfare Development Group. Son effectif précis reste flou. De 100 à 300. Ce Team 6, relevant du JSOC (Joint Special Operation Command), fournit à la CIA son bras séculier privilégié pour mener les actions antiterroristes. L'élimination rapide et discrète d'Oussama Ben Laden répond parfaitement aux services que cette troupe d'élite doit apporter à son pays.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la puissante machine industrielle américaine fournit à ses soldats un armement constamment amélioré. Blindés, avions, bateaux sortent de ses chaînes. L'hélicoptère apporte, depuis le Vietnam, l'instrument de transport de la troisième dimension. Il dépose les combattants vite et au plus près de l'ennemi. À ce titre, sous réserve de son bruit en approche finale, il répond parfaitement aux nécessités opérationnelles d'intervention brutale et par surprise d'un commando. En ce domaine des hélicoptères, les Américains disposent d'appareils performants. Le Black Hawk UH 60, à rotors quadripales, peut enlever 5 tonnes sur 1 600 km à une vitesse de près de 300 km/h. Le Chinook CH 47 bi-rotor rappelle de loin la silhouette des « Bananes » des DIH français de la guerre d'Algérie, mais ses performances se révèlent autrement supérieures. Transport jusqu'à 10 tonnes, sur 2 000 km, à 295 km/h de vitesse maximum. Avec de tels engins, puissamment armés, les Américains sont en mesure de larguer des commandos loin sur les arrières et de les récupérer mission accomplie.

Tel se présente le cas d'un coup de main contre le repère du chef d'Al-Qaïda. Le réaliser implique un feu vert eu égard aux incidences : celui de la Maison Blanche. Barack Obama le donnera-t-il ? Le jeune président des États-Unis ne s'est encore jamais trouvé confronté à une décision de ce type, mettant en cause des vies américaines et lourde de répercussions internationales. Car il s'agit d'aller porter le fer dans un pays allié.

Léon Panetta tient Barack Obama régulièrement informé des précisions concernant Ben Laden et de la préparation de l'opération envisagée. Des

photographies aériennes et terrestres ont été prises de l'antre de l'homme que les Américains ont baptisé Geronimo, réminiscence de leur ennemi numéro un des guerres indiennes. Elles ont permis de reconstituer une structure analogue sur laquelle le commando du Team 6 s'entraîne depuis la fin de mars. A priori, les hommes et les machines sont prêts. Tout semble indiquer que le gibier gîte dans son terrier. Le jeudi 28 avril 2011, le Président, prévenu que tout est OK et qu'il ne manque que son top, demande une ultime réflexion. Ses conseillers sont divisés. Un revers spectaculaire à 18 mois de l'élection présidentielle serait catastrophique. Le vendredi 29 au matin, sa décision tombe : « It's a go ! » (On y va !) Le locataire de la Maison Blanche donne l'ordre aux forces spéciales d'éliminer Ben Laden. Les choses, à cet égard, sont claires. Pas question de ramener Ben Laden vivant. L'individu se défendra et à défaut ses gardes du corps feront en sorte qu'il ne tombe pas entre les mains américaines.

*

La météo, orageuse, impose un report de 24 heures. L'opération contre Geronimo se déroulera dans la nuit du dimanche 1er mai au lundi 2 mai.

Il est 23 heures, le dimanche 1er mai, lorsque le commando « Ben Laden » décolle de la base américaine de Jalalabad, à 150 km à l'est de Kaboul, direction Abbottabad pour exécuter l'opération *Neptune's Spear* (Le Trident de Neptune). Ils sont 79 du Team 6 embarqués à bord de quatre hélicoptères lourds : 2 Black Hawk et 2 Chinook. 25 hommes, issus des commandos, constituent l'élément de choc chargé de l'élimination du chef d'Al-Qaïda. Les autres doivent assurer le soutien et intervenir en renfort si besoin. Un chien les accompagne. Cet animal qui court vite rattrapera un fuyard si besoin. Il peut également détecter des explosifs ou des pièges. Sa présence se justifie.

La distance Jalalabad-Abbottabad est relativement courte, de l'ordre de 220 km à vol d'oiseau. Pour les appareils filant à 250 km/h de croisière, le trajet demande une heure en majorité au-dessus du territoire pakistanais. La navigation de nuit exige prudence et habileté. Autant, en ce décor montagneux, pour franchir la ligne de crête du col de Peshawar que pour aborder l'objectif. Si, au-dessus de l'Afghanistan, des survols d'hélicoptères sont fréquents, il en va différemment au Pakistan. Afin de ne pas donner

l'éveil, les pilotes collent le plus possible au ras du sol. Leur expérience, l'équipement de leurs machines l'autorisent. Ces aviateurs chevronnés, surnommés les *Night Stalkers* (Rôdeurs de nuit), appartiennent au 160e régiment d'opérations spéciales de l'aviation. Pour faciliter leur intrusion, ils utilisent des modèles récents, furtifs, échappant aux radars et équipés de dispositifs atténuant les bruits.

Il est 0 h 30 lorsque Léon Panetta annonce à Barack Obama qui suit attentivement le déroulement de l'opération : « – Ils atteignent la cible. » Ils, ce sont, évidemment, les « ventilateurs » du commando. Le temps est dégagé ; la masse blanchâtre du logement de Ben Laden se distingue assez bien. Outre, les Américains possèdent de puissants équipements de vision nocturne.

Le vrombissement des pales réveille les voisins sans toutefois précipiter de réactions particulières hormis les clameurs des chiens. Sans importance. Les Black Hawk qui atterrissent dans les grandes cours intérieures disposent de deux portes latérales. En quelques secondes, les hommes du commando s'éjectent et sautent à terre. La préparation les a initiés aux lieux à investir. Ils situent parfaitement les différents domiciles : celui des gardiens au niveau des cours et celui de Ben Laden sur trois étages. Ce dernier sera-t-il là ? Aucune certitude absolue. D'autres commandos, dans des circonstances identiques, ont trouvé maison vide[2].

Les hommes qui se précipitent vers les bâtiments près desquels ils viennent d'être déposés sont puissamment armés : fusils d'assaut SIG 552, calibre 5,56 mm, revolvers Smith et Wesson 357 Magnum. Ils sont reliés entre eux par des écouteurs radio et certains portent des casques avec caméras pour filmer le déroulement des événements. Les chefs peuvent donner leurs ordres et se tenir parfaitement informés. Avantage certain, tous sont munis d'équipements à infrarouge. Ils distinguent aussitôt une présence en face d'eux. Si nécessaire, des grenades feront place nette et des charges explosives forceront les obstacles.

Les occupants du complexe dormaient. Un garde du corps tiré de son sommeil se lève. Il devine des ombres. S'emparant de son fusil, il tire un coup de feu depuis le bâtiment annexe. La détonation, la lueur le font immédiatement repérer. La réplique est instantanée. L'individu ne se manifestera pas une seconde fois. Une femme près de lui écope d'une balle dans la jambe.

Déjà les assaillants abordent la maison de Ben Laden. Un autre garde du corps et un fils de Ben Laden se trouvent face à eux au rez-de-chaussée. Ils sont aussitôt abattus. L'heure n'autorise pas l'indulgence. Les résidents de la demeure d'Abbottabad appartiennent tous à Al-Qaïda, ennemi irréductible du peuple américain. Le commando frappe sans sommations car il connaît son job. Dans cette joute mortelle, le plus rapide gagne. Une hésitation peut coûter la vie.

Un petit groupe avale les escaliers menant aux étages. D'en bas on entend des rafales qui claquent pour ouvrir les portes ou liquider un opposant. Au deuxième étage, un homme tente de fuir. Drapé de blanc avec une longue barbe noire, il paraît facilement reconnaissable. Ben Laden ! Le doute sur sa présence à Abbottabad est levé. Qui a tiré ? Le saura-t-on jamais ? Deux balles de pistolet HK MP 7 A1 trouent la tempe du chef d'Al-Qaïda. L'homme n'a pas eu le temps de s'emparer d'un pistolet Makarov et d'un fusil AK 47 presque à portée de main. Mission remplie pour le commando.

Il reste à décrocher après une perquisition rapide des lieux. La moisson au déballage se révélera fructueuse : des documents, des photographies, certaines pornographiques, des cassettes et surtout des ordinateurs. Lorsque ceux-ci parleront, ils raconteront beaucoup sur Al-Qaïda.

Le cas était prévu. Il faut s'assurer que le présumé Ben Laden abattu correspond bien au personnage recherché. Le cadavre paraît bien être celui d'un individu de cinquante-quatre ans. Une de ses épouses le reconnaît formellement. L'homme, on le savait, mesurait 1,92 mètre. Un membre du commando d'1,82 m s'allonge à côté de lui. Il manque bien 10 cm entre l'Américain et le personnage supposé[3]. Un roi de France pourrait murmurer devant ce cadavre d'une dimension insolite : « *Il est encore plus grand mort que vivant.* » Devant ces confirmations la dépouille est chargée dans l'habitacle de l'un des hélicos avant que les chefs ne donnent le signal du repli. S'attarder serait dangereux et inutile.

Au poser dans la plus grande cour, l'un des Black Hawk a été détérioré. Pas question de laisser derrière soi un fleuron intact de la technologie américaine. Des explosifs s'en chargeront. Les membres du commando se répartissent dans les autres appareils.

38 minutes se sont écoulées entre le premier poser et le dernier décollage direction Jalalabad. Pertes américaines : néant. Pas même un blessé. Pertes chez Al-Qaïda : 4 tués dont Ben Laden et une femme blessée.

Aucune réaction pakistanaise. Personne depuis la caserne ne s'est manifesté. Surprise et incapacité d'intervention ou connivence tacite ? Difficile d'en préjuger bien que la rapidité de l'action américaine ait dû piéger dans leur sommeil les instructeurs et élèves de l'école militaire. Sans oublier que, dans l'armée pakistanaise comme dans toutes les armées du monde, il importe d'abord et avant tout d'attendre les ordres.

Le corps ramené est aussitôt identifié avec une certitude absolue. Les prélèvements ADN confirment à 99,99 %. Le commando héliporté a bien tué le chef d'Al-Qaïda. (Le lundi, ses restes seront transférés sur le porte-avions *Carl-Vinson* et immergés en mer d'Oman après le respect du rituel du culte musulman. Sa sépulture ne deviendra pas un lieu de pèlerinage et de rassemblement.)

À Washington, Barack Obama et un aréopage de VIP de haut niveau, la secrétaire d'État Hillary Clinton, le secrétaire à la Défense Robert Gates, suivaient l'opération *Neptune's Spear* minute par minute grâce aux caméras des exécutants. Aucune phase ne leur a échappé. Dès le dimanche soir, le Président est en mesure d'emboucher la trompette épique :

« – Ce soir, je suis en mesure d'annoncer au peuple américain et au monde que les États-Unis ont mené une opération qui a conduit à la mort d'Oussama Ben Laden, le chef d'Al-Qaïda, un terroriste responsable du meurtre de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. »

Cette nouvelle est saluée par des manifestations de joie à New York et dans les principales villes du pays. Pour un citoyen américain, enfin, justice a été rendue. Le 11 septembre est vengé.

*

La présentation ci-dessus correspond à la version officielle de la mort de Ben Laden. Certains la mettent en cause. L'homme était malade. Il souffrait de longue date d'une maladie rénale qui lui imposait des dialyses régulières que ses refuges de montagne lui interdisaient pratiquement d'effectuer. Ce terroriste si recherché ne serait-il pas disparu depuis longtemps ? Le récit de sa mort violente s'entoure de beaucoup de mystères. On n'a guère vu son cadavre et les Américains, pour des raisons évidentes, avaient besoin de clamer qu'ils avaient eu raison de l'instigateur du 11 septembre 2001.

Alors, une autre réalité se cache-t-elle derrière la présentation du commando de mai 2011 contre Ben Laden ? L'Histoire, un jour, la révèlera peut-être.

1- Oussama Ben Laden a eu cinq épouses et une vingtaine d'enfants.

2- *Cf.* à cet égard « Son Tay, l'inutile succès », *in Histoire des commandos*, tome 3.

3- Détail qui fera dire par la suite à Barack Obama : « *On a perdu un hélicoptère à 40 millions de dollars. On aurait pu acheter un mètre.* »

Conclusion

Les affrontements type Première et Seconde Guerre mondiale, embrasant l'ensemble de la planète, paraissent aujourd'hui, fort heureusement, à écarter. Encore que ! Les passions humaines, l'histoire le rappelle, sont toujours capables de générer des monstruosités.

Car elles subsistent ces passions, d'où des conflits de moindre envergure et des tensions entre les peuples, les races, les idéologies. Plus qu'une lutte généralisée aux conséquences imprévisibles, les coups de commandos localisés en sont un aspect. Ils permettent aux parties en présence de montrer leur force, de se tenir sur leurs gardes, de disposer d'une riposte prête à intervenir si les choses s'envenimaient, d'éviter de plonger dans un affrontement total. C'est pourquoi tout donne à penser que leur histoire n'est pas uniquement derrière eux mais devant eux. Il y aura encore, demain, des commandos de toutes natures en souhaitant simplement qu'ils ne soient pas le fait de kamikazes endoctrinés.

*

L'évocation des commandos rapportée ci-dessus renferme une lacune. Elle oublie les commandos d'esprit humanitaire. Des hommes se dévouent, désintéressés, non pour détruire mais pour sauver : secours en haute montagne ou en grosse mer, lors des catastrophes naturelles et il en est d'autres... ont valeur d'héroïsme et impliquent un professionnalisme équivalant à celui d'un commando militaire. Leur histoire mérite d'être contée au grand jour.

Cornaudric 2011-2012

Bibliographie

ARMESTO, Marie-Rose, *Son mari a tué Massoud*, Balland, 2002.

ATKINSON, Neville, *Death on small wings*, Publishing Ltd, 2006.

BAR-ZOHAR, Michael, HABER, Eitan, *The quest for the red prince*, William Morrow and Company, 1983.

BRAGHETTI, Anna Laura, *Le prisonnier*, Denoël, 1999.

CERCAS, Javier, *Anatomie d'un instant*, Actes Sud, 2010.

DAVID, Michel, *Guerre secrète en Indochine*, Lavauzelle, 2002.

FORESTIER, Patrick, *Pirates et commandos*, Éditions du Rocher, 2010.

FORO, Philippe, *Une longue saison de douleur et de mort*, Vendémiaire, 2001.

GABRIEL, Claude, KERMEL, Vincent, *Les sentiers de l'espoir*, La Brèche, 1988.

HEYKAl, Mohamed, *L'automne de la colère*, Éditions Ramsay, 1983.

HONDELATTE, Christophe, *Albert Spaggiari*, *Le casse du siècle*, Michel Laffon, 2007.

LANDAU, Alan and Frieda, *U.S. Special Forces*, MBI, 1999.

LEGORJUS, Philippe, FOLLOROU, Jacques, *Ouvéa*, *la République et la morale*, Plon, 2011.

MACKENZIE, Colin, *Ronald Biggs*, Stock, 1976.

MANIGUET, Xavier, *French Bomber*, Michalon, 2007.

MERVEILLEUX DU VIGNAUX, Sophie, *Désinformation et Services spéciaux*, Éditions du Rocher, 2007.

MONTAGNON, Pierre, – *La France coloniale* (2 tomes), Pygmalion, 1989-1990.

– *Histoire des Commandos* (3 tomes), Pygmalion, 2001-2004.

PICARD, Alain, *Ouvéa, quelle vérité ?* Éditions LBM, 2008.

PONFILLY, Christophe de, *Massoud l'Afghan*, Gallimard, 2001.

PONTAUT, Jean-Marie, EPSTEIN, Marc, *Ils ont assassiné Massoud*, Robert Laffont, 2002.
PRIEUR, Dominique, *Agent secrète*, Fayard, 1995.
REYNOLDS, Bruce, *Crossing the line*, Bantam Press,1995.
SAMRAOUI, Mohamed, *Chronique des années de sang*, Denoël Impacts, 2003.
SANGUINETTI, Antoine, *Enquête sur Ouvéa*, Études et documentations internationales, 1989.
SERGENT, Pierre, *La Légion saute sur Kolwezi*, Presses de la Cité, 1978.
SPAGGIARI, Albert, *Les égouts du paradis*, Albin Michel, 1978.
TRINQUIER, Roger, *Les maquis d'Indochine*, SPL, 1976.
VIDAL, Jacques, général, *Grotte d'Ouvéa*, Volum Éditions, 2010.

Index

A'AL', Abdel-Salam, 123, 124, 126, 128
A'AL', Makram Abdel, major, 122
ABDALLAH, roi, 119
ABDESSELAM, Belaïd, 54
ADDARI, gendarme, 174
ADENAUER, Konrad, 23
AGUILAR, Gerardo, Antonio (César), 237-247
AHARON, 26
AL-SIRI, Yaser, 209
ALBERTO, sergent, 247
ALBOTELLI, ingénieur, 81
ALEXANDRE LE GRAND, 57, 203
ALGRANATI, Rita, 78, 86
AMOUZAGAR, Jamshid, 53-54
ANDRÉA, opératrice, 237-243, 245
AOUCHEV, Rouslan, général, 219
ARMADA, Alfonso, général, 111-112, 114, 115, 116, 117
ARNOLD, caporal, 94
ASLAKHANOV, Aslambek, 217
ATKINSON, Neville, 55

BAKHTIAR, Chapour, 51
BAKKALI, Kacem, voir EL-OUAER Rachid Bouraoui
BARAÏEV, Arbi, 217
BARAÏEV, Movsar, 217, 219
BARAK, Ehud, 102
BEAUMONT, capitaine, 136

BEGIN, Menahem, 120, 121
BELMONDO, Jean-Paul, 47
BEN BELLA, Ahmed, 180, 181
BENEBDERRAHAMANE, Amine, 185
BENEZIT, colonel, 100
BEN GOURION, David, 24, 30, 35
BEN LADEN, Oussama, 205, 208, 209, 213, 214, 249-259
BENKORTBI, Noured, 185
BENMAALEM, Hocine, 185
BERNDT, Martin, colonel, 200
BETANCOURT, Ingrid, 233-248
BIANCONI, Jean, 163-165, 168, 172
BIGGS, Ronald, 38, 45, 47
BONAPARTE, Lucien, 109
BONLIEU, Frédérique, 148, 149, 150, 152
BONSOLI, Franco, 78
BOSE, Wilfried, 50
BOUAZIS, Richard, 73, 74
BOUDIAF, Mohamed, 179-186
BOUMAÂRAFI, Lambarek, 183
BOUMEDIENE, Houari, 54, 55, 180
BOURVIL, 47
BOUTEFLIKA, Abdelaziz, 54
BRAGHETTI, Anna Laura, 81, 82, 86
BRUNNER, Aloïs, 22
BUCHOUD, colonel, 136
BUSH, George W., 251

CALVET, monseigneur, 165
CALVO SOTELO, Léopoldo, 112
CAMPO, Fernandez, général, 114-115
CANN, général, 132
CANO, Alfonso, 236, 241, 242
CARLOS (Ramirez Sanchez, Ilitch), 49-56
CARRILLO, Santiago, 113, 115
CARTER, Jimmy, 120
CAUSSE, Françoise, 210-211, 212

CÉSAR, voir AGUILAR, Gerardo, Antonio
CÉSAR, Jules, 57
CHIRAC, Jacques, 157, 165, 166, 167, 168
CHKOLNIKOVA, Mari, 218
CLINTON, Bill, 201
CLINTON, Hillary, 258
CORDREY, Roger, 42, 47
COSSIGA, Francesco, 82

DAHMANE, Abdessattar, 206-210, 213-214
DAHMANE, Malika, 208, 209
DALY, John, 47
DAOUD, Mohammed, 203, 204
DARY, Bruno, lieutenant, 100
DÉAT, Marcel, 23
DE GAULLE, Charles, 104, 143, 144
DESTREMAU, Patrick, lieutenant, 162, 163, 165, 172
DIANOU, Alphonse, 161-165, 168, 169, 171, 173-176
DIANOU, Hilaire, 176
DOUCET, lieutenant colonel, 169-174
DUBOIS, maréchal chef des logis, 172-173, 175
DUBOS, capitaine, 97

EBAN, Abba, 33
EICHMANN, Adolf, 21-35
EICHMANN, Nikolaus, 24
EL-OUAER, Rachid Bouraoui, 207, 209, 210, 213
ÉRULIN, colonel, 89, 91-92, 95, 98, 100

FABIUS, Laurent, 147, 156
FARAG, Mohamed Abdel-Salam, 123-127, 129
FARANDA, 86
FAVIER, Denis, 226
FAYSAL I^{er}, roi, 119
FAYSAL II, roi, 119
FIELD, Brian, 38, 39
FILIMOEHALA, Antonin, 163

FIORE, Raffaele, 78, 80
FLORENTIN, lieutenant, 161
FORSYTH, Fréderick, 50
FOURNIER, commandant, 15, 16, 17
FRANCO, général, 110, 113

GAFAS, 243, 246, 247
GALLINARI, Prospero, 78, 82, 86
GANDHI, Indira, 119
GATES, Robert, 258
GATINOIS, docteur, 171
GAUSSERÈS, capitaine, 95
GEMAYEL, Béchir, 103, 104, 106
GHERISSI, Lofti, 207
GHOZALI, Sid Ahmed, 185
GISCARD D'ESTAING, Valéry, 68, 91, 144
GLOBKE, Hans, 23
GOEBBELS, Joseph, 87
GONZALES, Felipe, 115
GOODY, Gordon, 38, 43-44, 47
GRAIL, capitaine, 98
GRAS, Yves, colonel, 92, 93, 94
GRIVEL, gendarme, 172
GROGNIER, capitaine, 169
GUERRA, Alfonso, 115
GUILLAUMET, Henri, 194

HANFORD, capitaine, 196, 197
HAREL, Isser, 24, 25, 26, 27, 31-35
HERMANN, Lothar, 24
HERNU, Charles, 147, 157
HEYDRICH, Reinhard, 21
HIGHSTRETE, Clark, 196
HIMMLER, Heinrich, 21, 22, 87
HITLER, Adolf, 21, 54, 57, 214, 215
HOAREAU, madame, 73
HÔ CHI MINH, 12, 15

HUSSEIN, Abbas Mohamed, 124, 126, 127, 128

ISLAMBULI, Khaled, lieutenant, 121-124, 126-129
ISLAMBULI, Mohamed, 122

JAYOT, capitaine de corvette, 169, 171, 174
JEROME, général, 168
JUAN CARLOS, roi, 110, 114, 115, 116, 117
JUSTE, général, 114, 115

KADHAFI, Mouammar, colonel, 51
KALTENBRUNNER, Ernst, 21, 22
KENNEDY, John, 119
KEVERINA, Benjamin, 216
KHAKAMADA, Irina, 218
KIRYATI, Hans, 28, 29, 30
KLEIN, docteur, 27
KLEIN, Hans Joachim, 51, 52, 53, 54, 55
KLEMENT, Ricardo, voir EICHMANN, Adolf
KOLBERG, Ronald, 105
KREISKY, Bruno, chancelier, 53

LACAZE, général, 90, 91
LACOSTE, amiral, 147, 157
LA INDIA, opératrice, 237-241
LALLEMAND, Yannick, aumônier, 93
LAMARI, Mohamed, général, 181, 185
LAMARI, Smain, colonel, 185
LANGE, David, 148, 151
LAVELLOI, Wenceslas, 161, 173, 176
LE BŒUF, maréchal, 41
LEFÈVRE, maréchal chef des logis, 174, 175
LEGORJUS, Philippe, capitaine, 163-165, 168, 169, 174
LÉNINE, Vladimir Ilitch, 49
LÉONE, Giovanni, 77
LESQUER, colonel, 147

MAAROUFI, Tarek, 207
MACCARI, Germano, 85, 86
MACHORO, Éloi, 160
MAC-MAHON, de, général, 134
MAFART, Alain (Alain Turenge), 150, 154, 157
MAIRE, Dominique, voir PRIEUR Dominique
MALAGON, lieutenant, 248
MAN, Peter, 26-29, 31-33
MANIGUET, Docteur, 149, 151, 152
MARCHESSEAU, Patrick, 224-225, 227-230
MARIN GILLIER, contre-amiral, 226, 231, 232
MARULUNDA, Manuel, 236
MASSOUD, Ahmed, 203-214
MATA HARI, 149
MEDIENE, Mohamed, général (Toufik), 185
MEIER, 26, 28, 29
MEIR, Golda, 102, 103
MELLADO, Gutierez, 113-114, 115, 116
MENGELE, Josef, 21, 22, 27, 31
MILANS DEL BOSCH, colonel général, 111-112, 114, 115, 116, 117
MILLS, Jack, 43-44
MITTERRAND, François, 51, 144, 147, 156, 160, 165, 168, 169
MOBUTU, général, 91, 93, 96
MONO, Jojoy, voir QUARREZ, Jorge, Bricefo
MONTOYa, général, 242, 243, 248
MORETTI, Mario, 77-78, 80-86
MORO, Aldo, 75-87
MORUCCI, Valerio, 78, 85-86
MOUBARAK, Hosni, général, 125, 129
MOUGNIEH, Imad, 140-141
MURAT, Joachim, 109

NACCACHE, Anis, 51
NAPOLÉON I^{er}, 57
NASSER, Gamal Abdel, 119-120
NEMTSOV, Boris, 218
NUNEZ ENCABO, Manuel, 112

NUNG, Ly Seo, 13, 16, 18

O'GRADY, Scott, capitaine, 187-201
OBAMA, Barack, 251, 252, 254, 255, 257, 258
OMAR, mollah, 205
OURY, Gérard, 47

PANETTA, Léon, 252, 254, 255
PAUL VI, pape, 80, 82, 84
PEDRAZZA, adjudant, 172
PEREIRA, Fernando, 155
PEYRAT, Jacques, 74
PHAM DUC LONG, lieutenant, 17
PICON, capitaine, 163
POLITKOVSKAÏA, Anna, 218
POMPIDOU, Georges, 144
PONS, Bernard, 161, 164, 165, 166, 168
PONTECORVO, Gilles, 55
POUGATCHEVA, Alla, chanteuse, 219
POULET, capitaine, 96, 100
POUTINE, Vladimir, 217-218, 219, 221
PRIEUR, Dominique (Maire Dominique) (Sophie Turenge), 146, 148, 150, 152, 154, 157
PRIMAKOV, Evgueni, 219
PROUTEAU, commandant, 168
PUGA, Benoît, 100

QUARREZ, Jorge, Bricelo (Mono Jojoy), 236-239

RABBANI, Burhannudin, 205
RABIN, Yitzhak, 119
RAMIREZ SANCHEZ, avocat, 49
RAMIREZ SANCHEZ, Ilitch, dit Carlos, voir CARLOS
REHEIL, Ata Tayel, 123-124, 126
REYES, Raul, 236
REYNOLDS, Bruce, 38, 42, 47
RON, Dina, 26

RUSSI, José Luis, 244, 245

SAADI, Yacef, 54-55
SADATE, Anouar el, 119-129
SADI, Saïd, 185
SAENZ, Guillermo, voir CANO Alfonso
SAHAGUN, Agustin, Rodriguez, 115
SAINT-ARNAUD, de, maréchal, 110
SALAMEH, Ali Hassan, 101-107
SAMRAOUI, colonel, 184, 185
SAMY, gendarme, 163, 173
SAN MARTIN, colonel, 114
SCHMITT, général, 167
SCRIVER, Peter, 105
SKORZENY, Otto, 47, 179
SPAGGIARI, Albert, 57-74
STANGL, Franz, 22
STANLEY, Agate, 39, 43, 47
STAUFFENBERG, colonel, 214
SUAREZ, Adolfo, 110, 112, 113, 115

TANGOPI, Joseph, 170
TCHAR, Zvi, 32
TEJERO, Antonio, colonel, 109-117
THATCHER, Margaret, 167
THIMOTHÉE, lieutenant, 172
THOMAS, capitaine, 132, 133, 134, 138
TIEDEMAN, Gabriele, 51
TJIBAOU, Jean-Marie, 160, 176
TORRÈS ROJAS, colonel, 111, 114
TOUFIK, général, voir MEDIENE Mohamed
TOUZANI, Karim, voir DAHMANE Abdessatar
TRICOT, Bernard, 157
TRITTO, Franco, 85
TURENGE, époux, Alain et Sophie (Alain Mafart et Dominique Prieur), 149-157

URBAIN II, pape, 57
URIBE, Alvaro, 236
UZI, 26, 28, 29

VALDIS, Shamuel, 32
VAUGHN LITTLEJOHN, capitaine, 198
VÉRON, chasseur, 172
VIDAL, Jacques, général, 163-168, 170, 173-175

WAHUZUE, Franz, 165
WALDEIM, Kurt, 84
WÉA, Djubelli, 176
WHITBY, David, 43
WILBUR, capitaine, 187-189, 191
WILSON, Charles, 44

YAVLINSKY, Grigori, 218

ZAHER-SHAH, roi, 203
ZAKI YAMANI, Ahmed, 54
ZOBRIST, Scott, 198
ZOREA, Meier, général, 33
ZUMR, el, Abboud Hassan, lieutenant colonel, 123, 129

DU MÊME AUTEUR

L'Armée d'Afrique

●

12 récits de chevaux qui ont changé l'Histoire

●

La France dans la guerre de 39-45
(prix littéraire 2010 de la Saint-Cyrienne)

●

Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale

●

La Grande Histoire de la Seconde Guerre mondiale
10 volumes

1. De Munich à Dunkerque
(Septembre 1938-Juin 1940)

●

2. De l'Armistice à la guerre du désert
(Juin 1940-Juin 1941)

●

3. De l'invasion de l'URSS à Pearl Harbor
(Juin 1941-Décembre 1941)

●

4. Des premières victoires du Japon à Stalingrad et El-Alamein
(Décembre 1941-Novembre 1942)

●

5. Du débarquement allié en AFN à l'invasion de
l'Italie (Novembre 1942-Octobre 1943)

●

6. 6 juin 1944 : le Jour J. Genèse, déroulement, conséquences
(Octobre 1943-Juillet 1944)

●

7. De la reconquête des Philippines à la bataille des Ardennes
(Juillet 1944-Décembre 1944)

●

8. De l'assaut final contre le Japon à la capitulation du III^{e} Reich
(Janvier 1945-Mai 1945)

●

9. De la décomposition du III^{e} Reich à Hiroshima
et à la chute du Japon
(Mai 1945-Septembre 1945)

●

10. Du procès Laval au jugement de Nuremberg
(Septembre 1945-Octobre 1946)

Également disponibles en 2 tomes, collection « Multipages »
Tome 1. Septembre 1938 à Octobre 1943
Tome 2. Octobre 1943 à Octobre 1946

●

France-Indochine
Un siècle de vie commune (1858-1954)

●

Dictionnaire de la colonisation française

●

Légionnaires d'hier et d'aujourd'hui
1831-2010

●

Histoire de la Légion
De 1831 à nos jours

●

Histoire de l'Armée française
Des milices royales à l'armée de métier

●

Histoire des Commandos
1939-1943*

●

Histoire des Commandos
1944-1945**

●

Histoire des Commandos
1945 à la prise d'otages à Marignane***

●

La Conquête de l'Algérie
Les germes de la discorde
1830-1871

•

L'affaire Si Salah
Un récit-témoignage vécu sur la guerre d'Algérie

•

La France coloniale
Tome 1. La Gloire de l'Empire
Tome 2. Retour à l'Hexagone

•

La Guerre d'Algérie
Genèse et engrenage d'une tragédie
(Ouvrage couronné par l'Académie française)

•

Les maquis de la Libération
1942-1944

•

Les parachutistes de la Légion
1948-1962

•

Pas même un caillou
Pages écrites en 1962 en Algérie dans la passion du moment

•

42, rue de la Santé
Une prison politique – 1867-1968

•

Saint-Cyr Deux siècles au service de la France
Prix Jacques Chabannes, 2003

Flammarion